

M. Collor l'emporterait sur « Lula »

La droite brésilienne est donnée gagnante à l'élection présidentielle

Compter avec la gauche

PLUS que la victoire de M. Fernando Collor, c'est la défaite de « Lula » qui retient l'attention dans les résultats de l'élection présidentielle brésilienne. Une bonne partie du pays avait projeté dans le candidat du Parti des travailleurs son espoir de provoquer une rupture qui semble plus que jamais, au Brésil, une nécessité. Le succès, semble-t-il de justesse, de la droite ne doit cependant pas faire oublier que l'union de la gauche représente dorénavant une force avec laquelle il faudra compter. En parvenant à rassembler autour de son nom l'ensemble des forces progressistes, des socialistes-démocrates aux communistes, « Lula » a fait la démonstration de ses capacités.

Le futur président, qui prendra ses fonctions le 15 mars prochain, avait tenté de s'attirer, par son programme en certains points novateur, les suffrages des électeurs modérés. La remontée de son rival dans les sondages précédant le deuxième tour l'a contraint à un virage à droite en fin de campagne. Les slogans écologiques et le mariage blanc dont il s'est servi contre la gauche le condamnent maintenant, du côté des réformistes, à l'isolement. De l'autre côté, celui des tenants du système, les sirènes, au contraire, ne manqueront pas.

DANS ce pays en crise — inflation mensuelle de 50 %, dettes interne et externe insupportables — M. Fernando Collor est pourtant condamné lui aussi à opérer de profonds changements s'il veut avoir quelques chances de succès.

Tout le système de modernisation forcée montre aujourd'hui sa faillite, en raison de l'apartheid social auquel il condamne la majorité de la population. S'ajoute en plus une crise générale des valeurs, avec une administration corrompue, et des violences moines dues à la misère qu'à l'immoralité ambiante. « Lula », avec ses faiblesses et ses manques, incarne — et incarne toujours — une possibilité de renouveau. Mais le Parti des travailleurs et la gauche restent en réserve, pour un autre quinquennat.

M. FERNANDO COLLOR, qui doit une partie de son succès à son langage de moralisation, n'a-t-il les moyens de relever un tel défi ? L'optimisme commanderait de ne voir dans ses excès pour écarter son rival qu'une exacerbation de la campagne.

Mais, les mêmes maux appelant les mêmes remèdes, il lui faudra bien appliquer les réformes — de l'Etat, de la fiscalité, des budgets sociaux — contenues dans son programme s'il veut empêcher le pays de sombrer. Sinon, après les longues années d'incertitude du gouvernement Sarney, ce seraient à nouveau l'arrogance et le cynisme qui risqueraient de camper au pouvoir.

M 0147 - 12190 - 4,50 F



M. Fernando Collor a gagné l'élection présidentielle de dimanche 17 décembre, selon les sondages effectués au moment du vote : le candidat de la droite devancerait de trois à quatre points celui du Parti des travailleurs (PT), « Lula ». Une chaîne de télévision privée, TV Globo, donnait également ce lundi une avance de cinq points à M. Collor, alors que 60 % des suffrages avaient été dépouillés.

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Si, après un dépouillement aussi lent qu'au premier tour, la victoire de M. Collor se confirme, il est probable qu'elle sera contestée par ses adversaires. Ceux-ci affirment que de nombreux électeurs ont été empêchés de voter par suite d'une paralysie des transports en commun dans la banlieue industrielle de Rio, ainsi qu'à Salvador, Recife, Fortaleza, quatre villes qui sont des viviers de voix pour le candidat du Parti des travailleurs (PT). Ce parti, ainsi que le Parti démocratique travailliste (PDT) de M. Leonel Brizola avaient déclaré, avant l'élection, redouter la fraude. A leurs yeux, un boycottage a été commis contre leurs électeurs

par des compagnies de transport privées.

Quel que soit le résultat des contestations en cours, il est probable que la défaite de M. Inacio Da Silva, dit Lula, est consommée, et qu'avec elle s'évanouit le rêve fait par beaucoup (près de la moitié de l'électorat) de voir pour la première fois dans l'histoire du Brésil — et sans doute de l'Amérique latine — un ouvrier occuper la présidence et engager des réformes sociales que seuls de rares pays dans la région ont tentées.

Pourtant, jusqu'au milieu de la semaine dernière, il y avait une « dynamique Lula », qui semblait irrésistible.

CHARLES VANHECKE

Lire la suite page 3

Le régime Ceausescu dénoncé

De violentes manifestations ont eu lieu en Roumanie

Des heurts violents se sont produits, samedi 16 décembre, dans deux villes de Transylvanie, opposant plusieurs milliers de manifestants hostiles au régime Ceausescu — en majorité des jeunes gens d'origine hongroise — à la police et à l'armée. La région a été bouclée par les forces de l'ordre. Des tirs auraient été entendus dimanche dans la ville de Timisoara, où avaient débuté les incidents.



Lire nos Informations page 7

Les socialistes réveillés par l'Europe de l'Est

Après des semaines de surplace, les dirigeants du PS prêts à engager le vrai débat

Le congrès du PS, qui se réunira à Rennes en mars prochain, s'annonçait paralysé par l'incontournable solidarité avec le président de la République et le premier ministre, et tournant à vide autour de la seule compétition entre MM. Lionel Jospin et Laurent Fabius. L'histoire, qui se réveille, et le sommeil agité des électeurs vont peut-être finir par tirer les socialistes de leur léthargie. Face aux bouleversements européens et aux ravages du léninisme, le Parti socialiste, il

est vrai, faisait piètre figure. Ses principaux témoins, semblent aujourd'hui décidés à s'engager dans de vrais débats, en se détournant d'un surplace tactique que fastidieux et, pour l'opinion, dévastateur.

Le paradoxe est que M. Pierre Mauroy fasse les frais de ce sursaut, à travers les attaques dont il a été la cible, au cours du week-end, de la part de MM. Jean-Pierre Chevènement et Jacques Delors. Le ministre

de la défense et ses amis reprochent au premier secrétaire d'avoir lancé de son propre chef, sans prendre l'avis des instances dirigeantes du parti, un débat sur les conséquences que la France pourrait tirer, pour ses dépenses militaires, de la nouvelle donne européenne. A en croire M. Pierre Guisdoni, l'un des animateurs du courant Socialisme et République de M. Chevènement, M. Mauroy n'aurait eu vue que de « faire trois voix dans la section de

Carpentras ». Outre que Socialisme et République a de bonnes raisons de s'intéresser au moins autant que le premier secrétaire aux suffrages des militants, M. Guisdoni aurait été mieux inspiré de reconnaître au maire de Lille le mérite d'avoir frayé un chemin aux préoccupations internationales dans le débat interne.

PATRICK JARREAU

Lire la suite page 9

« Sakharov, pardonne-nous »...

Des dizaines de milliers de Moscovites ont rendu hommage au Prix Nobel de la paix

Les funérailles d'André Sakharov, décédé jeudi dernier, devaient avoir lieu lundi 18 décembre, au cimetière de Moscou, après un meeting au stade Loujniki et une cérémonie d'adieu à l'Académie des sciences de l'URSS, à laquelle ont participé MM. Gorbatchev et Rykov, premier ministre. M. Lech Walesa a fait à cette occasion son premier voyage à Moscou. Dimanche, une centaine de milliers de personnes avaient défilé devant le dépouille du Prix Nobel de la paix.

sanglots, avant de regagner en silence la nuit glacée.

Dans le palais de la jeunesse, la bonhomie du service d'ordre bénévole contraste avec la rigidité des funérailles des hauts dignitaires à la salle des Colonnades de la Maison des syndicats. C'est l'association privée Mémorial qui a pris les initiatives, seulement aidée de loin par l'armée. Au son d'un piano qui couvre avec peine les trahissements de pieds, les Moscovites défilent en déposant un de ces brins d'œillets venus de Trans-

caucasie et qui sont le seul luxe de Moscou, la seule tache de couleur dans la grisaille funéraire du métro.

Au pied du cercueil inondé de draperies et de pétales rouge sang, on remarque une couronne envoyée par Soljenitsyne et une inscription : « Tu étais la dignité, l'honneur, l'intelligence ». Un panneau de carton domine les autres. On y lit : « Prost! nas! » (« Pardonne-nous! »).

BERTRAND POIROT-DELPECH

Lire la suite page 7

MOSCOU

de notre envoyé spécial

La marine est trop ouverte, comme pour respirer encore. La joue déjà grise a été rebâtonnée de carmin. Le rite russe de présentation des morts à demi-ensevelis et le visage offert ne parviennent pas à créer l'illusion du simple sommeil. Les orbites enfouies et les lèvres de pierre attestent l'irréparable.

Hommes et femmes de tous âges commencent par fixer intensément cette vision, puis ils s'en détournent en étouffant des

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Les régions européennes face à l'Est

Les Etats et la CEE n'ont le monopole ni du cœur ni des affaires. Une coopération s'instaure entre les institutions locales ouest-européennes et leurs homologues orientales.

Le rouble, le mark et l'écu

Le mark devient le concurrent direct du dollar. Le moment est venu de relancer l'écu.

La chronique de Paul Fabra : « Si j'étais hongrois ou polonais... »

pages 29 à 32 - section C

DÉBATS

France

Une nouvelle culture politique

par Thierry de Beaucé

Nous nous débarrassons de ce siècle terrible. Ainsi se donnent rendez-vous les signes précurseurs de son effacement. Désormais l'Europe est différente, entraînée vers un ne sait quels changements, équilibres ou bouleversements. Les murs tombent à grand fracas d'espérances. Le désarmement progressif esquisse d'autres mesures pour l'intensité des alliances et — par là — pour les systèmes de défense nationale. Idoles et vœux d'or s'abaissent à leur tour.

Socialisme — mais capitalisme aussi — les doctrines à tout faire admettent leur pécché d'abolition. Le problème de la dette pour les pays du Sud impose la nouvelle donne de son allègement et d'une redéfinition de leurs modes de croissance. La technologie ne répond plus quand apparaissent à chaque avancée des problèmes éthiques, quand le sida rejoint les pestes oubliées, quand le lent assassinat de la nature devient l'étrange ranson d'un progrès à rebours. Dans nos pays développés, le monde rural s'étirole qui gardait le paysage de notre éternité. La ville s'effiloche en banlieue sans esprit comme si elle ne devait plus avoir de cœur que son nom.

L'économie qui rejette peu à peu l'idée même de la production se disperse vers les profits financiers, une sorte de dilution internationale et la suite en avant de l'innovation, du commerce et des services. Aucune science n'ose justifier à la fois, aux rives de la croissance, les nouvelles pauvretés, les débrouillards au noir ou les profits de casino des multinationales délocalisées et des marchés boursiers parfois gonflés d'argent sale.

Faute de mieux, les gouvernements sont tentés de gérer le présent. Les peuples s'interrogent : où trouver l'avenir entre tant de promesses inaccomplies et de menaces inattendues ? Gueules de bois peut-être après des journées d'ivresse salutaires. L'Histoire revient à grands pas où nous ne l'attendions plus.

Lourdes machines

L'autre siècle se prépare. Gueule-tours de l'aube, nos matins seront étonnés. Ils exigeront de nous d'autres courages, l'imagination aussi et ces choix tranchés qui n'épargnent plus la volonté.

La France n'échappe pas à ces débats. La politique routinière ne formule ni les questions exactes, ni les réponses possibles. L'absentéisme électoral, les sondages traduisent la lassitude du citoyen devant le jeu mélancolique des répétitions politiciennes. Ces matins ont fini d'annuler : trop de discours trop dits dont s'égare l'objet. La politique qui déçoit, l'absence d'apporter les réponses, libère fantasmes et rejets.

Les partis sont devenus des machines si lourdes et vouées à leur seule préservation. La « société

civile » fait l'impasse sur la politique. Ainsi le citoyen ne se définit-il plus par le souci de la Cité, des ambitions communes qui l'engagent. Dispersé ailleurs dans le foisonnement de ses sentiments, de ses préoccupations locales, professionnelles, il se contenterait d'assister en spectateur à une tragédie qui le concerne. L'envers exact de la démocratie, puisque le peuple n'est plus en son pouvoir.

Et pourtant, dans ce souffle repris de l'Histoire, c'est la politique qu'on appelle. C'est l'Etat qu'on somme de répondre quand les grands débats portent sur ses fonctions essentielles de défense, de diplomatie, d'ordre, de justice, de définition nationale, de protection des libertés et de progrès social. Laisser à d'autres les réponses partielles, admettre le désintérêt ou l'impuissance du politique marquerait une régression grave de la démocratie.

En 1988, François Mitterrand a été élu pour ce renouveau. La « France unie » n'était pas un slogan électoral, ni l'immobilité promise de quelque consensus aléatoire, mais l'appel à des exigences plus fortes, celle de relever une démocratie sans exclusion, celle d'inspirer un rassemblement à la mesure des défis devinés.

Changer d'époque et d'horizons

Débloquer la société — autant de Bastille à prendre ; donner à chacun sa chance véritable (c'est l'expression dynamique du partage) ; organiser une économie moderne qui exige la formation des hommes ; mettre en œuvre une politique généreuse qui intègre plutôt que de repousser ; privilégier, avec la recherche, les autres chances de l'avenir ; réadapter les conditions d'une défense autonome ; développer un dialogue concret avec les voisinages du tiers-monde ; maintenir une présence résolue dans les affaires du monde avec la fierté de ce que nous sommes et de la voie que nous avons choisie ; et puis achever la construction communautaire quand il paraît urgent de conforter une zone de stabilité entre les flous du continent : mener ainsi la France unie, rapprochée à l'évidence par l'élargissement des perspectives, aux dimensions d'une Europe qui en porte l'espoir et le renouveau.

François Mitterrand assume la dernière présidence d'un siècle qui s'achève et d'une France consciente encore de ses seules limites. Le projet politique du deuxième septennat apparaît par nécessité si vaste et si différent, armant les prudences et les volontés pour qu'en fin de mandat un peuple ait changé et d'époque et d'horizons.

Dans un tel contexte, l'ouverture va au-delà des tactiques politiciennes. Tant de références qui s'estompent, de catégories

anciennes qui perdent leur signification, l'électeur est contraint — à moins qu'il ne s'en affole — à réajuster sans cesse ses préférences. Face à d'aussi fortes interrogations, l'esprit d'ouverture s'oppose à l'esprit Maginot. Celui d'un individualisme sans conscience, l'ère de soi ou du vide que dénoncent les sociologues ; c'est la tentation des replis, la préférence accordée — on la note dans les sondages — aux avantages locaux d'une France qui finirait en cartel de communes et de régions.

C'est la crispation des corporatismes, la protection des catégories sociales par des collectifs sur le terrain et des « coordinations » de circonstance en charge d'un unique problème, les associations d'usagers, le refus sous toutes ses formes d'assumer le choix global qui forge une communauté. Autant de murs dressés devant des privilégiés.

Devant ces frilosités, il faut formuler clairement les choix qui constituent l'engagement du septennat. Trois ambitions l'expriment :

— Retrouver l'évidence claire que la République inspire un système économique et social où l'épanouissement du plus grand nombre vaut mieux que les avantages comptables du court terme. Il existe un devoir de solidarité, sans lequel aucune communauté n'aurait ni raison d'être, ni définition, ni à fortiori identité.

— Exprimer la modernité. Le parler vrai a surtout besoin de devenir un parler neuf. Écartés des partis pris, les problèmes d'aujourd'hui sont formulés différemment et doivent en quelque sorte inventer leurs mots. A chaque étape de son développement, une société recense les blocages qui freinent son évolution. La démocratie impose ce patient travail de lucidité. Aujourd'hui, le retour de la croissance autorise des réformes plus courageuses. Le mensonge, le gaullisme réinventeur de l'Etat, la nouvelle société de Jacques Chaban-Delmas ont partagé la même volonté.

Il faut beaucoup changer afin que rien ne change. Aucun conservatisme dans aucun domaine ne réussira à maintenir la même forme d'équilibre. La routine, la gestion qui ne réforme pas, ne laissent pas les choses en l'état, elles les forcent à vieillir.

— Tenir l'ambition d'une présence partout reconnue dans le monde. Dans de nombreux pays, 1989 aura marqué pour les droits de l'homme un printemps hors de saison. L'année du Bicentenaire — hasard, symbole ou lent effet des interférences — a été celle d'un regain universel de liberté. La diplomatie devient une affaire intérieure. La réalité européenne, notre niveau de vie, certaines de nos lois, les chances de l'emploi, les débats de société sur l'intégration, l'universalité des médias, le chevauchement des cultures, les images fortes de Tiananmen ou de Berlin qui

éclairaient nos propres valeurs, autant d'échanges pour la France qui rendent illusoire la tentation de son repli.

François Mitterrand a inscrit son septennat dans ces directions. L'œuvre est là. Établie déjà après les dix-huit mois du gouvernement de Michel Rocard, elle paraît promise aujourd'hui à de surprenantes accélérations. La majorité présidentielle qui le soutient a la responsabilité particulière d'appeler à un renouveau politique. Le Parti socialiste fait un effort pour débattre, en multiples contributions à l'occasion de son congrès. Mais la majorité, si riche de sensibilités différentes, ne peut se contenter d'une seule étiquette. Socialiste, le mot est fort d'un passé de combats.

Un centre neuf

Peut-être ce poids d'Histoire le fait-il hésiter sur la définition d'un enthousiasme neuf. Cessons de réduire la majorité à la plus simple expression d'une seule formation, si puissante fût-elle. Acceptons ceux qui la constituent et qui lui donnent justement ses nouvelles frontières. L'ouverture est plus que la nécessité électorale d'une addition où le Parti socialiste ne dépasse pas 30 %, où les communistes n'ont plus rien à proposer et le reste — quoi ? 10, 15 % ? — a le devoir de s'exprimer et de réussir.

Le reste, je pense à ces courants divers que nous tentons de rassembler autour de l'Association des démocrates. Ce centre neuf qui se dessine n'est pas celui de la modération, le point d'immobilité où les forces se défont. Ni projection vers l'utopie, ni célébration d'un présent sans futur, ni traduction mensongère d'un passé recomposé, il n'hésite pas à bousculer les habitudes d'un siècle qui s'éloigne et d'un horizon qui s'élargit. Il a la mission particulière d'exprimer une nouvelle culture politique, de proposer ainsi une forme différente d'éveil et de réforme.

Une telle démarche — pour qu'elle soit rendue possible — implique un renversement copernicien. Que le Parti socialiste ne se considère plus comme l'unique expression de la majorité présidentielle autour de laquelle divaguent des minorités floues. Mais au contraire, que la majorité présidentielle s'organise en tant qu'ensemble cohérent, reconnaissant certes son éminence au Parti socialiste mais faisant toute leur place à ceux qui l'incarnent.

L'éclairage neuf — l'autre disposition du soleil — lui rendra la lumière plus forte des étonnements. Dans la multiplicité de ses planètes, elle saura retrouver la dimension plus vaste d'une constellation.

En France, le réveil de la politique est à ce prix.

► Thierry de Beaucé est secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales.

AU COURRIER DU Monde

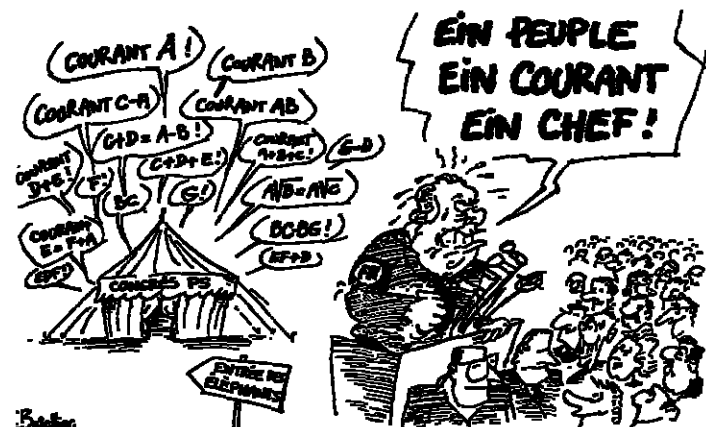
Marat n'est plus là...

Je vous prie de bien vouloir rassurer le cardinal Lustiger en ce qui concerne l'épreuve posthume que l'on aurait imposée à l'abbé Grégoire : il ne se trouve pas à côté de Marat, parce que celui-ci a été expulsé du Panthéon il y a cent quatre-vingt-cinq ans, le 6 février 1795. Ses restes furent jetés dans l'égoût de Montmartre. (Il avait été inhumé le 4 avril 1794.)

En ce qui concerne l'affrontement, pendant la Terreur, entre Voltaire et l'abbé, il est bien imaginaire, étant donné que le philosophe est mort en 1778 et a été inhumé au Panthéon avant la suspension du roi Louis XVI, le 11 juillet 1791.

RACHEL ZELESNAK (Paris.)

TRAIT LIBRE



La gauche sur le seuil

par Eric Ghebeli et Guy Konopnicki

EN quelques jours, le racisme et la xénophobie ont franchi le seuil de la tolérance. Cette nouvelle flamme a commencé dans une formidable ambiguïté : convaincus de défendre la laïcité, des intellectuels de gauche, et non des moindres, ont agité, devant la France effrayée, le spectre d'une menace islamique incarnée par trois fillettes. Le résultat ne s'est pas fait attendre, à Dreux comme dans toutes les élections partielles.

Cependant, loin de se mobiliser contre le danger, la gauche a surélevé la vague raciste et répond à la menace en distinguant les bons immigrés réguliers des clandestins. Quand elle ne reprend pas à son compte la notion raciste de « seuil de tolérance ».

La gauche cherche à répondre aux électeurs du Front national en leur disant : rassurez-vous, nous allons résoudre le problème de l'immigration. Elle gagnerait pourtant à s'adresser à ses propres électeurs qui, eux, s'abstiennent.

Intégrer ou assimiler ?

Faut-il, en effet, chercher la note « de gauche » dans le grand concert des nationalismes où Chirac joue déjà à la petite Rôta ne que le P.S. sonne dans les cuivres ? Les imprudents maurassiens joués par certains partisans de Jean-Pierre Chevènement sont des plus dissonants. Toute immigration devrait donc se fonder, de gré ou de force, dans une France immuable que n'effectueraient ni l'histoire ni les brassages de population ? Cette gauche-là n'a jamais fini de coloniser son Algérie intérieure. Hantée par le fantôme de Guy Mollet, elle grêche une assimilation, masquée sous le terme d'intégration. Il y a là un non-dit. Ou bien l'on veut intégrer les immigrés en leur donnant des possibilités d'expression civique et en facilitant l'accès à la nationalité française, ou bien on laisse entendre qu'il faut civiliser une horde de barbares peu respectueux des règles de la vie commune et des lois de la République...

S'il s'agit du premier terme, des mesures concrètes favorisant l'intégration, on peut se demander quelle torpeur a gagné depuis dix-huit mois le gouvernement Rocard. S'il s'agit du second, on peut craindre que cette manière de prôner l'intégration ne soit un appât électoral destiné à pêcher les voix dans les sections du P.S. à la veille d'un

congrès pourtant réputé « idéologique ».

Car, comme au lendemain du premier syndrome de Dreux, en 1983, le second réactive, au sein du P.S., le populisme et la démagogie nationaliste. De Jean-Pierre Chevènement à Jean Popere, chacun cherche à faire barrage non à La Pen, mais à l'immigration et, surtout, à la montée du courant adverse. On l'a vu lors de l'affaire du foulard. Au P.S., un ministre peut préférer ne donner aucune réponse à une question sensible quand sa principale inquiétude vient d'un rival qui a pu dire que le Front national donnait de mauvaises réponses à de vraies questions...

Quelles sont ces vraies questions ? La persistance de l'immigration clandestine ? Peut-être. Mais alors, mieux vaudrait parler de l'aggravation du déséquilibre entre pays riches et pays pauvres. Seul à vouloir construire autour de la France les murs que l'on détruit à l'est de l'Europe, on n'arrête pas l'immigration clandestine tant que des hommes préféreront venir à Paris, dans les pires conditions d'exploitation, plutôt que de vivre dans la misère absolue de l'Anatolie ou de la Somalie. Et lorsque l'on nous dit que la vie est difficile avec les immigrés dans les cités HLM, force est de constater qu'elle le serait aussi sans eux, dans ces taudis où s'entassent les laissés-pour-compte de la « nouvelle croissance ». L'immigration n'est que le révélateur des injustices dans lesquelles la gauche trouve sa raison d'être. C'est en combattant ces injustices et non en bricolant les arguments réactionnaires que la gauche arrêtera l'extrême droite.

Nous n'attendons pas du P.S. et du gouvernement qu'ils règlent le prétendu problème de l'immigration. Car, comme le disait Sartre à propos de l'antisémitisme, il n'y a pas de problème juif ou de problème immigré, il y a le racisme et il importe de le combattre. Ce n'est pas en promettant d'expulser plus d'immigrés que la gauche animera ce combat. A force de démagogie et de renoncement, le P.S. et le gouvernement préparent bien pis que des déconvenues électorales. La dernière fois que la gauche a ainsi perdu son âme, elle n'a pas seulement perdu le pouvoir : elle s'est décomposée et marginalisée. Pour vingt-cinq ans.

► Eric Ghebeli est secrétaire général de SOS-Racisme. Guy Konopnicki est journaliste et écrivain.



LOUIS DUPEUX

Histoire culturelle de l'Allemagne 1919-1960

A une époque où l'Allemagne occupe le devant de la scène internationale, Louis Dupeux apporte un regard neuf sur la nature du nazisme, l'attitude des églises, les positions des communistes, le conflit entre l'art moderne et l'art « allemand » et sur le clivage qui sépare une culture nationale et l'ouverture au monde.

Collection « Questions » dirigée par Blandine Borret Kragel, 368 pages - 165 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Scaes
Administrateur général : Bernard Wourms

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Téléx MONDPAF 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81

CHILI : après la fête et l'émotion

Retour au calme et à la politique

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

Le calme est revenu durant le week-end, après que la passion populaire, absente de la campagne électorale, ait été brusquement réveillée par la victoire de M. Patricio Aylwin. La fête et l'émotion avaient fini par se confondre, vendredi 15 décembre, dans le centre de la capitale et dans les grandes villes de province. Un mort, un demi-millier d'arrestations, plusieurs dizaines de blessés, un bilan qui aurait pu être plus lourd.

La politique reprend désormais ses droits. Les résultats définitifs des élections parlementaires étant maintenant connus, chacun fait ses comptes. La démocratie chrétienne y trouve des motifs de satisfaction, puisqu'elle devient le premier parti du pays et que le prochain président de la République portera ses couleurs. La gauche, en revanche, ne cache pas sa déception. Le seul élu communiste est une « dissidente » qui se présente sur la liste du Parti pour la démocratie. Les socialistes, toutes tendances confondues, ne formeront que le troisième groupe parlementaire, derrière les conservateurs

modérés de rénovation nationale. Les électeurs chiliens ont bel et bien voté au centre.

La législation électorale, dictée par le régime du général Pinochet, aura « fait merveille » : avec un tiers des suffrages, la droite s'assure de plus de 40 % de la représentation parlementaire, sans compter les neuf sénateurs qui seront prochainement désignés par les autorités.

La nouvelle majorité et son opposition n'attendront pas l'installation du Parlement pour négocier, et entendent bien mettre à profit les trois mois d'inter-régne. Le général Pinochet lui-même a offert « son entière collaboration aux futures autorités ». Cette prédisposition est « positive », s'est empressé de lui répondre M. Aylwin. Le président sortant abandonnant le pouvoir le 11 mars 1990 et son successeur n'entrant en fonction que le 14, il leur faudra d'abord s'expliquer la difficulté d'un intérim de trois jours, que la Constitution, curieusement, ne prévoit pas. Un problème mineur, en tout cas, comparé à l'immensité des tâches à venir.

GILLES BAUDIN

PANAMA : après un grave incident

Les forces américaines et nationales en état d'alerte

Les Forces de défense du Panama (FDP), comme les troupes américaines stationnées dans la zone du canal, ont été mises en état d'alerte, dimanche 17 décembre, après l'incident survenu la veille entre des soldats des deux armées, qui a fait un mort et un blessé côté américain, et trois blessés côté panaméen. Selon les responsables américains sur place, l'officier tué avait perdu son chemin en voiture avec trois autres soldats qui, n'étant pas de service, circulaient habillés en civil. Ils se seraient retrouvés devant le quartier général des FDP et auraient cherché à s'enfuir lorsque des soldats panaméens auraient tenté de les faire sortir de force de leur voiture, avant d'ouvrir le feu. Version des faits contestée par les FDP, qui affirment dans un communiqué que « des coups de feu, provenant de véhicules porteurs de plaques américaines, ont d'abord été tirés contre leur QG ainsi que contre la population civile qui se trouvait à proximité ».

A l'issue d'une réunion des hauts responsables du Pentagone, dimanche, le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, réagissant avec une certaine prudence à ce qui paraît être l'incident le plus sérieux entre les États-Unis et le Panama ces derniers mois, a déclaré qu'il attendait « fermement » que les responsables panaméens de la mort de l'officier américain « soient déferés devant la justice ». Quant à la responsabilité proprement dite de cet accrochage, M. Cheney l'a implicitement rejetée sur le général Noriega, qui la veille s'était fait attribuer les fonctions officielles de « chef de gouvernement » jusqu'à ce que cesse « l'agression américaine contre le Panama ». « Le général Noriega, devait ajouter M. Cheney, a créé une atmosphère dans laquelle les forces armées panaméennes se sentent libres de tirer sur des Américains désarmés ». — (AFP, Reuters.)

COLOMBIE : l'enterrement du « Mexicain »

Le gouvernement s'attend à des « représailles » de la part des trafiquants de drogue

BOGOTA

de notre envoyé spécial

Ni fleurs ni couronnes, juste quelques poignées de terre, personne n'avait réclamé les dépouilles mortelles criblées de balles : Rodriguez Gacha, dit « le Mexicain », numéro deux du cartel des Medellín, l'un des dix hommes les plus riches du monde, selon la revue *Fortune* et l'un des tueurs les plus recherchés de la planète, a été enterré, samedi 16 décembre, à Sincelojo, dans une fosse commune aux côtés de son fils Freddy, dix-neuf ans, et deux de ses gardes du corps, tués la veille avec lui à quelques kilomètres de là. La mort de Rodriguez Gacha est sans doute le coup le plus dur porté en Colombie à la mafia de la drogue depuis quatre mois. « Un magnifique cadeau de Noël », dit le général Maza Marquez du DAS, la police politique colombienne.

Pourtant « le Mexicain » n'était qu'un des parrains du trafic de la drogue, les autres, les Escobar, les Ochoa courrent toujours. Aussi les Colombiens et leur gouvernement redoutent-ils une riposte spectaculaire des trafiquants : « Il faut nous attendre à de longues semaines de terreur », affirme un parlementaire conservateur qui a échappé de peu à un attentat il y a un mois.

Riposte d'autant plus probable que les « narco » ont perdu la semaine dernière une autre bataille importante, celle du référendum sur l'extradition. Pour le président Berco, le respect du traité d'extradition avec les États-Unis est une pièce maîtresse de sa politique de « guerre à mort » contre la drogue. Depuis août, une dizaine « d'ex-

tractions », arrêtés en Colombie et réclamés par la justice américaine, ont été remis aux autorités des États-Unis.

A la veille de participer, ce lundi 18 décembre, aux Galapagos au sommet des chefs d'État des pays membres du Pacte Andin, M. Barco a décidé, vendredi, d'« enter » le projet de réforme constitutionnelle en chassant depuis trois ans, pour sauver le traité d'extradition menacé par un éventuel référendum populaire (le *Monde* daté 17-18 décembre). Une décision qui satisfait Washington — M. Bush doit rencontrer M. Barco le 15 février prochain à Cartagena pour faire le point de la lutte contre le trafic de drogue — mais qui relance en Colombie la polémique sur le « niveau de corruption » des institutions.

Rien n'est joué pourtant. Des élections législatives doivent avoir lieu en mars 1990, et l'élection présidentielle est prévue en mai. De longues semaines de campagne en perspective dans un exceptionnel climat de violence et de chantage.

MARCEL NIEDERGANG

ÉTATS-UNIS : un juge fédéral tué par une lettre piégée. — Un juge d'appel fédéral américain a été tué, samedi 16 décembre, dans un attentat à la lettre piégée à son domicile dans la banlieue de Birmingham (Alabama). Agé de cinquante-huit ans, le juge Vance avait en sa possession sur de nombreux cas concernant des affaires de drogue en relation avec certains milieux de Miami (Floride) une des plaques tournantes du trafic de stupéfiants aux États-Unis. — (AFP.)

BRÉSIL : l'élection présidentielle

La croisade solitaire d'un enfant gâté

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

On ne sait pas ce qu'il faut admirer le plus, l'homme ou l'œuvre. S'est lancé tout seul à la conquête de la présidence, sans parti, sans projet véritable, et qui y est parvenu, après s'être maintenu sans cesse à la tête des sondages, ou bien le tour de présidentialité qui lui a permis, jusqu'à la veille du scrutin, de passer pour un parangon de moralité, un justicier parti en guerre contre les abus et les privilèges.

M. Fernando Collor a donc gagné, mais à quel prix ? Pendant longtemps, il a été le chasseur de « maharadjahs », nom donné aux cumuleurs et aux profiteurs de l'administration. Jusqu'au jour où, menacé de perdre l'élection, il a jeté sa dérogue et vêtu un habit plus ancien, celui de la droite qui a régné ces trente dernières années, et qui se sert de l'invective patriotique, du terrorisme verbal, qui fraude et manipule quand elle se voit contestée.

L'homme a de la prestance. A quarante ans, il a toujours l'air d'un jeune loup : le même appétit, la même absence de sor-



puies. Fils de gouverneur, petit-fils de ministre, propriétaire, avec sa famille, d'un groupe de presse régional, il n'a pas eu trop à souffrir pour arriver dans la vie. Enfance gâtée, entre rock et karaté, jeunesse dorée, terminée par un beau mariage — le premier — avec une héritière, carrière politique sans problème dans le giron du régime militaire, d'abord comme maire — désigné — de Maceio, sa ville natale,

puis comme député du parti officiel, enfin comme gouverneur.

C'est en tant que gouverneur de l'Alagoas qu'il commence sa chasse aux « maharadjahs » et à la renommée. L'Alagoas est un petit État, sans poids politique, situé dans une région défavorisée, le Nordeste. Rien ne destine apparemment son gouverneur à un destin national. Il n'a brillé ni au Parlement ni comme administrateur. Adepte de plaisirs pimentés, il est de tempérament impulsif, violent, « imprévisible », disent ceux qui le connaissent.

Coup de balai

C'est avec un député et un journaliste de gauche, qui ont été ses opposants dans l'Alagoas, et sont devenus ses amis, qu'il forme son projet : disputer la succession de José Sarney. Projet personnel, qui ne s'appuie sur aucune force sociale, aucun parti. La stratégie est mise au point : l'heure étant au désenchantement, dans un Brésil gouverné par la médiocrité, il faut s'affirmer contre le gouvernement, la classe politique, les institutions. Et promettre un grand coup de balai. Ainsi en sera-t-il fait.

M. Collor surgit sur la scène politique en chevalier solitaire.

recours, en désespoir de cause, les jours précédents : le drapeau brésilien, l'ordre, le progrès, c'était lui, tandis que Lula et ses partisans représentaient le désordre, la violence, le communisme, les violations incessantes de la Constitution.

La victoire du « Globo »

La droite a donc gagné. Derrière M. Collor et son programme réformiste, c'est bien la droite qui s'est regroupée, jugeant sans doute que les réformes envisagées par l'ancien gouverneur de l'Alagoas sont soit assimilables, soit promises à l'oubli. L'un des gagnants est M. Roberto Marinho, patron du groupe de presse *Globo*, qui parle d'égal à égal avec les présidents de son pays, et qui n'a ménagé ni son appui, ni son temps d'antenne au « chasseur de maharadjahs ».

Autres gagnants, les dirigeants de la banque et du patronat, qui se gardaient bien, pour la plupart, de dire leurs préférences, mais qui payaient leurs « cotisations ». M. Collor, parti de rien, a fait une campagne de milliardaire. Les réformes promises par Lula les effrayaient.

En annonçant la rupture avec le FMI, la répudiation de la dette extérieure, ce dernier menaçait de couper le pays de la communauté internationale. Même si son pragmatisme lui aurait fait éviter les faux pas les plus graves, il était engagé, de toute façon, sur un programme de transformation sociale qui ne pouvait que léser l'établissement.

M. Collor et son équipe insistent, en revanche, sur leur volonté d'intégrer l'économie brésilienne à celle de la communauté internationale, et de vivifier le marché, en privatisant des entreprises de l'État, en acceptant la concurrence étrangère. Le futur président a l'intention,

« Ne me laissez pas seul ! », crierait-il, dans ses meetings électoraux. Il a donné des preuves de sa vertu, en coupant des têtes dans son administration : fonctionnaires surpayés dont il a réduit les salaires, ou surnuméraires dont il s'est débarrassé. Il a été le seul gouverneur à refuser que le mandat de Sarney soit de cinq ans au lieu de quatre, sujet alors en discussion à l'Assemblée constituante. Il s'attire les représailles du gouvernement fédéral. Il en joue.

On le voit arriver un jour au Planalto, le palais présidentiel, un cahier de doléances sous le bras, en compagnie de la presse, qu'il a convoquée au préalable. Il fait tous ses « coups » en pensant aux médias. Son frère aîné dirige le bureau de la TV *Globo* à São Paulo, mais le patron de cet empire de presse, M. Roberto Marinho, ne misera sur lui qu'après avoir essayé d'autres candidats, et parce qu'il le voit se maintenir en tête des sondages.

Sa course vers les sommets, il la mène de main de maître, avec aplomb, énergie, mais les idées ne fusent pas, pendant le trajet. Elles se réduisent, le plus souvent, à des slogans.

C. V.

Le manque de cadres

La lutte contre l'inflation (actuellement de 50 % par mois), il entreprendrait sans recourir au blocage des prix, mesure qui a généralement les faveurs de la gauche ; mais en commençant tout de suite les réformes structurelles sans lesquelles toute politique visant la conjoncture est promise à l'échec. Le social ne serait pas oublié, justifiant le qualificatif de social-démocrate dont M. Collor et ses amis aiment à gratifier leur futur gouvernement : « Actuellement, 18 % de notre PIB sont consacrés à la politique sociale. Il ne s'agit pas seulement d'augmenter ce pourcentage, mais surtout d'améliorer son efficacité, car une grande partie des budgets sociaux sont absorbés par la bureaucratie ».

Tels sont, à grands traits, quelques-uns des projets de M. Collor. Quand il les avait formés, il avait pensé attirer dans son gouvernement certains des dirigeants du PSDB, parti qui porte l'étiquette social-démocrate dont il se réclame lui aussi.

L'ancien gouverneur de l'Alagoas manque, en effet, de cadres et de compétences pour gouverner. En vue de l'élection présidentielle, il a improvisé, plus que fondé, un parti dit de Reconstruction nationale, qui ne comptait qu'un député au départ, et qui ne réunit aujourd'hui, après plusieurs mois de succès dans les sondages, que vingt-trois parlementaires, qui ne sont pas tous de brillants sujets.

CHARLES VANHECKE

La droite est donnée gagnante

Suite de la première page

La « dynamique Lula » avait permis au candidat du PT, parti avec dix points de retard, d'arriver à égalité, dans les intentions de vote, avec M. Collor. Mais deux événements devaient briser cet élan : le premier fut l'utilisation, dans le programme télévisé du candidat de droite du téléjournal d'une ancienne campagne de Lula ; qui accusait ce dernier de s'être abandonné avec son enfant, après lui avoir demandé d'avorter.

Lula a paru très affecté par ce coup bas, même s'il est apparu que les déclarations de son ancienne campagne étaient suspectes. A en croire nos journalistes travaillant pour M. Collor, celles-ci auraient été, en effet, « achetées » pour l'élection de 70 000 francs. Auquel cas, il y

aurait eu corruption électorale. L'affaire en est restée là, ni la justice, ni le principal intéressé ne lui ayant donné suite : M. Collor a donc pu engranger sans ennui le prix de son forfait.

Aussi est-ce un Lula abattu, fatigué, qui est apparu jeudi aux téléspectateurs dans le deuxième et dernier débat qui l'opposait à son adversaire, et qui était considéré comme le combat décisif à la veille du scrutin. Le candidat de la gauche avait presque gagné le premier duel, le 3 décembre.

Cette fois, c'est M. Collor qui l'a emporté : ayant entraîné Lula sur le terrain de son choix, celui des attaques ad hominem, il s'est montré plus agressif, il a fait mouche plus souvent. Il n'hésite pas, là encore, à utiliser les moyens auxquels il avait eu

DIPLOMATIE

La Commission oppose un non courtois à la demande d'adhésion de la Turquie à la CEE

BRUXELLES

(Communauté européenne)

de notre correspondant

La Communauté ne veut pas envisager de nouvel élargissement avant la mise en place du marché unique de 1993. En outre, la Turquie ne remplit pas les conditions politiques et économiques qui pourraient lui permettre d'adhérer. Telles sont les grandes lignes de « l'avis » sur la candidature de la Turquie à la CEE que la Commission européenne a approuvé dimanche 17 décembre. C'est sur cette base que les ministres des affaires étrangères des Douze vont avoir maintenant à se prononcer sur la demande d'Ankara.

Sans constituer une surprise, cet avis ne peut que décevoir les Turcs, ainsi que d'autres candidats déclarés ou potentiels : l'Australie, Malte, voire la Yougoslavie. M. Jacques Delors, le président de la Commission, avait indiqué à diverses occasions que la Communauté devait se renforcer avant de penser à s'élargir.

Mais il n'existe pas de texte officiel de la Commission proclamant cette doctrine. Elle a été émise, d'autant plus attentive à la formulation que les chaharhardements à l'Est, et singulièrement en Allemagne, posent en termes nouveaux le problème de la configuration et du rôle de la Communauté dans la future Europe.

La Turquie est associée à la Communauté depuis 1963 par le traité d'Ankara, qui prévoyait l'adhésion comme but ultime. Les

Douze ont donc le souci de ménager ce très ancien partenaire et de ne pas décevoir les forces politiques, économiques et sociales qui militent pour un rapprochement avec l'Europe de l'Ouest. L'avis de la Commission se veut donc courtois ; il indique en termes mesurés que, selon son analyse, la démocratie n'est pas encore pleinement installée de côté du Bosphore et que l'économie n'a pas de structures suffisamment modernes pour s'intégrer sans problèmes majeurs à celles des Douze.

PHILIPPE LEMAITRE

JEAN-PIERRE ALAIN

CHANGEUX-CONNES

▲ MATIÈRE À PENSÉE

« Vertigineux et passionnant !... Un modèle du genre »

Didier Éribon,
Le Nouvel Observateur

EDITIONS ODILE JACOB

IL Y A DES IDÉES QUI FONT AVANCER LES IDÉES

OUVERTURE
20 décembre 1989

A 40

GENÈVE

A 40

HAUTE- SAVOIE

A 40

TUNNEL DU MONT-BLANC VAL D'AOSTE

PARIS

BRUXELLES
AMSTERDAM
LONDON

LUXEMBOURG

STRASSER & SUTHERLAND

FRANKFURT
HAMBURG

MILHOUSE

BASSE

LAC LÉMAN

**haute
savoi**
mont blanc - france

RÉGION LÉMAN MONT-BLANC, UN EXEMPLE POUR L'AVENIR

L'onde de e

Espoirs et deux ans de

[illegible]

X
EBEL
Les Artistes



Horrier et Fils

AMÉRIQUES

L'onde de choc de l'Intifada aux Etats-Unis

Espoirs et craintes de la communauté arabo-américaine après deux ans de soulèvement dans les territoires occupés par Israël

WASHINGTON

de notre correspondant

« L'attitude des politiciens américains ne changera jamais. Pour eux, tout ce qui importe, c'est que les juifs contrôlent l'économie de ce pays et les médias. » Ali possède un magasin de matériel électronique, dans un quartier de Brooklyn, Bay-Ridge, il parle d'une voix lasse et son discours charrie beaucoup d'amertume, et pas mal de stéréotypes : 20 mètres plus loin, un autre Ali, propriétaire, lui, d'un petit supermarché, n'est pas du tout du même avis. « L'Intifada a changé beaucoup de choses ici, et finira aussi par modifier la politique américaine. Mais rien ne se fait du jour au lendemain. Il faut beaucoup de sacrifices. »

Les deux Ali comptent parmi les quelques milliers de Palestiniens de Bay-Ridge, au milieu de ce Brooklyn, qui est le quartier d'élection des juifs new-yorkais. Deux parmi les quelque cent cinquante à deux cent mille Américains de souche palestinienne et les deux millions et demi d'« Arabo-Américains ». Une communauté à peine deux fois moins nombreuse que celle des juifs américains, mais dont le poids politique reste, proportionnellement, infime.

Pour tous ceux à qui l'on pose la question, y compris pour le « premier » Ali, celui qui semble si déboussé, l'Intifada a malgré tout changé quelque chose : l'opinion du grand public américain sur Israël et sur les Arabes, et, par voie de conséquence, leur propre situation à eux, Arabes, au sein de la société américaine.

Début du changement

Pas d'euphorie, pas d'espoirs exagérés non plus. L'excitation générale qui s'était emparée des milieux palestiniens lorsque, en décembre 1988, l'administration Reagan finissait d'ouvrir un pas historique en acceptant d'engager le dialogue avec l'OLP n'est plus de mise. Le dialogue en question n'a pas donné grand-chose, et cela fait belle lurette que les chaînes de télévision ne mentionnent plus, sans rares exceptions, le bilan des affrontements.

Le conflit entre occupants et occupés est redevenu assez bas dans l'échelle des priorités des médias. Le sujet reste relativement « sensible ». Mais certains Arabo-Américains se demandent déjà si le phénomène qui avait accompagné l'invasion du Liban par Israël, en 1982, n'est pas en train de se répéter. Une grande bouffée d'émotion, et puis, dès que la presse porte son attention ailleurs, « retour à la nor-

male », selon l'expression du correspondant d'Al Fajr à Washington.

On n'en est pas encore là, même si l'attention est puissamment détournée par les bouleversements en Europe de l'Est et autres sommets de l'actualité. La quasi-totalité de nos interlocuteurs s'accordent à penser que l'Intifada, s'ajoutant à une série d'autres événements allant de l'affaire Pollard (un Américain condamné pour espionnage au profit d'Israël) à la coopération nucléaire entre Israël et l'Afrique du Sud, laisseront des traces profondes dans l'opinion américaine.

Mais s'il y a un changement, il ne fait que commencer. Les Etats-Unis sont encore un pays où l'on peut se tailler un beau succès commercial en vendant, à l'occasion de la fête traditionnelle de Halloween (sorte de carnaval des sorcières qui se tient la veille de la Toussaint) des masques d'Arabes au nez crochu, sur le thème : « Faites peur à vos amis, déguisez-vous en Yasser Arafat ». C'est aussi un pays où amener à quelqu'un qu'on travaille pour une association d'Arabes américains provoque presque inmanquablement une réaction de gêne ou d'incrédulité, surtout « si on est, comme moi, une jeune femme blonde bon chic bon genre », explique Kate Seely, de l'Anti Discrimination Committee de New-York. Un pays aussi où diffuser, même sur une chaîne publique de télévision, à faible audience — un reportage présentant le point de vue des Palestiniens des territoires occupés provoque un extraordinaire tollé de protestations.

Mais, en sens inverse, certains clichés ouvertement racistes ne passent plus aussi facilement qu'autrefois. Lorsqu'un éditeur du quotidien conservateur le Washington Times présente Israël comme un pays « flottant au milieu d'une mer de quatre cent millions de fanatiques meurtriers », la réaction est vigoureuse, et le journal fait amende honorable. Et quand le New East Report, une publication qui émane de l'AIPAC, le principal lobby juif américain, publie, dans son dernier numéro, sous le titre : « Lire l'esprit arabe », le dessin d'un cerveau partagé entre « fanatisme », « vengeance », « double langage » et autres aménités, le directeur de la revue exprime discrètement ses regrets.

Ce qui naguère semblait inimaginable, ou le fait de quelques esprits dérangés, est devenu presque banal. « Il y a quelques années encore, il aurait été impensable de lire dans la presse américaine des articles comparant le comportement d'Israël à celui de l'Afrique du Sud », remarque le professeur

Hallaj, qui publie un petit mensuel à Washington, Perspectives palestiniennes.

Que certains de ces articles soient le fait de juifs américains est d'autant plus significatif, de même que les prises de position de représentants de la communauté juive en faveur de la création d'un Etat palestinien. Quelles que soient les limites du « trouble » suscité dans la communauté juive américaine par la répression de l'Intifada (1), et même si ce « trouble », ces interrogations, ne trouvent guère de traduction dans les activités politiques des grandes organisations juives, certaines certitudes ont au moins été ébranlées. Et si le premier ministre israélien Itzhak Shamir, lorsqu'il fait ses habituelles tournées des associations de juifs américains, est toujours accueilli avec les honneurs, certains prennent soin de lui rappeler que cet accueil ne signifie pas l'approbation de sa politique.

Si l'on prend en considération l'opinion de l'ensemble du public américain, l'évolution peut sembler encore plus spectaculaire. Selon un sondage réalisé récemment dans une circonscription démocrate de New-York à forte composante juive, 44 % des électeurs (contre 27 %) sont favorables à la reconnaissance d'un Etat palestinien, une forte majorité est hostile à la poursuite des implantations israéliennes en Cisjordanie et 13 % seulement préconisent l'annexion des territoires occupés par Israël.

Diverses enquêtes nationales donnent des résultats encore plus surprenants. Selon un sondage réalisé l'an dernier par la CBS, 72 % des Américains estiment qu'Israël ne devrait pas recevoir plus d'aide américaine que les autres pays du monde. Pourtant, avec 3 milliards de dollars par an pour les seuls dons gouvernementaux, soit 700 dollars par personne, les Israéliens échappent à toute comparaison en ce domaine, et rien n'indique que cette aide puisse être réduite à la baisse.

Révisions déclinantes

C'est qu'il faudrait pour cela que le monde politique américain entreprenne certaines révisions déclinantes, et ni la Maison Blanche ni a fortiori les élus du Congrès ne semblent même y songer — en tout cas certainement pas en parler à haute voix. « Il ne faut surtout pas penser que le prix payé par Israël dans l'opinion américaine puisse aboutir à une réduction de l'aide, explique un ancien haut responsable de l'administration, spécialiste du Proche-Orient. Les Européens ont beaucoup de mal à comprendre, mais ici c'est une vache sacrée. » Selon notre interlocuteur, l'attachement « sentimental », la sympathie éprouvée pour une nation elle-même « pionnière », et le souvenir de l'Holocauste sont d'ailleurs un rôle plus important que les pressions politiques et financières du « lobby juif ».

Les Arabes américains, quant à eux, auraient plutôt tendance à citer en tête de ces raisons l'efficacité et la remarquable organisation de ce lobby, devenu le « contributeur » numéro un dans les campagnes électorales.

Mais certains évoquent aussi d'autres raisons. Pour le professeur Hallaj, il faut tenir compte de l'habitude intellectuelle, de la « mythologie », qui fait d'Israël le meilleur ami des Etats-Unis, et aussi d'un « biais culturel » d'une société essentiellement chrétienne qui voit au fond dans le christianisme et le judaïsme une même religion. « Et puis, ajoute-t-il, il y a l'insatiable des Arabes, ceux des Etats-Unis, mais plus encore ceux du Proche-Orient, à créer une force de dissension. » Et il cite cette réflexion exprimée devant lui par un businessman américain, responsable de la firme pétrolière Exxon : « Je croyais que si nous traitions mal les Arabes, nous devrions en subir les conséquences, mais ce n'est pas le cas. »

Cela dit, et même au sein du monde politique, les Arabo-Américains semblent remonter la pente — ce qui ne veut pas dire pour autant que les supporters d'Israël la descendent. « Ils contrôlent la colline — celle du Capitole, où siège le Congrès — mais nous gagnons du terrain tout autour », affirme James Zogby, le directeur de l'Arab American Institute. Selon lui, le « lobby juif » a « clairement perdu la bataille de l'opinion » et, de ce fait, « sa position est devenue plus fragile ». « L'ancienne coalition entre Noirs, libéraux et juifs de gauche est

devenue pro-palestinienne », ajoute-t-il, et ceux qui soutiennent la politique d'Israël ont donc dû se rabattre sur une nouvelle coalition, organisée autour des « néo-conservateurs et des fondamentalistes chrétiens ».

Mais — et c'est sans doute le plus important pour ce monde libéral né aux Etats-Unis — la communauté arabo-américaine joue désormais un rôle dans la vie politique américaine. Vingt-quatre villes relativement importantes ont élu comme maire des Arabo-Américains, dont sept en 1988. Personne n'ignore que l'actuel secrétaire général de la Maison Blanche, John Sununu, est à demi libanais (certains affirment même qu'il est en fait palestinien) — mais cela a provoqué pas mal de grimaces de dents au moment de sa nomination, et l'intéressé se tient soigneusement à l'écart de tout ce qui peut toucher à la politique étrangère et tout particulièrement au Proche-Orient. L'actuel leader de la majorité démocrate au Sénat, George Mitchell, est lui aussi d'ascendance partiellement arabe.

Tensions et hostilité

Fait plus significatif, parce que plus politique, en 1988 — c'est-à-dire l'année où l'Intifada faisait encore la « une » de l'actualité — les partisans de la reconnaissance d'un Etat palestinien au sein du Parti démocrate ont réussi à faire prévaloir leur point de vue dans neuf conventions locales et à obtenir qu'une motion soit présentée à la convention nationale d'Atlanta. Elle a bien entendu été rejetée, dans une atmosphère de tension et d'hostilité. Mais il y avait tout de même parmi les délégués cinquante-cinq Arabo-Américains, contre quatre lors de la convention de 1984.

Le progrès, du point de vue des Arabes américains, est loin d'être général. Pendant la campagne pour l'élection du maire de New-York, leurs représentants ont constaté avec amertume qu'au sein du candidat républicain, Rudolph Giuliani, que le démocrate noir, David Dinkins, se sont gardés comme de la peste de tout contact public avec eux. « Ils ont rencontré tout le monde, toutes les communautés ethniques, sauf les Arabes, remarque l'un d'entre eux. « Ils ont refusé toutes nos invitations. »

Mais d'autres se font une raison, font valoir que, après tout, New-York constitue un cas très particulier, qu'aucun candidat ne pouvait se permettre de prendre un tel risque, surtout David Dinkins, déjà fort occupé à convaincre l'électorat juif qu'il ne partageait pas les idées pro-palestiniennes du pasteur Jesse Jackson. Ailleurs, là où les Arabo-Américains sont plus nombreux, particulièrement dans certaines localités du New-Jersey (ou bien dans des villes industrielles de l'Ohio ou du Michigan), les choses se passent différemment, et il arrive qu'un maire « italien », par exemple, prenne la parole au cours d'une manifestation organisée pour le second anniversaire de l'Intifada.

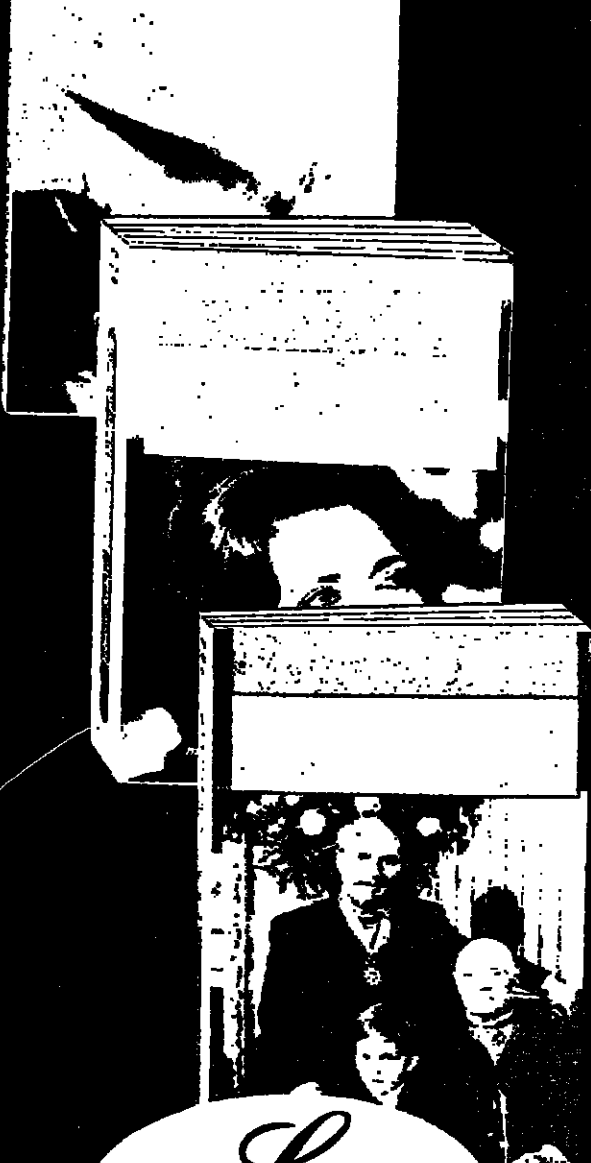
Quelque chose, incontestablement, a changé, même si c'est beaucoup plus dans les mentalités que dans les faits. Mais ce modeste changement, stimulé par le soulèvement dans les territoires occupés, et qui, au-delà des Palestiniens eux-mêmes, concerne l'ensemble des Arabo-Américains, est-il autre chose qu'une oxidation superficielle, et peut être éphémère, de l'opinion ?

A ce jour, un seul résultat semble acquis, et même Ali-le-déboussé, dans son magasin d'électronique, en convie : « Nous nous sentons mieux nous-mêmes. » « L'Intifada a touché les gens, ici, à l'organiser, elle leur a ramené le moral et leur a donné une certaine fierté », réchérchit Anis Barghouti, natif de Jérusalem, qui dirige la filiale de Brook-Klyn d'une banque d'investissement saoudienne. Pour le reste, ceux qui refusent de s'avouer découragés l'arment d'une longue patience, quitte, comme le professeur Hallaj, à se placer « du point de vue de l'Histoire », et à ajouter que, de toutes manières, « l'important est ce qui se passe sur place ». D'autres semblent leur attacher et réaménager des fonds en vendant des « pierres de l'Intifada », posées sur de petits socles en plastique.

JAN KRAUZE

(1) Voir dans le Monde du 6 juillet, l'enquête consacrée à la communauté juive américaine et à son attitude à l'égard d'Israël.

Françoise Dolto



Le LIVRE de POCHIE

FRANÇOISE DOLTO

Tout est langage
La sexualité féminine

PIERRE JAKEZ HELIAZ

Vent de soleil

JEHANNE SADATE

Une femme d'Egypte

DINO BUZZATI

Le régiment part à l'aube

ALBERT GOLDMAN

John Lennon

AMIN MAALOUF

Samarcande

MARIE CARDINAL

Les grands désordres

JEAN VAUTRIN

Prix Goncourt 1989

La vie Ripolin

Baby Boom

Blody Mary

MAURICE DRUON (2)

1. Les grandes familles
2. La chute des corps

Biblio/Romans

EZRA POUND

Les Cantos

LEO PERUTZ

La troisième balle

KOSTAS PAPAIOANNOU

La civilisation et l'art de la Grèce ancienne

EBEL
Les Architectes du temps

Chronographe automatique, Acier, étanche 30 m.

Barrier et Fils
Horloges-Jaillies depuis 1891
20, av. Franklin-Roosevelt - 75008 Paris - Tél. : 48 49 65 29

EUROPE

La recomposition du paysage politique en RDA

Le thème de l'unité allemande a été au centre des débats animés qui ont eu lieu pendant le week-end en RDA, à l'occasion des congrès de trois formations : le SED, la CDU et le Renouveau démocratique, dont c'était le congrès constitutif.

Ce thème a également été abordé par le chancelier Kohl en Hongrie, où il effectuait une visite officielle, avant de se rendre mardi 19 décembre à Dresde, où il rencontrera le premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow.

Le chancelier a rendu hommage, à Budapest, à la « décision courageuse » du gouvernement hongrois de laisser partir librement les réfugiés est-allemands en septembre dernier. Il s'est prononcé pour « une Allemagne libre et unie dans une Europe libre et unie » et a implicitement reconnu le caractère intangible de la frontière occidentale de la Pologne, lors de son entretien avec le premier ministre hongrois, M. Miklos Nemeth. « Personnellement, je peux dire que les gens vivant dans cette région [les anciens terri-

toires allemands devenus polonais] ne devraient pas subir l'émigration forcée », a-t-il déclaré.

Ces propos ont été rapportés par le porte-parole de la chancellerie, M. Hans Klein. Le chancelier s'est référé aux traités conclus par son pays, notamment avec la Pologne, dans lesquels il est dit que la Pologne et la RFA « n'ont pas de revendications territoriales mutuelles ». M. Kohl a cependant ajouté que, étant lié par un jugement de la Cour fédérale qui soumet la

reconnaissance officielle des frontières de l'Allemagne à un traité de paix global, il ne pouvait « parler pour l'Allemagne dans son ensemble ». C'est l'argumentation que le chancelier avait déjà développée au conseil européen de Strasbourg devant ses partenaires. Mais c'est la première fois que cette argumentation est ainsi publiquement rapportée.

De nombreux dirigeants politiques ouest-allemands se sont rendus en RDA pendant le week-end : le président de la RFA, M. Richard

Le Parti communiste a retrouvé une certaine assurance

Plusieurs partis politiques ont tenu leurs congrès ce week-end. Prudents sur le thème central des relations futures entre les deux États allemands, ils se sont prononcés pour une unité allemande dans un cadre européen. Les divergences restent grandes en matière économique, le Parti communiste — qui a ajouté à son sigle original (Parti socialiste unifié) à l'appellation « Parti du socialisme démocratique » — restant partisan du maintien d'un important secteur nationalisé.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

M. Richard von Weizsäcker, président de la République fédérale allemande, prenant part dimanche 17 décembre au cours de sa visite privée à Potsdam, à un office religieux aux côtés de MM. Hans Genscher, chef du Parti libéral-démocrate est-allemand et président en exercice de RDA, et Hans Modrow, le premier ministre communiste : l'image n'est-elle pas symbolique d'une « unité » allemande en deux États qui entendent pour le moment rester tels ?

M. von Weizsäcker avait déclaré, jeudi dernier, au cours d'une interview à la télévision est-allemande, qu'il ne fallait pas précipiter les choses. A moins de deux jours de la visite à Dresde du chancelier Kohl, qui est attendu avec une certaine nervosité en raison de possibles manifestations nationalistes, son geste et celui des dirigeants est-allemands avaient valeur d'appel à la raison.

La manière d'envisager le futur des deux États allemands a été aussi l'une des questions centrales des trois congrès qui se sont déroulés ce week-end en RDA, ceux du Parti socialiste unifié (SED) et du Parti chrétien-démocrate de l'Est (CDU-OST) à Berlin-Est et celui du Renouveau démocratique, le premier groupe d'opposition à se constituer en parti à Leipzig.

Conservateur
son sang-froid

D'un congrès à l'autre, des sensibilités différentes se sont exprimées sur le sujet, chaque parti essayant, en prévision de la campagne électorale, de capter à sa manière une émotion populaire qui reste très forte. L'arrivée de M. Eberhard Diepgen, ancien bourgmestre de Berlin-Ouest et chef de file de la CDU de « l'autre partie de notre ville », a ainsi donné lieu à un accueil proche du délire au congrès de la CDU-OST. Les délégués se sont brusquement tous retrouvés debout, trépanant comme des enfants. Surpris lui-même de ce débordement, l'homme politique ouest-allemand en a même pris ses distances, insistant sur la nécessité de

conserver son sang-froid, de ne pas mettre en cause la stabilité, d'apprendre à mieux se connaître.

Commentant la position stéréotypée sur l'indivisibilité des deux États allemands, qui était jusqu'à celle des partis de l'ancien bloc national, le nouveau président de la CDU, M. Lothar de Maizière, avait fait adopter par le congrès, le matin même, une formulation prudente sur la recherche de « l'unité de la nation allemande dans les structures confédérales d'une maison européenne commune, en respectant les frontières existantes ». Les opposants du Renouveau démocratique ont été un peu plus loin encore, défendant une alternative entre « la situation actuelle et une réunification rapide ».

Toutes ces positions ont pour point commun de chercher à ancrer la revendication de l'unité allemande dans un contexte européen en restant très ferme sur la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse avec la Pologne. Mais même le SED, qui reste fondamentalement attaché à l'existence des deux États, n'exclut pas totalement une évolution.

Pour le moment, ses dirigeants, qui souhaitent un accroissement de la coopération dans tous les domaines avec la RFA, estiment néanmoins prioritaire de rappeler à tous que les deux États allemands ont, en raison de l'histoire, des devoirs vis-à-vis de leurs voisins européens et qu'il serait trop dangereux de vouloir l'ignorer. « Les deux États allemands peuvent se rapprocher au sein d'une communauté contractuelle d'intérêts sans, par des pratiques précipitées et irréfléchies, menacer la stabilité européenne et susciter des craintes auprès des autres peuples européens », a souligné, dimanche, le président du SED, M. Gregor Gysi.

Pluralisme
socialiste

Interrogé sur la présence nombreuse, ce week-end en RDA, d'hommes politiques ouest-allemands, au congrès de la CDU et du Renouveau démocratique, le jeune président a exprimé la crainte de voir les partis ouest-allemands s'immiscer dans la campagne électorale. Il a toutefois souligné qu'il ne pouvait qu'appeler les formations est-allemandes « à mener la campagne de manière aussi honnête que possible ».

La deuxième partie du congrès extraordinaire du SED, qui avait déjà vu la semaine dernière la reconstruction complète de la direction du Parti, a été consacrée à l'adoption de nouveaux statuts provisoires et des grandes lignes du futur programme qui doit être adopté avant les élections. Les nouveaux statuts rompent définitivement avec la théorie du rôle dirigeant des communistes.

Le Parti se reconnaît toujours comme « socialiste marxiste », mais il se conçoit désormais comme un parti de « toutes les classes et cou-

ches de la société » luttant pour un « pluralisme socialiste » et pratiquant lui-même la « démocratie interne ». Le texte précise que « l'égalité avec les autres formations politiques, il se bat désormais pour parvenir à des majorités démocratiques dans les représentations élues du pays ».

Contrairement à la première partie du congrès, qui avait été préparée à la hâte, cette deuxième session, une semaine plus tard, a, au contraire, donné l'impression que le parti avait retrouvé une certaine assurance. Alors que certains avaient même évoqué la semaine dernière une dissolution pure et simple du SED pour reconnaître un autre parti, même le choix d'un nouveau nom ne semble plus, aujourd'hui, si important.

Relations entre les deux États allemands, écologie, importance à accorder au marché dans l'économie : tous ces congrès ont nettement fait apparaître les grands thèmes de la campagne qui s'ouvre ; les pensées sont loin d'être définitivement fixées, sauf quelques idées forces, comme la reconnaissance d'une société pluraliste dont doivent être bannis ceux qui seraient tentés d'utiliser le nationalisme grand-allemand à des fins populistes.

C'est sur le plan économique que les divergences seront les plus importantes : la CDU s'est prononcée pour une économie de marché, sociale et écologiste, proche du modèle ouest-allemand, alors que pour le SED, le ministre de l'Économie, M. Christa Luft, souhaite conserver à l'État un rôle central garantissant la protection sociale, y compris grâce au maintien d'un important secteur nationalisé.

HENRI DE BRESSON

M. Honecker :

« Je me suis trompé »

L'ancien numéro un est-allemand M. Erich Honecker, a reconnu son entière responsabilité dans la crise qui frappe la RDA, selon un document du PC rendu public samedi 16 décembre à Berlin-Est.

M. Honecker fait cet aveu dans un message adressé à la mi-novembre au président de l'ex-commission de contrôle du PC (ZPKK) M. Werner Eberlein, dont des extraits figurent dans un rapport distribué samedi lors du congrès extraordinaire du parti.

« J'endosse toute la responsabilité de la situation actuelle, d'autant plus que j'exerçais les fonctions de secrétaire général [du parti], de président du Conseil d'État, de président du Conseil de la République et du Conseil

national de défense commandement suprême des armées », écrit l'ancien numéro un, évincé le 18 octobre. « Je reconnais le bien-fondé des reproches qui m'ont été faits pour avoir pas tenu compte de la situation critique du parti et du pays », écrit M. Honecker, soixante-dix-sept ans, estimant que ses erreurs sont dues au fait qu'il n'a « pas pris en considération la vie réelle » des Allemands de l'Est. « Je me suis trompé et je me suis laissé tromper lorsque j'ai visité le pays », souligne-t-il.

Une information judiciaire est en cours contre M. Honecker, assigné à résidence et exclu du parti, sous l'accusation d'abus de pouvoir et de corruption. — (AFP.)

Le Renouveau démocratique est divisé sur l'attitude à l'égard du gouvernement Modrow

Le Renouveau démocratique, un des mouvements d'opposition les plus influents en Allemagne de l'Est, s'est constitué en parti politique au cours de son congrès des 16 et 17 décembre. Principal sujet de polémique : faut-il ou non soutenir le gouvernement réformateur de M. Hans Modrow ?

LEIPZIG

de notre envoyé spécial

Dans ce parti-là, on ne se tutoie pas, on ne s'appelle pas « camarade », mais « monsieur » ou « madame », suivi parfois de « Doktor » auquel les Allemands tiennent tant. Le parti se veut écologiste et non fumeur. Mais il se veut aussi « réaliste », pense que l'énergie est « le sang de l'économie » et renvoie à des temps meilleurs l'arrêt définitif des centrales nucléaires.

Parce que le concept même est très dévalué, le parti est social plutôt que socialiste. Il lutte contre les monopoles, mais n'est pas pour autant ennemi de l'économie de marché. Il combat le fascisme et la xénophobie, s'essaye avec prudence au discours féministe, proclame ses convictions pacifistes, assure que les frontières héritées de la seconde guerre mondiale doivent être préservées, est partisan du désarmement et se livre pour objectif l'unité allemande dans le cadre de l'unification européenne.

Ce parti-là, c'est celui du Renouveau démocratique (Demokratischer Aufbruch), qui a tenu les 16 et 17 décembre à Leipzig son congrès de fondation.

Le Renouveau démocratique est avant le produit que l'un des initiateurs des événements qui depuis plus de deux mois bouleversent la RDA. Rassemblant de nombreux intel-
lectuels, fortement influencé par le discours social et culturel de l'Eglise évangélique — plusieurs pasteurs militent en son sein, au croisement de fortes aspirations écologiques et des nouvelles demandes qui s'affichent dans le pays, il aura été la première des formations politiques surgies des manifestations, à se constituer en parti avec une direction et un programme dont la discussion a pris l'essentiel du temps des quelque deux cent cinquante délégués rassemblés à Leipzig, « là où tout a commencé » devait indiquer l'avocat de Rostock, Wolfgang Schürer, quarante-cinq ans, élu président du parti à l'issue du congrès.

L'allure
d'un pot-pourri

Avant même sa naissance formelle, on disait que le Renouveau démocratique était menacé d'éclatement, tiraillé entre deux tendances : l'une « rouge-vert », écolo-socialiste, et l'autre « noir-jaune », penchant vers l'économie de marché et le capitalisme social. La discussion du programme ne devait pas conforter ce pronostic.

Certes, les divergences existent, mais elles auront été noyées dans un profond consensus dont le principal moteur est le refus du dogmatisme, attitude qui n'a pas été sans influencer le contenu même du programme, qui a parfois l'allure d'un pot-pourri. Le représentant des Verts ouest-allemands devait l'apprendre à ses dépens, qui, pour s'être livré à une vive critique des membres de la CDU présents, a eu droit à une bordée de siffles.

La seule confrontation d'envergure entre congressistes aura finalement porté sur l'attitude que le parti doit adopter envers le gouvernement du premier ministre communiste, M. Hans Modrow. Une partie des délégués ont en effet vigoureusement critiqué le pasteur Rainer Eppelmann, porte-parole du parti, qui avait récemment demandé la démission du gouvernement et son remplacement par un gouvernement de coalition issu des partis et groupes de la table ronde.

« De telles déclarations contribuent à la dissolution du gouver-
nement. Elles risquent de conduire le

pays au chaos et à l'anarchie », ont estimé plusieurs orateurs. Accusé d'irresponsabilité, M. Eppelmann a vigoureusement contre-attaqué en affirmant que le gouvernement de M. Modrow n'est pas seulement l'absence de confiance des citoyens, il était de plus impuissant à arrêter l'hémorragie de population.

« Si nous ne réagissons pas, a estimé le pasteur, le pays sera vidé de ses habitants lorsqu'il nous faudra voter le 6 mai prochain ». La polémique s'est arrêtée là, mais elle pourrait resurgir avec la campagne électorale et la concurrence qu'elle ne manquera de susciter.

Tout le congrès s'est déroulé sous les regards attentifs des grands partis d'Allemagne fédérale qui, du SPD à la CDU et sa version bavaroise de la CSU, en passant par les libéraux du FDP, avaient envoyé leurs observateurs. Dans leur sillage au congrès, chapeaux d'entre eux à soigneusement évité le mot de « réunification », parlant seulement d'« unité de la nation allemande », tout en se gardant de fixer un calendrier.

A l'applaudimètre pourtant, c'est M. Hans Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères de M. Kohl, qui a suscité le plus d'enthousiasme, notamment lorsqu'il a évoqué la possibilité d'une « réunification », tout en se gardant de fixer un calendrier.

GEORGES MARION

□ Dissolution officielle de la STASI — Le gouvernement est-allemand a annoncé dimanche 17 décembre la prochaine création d'un service de renseignements et d'un service de protection de la constitution, pour remplacer la police secrète (Stasi) dissoute. Les deux nouvelles institutions à créer seront rattachées directement au chef du gouvernement. La décision confirme la dissolution de la Stasi, qui avait déjà perdu il y a un mois son rang de ministère pour la sécurité d'État pour devenir un Office pour la sécurité nationale.

Le gouvernement a mis en place dimanche un comité de contrôle populaire pour surveiller la dissolution de la Stasi. — (AFP.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Fin du rideau de fer

Le rideau de fer qui séparait la Tchécoslovaquie et l'Autriche depuis 1948 a officiellement cessé d'exister dimanche 17 décembre. Les ministres des affaires étrangères des deux pays, M. Jiri Dienstbier — ancien dissident tchécoslovaque — et M. Alois Mock ont symboliquement fait un tour dans les barbelés, alors que le démantèlement de ces derniers avait commencé quelques jours auparavant.

Les deux ministres ont annoncé la suspension mutuelle des visas à compter du 20 décembre et jusqu'à la fin du mois de janvier 1990.

Cette mesure avait été précédée, le 4 décembre, par la suppression des visas de sortie pour les citoyens tchécoslovaques. Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux ont afflué à Vienne au cours du week-end.

Par ailleurs, le Forum civique, cité par l'agence CTK, a suggéré, samedi, que l'élection du président de la République, au Parlement, ait lieu à main levée, et qu'il soit retenu en direct à la télévision « afin que le public puisse contrôler le comportement des députés ». — (AFP, Reuters.)

HONGRIE

Les communistes orthodoxes se mobilisent

de notre correspondante

Le « noyau dur » des communistes orthodoxes hongrois qui n'ont pas accepté la mutation du Parti socialiste, ouvrier hongrois (PSOH, communiste) en Parti socialiste lors du dernier congrès d'octobre s'est réuni dimanche à Budapest pour tenir le « vrai » quatrième congrès du PSOH, un parti qui « n'a pas été dissous, qui est vivant et actif partout dans le pays », selon le président du comité préparatoire de ce congrès, M. Karoly Grosz, ancien secrétaire général du PSOH.

Pour tenter de mobiliser les communistes orthodoxes hongrois, M. Grosz est assisté notamment par l'ancien idéologue du PC, M. Janos Berecz, et par M. Gyorgy Marosán, âgé de quatre-vingt-deux ans, architecte de la fusion forcée du Parti social-démocrate hongrois avec le Parti communiste en 1948. Devant plus de huit cents délé-

gués, M. Grosz, successeur de l'ancien numéro un hongrois, M. Janos Kadar, en mai 1988, considéré à l'époque comme réformateur et évincé du pouvoir en octobre dernier, n'a pas mâché ses mots pour critiquer ses successeurs, qui avaient en recours, selon lui, à « des méthodes antidémocratiques pour fonder le PSZ » sans notamment demander leur avis aux plus de sept cent vingt mille membres du parti.

□ YUGOSLAVIE : le parti ne s'oriente pas vers le pluralisme. — La Ligne des communistes yougoslaves (LCY) a déclaré dimanche 17 décembre que le pays avait besoin de plus de liberté politique, mais dans un document qui sera soumis le mois prochain à un congrès extraordinaire de la LCY, les idéologues du parti ne reconnaissent pas explicitement des élections pluralistes libres. De son côté, la Ligne des communistes de Serbie a confirmé son opposition

au multipartisme, dimanche, à l'issue de son onzième congrès. — (AFP.)

□ BULGARIE : Les manifestations se poursuivent. — Dimanche 17 décembre, pour le neuvième jour consécutif, l'opposition a manifesté à Sofia. Un millier de personnes ont assisté à une messe à la mémoire d'Andreï Sakharov tandis qu'une manifestation se déroulait devant le siège de la télévision pour dénoncer la censure.

WALT RAUD BARYLI

Prix spéciaux fin d'année

Venez choisir votre nouvelle
PEUGEOT
parmi notre stock permanent
de 1000 véhicules

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER
PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

MINITEL
3615 NEUBAUER

EUROPE

et la visite de M. Kohl à Dresde

von Weizsäcker, était en visite privée à Potsdam ; le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, s'est rendu dans sa ville natale de Halle et à Leipzig, où se tenait le congrès du Renouveau démocratique. Le nouveau parti a reçu également la visite de la présidente du Bundestag, M^{me} Rita Süssmuth, du ministre des affaires sociales, M. Norbert Blüm, ainsi que de plusieurs députés du SPD et d'un représentant des Verts.

Le chef de la CDU de Berlin-Ouest, M. Eberhard Diepgen, a pour sa part assisté au congrès de la CDU est-allemande, de même que M. Erwin Huber, secrétaire général de la CSU bavaroise.

Selon un sondage réalisé début décembre auprès de mille Allemands de l'Est et publié par l'hebdomadaire *Der Spiegel*, 71 % des personnes interrogées déclarent souhaiter que la RDA reste « un Etat souverain ».

Un jalon sur le chemin de l'unité allemande

Le chancelier Kohl recevra-t-il, mardi 19 décembre à Dresde, les acclamations qui lui firent défaut le 10 novembre à Berlin-Ouest ? Sa qualité de chancelier de la République fédérale, plus que son prestige personnel, devrait lui assurer un accueil populaire chaleureux dans une ville qui fut, comme Leipzig, une capitale de la « révolution d'automne » en RDA.

BONN

de notre correspondant

De l'autre Allemagne incarnée par son chancelier, les Allemands de l'Est hors d'haleine attendent à peu près tout : qu'elle soutienne leur lutte pour les libertés, qu'elle les aide à passer l'hiver malgré les pénuries qui s'annoncent et l'hémorragie de personnel qualifié vers l'Ouest, qu'elle leur ouvre la porte de l'Europe qui se construit et, pour les plus déterminés d'entre eux, qu'elle affirme sa volonté d'unité de la nation allemande.

Ce voyage, que le chancelier voulait absolument effectuer avant la fin de l'année, a été difficile à mettre sur pied : les jours d'Egon Krenz étant comptés, il fallait attendre la mise en place d'une nouvelle direction du SED. Le chancelier ne pouvait pas attendre une visite prévue pour le 16 décembre en Hongrie, pays qui, en ouvrant ses frontières vers l'Ouest, au mois de septembre a enclenché le mouvement qui allait entraîner la chute d'Erich Honecker et l'ouverture du mur de Berlin.

Enfin, le président François Mitterrand persistait dans son intention de se rendre en RDA à la même époque, obligeant ainsi le chancelier à des acrobaties de calendrier qui ne furent pas sans causer une réelle irritation contre Paris.

Les problèmes de tous ordres issus de la situation nouvelle rendaient urgente une rencontre entre les responsables des deux Etats allemands : si la coordination interne entre les administrations a permis que le déferlement des Allemands de l'Est vers l'Ouest se déroule dans un ordre relatif, seule une rencontre au niveau le plus élevé pouvait fixer le cadre, au moins provisoire, des nouveaux rapports entre la RDA et la République fédérale.

Les mots-clés de ce nouvel ordre interallemand ont été prononcés par Hans Modrow, dans sa première déclaration gouvernementale devant la Chambre du peuple, et par Helmut Kohl, lors de la présentation de son plan en dix points devant le Bundestag. Pour le premier ministre est-allemand, il s'agit d'une « communauté contractuelle » entre la RDA et la RFA, qui élargirait la coopération initiée par les traités des années 70.

Le chancelier a proposé, quant à lui, l'établissement de « structures confédérales », propédeutique de

l'unité qui reste le but ultime de la politique de tous les gouvernements en place à Bonn depuis 1949. A plusieurs reprises, les deux hommes ont souligné que leur manière d'aborder la question n'était pas contradictoire.

Il reste à donner un contenu concret à ces mots, et surtout à jeter au mieux une situation politique très mauvaise. Sur le premier point les deux hommes s'accordent : des accords ont déjà été conclus, permettant par exemple aux ressortissants des deux Etats allemands de se rendre sans visa les uns chez les autres à partir du 1^{er} janvier ; les citoyens est-allemands vont bénéficier d'un fonds de devises alimenté par la RFA, qui leur évitera désormais de faire la queue pour l'allocation d'accueil de 100 marks qui leur est allouée par la République fédérale. Ils pourront aussi obtenir des devises pour leurs voyages à l'Ouest au taux de 1 mark-est pour 5 marks-est, ce qui devrait ralentir la spéculation.

Dans le domaine de la coopération économique, des transports et des télécommunications, des progrès ont été effectués : le principe d'un traité de protection des investissements étrangers a été adopté par le conseil des ministres de la RDA, ce qui devrait inciter les entreprises ouest-allemandes à y investir. De nouvelles lignes de téléphone vont être ouvertes pour relier les réseaux aujourd'hui saturés, entre les deux parties de l'Allemagne. La vie en commun de Berlin-Ouest et de Berlin-Est s'améliore sous la houlette des deux bourgmestres, MM. Walter Momper et Eberhard Krack.

Une rencontre délicate

La rencontre de Dresde n'en est pas moins délicate, aussi bien pour

le chancelier Helmut Kohl que pour M. Hans Modrow. Elle est placée sous le regard de l'opinion publique des deux Allemagnes, et son résultat pourrait se révéler décisif pour l'avenir politique des deux hommes. Elle sera également suivie avec grande attention par les alliés respectifs des deux pays.

Les deux hommes, qui se connaissent à peine, sont séparés par des divergences idéologiques très profondes : M. Modrow est un réformateur, certes, et peut se prévaloir d'un certain appui populaire ; mais il demeure un communiste convaincu de la mission historique d'un Etat allemand fondé sur les principes du socialisme. Le chancelier Kohl ne rêve que d'être le premier chef de gouvernement d'une Allemagne réunifiée sous le signe de la démocratie et de la liberté. Leurs intérêts, pourtant, convergent dans l'immédiat : ni l'un ni l'autre ne souhaitent un développement anarchique de la situation.

L'euphorie réunificatrice en Allemagne de l'Ouest, entretenue par la presse populaire et certains hommes politiques de droite, est maintenant freinée par le chancelier, qui a pris la mesure des inquiétudes de ses alliés européens et américains. Il exhorte les Allemands de l'Est à la patience et à la raison : « Ceux qui veulent aller trop vite risquent de mettre en péril le but final », a-t-il déclaré dans un entretien accordé vendredi soir à la télévision est-allemande. Il discutera avec M. Modrow des mesures nécessaires pour endiguer l'afflux des réfugiés est-allemands en RFA ; ce dernier crée un mécontentement de plus en plus profond dans les couches les moins favorisées de la société ouest-allemande, qui est exploitée sur le plan politique par l'extrême droite et même par un leader social-démocrate comme Oskar Lafontaine.

Ces mesures ne peuvent être que des incitations positives aux Allemands de l'Est à rester chez eux, qui impliquent une amélioration rapide de leur situation matérielle.

M. Modrow a lui aussi intérêt à une stabilisation de la situation : il ne lui reste plus que cinq mois pour faire ses preuves avant les élections du 6 mai 1990. Il ne se fait aucune illusion sur la capacité de son parti à conquérir la majorité : « 20 %, ce serait un beau résultat », a-t-il récemment soupé. Il n'en a cure pas moins l'espoir de pouvoir jouer un rôle dans le futur gouvernement, même s'il s'agit d'une coalition dominée par les groupes politiques issus de la « révolution d'automne ».

A Dresde, ville symbole, ville martyre de la seconde guerre mondiale, deux dirigeants allemands vont se rencontrer sans chercher à triompher l'un de l'autre. M. Modrow fera de sa faiblesse une force, et le chancelier Kohl de la maîtrise de sa force la preuve de sa capacité à gouverner selon la raison plutôt que selon la passion.

LUC ROSENZWEIG

PORTUGAL :

Victoire des listes d'unité entre socialistes et communistes

LISBONNE

de notre correspondant

Jamais les socialistes et les communistes portugais ne s'étaient présentés ensemble devant l'électeur. L'expérience a été faite par le leader du Parti socialiste, M. Jorge Sampaio. A la tête d'une liste d'unité de la gauche, il a présenté sa candidature à la municipalité de Lisbonne. Un pari risqué mais gagné. Avec 49 % des suffrages exprimés, il a devancé de 7 points le candidat soutenu par les sociaux-démocrates et par les démocrates-chrétiens.

Mais les élections municipales du dimanche 17 décembre ont donné aux socialistes bien d'autres motifs de satisfaction. Leur progression s'est vérifiée un peu partout, et des listes exclusivement socialistes se sont imposées dans plus d'une vingtaine de villes précédemment dominées par les sociaux-

démocrates, comme cela s'est fait le cas à Porto, à Coimbra et à Faro.

La grande victime de cette poussée du PS a été le parti de l'actuel premier ministre, M. Cavaco Silva, qui voit s'affaiblir ses positions, même dans les circonscriptions traditionnelles les plus sûres.

On attendait avec un intérêt particulier le score du Parti communiste, où la ligne orthodoxe dirigée par M. Álvaro Cunhal s'opposait à une opposition de plus en plus vive. Or, apparemment du moins, ces dissensions ne se manifestent pas encore au niveau de l'électorat. A Lisbonne, par exemple, la consigne de vote pour la liste d'unité a été largement suivie. En Alentejo, les listes du PS ont enregistré des résultats très honorables, et pratiquement tous les anciens bastions communistes ont été conservés.

JOSÉ REBELO

ROUMANIE

Policiers et manifestants se sont affrontés plusieurs heures en Transylvanie

La plupart des informations dont on dispose sur les manifestations qui se sont déroulées samedi 16 décembre en Roumanie ont été transmises à Vienne et à Budapest par des voyageurs qui citent les médias autrichiens et hongrois ainsi que le quotidien ouest-allemand *Die Welt*. Selon ces témoignages, tout a commencé au début de la matinée lorsque des centaines de personnes se sont rassemblées dans la ville de Timisoara (ouest de la Roumanie) pour empêcher les forces de l'ordre de déporter le pasteur protestant Laszlo Tokeas, qui appartient à la minorité d'origine hongroise vivant dans la région.

Selon *Die Welt*, le religieux avait été attaqué le 2 novembre dernier dans sa résidence par quatre hommes masqués qui l'avaient gravement blessé à coups de poignard. Ses paroissiens assuraient depuis une garde autour de son domicile.

Les manifestations de samedi se seraient rapidement étendues à la ville voisine d'Arad en rassemblant plusieurs milliers de personnes et prenant un caractère nettement politique. Lors de ces actions de protestation, qui ont duré plusieurs

heures, les manifestants — en majorité des jeunes gens, le chiffre de cinq mille étant le plus fréquemment cité — ont scandé des slogans hostiles à M. Ceausescu, « Roumains soulevez-vous, réveillez-vous », brûlé des portraits et des livres du Condicator, mis le feu à des voitures et défoncé des devantures de magasins.

A la balonnette

Les heurts avec la police ont duré plusieurs heures et semblent avoir été extrêmement violents. De nombreux jeunes gens ont été battus jusqu'au sang, la police a dû faire usage de canons à eau et, selon certaines sources, les soldats auraient chargé la foule à la balonnette. Un nombre indéterminé de personnes ont été arrêtées. On ignore si dimanche soir le sort du pasteur Laszlo Tokeas ainsi que de sa famille.

En fin de journée, la région où s'étaient déroulées les incidents était apparemment bouclée par les forces de sécurité roumaines, indiquaient les gardes-frontières hongrois du poste d'Orosbaza qui en est proche.

L'agence de presse roumaine Agerpres n'a pas soufflé mot de ces manifestations, mais à Budapest des centaines de Hongrois se sont rassemblés devant l'ambassade de Roumanie en scandant des slogans et en chantant des chants transylvaniens. C'est en Transylvanie que se trouvent les villes de Timisoara et Arad et que vit une importante population d'origine hongroise qui ne cesse de dénoncer les mesures de discrimination dont elle est l'objet de la part des autorités de Bucarest. C'est en prenant la défense de cette minorité que le pasteur Laszlo Tokeas s'était attiré l'hostilité du régime.

Les incidents survenus samedi sont les plus graves qui aient été signalés en Roumanie depuis les émeutes qui s'étaient produites au mois de novembre 1987 dans la ville de Brasov, au centre de la Roumanie, qui avaient été déclenchées en protestation contre des baisses de salaires et la pénurie alimentaire et avaient fait plusieurs morts et blessés.

Le chef de l'Etat roumain était attendu lundi à Téhéran pour une visite officielle de trois jours en Iran. (AFP, Reuters, AP.)

mais il ne met pas ses paroles en pratique », dit-il. « Si les dirigeants actuels ne peuvent pas redresser la situation économique, qu'ils démissionnent ! », propose un père de famille.

Les « simples gens » sont vraiment « trop malheureux », fait-on observer dans la foule, où l'on craint que les partisans d'un retour à la manière forte se servent de ce malheur-là. Attendre : oui, bien sûr, mais combien de temps encore ?

La nuit s'avance. Le sol a pris la dureté et le brillant du marbre dont parlait Tolstoï avant de mourir. Il est près de minuit quand défilent les derniers arrivants, après dix heures d'attente et d'avantage. Les larmes de froid se mêlent à celles du chagrin et à quelques larmes de pitié. A la commémoration humaine dont les Russes ont le secret face aux épreuves naturelles telles que la mort et à l'auto-accusation dont le Stavroguine des *Possédés* reste le modèle, succède de plus en plus ouvertement une impatience que des déceptions répétées pourraient bien changer en colère.

Les poings ne se lèvent pas encore : ils se serrent, durement, au fond des poches.

BERTRAND PORROT-DELPECH

Sakharov

« pardonne-nous »

Suite de la première page

« C'est vrai, nous ne l'avons pas écouté », murmure une femme. Un homme d'âge rectifié à mi-voix cette auto-accusation caricaturale de « l'âme russe » : « Excusez-les ! », qu'il faudrait dire. « Les », c'est-à-dire ceux qui ont exilé Sakharov, étouffé sa voix.

Eux, les Moscovites, qu'y pouvaient-ils ?

Devant la disparition historique d'un homme de pensée ayant tenu tête aux politiques, on pouvait s'attendre à des funérailles lugubres. Il n'en est rien. L'enterrement de Hugo, s'il attire tout le peuple de Paris, fut aussi une démonstration de ferveur funéraire que la fin du siècle dernier les exagérèrent jusqu'à un grotesque : catafalques géants, décharges de drapeaux noirs et argent, corbillards empennés. C'était le triomphe de Bismarck, tant que de la poésie. Le défilé du dimanche à Moscou rappelle plutôt les obsèques d'Overney, des morts du métro Charente-le-Inférieure, dont la marche intellectuelle française a fait de façon tristement symptomatique ses dernières démonstrations de masse.

Le peuple et la foule

Un des rares slogans du cortège disait : « Nous sommes déjà une foule, pas encore un peuple. » Une femme observe que la phrase méconnaît d'être reconstruite de manière optimiste : « Nous ne sommes pas encore un peuple, mais déjà une foule. »

En entendant parler français, les voisins d'attente manifestent le désir d'expliquer pourquoi ils sont là. Ils se regrettent que les députés ne fassent pas la queue pour entendre le mal qu'on pense d'eux. « C'est mieux qu'au mausolée de Lénine », dit un vétéran de la guerre, soixante-dix-huit ans. « D'ailleurs, on devrait laisser Lénine dormir en paix, depuis le temps ! » Il ajoute : « J'en veux à Brejnev de m'avoir fait croire que Sakharov était un ennemi du peuple, et de lui avoir volé des années de vie qui auraient été précieuses pour lui et pour moi. »

Quand est née la popularité de Sakharov ? La réponse est unanime : dès l'exil à Gorki. Brejnev s'attire les critiques les plus vives. Sur Gorbatchev, les avis diffèrent. C'est lui qui a remis le savant en liberté, et il vient de lui rendre hommage. Mais un étudiant proteste : « Gorbatchev ne va pas assez loin dans le progressisme dont Sakharov montrait la voie. Il faut aller vite, très vite. »

Suivent les conversations décousues habituelles entre Moscovites (chez soi et dans la rue, mais pas encore au bureau, où la prudence demeure) : les appareils-chiens traquent les pieds, ce sont eux qui organisent la pénurie pour saboter l'expérience et capter les mécontentements.

ESPAGNE :

M. Manuel Fraga a été élu président du gouvernement de Galice

MADRID

de notre correspondant

M. Manuel Fraga terminera sa carrière politique comme président du gouvernement autonome de sa région natale, la Galice. A six-vingt-sept ans, le « chef historique » de la droite espagnole a en effet remporté, le dimanche 17 décembre, sa première victoire personnelle sur les socialistes. Sa formation, le Parti populaire, a obtenu la majorité absolue lors des élections pour le Parlement régional, les troisièmes depuis le rétablissement de l'autonomie dans cette « nationalité historique », en 1981.

Le Parti populaire de M. Fraga obtient 44,5 % des suffrages et 38 sièges, contre 41,2 % et 34 sièges aux élections régionales antérieures en 1985 (il faut noter toutefois que le nombre total de sièges au Parlement est passé cette fois de 71 à 75).

Les socialistes eux aussi enregistrèrent un bon résultat. Ils obtiennent 32,6 % des voix et 27 sièges, contre 28,8 % et 22 sièges en 1985. Ils semblent surtout profiter de l'image de bons gestionnaires qu'ils ont acquise durant ces deux dernières années, qu'ils ont passées à la tête du gouvernement local.

Au sein de la famille nationaliste, les radicaux progressent et les modérés reculent. Le Bloc nationaliste galicien fait un bond spectaculaire, passant de 4,2 % à 8,1 % et de 1 à 6 sièges. Les trois formations nationalistes modérées, en revanche, n'obtiennent plus, conjointement, que 4 sièges contre 15 en 1985.

Au Pays basque, d'autre part, la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire, semble avoir de nouveau le vent en poupe. Elle a réuni, le samedi 16 décembre, près

de cent mille personnes dans les rues de Bilbao pour manifester en faveur de la reconnaissance du droit à l'autodétermination pour le Pays basque et de la reprise des négociations entre le gouvernement de Madrid et l'ETA. Il y a longtemps déjà que les nationalistes basques radicaux n'avaient réussi pareille démonstration de force.

Leur principale revendication s'est en fait retrouvée ces derniers jours au centre de l'actualité. En souscrivant, le 8 décembre, lors du conseil européen de Strasbourg, à la déclaration des Douze reconnaissant le droit du peuple allemand à l'autodétermination, le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, a suscité sans le vouloir un débat dans son propre pays. Ce droit reconnu aux Allemands peut-il être nié aux Catalans et aux Basques ?

Le Parlement autonome de Catalogne a été le premier à adopter une résolution affirmant que « l'acceptation de la Constitution espagnole ne signifie pas le renoncement au droit à l'autodétermination ».

Vingt-quatre heures plus tard, c'était au tour des Basques d'emboliser le pas aux Catalans. Dans les deux cas, les formations modérées se sont associées aux plus radicales. L'affaire a été jugée suffisamment sérieuse par le gouvernement de Madrid pour donner lieu, à l'issue du conseil des ministres du vendredi 15 décembre, à une déclaration officielle soulignant avec emphase que « l'unité de l'Espagne ne sera pas remise en question tant que les socialistes seront au gouvernement ».

THIERRY MALINIAC

EUROPE

M. Geremek au « Grand jury RTL-le Monde »

Entre 300 000 chômeurs et 3 millions l'année prochaine en Pologne

M. Bronislas Geremek, président du groupe parlementaire de Solidarité, qui était dimanche 17 décembre l'invité du « Grand jury RTL-le Monde », a décrit les difficultés de son pays au moment où sont annoncées des réformes économiques (voir page 26 section C) :

« Personne ne connaît le nombre de chômeurs potentiels que créeraient les nouvelles mesures, a-t-il notamment déclaré. Au Parlement, on a posé la question au gouvernement, et celui-ci a répondu honnêtement qu'il était à l'heure actuelle impossible de donner un chiffre. Ce chiffre peut se situer entre 300 000 et 3 millions (...) pour la première moitié de l'année prochaine. »

« Nous espérons que nous serons capables de limiter le phénomène au chômage local (...). Dans certaines régions, il y aura des dizaines de milliers de chômeurs. Notre problème est celui de la pénurie de logements, et nous ne pouvons pas transplanter le surplus de main-d'œuvre dans d'autres régions. Nous sommes maintenant incapables de construire assez de logements dans les lieux de travail. Aussi sommes-nous obligés de penser à la création d'une sorte de cordon d'aide sociale. (...) Ne croyez pas que les Polonais attendent une aide étrangère et pensent que tout ce

qui est autour d'eux sera changé par les autres ! Ils sont conscients qu'ils vont eux-mêmes payer le prix des réformes. Ils sont tout à fait conscients que l'avenir de ces réformes ne dépend que d'eux-mêmes. »

« Les Polonais rêvent de la société du Coca-Cola et de la société des droits de l'homme. (...) Mais, en ce moment, en Pologne, l'existence même des gens est en danger. (...) Il y a 4 millions de personnes qui ont dépassé la ligne rouge de la pauvreté. (...) En 1968, quand, dans les pays occidentaux, les valeurs se perdaient un peu, ici, on lutait pour la liberté. (...) Nous savons ce que nous voulons. Nous pensons que la chose la plus difficile, c'est l'économie. L'avenir des droits de l'homme en Pologne dépend de notre réussite dans le domaine économique. »

A propos de la question allemande et de celle des frontières, M. Geremek déclare : « Il n'y a pas de problème de la frontière Oder-Neisse, il y a un problème de la fiction politique de l'Allemagne dans les frontières de 1937. C'est une fiction politique dangereuse pour l'Europe tout entière et pas seulement pour la Pologne. Elle fait revivre l'idée de la Grande Allemagne. C'est un problème européen et pas seulement polonais. »

AFRIQUE

ALGÉRIE : le premier congrès du Rassemblement pour la culture et la démocratie

Les berbéristes défendent la laïcité de l'Etat

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a affirmé ses spécificités sur la scène politique algérienne - laïcité, défense du berbère et du français - en cours de son premier congrès, qui s'est achevé, près d'Alger, dans la nuit du samedi 16 au dimanche 17 décembre. A l'exception du discours social-démocrate sur l'économie, le congrès du RCD - qui a réuni le docteur Saïd Saïd, un psychiatre de quarante-deux ans, au poste de secrétaire général - s'est nettement démarqué des autres partis. Il est, en effet, le seul à faire de la défense de la laïcité son cheval de bataille, toutes les autres formations, y compris le Parti d'avant-garde socialiste (PAGS, communiste), se réclament d'un islam soit « pur et dur », soit « tolérant ».

Le RCD ne s'oppose pas à l'islam, mais il affirme que la laïcité est le garant de la religion : « La laïcité », a dit le docteur Saïd, « doit se traduire comme une volonté de soustraire l'islam aux tentations politiciennes ». Cette défense de la laïcité a valu au RCD les foudres des militants intégristes du Front islamique du salut (FIS), et de nombreux imams s'en sont pris, dans les mosquées, à ces « mécréants berbéristes ».

L'autre spécificité du RCD, réaffirmée avec force lors de ce congrès, est culturelle. Le RCD veut que la langue tamazight (berbère) devienne langue officielle aux côtés de l'arabe, dont il ne conteste pas la place. Il critique la façon dont a été menée l'arabisation du pays après l'indépendance en 1962, parlant même d'« échec total ».

En affirmant la berbéricité de la personnalité algérienne, mais sans en contester ni l'arabité ni l'islamité ou la « méditerranéité », le RCD a également réaffirmé la réhabilitation de la langue française. Il s'agit, là aussi, d'une question ultra sensible en Algérie, où les partisans de la langue française sont nombreux, mais n'osent pas l'affirmer clairement de peur de se faire traiter de « barbares » (soldats suppléants d'origine algérienne dans l'armée française).

Enfin, le RCD a demandé l'abrogation du « Code de la famille », qui « pénalise lourdement la femme algérienne » et une politique « audacieuse » de contrôle de la natalité. A son avis, la progression démographique trop élevée « condamne notre pays au ralentissement, pour ne pas dire à l'arrêt complet ». Pour le RCD, l'Algérie

ne pourra apprécier le fruit de son travail que lorsque le taux de natalité sera descendu sous la barre des 2 % (contre un peu moins de 3 % actuellement). (AFP.)

OCÉAN INDIEN

COMORES : effervescence à l'approche des élections

Le président par intérim veut « éviter la pagaille »

Neuf mercenaires - huit Français et un Belge, - qui faisaient partie de l'équipe de Bob Denard, sont arrivés, dimanche 17 décembre à l'aéroport de Paris-Orly, interrogés par la police pendant plusieurs heures, ils ont été relâchés. Bob Denard, quant à lui, et trois autres mercenaires sont « provisoirement » en Afrique du Sud dans l'attente d'une décision sur leur destination finale.

MORONI

de notre envoyé spécial

On ne peut pas dire que le capitale comorien ait célébré en fanfare le départ des mercenaires. Moroni a digéré la grande nouvelle sans plaisir apparent, se demandant néanmoins si Bob Denard ne risquait pas de revenir.

D'ailleurs, n'a-t-il pas lâché en montant dans l'avion de Johannesburg, le drapeau comorien dans les bras : « On ne sait jamais. Dieu seul le sait ? »

Soldats de fortune contre soldats réguliers. Une relève est donc pour tenter de faire entrer les Comores dans l'ère de la démocratie. Le retour d'une forme de colonisation, ont dit certains esprits chagrins qui voient d'un œil critique ce dépeuplement de forces de l'ancienne puissance de tutelle, comme une atteinte à la souveraineté nationale en dépit de l'assistance requise par le président par intérim, M. Saïd Djohar.

Les militaires français ont pris le contrôle de la garde présidentielle (GP), désormais composée de Comoriens dont M. Djohar a dit qu'il ne fallait pas leur en vouloir car ils obéissent à leurs chefs. Il ne faut leur reprocher que les hommes de la France s'en charge. Cette tâche pourrait prendre un an ou deux peut-être, selon le président par intérim.

Le départ des « affreux » a coïncidé avec la toute première réunion publique de la classe politique au palais du peuple. Une table ronde organisée par M. Djohar, en cette période de crise, pour tenter d'aboutir à un « consensus nation-

nal » qui devrait déboucher, à une date non précisée, sur des élections.

Cette manifestation, qui a rassemblé cinq formations politiques autour du gouvernement, a eu lieu au milieu d'un concert de protestations, celles d'une bonne centaine de membres d'autres partis d'opposition exclus de cette concentration. Le Front démocratique (FD) de M. Moustapha Saïd Cheikh, libéré le jour même de prison après avoir été condamné à la rélegation perpétuelle en 1985, le Parti socialiste comorien (PASOCO) et les partisans de l'ancien président Ali Soilih, ont demandé voix au chapitre.

« La guerre de la saïre »

Leurs appels n'ont pas été entendus. M. Djohar a décidé de ne revenir que les formations qui avaient participé, en novembre, à la campagne pour le référendum.

« Les partis sortent de terre. Chaque village a son parti. Maintenant, il faut reconstruire le pays, éviter la pagaille », a répliqué le président par intérim, qui a la rude tâche de préparer l'élection présidentielle, laquelle devra avoir lieu, s'il décline, « le plus rapidement possible ».

La période de transition ne sera pas facile, d'autant que, jusqu'à présent, l'opposition n'avait pas pignon sur rue. De nouveaux dirigeants, de nouveaux partis, se découvrent pratiquement tous les jours, sans parler des exilés qui vont rentrer au pays. « La guerre de la saïre », comme l'on dit ici, a commencé sans qu'aucune personnalité émerge véritablement du flot de candidats, à la succession d'Ahmed Abdallah.

La remise sur les rails de cette Etat en perdition s'annonce difficile. Paris contribue déjà pour 60 % au budget national. Les militaires français sont sur place pour éviter les risques de dérapage. Après quatre ans d'indépendance, les « flots au parifans » ont toujours et plus que jamais besoin de leur tuteur d'antan. Triste constat !

MICHEL BOLE-RICHARD

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : lors d'une brève visite

M. Rocard s'est employé à rassurer Jérusalem

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les Israéliens n'ont rien à craindre du dialogue euro-arabe qui se déroulera les 21 et 22 décembre à Paris, à l'initiative de la France, et leurs intérêts commerciaux seront sauvegardés en 1993 au moment de l'ouverture du marché unique communautaire. Venu en Israël pour une visite privée de vingt-quatre heures, le premier ministre, M. Michel Rocard, a tenu à rassurer ses hôtes lors d'un dîner, dimanche 17 décembre, avec son homologue israélien, M. Itzhak Shamir, et le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Arens.

Avant de repartir pour Paris à la mi-journée, M. Rocard devait inaugurer lundi, en fin de matinée, une

route Pierre-Mendès-France à Tel-Aviv. Ce geste est un hommage rendu à l'ancien président du conseil, qui, parmi les premiers, s'efforça de promouvoir un dialogue israélo-palestinien. C'est une tâche diversifiée appréciée à Jérusalem et dans laquelle lui a succédé M. Mario-Claire Mendès-France, que M. Rocard accompagnait à cette occasion. Avec l'accord du maire de Tel-Aviv, M. Shlomo Lahat, qui pour appuyer un Likoud, lui-même défend moins des positions colobes sur la question palestinienne, la petite rue Tharshish, située le long de la résidence de l'ambassadeur de France à Jaffa, au sud de Tel-Aviv, devient la rue Pierre-Mendès-France. Qualifiée de privée, la visite du premier ministre n'en a pas moins

compris toutes les étapes obligées d'un séjour officiel : réception des son arrivée avec M. Shimon Pérès, ministre des finances et chef du parti travailliste, puis dîner avec M. Shamir ; rencontre avec une douzaine de personnalités palestiniennes lundi à l'aube, au consulat de France à Jérusalem, suivie d'un entretien avec le président Haim Herzog, d'une visite à Yad Vashem, le mémorial de la Shoah, et d'une conversation avec M. Arens.

En déroulant ainsi le tapis rouge, les Israéliens ont voulu faire un geste après une période de froid relatif suscitée par le séjour à Paris, début mai, de M. Yasser Arafat, le chef de l'OLP. Depuis les visites ministérielles ont repris, et M. Shamir, de retour des États-

Unités, a fait escale en novembre à Paris, où il s'était déjà rendu en visite officielle en février. Côté israélien, on relève que le différend politique (au moins avec le parti de M. Shamir) sur la question des territoires occupés et sur la nécessité d'associer l'OLP à toute recherche de règlement négocié n'empêche pas le maintien de « bonnes » relations bilatérales.

M. Rocard avait en Israël - dans la presse et les milieux politiques - la réputation d'un défenseur « passionné » de la cause palestinienne ; mais à chacun de leurs entretiens, assure-t-on de bonne source à Jérusalem, il a su « impressionner » M. Shamir par la pondération de son propos.

ALAIN FRACHON

ÉGYPTE

Le ministre de l'intérieur a échappé à un attentat

LE CAIRE

de notre correspondant

Le ministre égyptien de l'intérieur, le général Zaki Badr, a échappé, samedi 16 décembre, à un attentat à la voiture piégée. Une camionnette a explosé à une quinzaine de mètres du véhicule du ministre de l'intérieur sur la périphérie de Salah-Saleh au Caire. L'explosion, due à une faible charge de fabrication artisanale, n'a pas fait de victime, à l'exception de l'auteur présumé de l'attentat qui a été brûlé au visage.

Selon des sources policières, l'auteur présumé de l'attentat, qui était porteur d'une pièce d'identité falsifiée, est un jeune étudiant de la faculté de médecine de l'université d'Assiout, en haute Égypte, appar-

tenant à l'organisation extrémiste musulmane Al Djihad. L'attentat a eu lieu quelques jours seulement après l'arrestation de plusieurs centaines de maximalistes musulmans dans le fief islamiste d'Assiout à la suite de heurts entre policiers et étudiants aux abords de l'université. Le général Badr est l'ennemi juré des islamistes depuis l'époque où il était gouverneur de la province d'Assiout.

A. B.

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

ASIE

Le détournement du Boeing-747 chinois

Tokyo renverra le pirate de l'air à Pékin

Le Boeing-747 de la compagnie aérienne chinoise CAAC détourné samedi 16 décembre sur le Japon est retourné dimanche à Pékin. Parmi les passagers se trouvaient la femme et l'enfant du pirate de l'air, qui ont été rendus à la Chine par les autorités japonaises. Ils ont affirmé n'avoir pas été au courant des projets du pirate de l'air, qui avait détourné l'appareil armé d'un simple couteau.

Le pirate de l'air, M. Zhang Zhenhai, dirigeant d'une entreprise textile de Chine centrale, a été hospitalisé dans un état grave après avoir été poussé hors de l'avion par un passager. Agé de trente-six ans, il a déclaré aux enquêteurs japonais : « J'ai été dégoûté de la place Tiananmen et j'ai décidé de demander l'asile à Taiwan. » Malgré le caractère politique de son geste, Tokyo compte le renvoyer « le plus tôt possible » en Chine, dès qu'il sera remis de ses blessures, comme l'a annoncé lundi le secrétaire général du gouvernement nippon, M. Morioka. En vertu de la loi chinoise, il risque la peine de mort. - (AFP, AP, Reuters, UPL)

CORÉE DU SUD

Accord entre le gouvernement et l'opposition

Un accord a été conclu samedi 16 décembre entre le président Roh Tae-woo et les trois partis d'opposition pour éviter une crise politique. M. Roh a accepté que l'ancien président Chun Doo-hwan s'explique devant le Parlement sur les abus de pouvoir et la corruption durant ses années au pouvoir. Il a aussi accepté de se séparer de plusieurs personnalités, dont l'ancien ministre de la défense et chef d'état-major, le général Chung Ho-yong ; l'opposition exigeait que ce dernier abandonne son siège à l'Assemblée pour assumer la responsabilité de la répression sanglante de l'insurrection de Kwangju en 1980.

En outre, les députés se réuniront en session extraordinaire en février pour réviser la loi sur la sécurité nationale. Cet accord, qui met fin à une longue crise, a été conclu à l'issue de sept heures de négociations. L'opposition, majoritaire au Parlement, avait menacé le président d'organiser une campagne nationale pour le renverser si elle n'obtenait pas satisfaction. - (Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

IRAN

L'ancien ministre de l'intérieur, M. Mohtachemi, élu député de Téhéran

L'ancien ministre iranien de l'intérieur, M. Ali Akbar Mohtachemi a été élu député de Téhéran, à l'issue des élections législatives partielles du vendredi 15 décembre. M. Mohtachemi, qui a bénéficié d'un large soutien des religieux combattants de Téhéran, mouvement de tendance radicale - majoritaire au Parlement - occupera ainsi l'un des quatre sièges de Téhéran laissés vacants par des

députés nommés dans le gouvernement de M. Rafsanjani.

Un autre candidat, M. Mohamed Ali Movahed-Karami, proche des milieux du bazar de Téhéran et membre du Conseil de discernement (organisme chargé de régler les conflits entre le Parlement et le conseil de surveillance de la Constitution et de la loi islamique) a également été élu député de Téhéran. Il est considéré comme un partisan des réformes économiques préconisées par M. Rafsanjani. Cinq autres sièges dans d'autres villes du pays ont été attribués à des personnalités modérées proches du premier ministre. En revanche, M. Nohzad-Nabavi, l'un des tenants de la ligne dure du régime, n'a pas été élu.

VIETNAM

Le pape critique les rapatriements forcés de « boat people »

Jean-Paul II a lancé, dimanche 17 décembre, un appel en faveur des réfugiés vietnamiens à Hongkong, dont il a déploré l'expulsion par les autorités britanniques. « C'est une question qui me tient particulièrement à cœur », a déclaré le souverain pontife en s'adressant à vingt mille fidèles rassemblés place Saint-Pierre. « Notre cœur, a-t-il affirmé, ne peut pas rester insensible ni indifférent devant ce si graves décisions qui ont des conséquences si dramatiques sur la vie de tant de personnes, femmes et enfants compris. »

Entre-temps, Hanoi a affirmé que les cinquante-et-un « boat people » rapatriés contre leur gré la semaine dernière avaient regagné leurs familles. En Grande-Bretagne, où la première d'une série de manifestations contre ces rapatriements forcés a eu lieu dimanche, le gouvernement a annoncé qu'aucun nouveau rapatriement forcé n'aurait lieu avant la fin de l'année. Hanoi, de son côté, a affirmé « se réserver le droit de renvoyer à Hongkong » les « boat people » expulsés de force. - (AFP.)

MOZAMBIQUE : visite du président Chissano au Zaire. - Le président mozambicain, M. Joaquim Chissano, a demandé, dimanche 17 décembre, lors d'une visite à Kinshasa, à son homologue zairois, M. Mobutu Sese Seko, de l'aider à régler le conflit qui oppose son régime aux rebelles de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO). D'autre part, les présidents sud-africain et mozambicain se sont entendus, vendredi 15 décembre à Maputo, sur la nécessité d'ouvrir contre le renouveau des guerilleros de la RENAMO depuis l'Afrique du Sud. M. Frederik De Klerk, à l'issue d'une visite de travail de six heures dans la capitale mozambicaine, a répété que le gouvernement sud-africain ne soutient pas la RENAMO, mais il a admis que les rebelles pourraient bénéficier de l'aide d'intérêts privés sud-africains : « Nous sommes une société ouverte, a-t-il dit.

M. Mauroy

socialistes réveillés l'Europe de l'Est

Philippe (PS) conseil général

POLITIQUE

La préparation du congrès socialiste de Rennes

M. Mauroy en butte aux attaques de MM. Chevènement et Delors

Le courant Socialisme et République, qu'anime M. Jean-Pierre Chevènement, s'est réuni, samedi 16 décembre, à la cité des sciences de La Villette, à Paris, pour aborder, selon les termes de M. Jean-Paul Planchou, délégué général de ce courant, la « deuxième phase » de la préparation du congrès socialiste de Rennes, c'est-à-dire celle des motions sur lesquelles les militants seront appelés à voter, après la réunion du comité directeur, dite de « synthèse », le 13 janvier prochain. A cette occasion, M. Chevènement a défini les grandes lignes de ce qui devrait constituer le corps de doctrine de son courant dans une phase historique nouvelle.

Pour le ministre de la défense, le reflux du communisme signifie non la « fin de l'histoire », mais, au contraire, son « formidable retour ». « Ce qui domine l'effacement du communisme bureaucratique, c'est le réveil des nations », a souligné M. Chevènement, ajoutant : « Il n'y a pas de raison pour que le principe national, répudié libérateur et progressiste à l'est et au centre de l'Europe, soit regardé comme réactionnaire à l'ouest (...). Veillons à ce que le front national ne fasse pas son pain de nos silences. » Dès lors que « la grande Europe, dans sa gestion du PS, à l'action de ce secteur. C'est pourquoi, d'ailleurs, les reproches de M. Delors, estimant que le PS « n'existe plus à l'extérieur depuis que M. Lionel Jospin n'en est plus le premier secrétaire », s'expli-

vent « faire en sorte que cette Europe de l'histoire et de la géographie, l'Europe vraie, l'Europe des peuples, soit [pour la France] un enrichissement, une occasion de revenir de plain-pied dans l'histoire ».

Le ministre de la défense juge que « tout annonce un allègement de la présence » politique et militaire des deux superpuissances en Europe, mais que la « neutralisation de fait de l'Allemagne, qui est l'objectif permanent de l'Union soviétique, (...) n'est pas l'intérêt bien compris de la France ». « L'Allemagne, a-t-il dit, a un projet, qu'elle découvre : c'est l'alignement. La réunification n'est qu'un aspect (...) de la question allemande. Elle est, à terme, inscrite dans l'Europe des peuples, que nous souhaitons. » Quant à l'éventualité de voir l'Allemagne « préférer l'Allemagne à l'Europe », c'est-à-dire privilégier « une sorte de co-tutelle sur l'Europe centrale », au détriment de l'Europe des Douze, « le maire de Belfort estime que « la situation de [ce pays], son potentiel humain et, surtout, technologique, économique, commercial et financier lui permettent de ne pas choisir ou, plutôt, de choisir, sans inconvénient, à la fois l'Allemagne et l'Europe ».

Après avoir souligné que la Grande-Bretagne a, elle aussi, un projet, qui est, « dans l'Europe, malgré l'Europe, de rester la Grande-Bretagne », M. Chevènement a posé une série de questions sur la politique européenne, notamment celle de savoir s'il ne vaudrait pas mieux « ouvrir (...) l'Europe à l'ensemble des pays de l'Est en

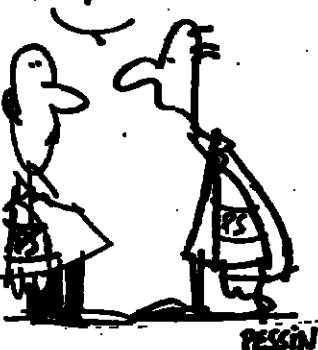
voie de démocratisation », plutôt qu'à la seule RDA. Il a mis en cause le « triomphe de la logique libérale » qui représenterait l'intégration économique et monétaire « telle qu'on l'entend », avec le risque de « redoubler l'hégémonie économique allemande ». Il a évoqué le « rideau de fer invisible qui tombe entre l'Europe et l'Afrique ».

Le ministre de la défense se demande si « la maison commune européenne, dès lors qu'elle serait équilibrée à l'ouest et reposait, ainsi, sur des fondations solides », n'est pas « déjà devenue, du point de vue de la France, une idée beaucoup plus moderne que la petite Europe, héritage de la guerre froide et qui peut apparaître, à l'échelle du monde, comme un syndicat de saut ». Dans ce contexte, a affirmé M. Chevènement, « il n'est pas question de dégarner notre arsenal nucléaire ». « Nous avons eu, a-t-il dit, du mal à définir une position sérieuse sur la défense. Si François Mitterrand a été élu en 1981, cela est dû, en partie, à 1978, lorsque le PS a adopté une position raisonnable sur les questions de défense. Il n'y avait aucun avantage à suivre la voie dont les travaillistes britanniques se dégageaient difficilement après dix ans d'opposition ».

M. Chevènement a insisté sur la laïcité de la République, qui « n'est pas la neutralité », car, « en France, la tolérance n'a jamais été un projet de gouvernement suffisant » et « le différentielisme n'intègre personne ». Selon le ministre de la défense, les électeurs de Droite ont « peut-être aussi voulu sanctionner « un certain style politique, qui a contredit

l'identité forte qu'était la République laïque et qui, pour ainsi dire, semble la laisser sans défense ». Il a évoqué, ensuite, l'intégration des immigrés, qui, à ses yeux, doit reposer sur « l'égalité des droits » plutôt que sur le « droit à la différence ».

IL EST TEMPS DE
DÉBATTRE DE LA
SUCCESSION DE
JACQUES DELORS.



M. Jacques Delors a participé, samedi, au colloque organisé à Massy, dans l'Essonne, par M. Louis Mermaz et ses amis, signataires de la contribution « Débats pour rassembler les socialistes ». Le président de la Commission européenne, qui est l'un de ces signataires, a déclaré que le PS est miné par le « nombr-

isme » et que ses divisions « aboutissent à sa balkanisation et ruineront les espoirs des Français dans la gauche ». Sans citer le premier secrétaire du PS, M. Delors a critiqué M. Pierre Mauroy. « Vu de Bruxelles, a-t-il dit, le PS n'existe pas à l'extérieur de la France depuis que Lionel Jospin n'est plus premier secrétaire. Il existait quand il était à sa tête, car il avait le goût des relations internationales ».

M. Delors estime, néanmoins, qu'un peu plus de solidarité interne ne ferait pas de mal, car « ce n'est pas un homme qui gagne, c'est une équipe ». « On ne peut pas rencontrer un camarade sans qu'il parle de l'élection présidentielle de 1993 », a-t-il observé. A l'adresse de M. Laurent Fabius, M. Delors a déclaré : « Certains disent qu'il faut se compter, mais il faut, d'abord, laisser les gens débattre. » Le président de la Commission européenne a mis en garde les socialistes contre le « consensus mou ». « Où est l'idéologie, où est le programme ? », a-t-il demandé.

Il s'est inquiété, notamment, des positions socialistes sur l'immigration. « Je refuse de considérer que M. Le Pen pose de bonnes questions, a-t-il dit. Comment peut-on entendre des socialistes dire que l'on va discuter du seuil tolérable de l'immigration ? ».

De son côté, M. Lionel Jospin a évoqué l'éventualité d'une alliance entre les mitterrandistes avant le congrès de Rennes, même si M. Fabius soumet sa propre motion au vote des militants, contrignant ainsi les jospinistes, d'une part, et M. Mermaz, de l'autre, à en faire autant. « Si la synthèse ne pouvait

se faire au comité directeur de janvier, a déclaré le ministre de l'éducation nationale, il faudrait, au moins, faire l'alliance entre mitterrandistes après le 13 janvier, mais on s'engagerait dans une logique très dangereuse. » M. Marcel Debarge, qui représentait M. Fabius, a répété qu'il faut « débattre » et que « le comptage éventuel des militants n'est pas critiquable ». Pour M. Mermaz, enfin, « l'action en direction de la synthèse doit être intensifiée ». « N'oublions pas que les Français nous regardent », a souligné le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

Invité du « Forum » de FR 3 et Radio-Montecarlo, dimanche, M. Jack Lang a affirmé que, même s'il « se trouve, aujourd'hui, signataire du texte de Laurent Fabius », il a « beaucoup de respect et d'admiration pour l'œuvre accomplie par Pierre Mauroy ». « En matière de compliments, a-t-il dit, la surenchère est toujours possible. Je me garde, personnellement, de toute mise en cause de personnes (...). Beaucoup de choses ont été faites. Chacun apporte sa pierre, son tempérament. Vouloir faire progresser les choses, ce n'est pas faire le procès de ceux qui, aujourd'hui, gouvernent le PS. » Le ministre de la culture a ajouté : « Bienheureux sont les partis où l'on débat, où l'on discute. Notre parti a besoin de revoir son organisation, d'ouvrir plus largement ses portes et ses fenêtres, peut-être de rejeter sa doctrine sur tel ou tel point. (...) Il faut que les militants puissent dire leur mot. »

P. J.

Les socialistes réveillés par l'Europe de l'Est

Suite de la première page

Membre du secrétariat national du PS, chargé des relations internationales, M. Guindon, qui accompagnait M. Mauroy à la réunion du conseil de l'Internationale socialiste, à Genève, il y a trois semaines, rendait hommage au premier secrétaire pour l'importance qu'il donne à ces questions et pour les moyens accordés depuis un an et demi, dans la gestion du PS, à l'action de ce secteur. C'est pourquoi, d'ailleurs, les reproches de M. Delors, estimant que le PS « n'existe plus à l'extérieur depuis que M. Lionel Jospin n'en est plus le premier secrétaire », s'expli-

quent sans doute par le fait que l'attention du président de la Commission européenne était restée ailleurs.

Chacun, au PS, s'accorde à créditer M. Jospin, responsable des relations internationales avant de devenir premier secrétaire du parti en 1981, de l'intérêt soutenu qu'il avait montré pour ces problèmes, un intérêt qui ne s'est pas démenti comme le prouvent ses dernières interventions au comité directeur. L'opposer, sur ce point, à M. Mauroy n'en est pas moins injuste, sachant que l'actuel premier secrétaire, d'autre part président de la

Fédération mondiale des villes jumelées, a multiplié les déplacements, notamment en Europe et en Amérique latine, et que d'autres dirigeants du PS ont encouragé à développer ces contacts internationaux. Ainsi M. Guindon était-il à Berlin dès le 11 novembre, sur le chemin de l'ouverture du mur, en compagnie de M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du parti, pour une journée d'entretiens politiques des deux côtés de la ville.

Il est vrai que le parti allemand a une plus longue tradition d'action internationale, à laquelle il peut consacrer des moyens autrement plus importants que ceux dont dispose le PS. Le projet de création d'un institut international, que caressent les dirigeants socialistes français, se heurte aux limites du financement public alloué aux partis. Cependant, la présence des Français, particulièrement dans les instances européennes — où ils

détiennent la présidence de la Commission et celle du groupe socialiste du Parlement, — mais aussi dans les relations avec certains partis du tiers-monde, est loin d'être négligeable, dans une période où les Britanniques, à l'inverse, sont repliés sur leurs problèmes intérieurs.

Au-delà de ces péripéties tactiques, qui amènent M. Mauroy à donner, lundi, une conférence de presse quelque peu exceptionnelle au siège de sa fédération du Nord, les débats du week-end témoignent de l'entrée en force, dans la réflexion des socialistes, des problèmes de l'heure. M. Chevènement et ses amis peuvent trouver dans l'évolution européenne matière à un retour dans l'actualité des thèmes qui sont depuis toujours les leurs : méfiance à l'égard de la construction européenne « libérale », retour des nations sur la scène de l'histoire, nécessité d'une politique autonome de la France, qui suppose, à leurs yeux — on n'est pas innocemment le courant du ministre de la défense — le maintien de sa capacité de défense. M. Chevènement a senti, aussi, la nécessité de proposer une réponse au désarroi des socialistes face au progrès de l'idéologie d'extrême droite sur la question de l'intégration des immigrés.

Le ministre de la défense n'est pas d'accord, sur cette question, avec M. Delors, qui se scandalise à juste titre de voir des socialistes admettre la notion de « seuil de tolérance ». Le président de la Commission européenne a oublié, pour la circonstance, que l'exemple était venu de haut : de M. Mitterrand lui-même, le dimanche 10 décembre, à la télévision.

PATRICK JARREAU

Bas des cotes de popularité de M. François Mitterrand et de M. Michel Rocard, selon l'IFOP. — Selon le sondage réalisé du 30 novembre au 11 décembre par l'IFOP pour le Journal du dimanche sur un échantillon représentatif de mille soixante-deux personnes, les cotes de popularité du président de la République et du premier ministre ont enregistré en décembre une baisse de deux points par rapport aux résultats du mois précédent. 42 % des personnes interrogées, au lieu de 44 % en novembre, se déclarent « très » ou « plutôt » satisfaites de l'action de M. Mitterrand, contre 38 % de « mécontents », au lieu de 37 % le mois précédent. M. Rocard compte pour sa part, 38 % de « satisfaits », au lieu de 40 % en novembre, contre 36 % de « mécontents » (résultat inchangé par rapport au mois de novembre).

« Pour raisons personnelles »

M. Philibert (PS) quitte la présidence du conseil général des Bouches-du-Rhône

M. Louis Philibert, sénateur (PS) et maire du Puy-Sainte-Réparate, a annoncé, samedi 16 décembre, sa démission, « pour raisons personnelles » de son poste de président du conseil général des Bouches-du-Rhône qu'il occupait, sans interruption, depuis 1967. Il devrait être remplacé, lors de la prochaine réunion de l'assemblée départementale, le vendredi 22 décembre, par M. Lucien Weygand, premier vice-président et président de la commission des affaires sociales, depuis 1985, que le groupe socialiste a désigné, à l'unanimité, comme son candidat.

MARSEILLE

de notre correspondant

Pour la première fois, à soixante-dix-sept ans passés — il est né le 12 juillet 1912, à Paris (Vaucluse) — M. Louis Philibert a résisté aux pressions de ses amis. Il aurait dû, normalement, conserver son fauteuil jusqu'à la fin, en 1991, de son huitième mandat consécutif de président. Le moment n'était pas des mieux choisis, lui disait-on à gauche. Mais, depuis quelques mois, « Louis le Sage » s'était rendu compte que son magistère

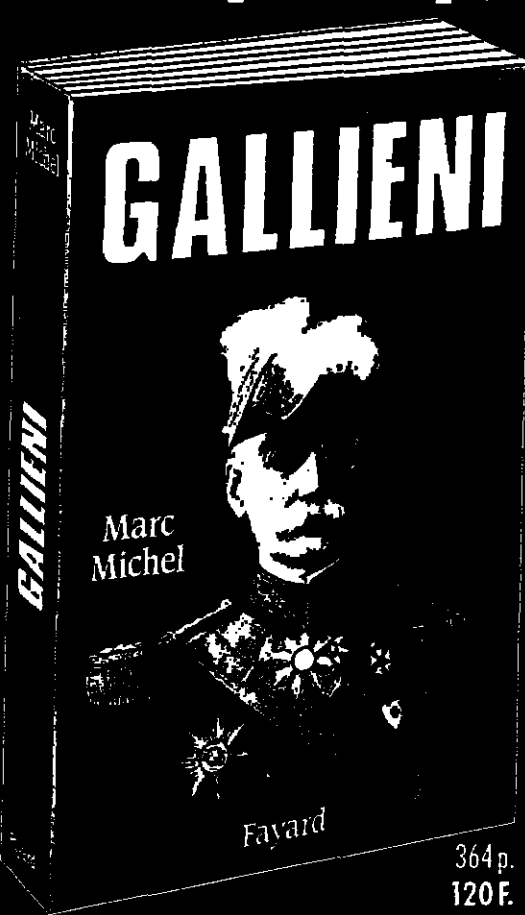
n'était plus aussi égisant que dans le passé. Les dernières élections cantonales lui avaient, notamment, causé une vive déception. Il espérait que la liste socialiste, dont il avait accepté de prendre la tête, « pour rendre service au parti », remporterait deux sièges. Or, il avait été seul élu en raison de la défection d'une fraction importante de grands électeurs du PS au profit du maire (Majorité présidentielle) de Marseille, M. Robert Vigouroux.

A cette déconvenue s'était ajoutée la défaite des candidats socialistes aux élections cantonales partielles de Tassinon et de Salon-de-Provence qui avait fait perdre au PS la majorité relative qu'il détenait encore au conseil général en cas d'abstention du PC. Le président « consensuel » qu'était M. Philibert avait mal supporté enfin le forcing du gouvernement pour s'opposer à la reprise des chantiers navals de La Ciotat par le groupe américano-séjudo Lexmar et les contraintes, en sens contraire, exercées par ses partenaires communistes. D'où une lassitude, renforcée par des soucis d'ordre familial, qui a finalement triomphé de son culte de l'amitié. Avec M. Philibert c'est le dernier baron du défilisme qui quitte l'avant-scène politique. Les autres, comme Antoine

Andrieu, Jean Masse sont déçus ou, comme M^{me} Irma Repuzzi, MM. Bastien Lécia, Félix Ciccolini et Roger Carcassonne n'excitent plus de responsabilité électorale. Reste M. Charles-Emile Loo, plus jeune de dix ans, momentanément en rupture de parti...

M. Lucien Weygand, promis à la succession de M. Philibert, est cependant, lui aussi, un fidèle de Gaston Defferre auprès duquel il a siégé au conseil municipal de Marseille, à partir de 1969, et qu'il a aidé dans le domaine social. Et, depuis, sans discontinuer — il a été maire du premier secteur de la ville de 1983 à 1989 — il est entré au conseil général en 1979 et a également pris une place très importante dans la gestion des affaires du département. Homme de dossiers, perspicace et tolérant dont le seul défaut est de ne jamais s'être mis en valeur, il va devoir, désormais, à cinquante-six ans, faire ses preuves dans un poste d'autorité. Sa promotion qui avait fait l'objet, l'an dernier, d'un accord de la part de M. Michel Pezet — dont il est le supérieur — à l'Assemblée nationale — n'a pas été discutée en dépit de l'avantage qu'elle donne au courant fabiusien dont il est membre (tout en étant un ami de longue date de M. Pierre Mauroy).

GUY PORTE

Un grand honnête homme de la III^e République364 p.
120 F.

Patriote, républicain, laïc et colonial, Gallieni fut à l'initiative de ces modérés qui façonnèrent la III^e République dans le sillage de Gambetta. Il fut certainement aussi le général qui, jusqu'à la victoire de 1918, atteignit une popularité que seul Boulanger avait égalee. Elle reposait sur la reconnaissance emue que lui témoignait le petit peuple de Paris dont, aux heures les plus sombres de 1914, il avait galvanisé la résolution et partagé le sort.

L'Histoire
chez
FAYARD

POLITIQUE

La Lorraine entre l'ouverture et la rénovation

Après l'Union républicaine lorraine (URL) fondée par M. Rausch
voici l'Union régionale de l'opposition (URO). Enjeu : les élections régionales de 1992

PONT-A-MOUSSON

de notre envoyé spécial

C'est beaucoup en Lorraine ! Il n'y a pas de doute plus de deux semaines pour que cette région se chausse de nouveaux sabots politiques. Les deux événements ont eu pour cadre l'imposant abbaye des Premontres de Pont-a-Mousson. Samedi 9 décembre, M. Jean-Marie Rausch présentait sur les fonts baptismaux médiatiques son nouveau mouvement pour les quatre départements de la Moselle, Meurthe-et-Moselle, Vosges et Meuse, l'URL : l'Union républicaine lorraine. Samedi 16 décembre, même endroit, même heure, MM. André Rossinot, Gérard Longuet et Philippe Séguin se retrouvaient pour lancer la croisée de l'URO : l'Union régionale de l'opposition.

Même si les Lorrains vont avoir quelque peine à s'y retrouver dans cette nouvelle bataille de sigles, on parle, des deux côtés, de « nouvelle donne ». On vous explique docilement qu'il s'agit d'une nouvelle définition — une haute définition — de la politique. On vous conjure de croire que tout cela est fait pour servir la région. Les bonnes paroles fusent. M. Jean-Marie Rausch joue les grands seigneurs, se réclame de l'héritage d'un autre Lorrain, « père de l'Europe », Robert Schuman, qui, en 1919, s'était fait élire sous cette étiquette URL avec pour tout slogan : « Ma philosophie politique, c'est le réalisme sans idéologie ». Et de réalisme, M. Rausch n'en manque pas. Il n'avait qu'un rêve : devenir ministre. C'est fait depuis juin 1988. Ministre, président de région depuis bientôt dix ans, maire de Metz, l'ancien ministre ne manque pas de grain à moudre. Il peut redevenir réaliste : « J'ai soixante ans, explique-t-il, j'ai atteint le sommet de mes ambitions. Je ne peux pas payer le luxe de faire comprendre aux gens le sens de ma démission ». Ministre de l'ouverture, M. Rausch continue de croire dur comme fer à l'ouverture. Ministre du commerce extérieur, il a beaucoup voyagé et prétend avoir aussi appris à relativiser : quand on raisonne au niveau des continents, on ne veut plus s'embarasser des querelles de clochers. Dès lors son credo est simple, il tient en cette certitude : « qu'on vit dans un pays de dingues », qu'il est « stupide que dans une même région, les gens continuent de s'affronter de manière stérile », que « l'affrontement politique est devenu un fonds de commerce périmé ». Alors le ministre a décidé de changer le sien. D'appeler en quelques mots comme en cent tous les hommes de bonne volonté de la région à se regrouper pour imaginer la Lor-

raine de l'an 2000 en Europe et en finir une fois pour toutes « avec la guerre des tranchées entre gauche et droite ». Socialistes modernes, orphelins du centre, gauchistes repentins, il y a, dit-il, place pour tout le monde dans la maison du père Rausch.

De si bonnes intentions

On voudrait tout autant se pénétrer des bonnes intentions si bien affichées par les promoteurs de l'URO, cette opération présentée comme « le premier laboratoire national de l'union RPR-UDF ». point aux frâches couleurs de la rénovation. Ce samedi, la fête fut certes presque parfaite. Six cents personnes accourues des quatre coins de la région. Un film décapant et point triqué sur les Lorrains face à leurs hommes politiques. Un échange direct, parfois brutal, entre la salle et une tribune où étaient mêlés tous les dirigeants et parlementaires RPR et UDF. Les bonnes intentions pouvaient être ramassées à la pelle. M. André Rossinot : « Il faut trouver une autre façon de poser nos problèmes et non plus en termes de pouvoirs personnels. Tous nous avons besoin d'air pour être bien dans notre peau ». M. Gérard Longuet, le patron du RPR lorrain : « Les hommes politiques ne doivent plus former une caste. Il y a

une absence de réponses claires à des angoisses évidentes. A nous de retourner à la base ». M. Philippe Séguin : « Il y a une crise de la chose politique. Les hommes et femmes politiques ne sont pas les seuls responsables. Nous sommes tous responsables ».

Sur le papier également tout semble parfait. Chacun officiellement s'engage « à créer un lieu nouveau de réflexion, de gestion et d'action, un lieu de concertation de toute l'opposition, un lieu d'impulsion, un lieu de rénovation ». On se parle plus de président mais d'animateur. RPR, UDF chacun son tour tous les six mois. Un conseil politique de quatorze membres : les quatre présidents de conseils généraux, un représentant RPR et UDF par département, deux conseillers régionaux issus des groupes RPR et UDF. Lancement d'un institut régional de prospective avec des universitaires, des responsables économiques et syndicaux, des représentants d'associations afin « de dresser un tableau de bord de la vie économique, politique et sociale régionale ». Sortie enfin des jérémiades d'une lettre d'informations tirée à deux mille exemplaires. Tout semble disposé au mieux dans cette nouvelle maison de l'opposition lorraine.

Où, on voudrait se féliciter de découvrir ainsi cette région de Lor-

raine pavée de si lousables intentions. L'URL face à l'URO. L'ouverture face à la rénovation. Que le meilleur gagne, pourvu qu'un total se soit toute la Lorraine qui en sorte gagnante. On voudrait croire que ces machines politiques du dernier cri pourraient enfin contribuer efficacement à nourrir le dialogue entre les hommes et femmes de cette région. Mais voilà que, déjà, sur place, groupés à regarder au-dessus par le petit bout de la lorgnette, certains imaginent le lancement de deux redoutables machines de guerre pour les élections régionales de 1992.

Branle-bas de combat !

Voici une version qui pourrait figurer dans un journal de courses hippiques. Casaque grenat, couleurs de Metz, Jean-Marie Rausch a deux difficiles obstacles en 1992 : garder sa présidence de région et se faire réélire sénateur. Sa cote — dit-on — a baissé en Lorraine. Les centristes l'abandonnent. Les socialistes ne veulent plus parler sur lui. Casaque PS, un autre ministre, Jacques Chérèque, est — paraît-il — déjà lui aussi sur la ligne de départ et s'active à regrouper derrière lui les maires lassés par l'éternelle querelle entre Metz et Nancy. Avec l'URL, Jean-Marie Rausch veut — assure-t-on — se

remettre fermement le pied à l'étrier.

Sus au « traître » Rausch ! Branle-bas de combat dans les écuries RPR et UDF. Casaque « Nancy », trop chargé par le cumul, André Rossinot a dû se délester en juin 1988 de son mandat de conseiller régional. Il ne se remet pas. Si dans trois ans la présidence de région est prenable — dit-on — il la prendra, quitte à laisser son mandat de député. Le maire de Nancy, qui fut ministre, ne peut pas se démettre devant le maire de Metz qui, lui, est toujours ministre. Casaque PR, Gérard Longuet, qui, lui non plus, ne se remet pas de n'être plus ministre. Dans l'écurie RPR, enfin, on ne pardonne pas à M. Rausch de n'avoir pas respecté sa promesse de lui laisser la présidence de région au printemps 1989.

Tous avaient donc intérêt à réagir. Alors comment démanteler les bonnes intentions affichées dans les calculs dissimulés. Les Lorrains sauront répondre sans doute eux-mêmes, le moment venu, et départager URL et URO. Mais d'une façon générale, les hommes politiques devraient y regarder à deux fois : les Lorrains ont déjà fait la rénovation et l'ouverture dans leur tête. Ils ont une haute exigence de la politique et il serait fatal, pour les acteurs, d'oublier d'y répondre.

DANIEL CARTON

Mis en minorité lors du premier congrès

M. Llabres provoque une scission dans le Mouvement des rénovateurs communistes

Quatorze mois après sa création formelle, le Mouvement des rénovateurs communistes (MRC) a enregistré une scission lors de son premier congrès, réuni samedi 16 et dimanche 17 décembre à Clichy (Hauts-de-Seine). Minoritaires, M. Claude Llabres, coordinateur national du MRC, et ses partisans ont quitté le mouvement après avoir abandonné la référence communiste. Ils veulent constituer un « forum progressiste ». La majorité, pour sa part, souhaite trouver des partenaires, notamment les « reconstruc-teurs » communistes.

de la rénovation du communisme français, était une forme de symbole. Militant CGT, homme chaleureux et discret qui, au lendemain de la guerre, avait été employé dans la même entreprise aéronautique que Georges Marchais, il était signataire du texte de la majorité qui doit désormais présider aux destinées de ce petit mouvement dont l'audience n'a cessé de rétrécir depuis le maigre résultat présidentiel de M. Pierre Juquin (2,1 %) et, plus encore, après la marginalisation de la liste européenne conduite par M. Llabres (0,4 %).

« Un label discrédité et périmé »

Considérant que « l'expérience tentée avec le MRC est arrivée à son terme », M. Llabres a quitté le mouvement avec ses partisans, non sans avoir, auparavant, abandonné formellement la référence au communisme.

Au cours de la préparation du congrès, le bureau exécutif s'était exécuté partagé en deux : huit membres, dont notamment

MM. Louis Aminot (adjoint au maire de Brest) et Gilbert Wassermann, avaient signé une motion intitulée « Pour un axe communiste autogestionnaire vers une maison commune », et les huit autres, dont notamment MM. André Collin (adjoint au maire de Lille) et Claude Llabres, s'étaient retrouvés sur celle appelée « Pour un nouveau mouvement ». Cette équilibrée répartition n'avait pas trouvé son prolongement dans le mouvement, car le rapport de force était largement en faveur de la « maison commune ». Sur un petit millier de votants, dans les trente-huit départements où le MRC existe, le texte de M. Wassermann avait obtenu environ deux tiers des mandats, celui de M. Llabres un quart, le reste allant à l'abstention.

Deux logiques étant en course — les « majoritaires » cherchant essentiellement une jonction avec les « reconstruc-teurs » du PCF et les « minoritaires » souhaitant se rapprocher du PS en espérant conserver leur indépendance — l'heure de vérité devrait sonner lors du premier congrès. M. Collin a fait une ultime tentative pour renverser la vapeur, en mettant au vote l'abandon de la référence communiste — « un label discrédité et périmé » — mais son texte n'a obtenu qu'un tiers des voix, la majorité restant la majorité avec une motion qui propose un délai de six mois pour ce débat de référence.

Devant cet échec, les minoritaires n'avaient donc plus rien à faire dans un mouvement se réclamant du communisme. Ils ont fait scission dans la nuit de samedi à dimanche, sans aucun drame. Ils vont jeter les bases d'un « forum progressiste » qui va proposer la « création de cercles euro-gauche » à la manière du PC italien.

« Le MRC vient de naître », a déclaré avec gravité M. Aminot, qui, comme ses « camarades majoritaires », se fixe l'objectif d'une « transformation radicale de la société » à travers un « pôle commun » des communistes, des autogestionnaires et des progressistes. « La parenthèse est terminée », a répondu, en écho, M. Llabres qui faisait référence au congrès de Tours de 1920. A l'époque, les « minoritaires » étaient les sociaux-démocrates de la III^e Internationale, qui « gèrent » la France en 1989, et les « majoritaires » étaient les révolutionnaires de la III^e Internationale qui, aujourd'hui, s'écartent dans les pays de l'Est.

OLIVIER BIFFAUD

L'évolution des pays de l'Est

Les « reconstruc-teurs » communistes critiquent la direction du parti

M. Félix Damette, communiste « reconstruc-teur », a vivement critiqué, samedi 16 décembre, lors des manifestations organisées pour le 70^e anniversaire de la municipalité communiste de Saint-Junien (Haute-Vienne), le rapport sur la situation internationale présenté vendredi par M. Maxime Gremetz devant le comité central du PCF (le Monde daté 17-18 décembre). Ancien membre du comité central, M. Damette a jugé ce rapport « profondément navrant ».

Approuvé par l'ancien ministre M. Marcel Rigout, M. Damette a expliqué : « J'ai été navré de voir qu'a été utilisé l'argument : « Nous ne savons pas ce qui se passait dans les pays socialistes. » Mot, je dis que nous savons tout parfaitement ce qui se passait dans les pays socialistes, mais nous n'avons pas su ou pas voulu comprendre. »

« Le débat aujourd'hui, a-t-il continué, M. Damette, porte sur la nature de la crise qui affecte les pays socialistes. Qualifier cette crise de développement sur le

mode du renouveau ne me paraît pas sérieux. Cette crise est une crise d'une toute autre ampleur. C'est une crise de nature à mettre en cause l'existence même de ce socialisme. » De son côté, M. Rigout a affirmé : « Cette crise nous interpelle et chacun doit regarder son parti sans aucune complaisance et doit s'interroger. Il faut un débat sans concession. Toutes les questions doivent être abordées avant le congrès. Il n'y a pas de question tabou. »

Notre correspondant en Haute-Vienne, Georges Chatain, nous signale qu'à l'occasion de ces manifestations, la direction du PCF a accepté pour la première fois un dialogue public avec les « reconstruc-teurs ». « Reconstruc-teur » lui-même, M. Roland Mazouin, maire de Saint-Junien, qui est la plus ancienne municipalité à direction communiste de France, avait noué avec la tradition en vigueur pour les précédentes cérémonies anniversaires, en 1969 puis en

1979, en n'invitant pas de représentant politique du PCF.

M. Mazouin a préféré inviter à débattre, sur un pied d'égalité, un membre du comité central du PCF, M. Francis Wurtz, député européen, les « reconstruc-teurs » MM. Damette et Rigout et les socialistes M^{me} Marie-Jo Denys, député européen et M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS. Thème choisi : « Une petite ville dans l'Europe de 1992 ». Tandis qu'un invité soviétique s'était décomposé en « extrémisme », M. Hugo Boggero, un représentant du PCF en France, était présent à Saint-Junien. Il a expliqué les « divergences profondes » entre les deux partis et a justifié le retrait des immigrés italiens des rangs du PCF et leur regroupement dans une organisation autonome.

Notre correspondant rapporte que, dans la salle comble et partagée, l'ambiance était tendue, mais que, en dépit de mouvements divers, le débat est finalement resté courtisé.

Le PCF se prononce pour l'élection du président de la République par le Parlement

La République est « indivisible laïque et autogestionnaire » proclame le projet constitutionnel du Parti communiste français adopté le jeudi 14 décembre par son comité central, sur un rapport de M. Amiot Le Pors. Fidèles à leur tradition les communistes ont émis leur réflexion institutionnelle sur le principe de « la primauté du Parlement dans les institutions ».

Le texte du projet explique, ainsi que « l'évolution des institutions confine à une monarchisation particulièrement nocive, indigne de notre peuple dans le contexte de la célébration du Bicentenaire de la Révolution française ». Il est donc indispensable, d'après le PC, pour « donner un nouvel élan à la démocratie » que soient organisés « la réduction et le dépérissement de l'institution présidentielle ». Dans son rapport M. Le Pors regrette en effet que l'élection présidentielle soit « l'élément majeur de la vie politique nationale », constatant que cela tend « à faire de chaque consultation électorale le moment d'un choix alternatif entre le candidat du président en place et le candidat du présidentiable qui, semble-t-il, de la meilleure chance de succès ». L'ancien ministre de la fonction publique ajoute : « On ne dénoncera jamais assez, pour toute notre vie politique, pour la démocratie, le caractère intrinsèquement pervers de l'élection du président de la République au suffrage universel. »

Le projet constitutionnel du PC prévoit donc de faire élire le prési-

dent de la République par le Parlement réuni en congrès, de lui retirer le choix du premier ministre, et le droit de grâce.

Toujours pour établir la primauté du Parlement, ce projet propose de confier le contrôle de la constitutionnalité des lois à une commission parlementaire « composée à la proportionnelle des effectifs des groupes des deux Assemblées ». Car pour le PC la Constitution et la loi « ne peuvent être interprétées et modifiées » que par le peuple ou ses représentants.

Dans son rapport, M. Le Pors se livre à une sévère critique du Conseil constitutionnel qui s'est doté d'« un véritable pouvoir constituant qui usurpe la souveraineté populaire ». Il juge donc « tout à fait critiquable » le projet de M. François Mitterrand de permettre aux justiciables de saisir directement le Conseil constitutionnel. Pour lui cela est « démagogique et antiparlementaire » car « la mise en cause permanente et le cas échéant subversive de la loi vaudra mise en cause permanente du Parlement ».

La fédération communiste de Haute-Garonne change de premier secrétaire. — M. Charles Marziani a pris la tête de la fédération du PCF de Haute-Garonne, à l'occasion du renouvellement de la direction fédérale, samedi 16 décembre. M^{me} Sylviane Aynardi, première secrétaire sortante, membre du comité central du PCF et député européenne, ne se représentait pas.

D'une formule M. Le Pors résume toute son analyse : « aujourd'hui le couple président de la République-Conseil constitutionnel apparaît de plus en plus antagoniste du couple peuple-Parlement ». Ce rapport et ce projet ont été critiqués par plusieurs membres du comité central, dont M. Jacques Roux, M. Paul Boccard et Mme Thérèse Hirsztig qui leur ont reproché d'être « éralistes » et de marquer un recul sur « la décentralisation régionale et l'autogestion ».

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES DROITS DES TRAVAILLEURS A L'NEUR EUROPEENNE

Avec notamment des articles de : Jean AUROUX, Claude CHEYSSON, Edith CRESSON, Yves JOUFFA.

Envoyer 40 F (libres à 2 F ou chèques) à : après-demain, 27, rue Jean Bédet, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel professionnel.
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities.
Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration
with an emphasis in international management
A.C.B.S.P.

FILIÈRES D'ADMISSION
3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DES - IEP - Titulaires de maîtrise.
Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2^e CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cours équivalents à deux années universitaires.

Informations et sélections : European University of America
17/25 rue de Chailot (métro Mairie), 75116 Paris. (1) 40 70 11 71
Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programme associé en Europe, Asie : Tai Ming - Hong Kong, et aux USA : Phil.

Le Sénat réaffirme

2904
16465

1700
8900

3145

RO

POLITIQUE

Le financement des partis et des campagnes électorales

Le Sénat réaffirme son hostilité à l'amnistie

Le Sénat a examiné en seconde lecture, samedi 16 décembre, le projet de loi relatif au financement des partis politiques, « enrichi » depuis la deuxième lecture de l'Assemblée nationale d'une disposition d'amnistie. Les sénateurs, qui avaient pris par anticipation position contre un tel dispositif au cours du premier examen, ont supprimé, à une large majorité, l'article introduisant l'amnistie, avant d'adopter le texte ainsi modifié.

En ouverture de la discussion générale, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, espérait qu'un « consensus assez large » serait trouvé, « les divergences » n'étant pas « de grande ampleur ». De fait, sur de nombreux points de litige, un véritable dialogue s'est instauré entre le Sénat et le gouvernement, après le rejet d'une question préalable déposée par M. Charles Lederman (Val-de-Marne) au nom du groupe communiste.

C'est ainsi que sur la confidentialité des dons (laissée, par décret, à l'appréciation du Conseil d'Etat), sur la durée d'interdiction de l'affi-

chage politique avant le scrutin (un accord étant trouvé pour une période de trois mois) ou sur la répartition du financement public (les sénateurs étant à nouveau pris en compte dans le calcul), la modification du texte issu des travaux de l'Assemblée rencontrait l'aval du ministre. La discussion avait été fertile et riche. M. Jean Arthuis (UC, Mayenne) proposait ainsi une réforme de la loi Royer, afin d'introduire plus de transparence quant aux autorisations d'ouverture de grandes surfaces commerciales, souvent liées aux financements occultes. Restait cependant l'amnistie...

M. Joxe, qui avait clairement exprimé sa position au cours de la première lecture (« Je maintiens qu'elle est souhaitable »), a dit une nouvelle fois combien il la jugeait « utile et nécessaire », les députés ayant de surcroît bien circonscrit « son champ d'application ». MM. Guy Allouche (PS, Nord) et Michel Darras (PS, Pas-de-Calais) ont abondé dans ce sens. « Soyons cohérents, tous les partis ont agi dans l'illégalité, nous l'avons en quelque sorte reconnu en acceptant ce projet », a estimé M. Allouche. « Les problèmes d'amnistie sont toujours délicats, a déclaré M. Darras, quelques scandales que soient certaines affaires, il faut à un moment les oublier. »

Le rapporteur du projet, M. Christian Bonnet (RI, Morbihan), épaulé par M. Lederman, a réitéré une hostilité presque viscérale à la disposition « qui ne pourrait que renforcer l'antiparlementarisme qui persiste à l'état latent dans le pays ». Il a été suivi par une majorité de sénateurs, sans présumer pour autant des conclusions de la commission mixte paritaire, qui devrait se réunir mardi matin.

L'analyse du scrutin

Voici l'analyse du scrutin sur le vote de suppression de l'article concernant les dispositions d'amnistie.

Sur 315 votants et 276 exprimés :

- 192 se sont prononcés pour la suppression :

- 16 communistes (sur 18), 18 RDE (sur 23), 91 RPR (sur 91), 22 centristes (sur 68), 42 RI (sur 52) et 5 non-inscrits (sur 5) ;
- 84 se sont prononcés contre la suppression :

- 65 socialistes (sur 68), 18 centristes (MM. Bernard Barraux, Jean Cuzel, Francisque Colomby, André Daugues, André Diligent, Jean Faure, Jacques Genton, Henri Goetzschy, Louis Jung, Marcel Lesbros, Roger Lise, René Monory, Jacques Moutat, Guy Robert, Marcel Rudloff, Pierre Schiélé, Pierre Vallon et Louis Virapoulle) et 1 RI, M. Jean-François Pintat ;

- 39 se sont abstenus :

- 7 RDE (MM. François Abadie, Gilbert Baumet, André Boyer, Yvon Collin, François Loeach,

Hubert Peyou et Jean Roger), 25 centristes (MM. Pierre Alduy, Alphonse Arzel, Daniel Bernardet, François Blaizot, Maurice Blin, André Bohl, Roger Boileau, Raymond Bouvier, Jean-Pierre Cantegrit, Louis de Catuelan, Auguste Chupin, Marcel Daurey, Jacques Golliet, Bernard Guyonard, Marcel Henry, Daniel Hoefel, Henri Le Breton, Edouard Le Jeune, Kébert Malécot, Bernard Pellarin, Roger Poudonson, Olivier Roux, Paul Séramy, Michel Souplet, Georges Tréille), 7 RI (MM. Maurice Araclic, Bernard Barbier, Jean-Paul Bataille, Jean Boyer, Guy Cabanel, Jean-Claude Gaudin et Serge Mathé) ;

- 6 n'ont pas pris part au vote : 1 socialiste, M. Michel Dreyfus-Schmidt, qui présidait la séance, 3 centristes (MM. Pierre Lacour, Claude Mont et Alain Pocher, président du Sénat) et 2 RI (MM. Roger Chénouet et Pierre Louvot).

Deux élections cantonales partielles

Le PS gagne un siège et le PC en conserve un

Le parti communiste conserve le siège qu'il détenait dans le Val-de-Marne où le conseil général est présidé par l'un des siens, M. Michel Gerny. Le parti socialiste en gagne un en Haute-Loire aux dépens de l'opposition de droite. Si dans le premier cas, les électeurs du Front national du premier tour, ont, selon toute vraisemblance apporté, au second tour, leurs suffrages au candidat de l'opposition, en

revanche, en Haute-Loire, les électeurs du FN ont, semble-t-il, voté au second tour en partie pour le représentant du PS. Autre différence entre ces deux cantonales partielles : les électeurs des candidats Verts ont préféré eux aussi dans une très forte proportion donner leurs suffrages au PS en Haute-Loire, tandis que dans le Val-de-Marne, ils paraissent avoir opté pour l'abstention.

HAUTE-LOIRE : canton du Puy-Nord (2^e tour).

Inscr., 6 371 ; vot., 3 064 ; abst., 51,90 % ; suffr. expr., 2 919. MM. Gérard Convert, PS, m. de Chadrac, 1 729 voix (59,23 %), Elu ; Jean Bost, div. d., anc. cons. mun. de Chadrac, 1 190 (40,76 %).

Le parti socialiste gagne un siège que détenait M. Raymond Jean (UDF-CDS). Ce dernier avait succédé le 2 octobre 1988 à M^{me} Marthe Lemerat, div. d., qui ne se représentait pas. M. Jean avait été élu conseiller général en raison de ses activités professionnelles à la Direction départementale de l'Agriculture jugées incompatibles avec un mandat de conseiller général.

L'augmentation de la participation électorale au second tour (73 votants de plus) n'a guère eu d'influence sur le résultat final. Le nombre des suffrages exprimés a baissé d'un tour à l'autre de 17. Parallèlement, le nombre des bulletins blancs ou nuls a augmenté, passant de 55 à 145. Le candidat socialiste, maire de la plus importante commune du canton, ne bénéficiait que d'un seul dixième des voix pour le second tour, s'abaissant à 1 563 voix (51,19 %). M. Convert en a recueilli au second tour 226 de plus, son pourcentage augmentant de 6,54 points. De son côté, le candidat sortant par la majorité départementale que dirige M. Jacques Barrot, UDF-CDS, a dû de recueillir le total des voix du Front national. Le total des voix du Front national du premier tour était de 1 433 suffrages (45,80 %). M. Bost obtient 243 voix de moins que ce potentiel au second tour.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : Inscr., 6 371 ; vot., 2 992 ; abst., 53,03 % ; suffr. expr., 2 936. MM. Convert, PS, 1 694 voix (57,36 %), Bost, 775 (26,39 %) ; Gérard-Henri Fayard, FN, 468 (15,78 %) ; Pierre Pignatelli, Verts, 297 (10,11 %) ; Michel Valentin, PC, 112 (3,81 %) ; Louis Ouilhon, CNL, m. de Saint-Maurice-de-Lagny, 59 (1,97 %).

M. Jean avait été élu au second tour des élections cantonales de 1988 avec 1 674 voix (56,64 %) contre 1 281 (43,35 %) sur 6 315 inscrits, 3 857 votants (soit 51,59 % d'abstention) et 2 955 suffrages exprimés.

VAL-DE-MARNE : canton de Villeneuve-le-Roi (2^e tour).

Inscr., 14 163 ; vot., 6 658 ; abst., 52,99 % ; Suffr. expr., 6 432. MM. Michel Herry, PC, m. de Villeneuve-le-Roi, 3 606 voix (56,06 %), ELU ; Jean-Pierre Hermelin, div. d., m. d'Ablon, 2 826 (43,93 %).

M. Herry, réélu au conseil général, comme il le fut déjà à la mairie de Villeneuve-le-Roi depuis le 9 novembre dernier, Pierre Martin, député le 25 octobre. Ce dernier était conseiller général depuis 1988 date à laquelle il avait succédé à M^{me} Arnette Le Cam, PC qui ne se représentait pas.

M. Herry fait mieux que son prédécesseur : + 16 voix et + 2,7 points de pourcentage. Il recueille au second tour 4 voix de plus que le total gauche du premier tour. Son adversaire en obtient lui 36 de moins que le total droite + extrême droite du premier tour.

En premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 14 170 ; vot., 6 779 ; abst., 52,15 % ; suffr. expr., 6 719 ; MM. Herry, 2 973 voix (44,24 %) ; Hermelin, 1 738 (25,86 %) ; Roland Thévenaz, FN, 1 124 (16,72 %) ; Bernard Babin, PS, 476 (7,08 %) ; Gérard Mathias, Verts, 255 (3,79 %) ; José Daurat, div. d., 153 (2,27 %).

Pierre Martin avait été élu au second tour des élections cantonales de 1988, par 3 590 voix (53,36 %) contre 3 157 (46,63 %) à 70 M. Roger Locque, div. d., sur 15 479 inscrits, 7 862 votants (soit 51,22 % d'abstention) et 6 727 suffrages exprimés.]

M. Méhaignerie : le Parlement est une chambre d'enregistrement. — Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Pierre Méhaignerie, a estimé dimanche, après l'utilisation vendredi de l'article 49-3 sur le projet de loi relatif à la Sécurité sociale et à la santé, que « le Parlement est réduit à une simple chambre d'enregistrement, privée de l'exercice du contrôle ».

CHARLES LE GOLF

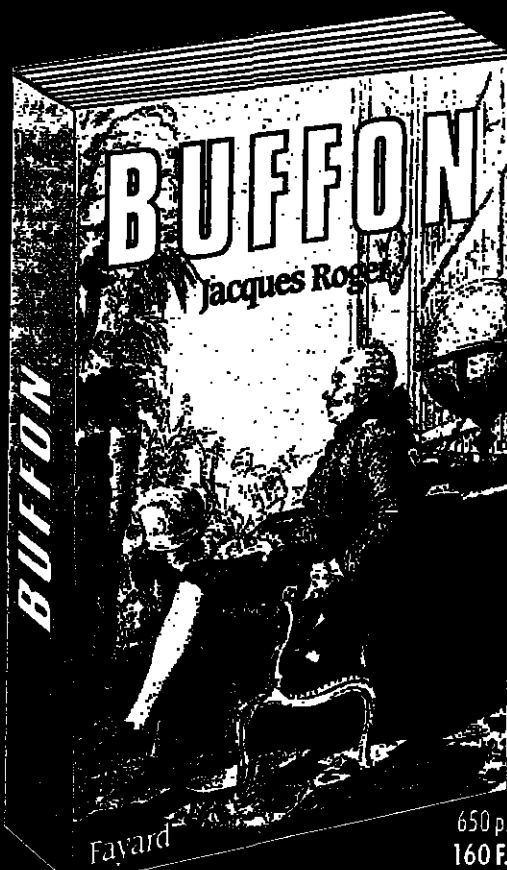
OUVERTURE DES
SOLDES
MARDI 19 DECEMBRE

IMPERMEABLE : 1 600 F 1 000 F • PARDESSUS : 2 200 F 1 850 F
COSTUME : 1 800 F 1 400 F • CHEMISE : 350 F 250 F
PANTALON : 500 F 390 F • PARKA : 1 400 F 950 F

CHARLES LE GOLF

• 120 AVENUE VICTOR-HUGO, PARIS 16^e • 30 RUE DE BERRI, PARIS 8^e
• 171 BD ST-GERMAIN, PARIS 6^e • 9 PLACE ST-AUGUSTIN, PARIS 8^e
• 20 AVENUE DES TERNES, PARIS 17^e

Un philosophe au Jardin du Roi



Il a posé les grandes questions auxquelles les sciences naturelles essaient de répondre depuis deux siècles. Le naturaliste Finlandais Nils Nordenskiöld écrivait de Buffon en 1928 : « Dans le domaine purement théorique, il fut le plus grand biologiste du XVIII^e siècle, celui qui posséda la plus grande richesse d'idées, qui fut le plus utile aux âges suivants, celui qui exerça une influence qui s'étendit loin dans l'avenir. » Jugement cité, avec une complète approbation, par un des plus grands naturalistes vivants, Ernst Mayr, en 1982. Compte tenu de la place qu'occupe le XVIII^e siècle dans l'histoire naturelle, cela revient à dire que Buffon fut le naturaliste le plus important entre Aristote et Darwin.

l'Histoire
de
FAYARD

METRO VEND A INFOMART

DU 18 DECEMBRE 1989
AU 12 JANVIER 1990

CONFIGURATION :

- Microprocesseur 80286 • 1 Mo de mémoire de base • 1 lecteur de disquette 1,44 Mo • 1 disque dur 30 Mo • Port série et parallèle • Sortie vidéo • 3 emplacements cartes AT • Adaptateur VGA • Clavier français 102 touches • DOS 3.3 • Ecran couleur 14" IBM 8512.

IBM 8530-H31 **16465 F.H.T.**

IMPRIMANTE LASER :

L'imprimante IBM 4216/10 est compacte, silencieuse et fonctionne soit en mode IBM 4202, soit en mode Hewlett Packard.

Caractéristiques générales :

- Vitesse maximum 6 pages/minute en format A4 (210 x 297) • Résolution 300 x 300 points/pouce • 28 polices de caractères résidentes en mémoire.

IBM 4216/10 **8900 F.H.T.**

LOGICIEL :

Traitement de texte convivial particulièrement adapté aux imprimantes laser. Gratuit : 1 dictionnaire COLLINS on-line.

WORD 5 MICROSOFT **3145 F.H.T.**

METRO : Résident INFOMART, 175 m² d'exposition vente. Toute la gamme IBM et TOSHIBA en démonstration.

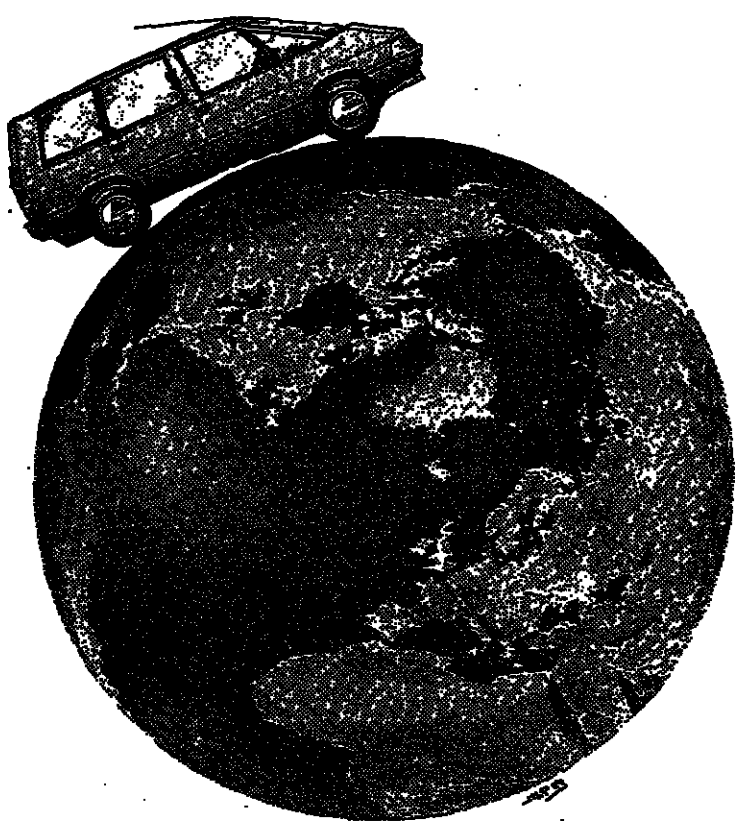
METRO
LE N° 1 EN EUROPE
AU SERVICE DES INDÉPENDANTS

INFOMART
CNIT La Défense
Niveau 2, stand 296
Tél. : 46 92 17 10

NUMERO VERT
05 386 486

IBM, TOSHIBA, MICROSOFT, HP sont des marques déposées. TVA 18,6 % en sus. Photos non contractuelles.

On n'a jamais été aussi bien sur terre que dans l'Espace!



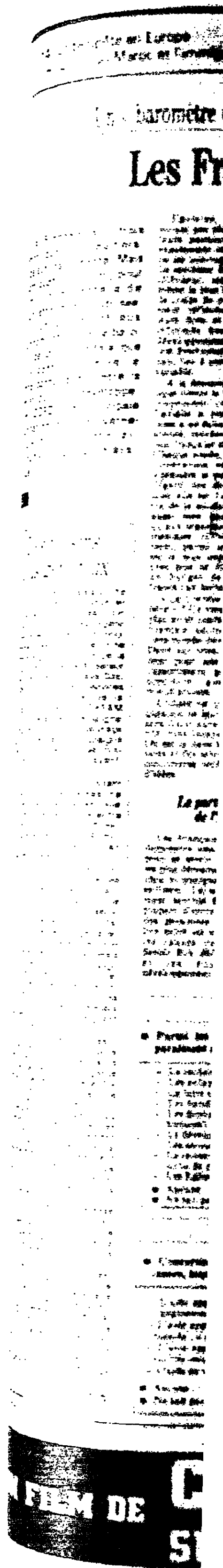
1980 Eric Tabarly bat en 10 jours 5 heures 14 minutes et 20 secondes le record de la traversée de l'Atlantique.
1981 Le Dernier Métro de François Truffaut remporte un énorme succès à la soirée des Césars.
1982 Le premier robot français avec reconnaissance des formes en site industriel est utilisé à l'usine Renault de Cléon.
1983 Le compact disc est lancé sur le marché européen.
1984 Renault invente un nouveau concept automobile: la Renault Espace.
1985 Le sculpteur Christo emballa le Pont-Neuf avec 40 000 m² de toile.
1986 L'Argentine gagne la Coupe du Monde de football.
1987 Madonna fait un concert triomphal au parc de Sceaux.
1988 Dotée d'une transmission intégrale, l'Espace devient l'Espace Quadra.
1989 Renault se voit décerner le prix de la Décennie pour la Renault Espace.
 Hors des normes, hors des formes, telle est la Renault Espace, automobile spatiale, inventeur de sa propre mode qu'elle traverse et qu'elle dépasse...
 Renault Espace. On n'a jamais été aussi bien sur terre que dans l'Espace.

© PUBLICIS F 0819

Renault Espace: Prix de la Décennie de l'Automobile Magazine.

Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. DIAC votre financement.

RENAULT présente elf



bien

centième

RENAL

سكسوان الاول

SOCIÉTÉ/CULTURE

Le Monde • Mardi 19 décembre 1989 13

SECTION B

Un « baromètre de la solidarité » publié par le Comité catholique contre la faim et pour le développement

Les Français et le tiers-monde : l'émotion d'abord

Deux Français sur trois estiment que l'aide au tiers-monde est insuffisante. Mais ils sont quatre sur cinq pour estimer que cette aide devrait être mieux utilisée. C'est l'un des nombreux enseignements d'un « baromètre de la solidarité » que publie cette semaine le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), la principale organisation non gouvernementale française spécialisée dans l'aide au tiers-monde.

Des voisins plus généreux

Malgré un réseau de 15 000 animateurs, unique en son genre, le CCFD est loin d'être le poids lourd des organisations humanitaires non gouvernementales en Europe. Il ne représente qu'un dixième de la capacité financière de Misericordia (RFA), de CEBEMO (Pays-Bas) ou de Catholic Relief Services (Etats-Unis) et 30 % de la capacité financière d'OXFAM (Grande-Bretagne), souligne Bernard Holzer dans un ouvrage qui vient de paraître, coédité avec Frédéric Lenoir (*Une Risque de la solidarité*, Fayard, 241 p., 85 F.).

Les dons privés transmutés par les ONG françaises ne représentaient en effet que 322,5 millions de dollars entre 1981 et 1986, contre 748 millions aux Pays-Bas, 904 millions au Royaume-Uni et 2 447 millions en RFA.

Un bon instrument de comparaison est le pourcentage des dons d'origine privée par rapport au produit national brut de chaque pays. En 1987, selon une statistique de l'OCDE, l'Italie était lanterne rouge avec 0,001 %, la France arrivait loin devant elle avec 0,009 %, mais elle était devancée par la Belgique et le Danemark (0,01) et plus encore par le Royaume-Uni (0,03) et la RFA (0,05). Les Pays-Bas se plaçaient premiers avec des dons privés atteignant 0,07 % du PNB.

Dans son numéro de septembre 1989, intitulé « Acteurs d'un autre développement », la revue *Projet* mettait en garde contre l'idée selon laquelle il y aurait en Europe, depuis une vingtaine d'années, un « boom » de l'aide privée. Si les sommes collectées dans les années 80 sont sensiblement supérieures à celles de la décennie précédente, cela tient en bonne partie à l'année 1986, particulièrement faste, qui avait été marquée par la grande mobilisation de Band Aid pour lutter contre la sécheresse en Afrique. En 1986, les ONG européennes enregistraient une baisse des dons de 30 %, et la diminution allait se poursuivre en 1987.

R. S.

Egoïstes, les Français ? Ne voyant pas plus loin que le bout de leurs pantoufles ? Ce n'est pas exactement ce qui apparaît quand on les interroge sur le tiers-monde. Ils semblent être branchés sur leur téléviseur, sensibles à la misère, même la plus lointaine, et capables de coups de cœur. Mais sans vraiment réfléchir à l'utilisation de leurs dons et sans vraiment être informés des enjeux du sous-développement. C'est une mobilisation émotionnelle, éphémère, donnant lieu à une charité à géométrie variable.

A la demande du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), l'Institut Lavalais a posé vingt-deux questions à un échantillon de mille personnes, représentatif de la population française de quinze ans et plus. Chaque année, à la même époque, l'opération sera répétée pour « prendre le pouls » de l'opinion à l'égard des diverses sollicitations dont elle est l'objet. Ce « baromètre de la solidarité » devrait servir aussi bien aux pouvoirs publics qu'aux organisations non gouvernementales (ONG) de développement, parmi lesquelles le CCFD est la plus importante en France, avec plus de 300 000 donateurs et un budget de 148 millions de francs l'an dernier.

« La Corvée plutôt que le Zambèze ? » Ce vieux slogan ne semble plus avoir cours. Moins de 4 % des Français estiment que l'aide au tiers-monde devrait être diminuée. Deux sur trois, en revanche, plaident pour une augmentation, en l'absence d'alternatives d'une condition : que cette aide soit mieux utilisée.

Utilisée de quelle manière ? La question ne leur a pas été posée, et sans doute auraient-ils répondu, bien incapables d'y répondre. On est là dans le domaine des pulsions et des sentiments, non dans la controverse technique ou le débat d'idées.

La partie émergée de l'iceberg

Les Français n'ont besoin ni de démonstrations ni de supplications pour se sentir solidaires des pays les plus démunis : quelques images choc et quelques témoignages leur suffisent. La notion de développement semble être étrangère à la plupart d'entre eux : seuls 20 % des personnes interrogées font le lien entre les situations d'urgence, les causes qui leur paraissent devoir être défendues en priorité, et les enjeux du sous-développement (dépendance éco-



L'Éthiopie en tête des pays à aider

nomique, régime politique, explosion démographique...). Les autres n'ont l'air de réagir qu'à ce qu'elle voit et entend à la télévision, c'est-à-dire la partie émergée de l'iceberg.

Quand on leur demande quelles sont « les trois grandes questions du monde actuel » à traiter d'urgence, les Français placent en tête la faim dans le monde. Mais si on les interroge de manière plus concrète sur les causes à soutenir en priorité, ils plébiscitent la recherche médicale. Le développement du tiers-monde n'arrive qu'en sixième position, avec un pourcentage de réponses trois fois inférieur.

Après la faim dans le monde (66,5 %), vient le chômage (59,9 %). Les Français sont beaucoup moins préoccupés par le terrorisme international (33,7 %), encore moins par la préservation de l'environnement (27,4 %) et le risque d'accident nucléaire (23,1 %). Quant à la course aux armements, elle arrive loin derrière (12,2 %). Bravo Gorbatchev ! L'approvisionnement en énergie ne semble plus intéresser personne (2,8 %), comme si les chocs pétroliers appartenaient à une autre époque. Mais comment expliquer le peu de préoccupation pour « la croissance incontrôlée de la population mondiale » (8,1 %), alors qu'une bonne partie de la France se sent envahie par un afflux d'immigrés ? Le « baromètre » du CCFD dresse une sorte de hiérarchie de la

détresse dans le monde, telle que la voient les Français. L'Éthiopie arrive en tête des pays à aider en priorité, malgré son régime politique très contesté et toutes les autres causes qui ont apporté aux mouvements d'assistance humanitaires. La Pologne est en deuxième position, suivie du Liban. Viennent ensuite les pays du Sahel et le Bangladesh. Autant dire que les motivations éthiques l'emportent sur les considérations politiques ou les solidarités culturelles. On notera que l'Algérie n'arrive qu'en vingt-cinquième position, en dépit des liens de ce pays avec la France et de tout ce qui a été dit récemment de ses difficultés économiques.

Sur les moyens d'aider le tiers-monde, les Français sont pleins de contradictions. D'une part, ils semblent laisser cette responsabilité aux pouvoirs publics : au gouvernement et, plus encore, à l'ONU. C'est dire que la vague du « moins d'État » souffre des exceptions. « Si le gouvernement avait la tentation de se décharger sur le secteur privé d'une partie de l'aide au développement, il aurait au préalable un sérieux effort d'information à faire », remarque Marie-Claude, secrétaire du Centre d'études et de recherches internationales.

Les Français attachent de l'importance au rôle des institutions publiques, mais sans bien savoir ce qu'elles font. L'action de la CCFD, en particulier, est très mal perçue, alors que plus de la moitié

de l'aide multilatérale française transite par elle. Quant aux municipalités et aux entreprises, elles auraient besoin d'un sérieux effort de relations publiques : trois Français sur quatre ignorent à peu près tout de leur action — pourtant croissante — pour le développement du tiers-monde.

S'ils attendent beaucoup des institutions publiques, les Français sont pourtant convaincus que l'action la plus utile est exercée par les organisations humanitaires non gouvernementales. Quitte à se méfier de la manière dont ces organisations utilisent leurs dons : on soupçonne, sur place, un gaspillage et une mauvaise gestion, tout en se plaignant d'un manque de transparence. Visiblement, une bonne partie des Français ignorent totalement la manière dont s'exerce aujourd'hui l'aide au développement.

De missionnaire au médecin

« Nos concitoyens se rendent-ils compte que ce que nous continuons à appeler le tiers-monde est en pleine évolution ? dit Bernard Holzer, secrétaire général du CCFD. Une révolution silencieuse et pacifique s'y réalise. La coopération avec ces peuples est elle-même en train de changer ».

Quand on leur parle de solidarité avec le tiers-monde, les Français semblent songer spontanément à un jeune médecin blanc en train d'ausculter un petit enfant noir. Le

missionnaire barbu de jadis a disparu de leur imagination et n'a pas été remplacé par des militants catholiques : les Églises figurent parmi les oubliés de ce « baromètre », comme si elles étaient reléguées dans les domaines du spirituel et de l'éthique.

La plupart des Français imaginent l'aide économique au tiers-monde sous forme de petits projets locaux, très concrets, financés par des dons privés venus d'Occident. Ils ignorent les nombreuses initiatives de développement nées sur place. Un partenariat ne s'est-il par instauré entre ONG du Nord et ONG du Sud ? « Jusqu'à présent, remarque Bernard Holzer, ces derniers demandaient des dons. Elles commencent à vouloir des prêts ou des garanties de prêts, pour lancer des projets économiques et chercher les moyens d'accéder aux circuits financiers et bancaires. Le CCFD a été ainsi amené à créer une société internationale d'investissement, un fonds de garantie, un fonds commun de placement... ».

La « charité-business », la « charité-spectacle » ne semblent pas choquer outre mesure les donateurs potentiels. Ils admettent le principe de la publicité commerciale et trouvent normal qu'on cherche à les émouvoir. La télévision leur apparaît — et de loin — comme le meilleur moyen d'atteindre cet objectif. Les grandes opérations du genre Téléthon recueillent l'assentiment des deux tiers des personnes interrogées. Contradiction parmi d'autres : si la publicité est admise, si l'appel à l'émotion ne choque pas, la concurrence entre les organisations humanitaires apparaît, en revanche, inadmissible à la plupart des personnes interrogées.

Un Français sur trois affirme avoir fait un don à une organisation d'aide au tiers-monde au cours de l'année écoulée. Un sur cinq se déclare prêt à donner de l'argent régulièrement, et le bénévolat a l'air d'attirer pas mal de gens. Conclusion prudente de Jacques Antoine, directeur du Centre de recherche permanente de l'opinion publique, qui a participé à l'élaboration de ce « baromètre » : « Il ne semble pas y avoir un effet de saturation devant les appels à la générosité et à l'aide pour le tiers-monde ».

Les ONG sont condamnées à la prudence. Elles connaissent trop les coups de cœur, parfois sans lendemain, d'une opinion qui, désormais, se mesure aussi à l'audimat humanitaire... ROBERT SOLÉ

La santé d'abord

● Parmi les causes suivantes, quelles sont les trois qui vous paraissent devoir être soutenues en priorité ?

— La recherche médicale (cancer, sida)	70,7 %
— Les enfants victimes dans le monde	53,9 %
— La lutte contre la pauvreté en France	44,8 %
— Les handicapés	42,7 %
— Les droits de l'homme (prisonniers politiques, tortures)	27,4 %
— Le développement du tiers-monde	26,2 %
— Les secours d'urgence et cas de catastrophe	18,9 %
— La réinsertion des marginaux (délinquants, drogués, sortis de prison)	12,4 %
— Les Églises des pays où la religion est opprimée	2,0 %
● Aucune	0,4 %
● Ne sait pas	0,4 %

Pas de diminution

● Concernant l'aide au tiers-monde, parmi les opinions suivantes, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ?

— L'aide apportée au tiers-monde est insuffisante ; il faut l'augmenter mais à condition qu'elle soit mieux utilisée	54,0 %
— L'aide apportée au tiers-monde n'a pas besoin d'être augmentée ; il suffit qu'elle soit mieux utilisée	27,8 %
— L'aide apportée par les pays développés au tiers-monde est très insuffisante ; il faut l'augmenter de toute façon	10,2 %
— L'aide au tiers-monde doit être diminuée	3,4 %
● Aucune	1,6 %
● Ne sait pas	0,2 %

Efficacité privée

● Parmi ces institutions, laquelle à votre avis, fournit l'aide la plus utile à ces pays ?

— Les organisations humanitaires	42,4 %
— L'Organisation des Nations unies (ONU)	25,0 %
— Le gouvernement	10,5 %
— La Communauté européenne	7,8 %
— Les Églises	2,6 %
— Les entreprises par leurs investissements	2,4 %
— Les municipalités	0,5 %
— Les comités d'entreprise	0,3 %
● Aucune	0,3 %
● Ne sait pas	0,2 %

Bénévoles potentiels

● Et vous, que faites-vous ou que seriez-vous disposé à faire concrètement pour le tiers-monde ?

— Donner de l'argent régulièrement	22,2 %
— Informer son entourage, et pour cela s'informer soi-même davantage	20,8 %
— Participer comme bénévole en France à une organisation humanitaire d'aide au tiers-monde	18,4 %
— Participer comme bénévole à des actions de développement dans un pays du tiers-monde	12,2 %
— Autres	6,4 %
● Aucune, rien de tout cela	16,0 %
● Ne sait pas	9,8 %

M. Michel Gillibert contre le Téléthon

« Le Téléthon mobilise beaucoup de monde, ce qui est très bien, mais cette opération donne une image misérabiliste et désastreuse des handicapés. » C'est en ces termes fort critiques que M. Michel Gillibert, secrétaire d'État aux handicapés et accidentés de la vie, en déplacement à Tonneins (Lot-et-Garonne), a commenté, le 14 décembre, le succès du dernier Téléthon qui a permis d'enregistrer des promesses de dons de 280 millions au profit d'une association d'aide aux personnes atteintes de maladie génétique.

« Beaucoup d'associations, a poursuivi le ministre, voient leur courtier renvoyé par des gens qui prétendent qu'ils ont déjà donné au Téléthon. Les Français croient qu'en une soirée ils ont résolu le problème du handicap. On ne peut plus laisser un service public comme Antenne 2 agir ainsi. En tant que représentant de l'État, je dis que cela n'est pas acceptable. »

UN FILM DE **CARNET DE NOTES** SUR VETEMENTS ET VILLES WIM WENDERS

SOCIÉTÉ

IMMIGRATION

Invité de l'«Heure de vérité» sur Antenne 2

Le roi du Maroc estime conciliables
l'Islam et la laïcité française

Le roi du Maroc, Hassan II, était invité, dimanche 17 septembre de l'«Heure de vérité» d'Antenne 2. Il a évoqué les difficultés d'insertion de l'islam en France, révélées par l'affaire des foulards.

Au cours de l'«Heure de vérité», Hassan II a confirmé l'information selon laquelle il était bien intervenu, le 1^{er} décembre, pour que les adolescents marocains de Cueil renouent à porter le voile : «Quand je leur ai fait demandé personnellement, en tant que père de famille, par l'intermédiaire de mon ambassadeur, de vouloir bien cesser toute cette affaire dont elles étaient à l'origine, sans le vouloir, elle ont parfaitement compris, et leurs parents aussi...»

Pour le roi du Maroc, «la majorité de femmes marocaines ne portent pas le voile, et de plus en plus. Nous n'avons pas l'impression qu'en cela elles contrarient aux commandements de l'islam, car les commandements concernant le port du voile sont définis dans le temps et dans l'espace». Hassan II parle de «fichu» et refuse l'expression de «foulard coranique», car, dit-il, on ne peut pas «mettre les sœurs musulmanes sur des tissus». Il a estimé qu'il y avait eu dans cette affaire de la «désinformation», ajoutant à propos des prescriptions coraniques qu'il n'en sont pas : «Mes filles ont

fait de la natation. Elles ont fait du basket en short, ont joué au tennis en jupe de tennis... A condition qu'il n'y ait pas sciemment de provocation».

«L'islam et la laïcité. — Le roi du Maroc estime possible une coexistence harmonieuse entre l'islam et une société laïque comme la France : «Du reste, nos sociétés ont cohabité pendant des siècles avant la laïcité et depuis la laïcité». «En dehors de ce diable qui nous est sorti de la boîte, je me demande, a-t-il ajouté, le souverain chrétien, ce qu'il ont eu les Français jusqu'à présent à reprocher à la société musulmane en France».

A propos des mariages mixtes, il a en cette formule : «pour un qui réussit, il y en a cent qui échouent (...). Je ne recommande pas les mariages mixtes, ni dans un sens, ni dans un autre. Jusqu'à présent, ils n'ont pas donné les résultats escomptés». S'agissant du statut de la femme en islam, le roi du Maroc a ajouté : «La loi soit coranique, soit celle des traditions du Prophète est claire. Le Prophète a dit, très clairement, que l'homme et la femme sont des frères siamois devant les droits et les obligations». Pour lui, «rien ne justifie l'assujettissement de la femme : de tous temps, chez nous, la femme a pu exercer une profession séparée, disposer de son argent. Chez vous, cela n'a commencé

qu'en 36 et en 48». Les musulmans qui entretiennent l'infériorité de la femme n'ont pas «mis les lunettes qu'il fallait pour lire leurs textes».

«L'INTEGRATION DES IMMIGRÉS. — Je suis contre l'immigration clandestine, parce qu'elle n'arrange ni le pays exportateur, ni le pays importateur, dit Hassan II. Quand nous envoyons nos ouvriers, nous recherchons une promotion sociale pour eux. Quand ils reviennent chez eux, de telle sorte qu'ils ne soient pas sidérés par ce qu'ils ont vu en France. Plus l'immigration sera contrôlée, plus la France sera libre de discuter avec nous des conditions de vie de ces Marocains, y compris leur vie religieuse et communautaire».

Reprendre le dialogue

Le roi du Maroc se déclare contre l'intégration : «Il n'y a pas de Marocain né au Maroc, élevé au Maroc et de Marocains nés en France et élevés en France». Il se dit également hostile au vote des étrangers résidant en France lors des élections locales : «Je leur dis n'avez pas à vous remplir la tête et l'esprit le soir de problèmes électoraux qui ne sont pas les vôtres, car en définitive, vous n'êtes pas Français. On cherche toujours vos voix pour un parti et on vous oubliera par la suite, et vous n'aurez même pas la pudeur... Je les remercie des Marocains, ils sont pudiques. Ils n'ont même pas le lendemain demander leur obole. Alors ce n'est pas la peine. Cela ne marchera pas (...). Cela mène à des maigres. Les relations entre le peuple français et le peuple marocain ont toujours été ce qu'elles ont été. On s'est affrontés. On s'est embrassés. On n'a jamais maigri et je veux qu'on en reste là».

Hassan II se dit prêt à reconnaître M. Le Pen : «Je peux le reconnaître, car il est certain, pour quel pays ? Quand on est président du Sommet arabe et qu'on a reçu Shimon Peres...».

La position algérienne

Quoique plus discrets que Hassan II, les dirigeants algériens ont pris officiellement leur parti de cet état de choses. «La citoyenneté dans le pays de résidence ne doit pas être pensée comme incompatible avec le pays d'origine», affirmait en mars 1988 l'Amicale des algériens en Europe, antenne du FLN. Les bours, ajoutait-elle, peuvent être «des citoyens à part entière de la République française» et «assumer la bi-nationalité de fait dans toutes ses dimensions».

En s'en tenant à une position de principe, qui a de moins en moins de rapport avec la réalité, Hassan II n'aide pas beaucoup les enfants d'immigrés marocains à trouver leur identité. Et il donne le grain à moudre à ceux des Français pour qui la vraie place des immigrés maghrébins est de l'autre côté de la Méditerranée.

ÉDUCATION

La mort de Georges Poitou, directeur de l'Ecole normale supérieure

Un mathématicien bâtisseur

Georges Poitou, directeur de l'Ecole normale supérieure, est mort le 14 décembre. Il était âgé de soixante-trois ans. (Le Monde daté 17-18 décembre).

Georges Poitou a fait partie de la génération de chercheurs qui ont reconstruit l'Université française dans la grande période d'expansion des années 60, et à nouveau dans la relance des années 80. Il fut l'un des fondateurs de la faculté des sciences d'Orsay, puis l'artisan du renouveau de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, qu'il dirigeait depuis 1981.

Il est né le 11 février 1926, à Paris, d'une famille nivernaise. D'origine modeste, il a fait ses études comme boursier au lycée Henri IV et entre à l'Ecole normale supérieure en 1945. Il passe l'agrégation de mathématiques en 1946 et le doctorat d'Etat en 1953. Il enseigne d'abord comme maître de conférences en Tunisie, puis à la

faculté des sciences de Lille, de 1955 à 1965.

Il rejoint alors la petite équipe de scientifiques qui, partie de la Sorbonne, élargie par l'afflux des étudiants, s'installe sur le plateau d'Orsay pour créer une nouvelle faculté. Il en sera le doyen de 1967 à 1970 et contribue, à ce poste, à la mise en place de la nouvelle université de Paris-Sud. Aux qualités d'animateur et d'administrateur dont il fait preuve en ces circonstances, s'en ajoute une autre qui fait sa principale fierté : celle de jardinier. C'est à lui qu'on doit le cadre exceptionnel qui fait de l'université d'Orsay un campus particulièrement apprécié des étudiants.

De 1970 à 1980, il se consacre à l'enseignement et à la recherche, puis est nommé, en 1981, directeur de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm. Il assure en particulier la fusion entre cet établissement qui accueille les pargons et l'Ecole de Sèvres réservée aux filles. Mais il entend surtout un patient tra-

vail de réorganisation et de renouvellement des études pour relancer une institution qui avait vieilli et qui souffrait de la concurrence de brillantes rivales, anciennes (comme Polytechnique) ou nouvelles (l'ENSA ou HEC). Il profite de la création des masters par Jean-Pierre Chevènement pour restructurer les enseignements scientifiques. Il développe — souvent en association avec d'autres institutions — des disciplines encore insuffisamment présentes à l'école, comme la biologie, la géologie ou l'économie. Si, en tant que scientifique, il éprouve plus de difficultés à faire bouger les disciplines littéraires, il s'efforce, avec l'aide des directeurs adjoints, M. Marcel Roncayolo d'abord, Mme Bastide-Brugère ensuite, d'encourager les domaines nouveaux : les langues et civilisations étrangères, la psychologie et les sciences cognitives, la linguistique et l'informatique, le droit international.

Passionné par sa mission, Georges Poitou avait été confirmé

«L'IMAGE DE L'ISLAM. — Le roi du Maroc estime que les Français ignorent l'islam, mais reconnaît qu'il n'y a pas certains musulmans ont donné de la religion musulmane une apparence peut-être contraire aux lois fondamentales, une apparence agressive et intolérante». Il ajoute : «Il a suffi qu'un monsieur apparaisse et s'appelle Khominy pour qu'immédiatement on se mette à se taper dessus, alors qu'on a vécu en très bons frères pendant quatre siècles. Reprenons le dialogue».

«LES MOSQUES. — Un contentieux de comptabilité» avec la Mosquée de Paris : «C'est le Maroc qui a donné les trois quarts des subsides pour que la mosquée soit payée sur l'argent des trois pays, l'Algérie, le Maroc et Tunisie. Depuis que cette mosquée existe, jamais la direction n'est revenue au Maroc (...). Je voudrais demander à M. Chirac de nous vendre un terrain et nous allons, par souscription, construire une mosquée où nous mettrons un imam marocain, sunnite, et vous verrez, à ce moment-là, comme lorsque l'y a une meute de foin non égarée, que la vent s'apaise et lui-même la bonne graine et que tout ce qui est paillé et autres vont de l'autre côté. Vous verrez que tous les bons musulmans viendront, pour la plupart, dans notre mosquée».

«Retrait d'une plainte contre le Monde. — La construction d'une très grande mosquée à Casablanca a fait couler beaucoup d'encre. Toutes les contributions pour financer cet édifice religieux, ont-elles été libérées, volontaires, a-t-on demandé au souverain marocain. Nous avons un ennemi acharné, nous que l'espérance de la circulation judiciaire, a répondu Hassan II. Nous avons un ennemi de la journal Le Monde à cause de cela (1). Je pense que vous devriez aller les trouver pour leur demander ce qu'ils en pensent... Nous allons, de toute façon, vu les relations que nous entretenons avec le journal Le Monde, retirer notre plainte».

(1) Le Monde, du 22 décembre 1988.

Les réactions

(...) aura largement contribué à éclairer l'opinion française sur la véritable nature de l'islam et à déconstruire les rapports entre les Français et les immigrés», a estimé M. Jacques Roussu, porte-parole du RECOURS (confédération d'associations de rapatriés d'Algérie, de Tunisie et du Maroc), dimanche, dans un communiqué. «La France, en général, et les pieds-noirs du Maroc, en particulier, peuvent être aujourd'hui fiers d'avoir contribué à former de tels hommes d'Etat dont l'ensemble des musulmans serait bien inspiré de suivre les conseils en exerçant de leurs communautés les démons intégristes qui ne pourront les conduire qu'à leur perte», a souligné RECOURS.

RELIGIONS

Aux Etats-Unis

Un homosexuel ordonné prêtre de l'Eglise épiscopaliennne

A Hoboken, dans le New Jersey, un évêque de l'Eglise épiscopaliennne des Etats-Unis (rattachée à l'anglicanisme) a ordonné prêtre, samedi 17 décembre, un homme qui se déclare homosexuel. Mgr John Spong a déclaré que le prêtre, Robert Williams, répondrait ainsi à l'appel de Dieu réclamant «une Eglise plus ouverte, plus hospitalière et conforme à l'enseignement du Christ».

Le nouveau prêtre s'est déclaré prêt à être «le pasteur de la communauté homosexuelle des deux sexes».

Une manifestation a eu lieu au moment de la cérémonie pour protester contre «cette perversion des Saintes Ecritures».

Sur la façade atlantique de l'Europe

La tempête a fait
près de vingt morts et disparus

La violente tempête qui s'est abattue sur les côtes de l'Europe occidentale au cours du week-end a fait au moins huit morts et dix disparus ainsi qu'une vingtaine de blessés.

En France, un reporter-cameraman de FR3, Joseph Delage, trente-sept ans, qui tournait au Conquet (Finistère), a été emporté par une vague géante et n'a pu être sauvé. Au large de Penmarch (Finistère), un marin d'un cargo irlandais, l'Arklow à Victor, est tombé à l'eau et a disparu au moment où les membres d'équipage du bâtiment en difficulté étaient secourus par un remorqueur et deux hélicoptères de la marine nationale. Dans l'Hérault, les sauveteurs n'ont pu retrouver le corps du propriétaire d'un voilier échoué sur une plage, dans la soirée de samedi.

Dimanche, sur les côtes normandes, à Saint-Pierre-en-Port (Seine-Maritime), un promeneur a

de Bajadaz et les pompiers ont dû lutter contre de nombreux incendies de forêt attisés par le vent en rafales au Pays basque.

Au Portugal, un homme s'est sauvé du naufrage dans le Tage d'un chaland chargé de sable ; les quatre autres membres de l'équipage sont portés disparus. Trois marins d'un cargo portant pavillon panaméen l'Alawaka, ont pu être sauvés, samedi, devant Esoril, à l'ouest de Lisbonne.

La côte atlantique de la Grande-Bretagne n'a pas été épargnée : six pêcheurs sont portés disparus dans l'estuaire de la Clyde, à l'ouest de l'Ecosse. Les vents, atteignant parfois 150 km/h, ont provoqué d'importantes inondations et perturbé considérablement la circulation routière, en particulier dans le Devon et en Cornouailles. Un phare des îles Sorlinges, au large de la Cornouailles, a été emporté par les vagues.

Selon les prévisions du centre météorologique de Brest-Guipavas, la tempête devrait durer jusqu'à jeudi matin.

Baisse des hectopascals

La dépression qui a balayé en tempête l'ouest de l'Europe n'est pas exceptionnelle. Des basses pressions descendant à 945 hectopascals (anciennement millibars) au centre du système se voient, en effet, deux ou trois fois par an en moyenne. Le 15 octobre 1987, le baromètre avait mesuré 951 hectopascals à Quimper. Ce jour-là, le centre de la dépression était passé sur la Bretagne et la Basse-Normandie, avant d'aller sur Londres. Les 16 et 17 décembre, la dépression est passée plus au large.

Rappelons que l'air ne se précipite pas tout droit vers une zone de basse pression. La rotation de la Terre, en effet, dévie tous les mouvements des fluides vers la droite dans l'hémisphère nord. Les vents tournent donc autour des basses pressions dans le sens

contraire des aiguilles d'un montre.

Nouveau renforcement des vents

De même, ils tournent autour des zones de hautes pressions dans le sens des aiguilles d'une montre (dans l'hémisphère sud, les mouvements des fluides sont déviés vers la gauche et le sens des tourbillons est inversé). Rappelons aussi que la pression atmosphérique moyenne est de 1 015 hectopascals.

Plus le gradient d'une dépression est fort, plus les vents tournent rapidement autour d'elle.

Les vents ont faibli le 18 décembre. Mais ils pourraient se renforcer, en particulier le 20 décembre.

Y. R.

ENVIRONNEMENT

En Alaska

L'explosion d'un volcan perturbe le trafic aérien

Le volcan Redoubt, situé en Alaska à environ 200 kilomètres au sud-ouest d'Anchorage, a explosé le 16 décembre plus violemment qu'il ne l'avait fait les deux jours précédents. Déjà, l'explosion du 15 décembre, avec les cendres volcaniques qu'elle a projetées, avait provoqué l'arrêt des quatre moteurs d'un Boeing-747 de la compagnie néerlandaise KLM qui s'apprêtait à atterrir à Anchorage. L'avion, qui volait à 7 260 mètres, est descendu à la vitesse de 300 mètres par minute jusqu'à 3 960 mètres. Là, le pilote a pu faire repartir les quatre moteurs puis atterrir. Sur les 245 passagers, seul un bébé serait blessé.

Le trafic aérien est complètement perturbé en Alaska, alors que l'approche de Noël devait multiplier les vols.

Les chutes de cendres et de débris divers ont recouvert de vastes étendues (jusqu'à plus de 600 kilomètres du Redoubt), bouchant les routes des voitures et provoquant des problèmes respiratoires chez les personnes fragiles. Elles ont même causé plusieurs arrêts dans la distribution électrique, en particulier à Kenai, petit port situé à 65 kilomètres au nord-est du Redoubt. — (UPI, Reuters).

Manifestation antinucléaire dans le Maine-et-Loire. — Plusieurs milliers de manifestants se sont encore heurtés, samedi 16 décembre, aux gendarmes mobiles à Bourg-d'Iré (Maine-et-Loire) pour protester contre le projet d'implantation d'un centre de stockage de déchets nucléaires. C'est la deuxième fois en une semaine que les riverains du site interdisent son accès aux agents de l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs). L'ANDRA étudie quatre sites possibles pour l'enfouissement en profondeur des déchets à vie longue.

L'affaire
Les dirigeants de
de Nancy sont

SOCIÉTÉ

L'affaire des fausses factures

L'élection surprise de M. Bernard Brunet à la présidence

Deux dirigeants de la chambre de commerce de Nancy sont placés en garde à vue

Après l'inculpation de Jacques Gosset, maire (RPR) de Toul (Meurthe-et-Moselle) dans l'affaire des fausses factures de Nancy, M. Gilbert Thiel, a fait placer en garde à vue à l'hôtel de police de Nancy, M. Bernard Foisey, quarante-huit ans, distributeur de meubles à Lunéville et vice-président de la chambre de commerce et d'industrie. D'autre part M. Gérard Bouthier, secrétaire général de la chambre de commerce et d'industrie, a été placé en garde à vue pour un motif susceptible d'entraîner une

nouvelle inculpation. M. Bouthier avait déjà été inculpé de soustraction de documents et écroué, le 16 novembre 1988. Le juge reprochait à ce dernier, remis en liberté depuis, d'avoir fait disparaître ou détruit des documents relatifs à l'instruction des délibérations de la commission départementale d'urbanisme et de commerce (CDUC), annotées de la main même de l'ancien président, M. Michel Bouriez, également inculpé.

NANCY
de notre envoyée spéciale

Le roi déchu, sauve qui peut... Après l'inculpation, le 15 décembre, de M. Jacques Gosset, l'embarras de la chambre de commerce et d'industrie de Nancy, qui se manifeste par une certaine hypocrisie dans les rangs politiques. Certains voulaient encore croire à l'invincibilité et à la solidité des appuis du maire de Toul, prompt à rétorquer aux rudes attaques qu'il ne manquait pas depuis le début de l'affaire des fausses factures. « Que la justice suive son cours » est le seul refrain capable de réunir à peu près les chœurs, toutes couleurs confondues. Mais on fait le dos rond, avec l'inquiétude de ceux qui s'attendent au pire.

La semaine qui commence pourrait bien être, il est vrai, celle de toutes les surprises. Dès les prochains jours, est attendue la décision de la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui doit désigner une juridiction chargée d'instruire l'affaire. M. Georges Garreau, procureur de la République à Nancy, avait, dans sa requête du 13 décembre, au vu des présomptions nouvelles à l'encontre de M. Jacques Gosset, demandé le dessaisissement du tribunal de grande instance de Nancy, comme il se doit puisque tout maire bénéficie de la qualité d'officier de police judiciaire.

La chambre criminelle, qui dispose, à compter du 13 décembre, d'un délai de huit jours, peut confier le dossier à une autre juridiction, mais elle peut aussi le laisser au tribunal de Nancy.

Sans attendre, certains évoquent un précédent, « socialiste celui-là : le dessaisissement de Marseille au profit de Grenoble ». Ceux-là espèrent pour Nancy « un sort aussi favorable : ce serait du temps gagné, jusqu'au vote de la prochaine loi d'amnistie ». Mais ils n'y croient guère : « L'occasion est trop belle pour les socialistes de se venger du RPR qui les épingla à Marseille et à Lyon. » Mais il faut le rappeler, le projet de loi sur l'amnistie n'est pas encore voté définitivement.

La main
du maire

Il reste que M. Gosset est aussi inculpé de corruption active et passive de citoyens chargés d'un ministère public, inculpation ressortant davantage du droit commun que des financements électoraux. Restera-t-il le seul dans ce cas ?

Encore fallait-il qu'un des maires-acteurs de la fraude lève le voile sur ce mécanisme de fausses factures. M. André Gusat, entrepreneur en bâtiment de Toul, membre du RPR jusqu'à son exclusion officielle en décembre 1985, ami de longue date de M. Gosset, est devenu le témoin à charge numéro un. Il ne se cache pas d'avoir apporté le 12 décembre, lors d'audition et hors la présence de son conseil, M. Joël Lagrange, un élément déterminant au juge. D'un mutisme total depuis son inculpation en octobre 1987, il a rompu subitement le silence pour dénoncer « les personnalités corrompues, parce qu'on a menacé sa femme. Pour moi, la famille est en danger, je ne sais pas me taire : mort, je serais très bavard ». Espère-t-il un quelconque bénéfice d'amnistie ?

L'entrepreneur a été un pivot, via la facturation fictive, entre les dirigeants d'entreprise versant de l'argent et les élus faisant campagne. Les vingt-quatre inculpés de l'affaire ? Il les avait tous rencontrés avant. Les dirigeants de grande surface désireux de s'implanter ? « Ils étaient en contact direct avec les élus-majors des partis », précise-t-il, dès le 8 décembre, dans une interview au quotidien *L'Est républicain*. Quant à fréquenter les membres de la Commission départementale d'urbanisme et de commerce

cial (CDUC) : « A quel bon ? La chambre de commerce et d'industrie était bien plus puissante que la commission ». Et d'ajouter cette fois-ci ses ex-amis : « Toutes les sommes versées ne sont pas, à mon avis, allées dans les caisses des partis ».

Voilà un point sur lequel le juge Thiel faisait porter ses efforts : dans quelles poches sont allées 15 à 17 des 20 millions de francs détournés ?

Lors de sa garde à vue, M. Gosset avait apporté quelques indications. Il aurait reconnu avoir gardé pour sa part 1 200 000 francs, qu'il aurait en partie redistribués. Mais à destination serait plutôt inattendue puisque, elle aurait été versée à une association, voire à un organisme d'intérêt tout à fait général. L'enquête devra préciser l'identité de ce partenaire.

En substance, une partie des fonds détournés servirait aux campagnes électorales de divers élus locaux. Un montant — plus modeste ? — serait remonté à la trésorerie nationale du RPR. Une autre part aurait été affectée par l'intéressé à des dépenses de prestige, à associer sa réputation et à récompenser des dévouements

d'amis, colleurs d'affiches ou autres. Enfin, le soldat aurait bénéficié à un organisme d'intérêt général, sans doute plus précisément à des membres de celui-ci.

Rien ne filtre de la maison opérée par les enquêteurs ces derniers jours, si ce n'est la garde à vue de M. Bernard Foisey et l'audition au même moment de M. Gérard Bouthier. A Nancy, les regards convergent à nouveau vers la chambre de commerce et d'industrie, vers son secrétaire général déjà inculpé et ses membres ayant siégé à la CDUC.

Contesté dans les rangs départementaux du RPR depuis la venue en 1983 d'un nouveau secrétaire départemental déposé par Paris, M. Gérard Léonard « désigné pour faire le ménage » comme il le dit lui-même, M. Gosset fut suspendu du RPR lors de ses démentis en 1985 avec la justice concernant l'office de HLM et les marchés publics de Toul. Cette affaire tournant court, il fut réintégré dans son parti, contre l'avis de M. Léonard.

A nouveau, M. Léonard vient de demander la suspension du maire de Toul, M. Alain Juppé attend la fin de la procédure judiciaire pour, dit-il, prendre sa décision.

DANIELLE ROUARD

Crise ouverte au Syndicat de la magistrature

Une crise interne secoue le syndicat de la magistrature. Sa présidente, M^{me} Adeline Hazan, vient d'être battue aux élections qui se sont déroulées samedi 16 décembre. Un incident jugé grave survenu au cours de la commission d'avancement et qui concerne le juge Frédéric N'Guyen a été un élément important du conflit.

Si quelque chose, samedi 16 décembre, a été surpris d'apprendre le nom du nouveau président du Syndicat de la magistrature (SM), c'est le principal intéressé M. Bernard Brunet, procureur de la République à Nanterre (Seine-Saint-Denis). Il avait été élu au conseil syndical lors du congrès sans soutenir lui-même sa candidature, car il n'avait pas pu faire le voyage de Paris.

M^{me} Adeline Hazan, ancien juge des enfants à Nanterre, présidente du SM depuis 1984, qui se présentait pour un dernier mandat, a donc été battue. Dans l'histoire pourtant agitée de ce syndicat pas vraiment adulte, bien qu'il vienne de fêter ses vingt ans, ce retournement est sans précédent. On avait déjà noté que le secrétaire général de l'équipe précédente, M. Georges Maman, avait démissionné quelques mois plus tôt dans la plus grande discrétion, suscitant bien des interrogations. Mais cette fois le déchirement est public, avec ses règlements de comptes, ses coups bas.

Même si au dernier congrès (le Monde du 5 décembre) on avait senti la montée d'une « jeune garde » assez critique à l'égard du bureau jugé trop parisien et trop

sur la défensive par rapport au pouvoir, même si le comportement personnel de M^{me} Hazan, perçu par ses détracteurs comme trop solitaire et trop indépendante dans sa façon de diriger le SM, on ne s'attendait pas de voir un tel divorce politique. La crise qui s'est ouverte trouve aujourd'hui ses racines dans une affaire bien éloignée de la vie syndicale classique : avoir voulu trop masquer ou la minimiser, le syndicat, aujourd'hui, se déchire.

Un incident grave

Les premiers bruits ont commencé à courir à la fin du mois de novembre. Au cours de la commission d'avancement, dont les vingt-deux membres (1) étudient les dossiers des magistrats candidats à un avancement, un incident assez rare pour être perçu comme grave a été suscité par l'examen du dossier de M. Frédéric N'Guyen. D'abord juge d'instruction à Bastia, puis, depuis 1987, à Paris, bénéficiant d'un détachement syndical à plein temps, ce juge, qui fut controversé et assez franchement accueilli par ses collègues parisiens, devait, aussi sûrement que M^{me} Hazan serait réélue présidente, devenir le secrétaire général du SM, après en avoir été le vice-président.

Présenté par M. Jean Douvrouille, conseiller à la Cour de cassation, ce dossier posait des problèmes. Dans sa cote « incidents » figure en effet un rapport de l'inspection des services judiciaires daté du printemps 1987. Ce rapport qui aurait dû être expurgé du fait de la loi d'amnistie ne l'avait pas été. Il montrerait que M. N'Guyen avait signé des réqui-

sitions de transport de scellés sur le continent en nombre particulièrement important, dont sept ne pourraient être rattachés à aucun acte de justice.

M^{me} Pierre Dubois de Prieux, inspecteur général des services judiciaires, et Bernard Darcos, directeur adjoint du service judiciaire, ont souligné l'importance du rapport. M. de Prieux de plus fait état d'un deuxième rapport, daté de 1988 celui-là (M. N'Guyen était alors en poste à Paris et n'a pas été interrogé au cours de cette inspection) qui ajoutait quelques griefs supplémentaires. Ce deuxième rapport, qui évoque l'utilisation de frais de justice pour régler du matériel et des transports de policiers et de gendarmes, n'a pas été annexé au dossier du magistrat.

Séance
houleuse

Est-ce bien le rôle de la commission d'avancement de s'instituer en commission de discipline ? L'attitude de certains membres de cette commission le faisait penser, alors qu'ils ont agi sans même aviser le ministre. En tout cas, le dossier de M. N'Guyen a suscité un gros problème. Les reproches étaient-ils fondés ? Ils n'ont pas été suivis de sanctions disciplinaires. M. Chalandon, interrogé au sujet du premier rapport à l'Assemblée nationale, en juillet 1987, avait estimé que le juge devait être blanchi. Ce certificat de bonne conduite ainsi dérivé n'a pas suffi à dissiper l'embarras.

Allait-on essayer d'utiliser ces deux rapports pour jeter le discrédit, au-delà du magistrat, sur le SM lui-même ? La présidente et certains membres du bureau ont considéré — sans prendre parti sur le fond du dossier (M. N'Guyen n'avait alors pas encore pris connaissance de ces deux rapports) — qu'il convenait de prendre des précautions et, en tout cas, d'en parler au conseil, qui s'apprêtait à élire le bureau. Et là ce fut le grand déballeage. M. N'Guyen maintenant candidat, M^{me} Hazan et ses amis insistèrent à la présidence, sans vouloir pour autant reprendre à leur compte les accusations portées contre leur collègue ni l'évincer du bureau. Inhabituellement prolongé le samedi, après une journée houleuse le vendredi, le conseil syndical, déchiré, décida d'écarter du bureau à la fois une présidente qui ne semblait pas pouvoir avoir démenti et le plus fidèle des soutiens de M. N'Guyen, M. Christophe Seys, juge des enfants à Lyon. Un quasi-inconnu, M. Brunet, sortit donc des urnes, et M. N'Guyen fut élu secrétaire général... adjoint (2).

Il va maintenant falloir expliquer cela à la base. Si M. N'Guyen, rappelant que tous les journalistes qui ont évoqué « des légères » les attaques dont il fut l'objet, ont été condamnés en diffamation, se refuse à tout commentaire — car il se sent lié par les consignes de discrétion déclinées par le conseil syndical —, il affirme « qu'il n'a rien à craindre d'un débat public ». En attendant, toute cette crise est fort bien venue pour les adversaires du syndicat au moment où celui-ci, avec 37 % des voix aux dernières élections, semblait n'avoir jamais suscité autant de sympathies.

AGATHE LOGEART

M. Jacky Setton devant le tribunal correctionnel d'Ajaccio

Le « Gaulois » milliardaire et les posidonies

Le PDG de Pioneer-France, Jacky Setton, comparait, le vendredi 15 décembre, devant le tribunal correctionnel d'Ajaccio pour une série d'infractions au code de l'urbanisme.

AJACCIO

de notre envoyée spéciale

Pour avoir construit, sans permis, un port privé dans sa propriété de Cavallo, en Corse, pour avoir modifié le tracé d'un littoral classé, pour avoir continué les travaux malgré un arrêté préfectoral de suspension, le milliardaire Jacky Setton avait mérité le tribunal correctionnel qui le jugeait, vendredi 15 décembre à Ajaccio. Pour avoir assésé dix mètres carrés de posidonies, une plante aquatique protégée, il n'avait peut-être pas mérité ce procès exemplaire.

L'audience a commencé avec une heure et quart de retard, car l'un des juges avait d'urgentes affaires personnelles à régler chez son notaire, Jacky Setton, troisième contribuable de France à quarante ans, a attendu comme tout le monde, dans une veste bleue d'un modeste échec, comme tout le monde, dans une veste bleue d'un modeste échec, comme tout le monde, dans une veste bleue d'un modeste échec.

Le PDG de Pioneer-France a fourni quelques explications au tribunal. Elles sont restées assez largement inaudibles, la justice ne s'étant pas soucée, pour ce procès auquel le parquet avait pourtant accordé une publicité non négligeable, de faire répercuter les micros de la salle d'audience. M. Setton reconnaît de toute façon n'avoir tenu aucun compte de l'arrêté pris par le préfet, ordonnant l'arrêt des travaux le 14 mars, puisque le maire de Bonifacio n'était guère pressé de s'opposer au grand capital. Et s'il s'est défilé de la faire schéver avant que les



gendarmes ne viennent le 16 juin poser les scellés sur les maisons-piqueurs, c'est surtout par souci de « sécurité ».

Le PDG, en tout état de cause, au plus grand secret de l'environnement. Sa villa, de 20 millions de francs, a été construite par l'architecte italien Marco Zanuso, et les colonnes romaines se marient élégamment avec le grès gris clair de Cavallo. Le tribunal n'a qu'à regarder les photos prises d'avion : le port, une sorte de piscine semi-circulaire, est à peine visible de la mer, et 5 millions de francs n'ont pas été de trop. La barrière rocheuse que des plongeurs ont fait sauter à l'explosif n'a malheureusement pas pu être déplacée : il n'y aurait pas eu d'eau dans ce port destiné aux yachts des invités puisque celui de M. Setton n'y entre pas.

Même pas
un cabanon

L'affaire s'est donc déroulée à Cavallo, un confetti, à peine une île, de l'archipel des Levants, au large de Bonifacio. Un rocher sans arbres, où Setton volait avec le prince Emmanuel de Savoie et la famille de Monaco, mais où le procureur François Muguet, qui est moins snob, ne construirait « même pas un cabanon ». Le procès s'est déroulé, lui, cinq jours après le dernier attentat du FLNC contre un complexe touristique de

sol, reversées au Conservatoire du littoral. Le défendeur du parc naturel, estimant que ce n'était « tout de même pas l'Amoco Cadiz », a demandé 5 millions seulement.

Et, pour ajouter à l'exemplarité du procès, on a brandi le « particularisme ». L'île est un « sanctuaire », pas une « marchandise », comme le croient les milliardaires et les spéculateurs. « Je ne vois ni les autres ne comprendrez jamais rien à la Corse », a dit M. Antoine Sollacaro, qui pour s'être promené à Cavallo a été stupéfait : « On n'y parle qu'italien ». Le PDG, qui a reçu en août une lettre de menaces du FLNC et qui était accompagné à l'audience par des policiers des renseignements généraux, n'a pas eu un mouvement. L'un de ses avocats, M^{me} Michel Cloda, s'est cependant permis de demander si les parties civiles auraient été aussi nombreuses si l'accusé avait eu « un nom en I, en O ou en S ». Et, puisqu'on l'avait poussé à bout, il a parlé de son expérience de délégué à l'urbanisme à la mairie bonapartiste d'Ajaccio, des « magouilles des uns et des autres », du « massacre » de la ville, et des « dizaines de ports privés construits sur la route des Sanguinaires ». Pour conclure : « Setton est un Gaulois, il a de l'argent, on se le paie pour se donner bonne conscience. Et si nous nous regardons un peu dans la glace, nous les autochtones ? »

Après cinq heures d'audience, on finissait presque par s'apitoyer sur la collectionneur de voitures de course qui est Jacky Setton, « bouc émissaire », selon sa propre expression, de tous les maux spéculatifs de la Corse. Le procureur a requis la peine maximale (100 000 F), mais a proposé surtout que les embarcations de plus de quatre mètres soient interdites d'entrée dans le port. Les invités du milliardaire, pour quelques posidonies, seraient alors condamnés à rester au large, dans leurs yachts.

Le jugement sera rendu le 2 février.

CORINNE LESBES

(1) La commission d'avancement présidée par M. Pierre Dast, premier président de la Cour de cassation, comprend vingt-deux membres : les directeurs concernés du ministère de la justice, des membres de la hiérarchie et dix magistrats élus. Cette année, l'USM (Union syndicale des magistrats) avait six représentants, le syndicat de la magistrature trois, et l'Association professionnelle des magistrats, un. La commission examine les dossiers des magistrats présentés par leur hiérarchie sur la liste d'aptitude et le tableau d'avancement.

(2) Le nouveau bureau du syndicat a élu M. Bernard Brunet (procureur de la République à Nanterre), président ; M. Daniel Cloutet (vice-président à Bourges) secrétaire général ; M. Frédéric N'Guyen (juge d'instruction à Paris), secrétaire général adjoint ; M^{me} Marie-Luce Corvès (magistrat à la chancellerie), vice-président ; M. Laurent Benckroun (auditeur de justice), vice-président ; M^{me} Christine Perruche (auditeur), vice-président ; M^{me} Marie-Laure Mias (juge d'application des peines à Evry), vice-président.

SPORTS

TENNIS : finale de la Coupe Davis

Becker, gardien du saladier

Depuis l'abolition du Challenge round en 1971, deux pays avaient réussi à gagner la Coupe Davis deux années consécutives, les États-Unis (1978 et 1979, 1981 et 1982) et la Suède (1984 et 1985). En battant (3-2) la Suède à Stuttgart comme à Göteborg en 1988, l'Allemagne fédérale est la troisième équipe à réussir ce doublé, essentiellement grâce à Boris Becker qui pouvait être crédité des trois points de la victoire.

STUTTGART

de notre envoyé spécial

L'ambiance de cette finale de la Coupe Davis avait commencé par être un peu guindée. Était-ce parce qu'une grosse moitié de la salle était composée d'invités des sponsors, autrement dit de personnes qui n'avaient pas payé leur place, étaient là pour des raisons plus mondaines que sportives ? Était-ce parce que les dernières déclarations de la vedette nationale, Boris Becker, concernant la réunification des deux Allemagnes et les excès de la société de consommation avaient jeté un froid en dépit de la température brutalement printanière ?

L'enthousiasme n'avait pas débordé, vendredi 15 décembre, des tribunes joliment drapées de tissus violets et bien contents par de grosses cocardes aux couleurs nationales des deux équipes en présence. L'Allemagne semblait bondir de plaisir, semblait jouer les enfants gâtés. D'ailleurs la victoire de Boris Becker sur Stefan Edberg, qui avait pris ainsi une revanche de

la dernière finale des Masters, avait pu paraître presque trop belle.

Mais cette carapace de conventions n'a pas résisté à la tension du samedi 16. Alors que dans le centre-ville, la foule en train de faire les achats de Noël était prise à partie par de jeunes supporters du FC Hambourg venu disputer un match du championnat de football au Neckarstadion, à l'intérieur de la Hans-Martin-Schleyer Halle, pas un spectateur n'allait être égaré par une brusque poussée de fièvre, inquiétude et enthousiasme mêlés. Le sort de cette Coupe Davis, enlevée un peu par hasard l'an dernier aux Suédois, a acquis d'un seul coup l'immense intérêt qu'ont les trésors menacés. Aux applaudissements polis de la veille ont succédé des tonnerres d'encouragements. Les petits drapeaux aux couleurs de la République fédérale et de la République démocratique de la RDA ont été agités frénétiquement.

Il a fallu pour cela que, pendant le double, la perte du saladier d'argent devienne une hypothèse plausible. Car en prenant ce point les Suédois auraient quasiment eu l'assurance de regagner le trophée qu'ils ont brigué chaque année depuis 1983 et qu'ils ont remporté trois fois. Or il a fallu un peu de chance (une double faute de Jan Gunnarsson sur une balle de set dans la première manche) et beaucoup de courage (une volée en plongeon de Becker pour sauver un point de break dans le cinquième set) pour les en empêcher.

Prof, dimanche 17, sans plus aucune raider, les spectateurs ont soutenu Boris Becker avec une ferveur débordante au cours du match qui devait permettre à la RFA de conserver la Coupe une année sup-

plémentaire. Pourtant il n'en avait pas le moindre besoin. Concentré à l'extrême - au point de ne pas pouvoir dire un mot à la télévision en sortant du court tellement il était pris par le match - le jeune champion du monde a fait une démonstration complète de son talent.

« Les quatre heures du double risquent de me peser dans les jambes contre Wilander. Aussi il faut se dire qu'il n'y a pas plus pour deux heures », avait déclaré la veille Boris Becker. C'était dire qu'il n'avait rien pu donner comme quoi Mats Wilander autrement qu'en trois sets. Eh bien ! elle n'a pas duré plus d'une heure quarante cinq. C'était un véritable ouragan qui balayait le court. Aux changements de côté, le capitaine suédois, John Anders Sjogren, a avoué qu'il n'avait rien pu donner comme conseil à son joueur si non : « Accroche-toi, il faudra peut-être par se casser une jambe. »

Wilander

en spectateur

Mats Wilander a résumé la situation en restant dans le même registre : « J'avais la meilleure place pour voir le meilleur joueur du monde en action ». Le spectacle a cependant été cruel pour lui : il a dû attendre trente-quatre minutes pour marquer le premier point sur le service de Becker (supra-avant celui-ci avait fait deux doubles fautes) : il a perdu un set blanc pour la première fois en Coupe Davis depuis sa première sélection en 1981.

Cette totale impuissance, qui faisait suite à celle de Stefan Edberg, a-t-elle annoncé la fin d'une époque ? Les années 80 ont été des années suédoises. La prochaine décennie sera-t-elle alle-

mande ? Personne dans le public de Stuttgart ne devait douter que la RFA allait devenir la nouvelle place forte du tennis mondial. Les haut-parleurs du stade diffusèrent d'ailleurs l'hymne des supporters de Liverpool : « We are the champions » lorsque la défaite de Mats Wilander et de la Suède a été consommée. Le capitaine de l'équipe de RFA, Nicolas Pietrangeli, a assuré au moment de la remise des récompenses : « Vous venez de voir le meilleur tennis du monde. »

En fait, ce fut Boris Becker qui a remis cette victoire en perspective. Certes, en ce week-end de décembre trop doux, il a seulement concédé douze jeux en six sets de simples et il n'a perdu qu'une fois son service pendant le double. Mais avant d'en arriver à ce stade de la compétition il a dû batailler plus de six heures avec l'Américain Andre Agassi, qui en demi-finale, avait gagné les deux premières manches de leur match. Pour lui la victoire a donc essentiellement tenu à la qualité du double qui a perdu une seule fois cette saison, contre les Tchécoslaves à Prague, après avoir eu une balle de match.

Reste que nul n'a mis en doute sa parole quand il a affirmé : « C'était le meilleur match de ma vie en salle ». Au terme d'une saison où il a gagné Wimbledon et Flushing-Meadows, la forme avec laquelle il a dirigé la barque allemande dans les tourbillons de cette finale a confirmé les récentes propos de l'Américain John McEnroe à son égard : il est le champion du monde de demain. Et l'Allemagne finira peut-être un jour par se reconnaître sans réserve dans ce héros moderne.

ALAIN GIRAUDO

JUDO : championnats de France

Les clés d'une nouvelle portée

Les championnats de France de judo, qui ont eu lieu samedi 16 et dimanche 17 décembre à Paris, ont été riches en surprises et en révélations puisque douze titres sur quatorze ont changé de détenteurs.

Il s'agit de quatre jeunes, quatre nouveaux venus à connaître la victoire sur les tatamis. Ils s'appellent : Franck Moreau, junior l'an dernier ; Nasser Neshar, devenu champion de France en six secondes de combat ; Bertrand Amoussou, le premier judoka de couleur détenteur d'un titre national chez les seniors ; et Philippe Demarthe, sans emploi depuis trois ans et qui n'appartient même pas au groupe des sportifs de haut niveau désignés par la Fédération française de judo.

Quatre inconnus, ou presque, devenus ce week-end champions de France de judo. Quatre garçons dont les noms sont venus pour un jour remplacer ceux, plus connus dans les catégories concernées, de Philippe Pradayrol, Bruno Carabetta, Jean-Michel Berthet ou Stéphane Traissac, défilant pour le premier ou blessés pour les trois autres.

Etranges championnats. Pas un seul membre de l'équipe de France présente aux championnats du monde de Belgrade, en octobre dernier, n'a atteint la finale de sa catégorie. Il est vrai que cinq d'entre eux étaient excusés et que les trois autres (Philippe Pradayrol, Laurent Del Colombo et Roger Vachon) ont semblé sans ressort au terme d'une saison internationale longue de dix mois.

Cette compétition survient au moment où les internationaux subissent une inévitable déconpression. Fabien Cann, le double champion du monde, le double champion d'Europe, il y eut celui de Marie-José Nottin. Finaliste dans sa catégorie, la jeune fille se trouvait encore la saison dernière dans une section sport-études à Nancy. Sa performance est à maints égards plus instructive que le nouveau titre national acquis par Cathy Arnould, par ailleurs triple championne d'Europe et double championne du monde.

GILLES VAN KOTE

Les résultats

ATHLÉTISME

Cross du Figeac

Thierry Pantal (CMSA Marignac) a remporté, dimanche 17 décembre, au bois de Boulogne, le Cross du Figeac, en parcourant les 9 kilomètres en 28 min 52 s. Il devance le titulaire de Bègles, Mohamed Ezzer, de 24 s.

Chez les dames, la victoire revient à Farida Fates, championne de France du 3 000 mètres depuis l'été dernier, qui a dominé Marie-Pierre Duron et Odile Chier.

BASKET-BALL

Championnat de France (16e journée)

*Racing Paris b. Villeneuve, 102-101
*Nantes b. Tours, 82-77
*Limoges b. *Lorient, 85-86
*Cholet b. *Reims, 79-76
*Metz b. *Rouen, 84-83
*Antibes b. Montpellier, 113-85
*Saint-Quentin b. Nantes, 69-61
*Pau-Orthez b. Caen, 119-100
*Mulhouse b. *Grenoble, 56-53
Classement. — 1. Limoges, 38 ; 2. Pau-Orthez et Mulhouse, 33 ; 4. Cholet, Antibes et Nantes, 30 ; 5. Saint-Quentin, 28 ; 6. Villeneuve, 27 ; 7. Metz, 26 ; 8. Reims, 25 ; 9. Racing Paris, 23 ; 10. Grenoble, 24 ; 11. Montpellier, Rouen et Avignon, 23 ; 12. Lorient et Tours, 22 ; 13. Caen, 21 ; 14. Brest, 20 ; 15. Nancy, 19 ; 16. Dijon, 18 ; 17. Orléans, 17 ; 18. Bourges, 16 ; 19. Châteauroux, 15 ; 20. Poitiers, 14 ; 21. Clermont, 13 ; 22. Strasbourg, 12 ; 23. Valenciennes, 11 ; 24. Amiens, 10 ; 25. Besançon, 9 ; 26. Nancy, 8 ; 27. Pau-Orthez, 7 ; 28. Caen, 6 ; 29. Metz, 5 ; 30. Reims, 4 ; 31. Cholet, 3 ; 32. Nantes, 2 ; 33. Saint-Quentin, 1 ; 34. Antibes, 0 ; 35. Montpellier, 0 ; 36. Villeneuve, 0 ; 37. Brest, 0 ; 38. Dijon, 0 ; 39. Orléans, 0 ; 40. Bourges, 0 ; 41. Châteauroux, 0 ; 42. Poitiers, 0 ; 43. Valenciennes, 0 ; 44. Amiens, 0 ; 45. Besançon, 0 ; 46. Nancy, 0 ; 47. Pau-Orthez, 0 ; 48. Caen, 0 ; 49. Metz, 0 ; 50. Reims, 0 ; 51. Cholet, 0 ; 52. Nantes, 0 ; 53. Saint-Quentin, 0 ; 54. Antibes, 0 ; 55. Montpellier, 0 ; 56. Villeneuve, 0 ; 57. Brest, 0 ; 58. Dijon, 0 ; 59. Orléans, 0 ; 60. Bourges, 0 ; 61. Châteauroux, 0 ; 62. Poitiers, 0 ; 63. Valenciennes, 0 ; 64. Amiens, 0 ; 65. Besançon, 0 ; 66. Nancy, 0 ; 67. Pau-Orthez, 0 ; 68. Caen, 0 ; 69. Metz, 0 ; 70. Reims, 0 ; 71. Cholet, 0 ; 72. Nantes, 0 ; 73. Saint-Quentin, 0 ; 74. Antibes, 0 ; 75. Montpellier, 0 ; 76. Villeneuve, 0 ; 77. Brest, 0 ; 78. Dijon, 0 ; 79. Orléans, 0 ; 80. Bourges, 0 ; 81. Châteauroux, 0 ; 82. Poitiers, 0 ; 83. Valenciennes, 0 ; 84. Amiens, 0 ; 85. Besançon, 0 ; 86. Nancy, 0 ; 87. Pau-Orthez, 0 ; 88. Caen, 0 ; 89. Metz, 0 ; 90. Reims, 0 ; 91. Cholet, 0 ; 92. Nantes, 0 ; 93. Saint-Quentin, 0 ; 94. Antibes, 0 ; 95. Montpellier, 0 ; 96. Villeneuve, 0 ; 97. Brest, 0 ; 98. Dijon, 0 ; 99. Orléans, 0 ; 100. Bourges, 0 ; 101. Châteauroux, 0 ; 102. Poitiers, 0 ; 103. Valenciennes, 0 ; 104. Amiens, 0 ; 105. Besançon, 0 ; 106. Nancy, 0 ; 107. Pau-Orthez, 0 ; 108. Caen, 0 ; 109. Metz, 0 ; 110. Reims, 0 ; 111. Cholet, 0 ; 112. Nantes, 0 ; 113. Saint-Quentin, 0 ; 114. Antibes, 0 ; 115. Montpellier, 0 ; 116. Villeneuve, 0 ; 117. Brest, 0 ; 118. Dijon, 0 ; 119. Orléans, 0 ; 120. Bourges, 0 ; 121. Châteauroux, 0 ; 122. Poitiers, 0 ; 123. Valenciennes, 0 ; 124. Amiens, 0 ; 125. Besançon, 0 ; 126. Nancy, 0 ; 127. Pau-Orthez, 0 ; 128. Caen, 0 ; 129. Metz, 0 ; 130. Reims, 0 ; 131. Cholet, 0 ; 132. Nantes, 0 ; 133. Saint-Quentin, 0 ; 134. Antibes, 0 ; 135. Montpellier, 0 ; 136. Villeneuve, 0 ; 137. Brest, 0 ; 138. Dijon, 0 ; 139. Orléans, 0 ; 140. Bourges, 0 ; 141. Châteauroux, 0 ; 142. Poitiers, 0 ; 143. Valenciennes, 0 ; 144. Amiens, 0 ; 145. Besançon, 0 ; 146. Nancy, 0 ; 147. Pau-Orthez, 0 ; 148. Caen, 0 ; 149. Metz, 0 ; 150. Reims, 0 ; 151. Cholet, 0 ; 152. Nantes, 0 ; 153. Saint-Quentin, 0 ; 154. Antibes, 0 ; 155. Montpellier, 0 ; 156. Villeneuve, 0 ; 157. Brest, 0 ; 158. Dijon, 0 ; 159. Orléans, 0 ; 160. Bourges, 0 ; 161. Châteauroux, 0 ; 162. Poitiers, 0 ; 163. Valenciennes, 0 ; 164. Amiens, 0 ; 165. Besançon, 0 ; 166. Nancy, 0 ; 167. Pau-Orthez, 0 ; 168. Caen, 0 ; 169. Metz, 0 ; 170. Reims, 0 ; 171. Cholet, 0 ; 172. Nantes, 0 ; 173. Saint-Quentin, 0 ; 174. Antibes, 0 ; 175. Montpellier, 0 ; 176. Villeneuve, 0 ; 177. Brest, 0 ; 178. Dijon, 0 ; 179. Orléans, 0 ; 180. Bourges, 0 ; 181. Châteauroux, 0 ; 182. Poitiers, 0 ; 183. Valenciennes, 0 ; 184. Amiens, 0 ; 185. Besançon, 0 ; 186. Nancy, 0 ; 187. Pau-Orthez, 0 ; 188. Caen, 0 ; 189. Metz, 0 ; 190. Reims, 0 ; 191. Cholet, 0 ; 192. Nantes, 0 ; 193. Saint-Quentin, 0 ; 194. Antibes, 0 ; 195. Montpellier, 0 ; 196. Villeneuve, 0 ; 197. Brest, 0 ; 198. Dijon, 0 ; 199. Orléans, 0 ; 200. Bourges, 0 ; 201. Châteauroux, 0 ; 202. Poitiers, 0 ; 203. Valenciennes, 0 ; 204. Amiens, 0 ; 205. Besançon, 0 ; 206. Nancy, 0 ; 207. Pau-Orthez, 0 ; 208. Caen, 0 ; 209. Metz, 0 ; 210. Reims, 0 ; 211. Cholet, 0 ; 212. Nantes, 0 ; 213. Saint-Quentin, 0 ; 214. Antibes, 0 ; 215. Montpellier, 0 ; 216. Villeneuve, 0 ; 217. Brest, 0 ; 218. Dijon, 0 ; 219. Orléans, 0 ; 220. Bourges, 0 ; 221. Châteauroux, 0 ; 222. Poitiers, 0 ; 223. Valenciennes, 0 ; 224. Amiens, 0 ; 225. Besançon, 0 ; 226. Nancy, 0 ; 227. Pau-Orthez, 0 ; 228. Caen, 0 ; 229. Metz, 0 ; 230. Reims, 0 ; 231. Cholet, 0 ; 232. Nantes, 0 ; 233. Saint-Quentin, 0 ; 234. Antibes, 0 ; 235. Montpellier, 0 ; 236. Villeneuve, 0 ; 237. Brest, 0 ; 238. Dijon, 0 ; 239. Orléans, 0 ; 240. Bourges, 0 ; 241. Châteauroux, 0 ; 242. Poitiers, 0 ; 243. Valenciennes, 0 ; 244. Amiens, 0 ; 245. Besançon, 0 ; 246. Nancy, 0 ; 247. Pau-Orthez, 0 ; 248. Caen, 0 ; 249. Metz, 0 ; 250. Reims, 0 ; 251. Cholet, 0 ; 252. Nantes, 0 ; 253. Saint-Quentin, 0 ; 254. Antibes, 0 ; 255. Montpellier, 0 ; 256. Villeneuve, 0 ; 257. Brest, 0 ; 258. Dijon, 0 ; 259. Orléans, 0 ; 260. Bourges, 0 ; 261. Châteauroux, 0 ; 262. Poitiers, 0 ; 263. Valenciennes, 0 ; 264. Amiens, 0 ; 265. Besançon, 0 ; 266. Nancy, 0 ; 267. Pau-Orthez, 0 ; 268. Caen, 0 ; 269. Metz, 0 ; 270. Reims, 0 ; 271. Cholet, 0 ; 272. Nantes, 0 ; 273. Saint-Quentin, 0 ; 274. Antibes, 0 ; 275. Montpellier, 0 ; 276. Villeneuve, 0 ; 277. Brest, 0 ; 278. Dijon, 0 ; 279. Orléans, 0 ; 280. Bourges, 0 ; 281. Châteauroux, 0 ; 282. Poitiers, 0 ; 283. Valenciennes, 0 ; 284. Amiens, 0 ; 285. Besançon, 0 ; 286. Nancy, 0 ; 287. Pau-Orthez, 0 ; 288. Caen, 0 ; 289. Metz, 0 ; 290. Reims, 0 ; 291. Cholet, 0 ; 292. Nantes, 0 ; 293. Saint-Quentin, 0 ; 294. Antibes, 0 ; 295. Montpellier, 0 ; 296. Villeneuve, 0 ; 297. Brest, 0 ; 298. Dijon, 0 ; 299. Orléans, 0 ; 300. Bourges, 0 ; 301. Châteauroux, 0 ; 302. Poitiers, 0 ; 303. Valenciennes, 0 ; 304. Amiens, 0 ; 305. Besançon, 0 ; 306. Nancy, 0 ; 307. Pau-Orthez, 0 ; 308. Caen, 0 ; 309. Metz, 0 ; 310. Reims, 0 ; 311. Cholet, 0 ; 312. Nantes, 0 ; 313. Saint-Quentin, 0 ; 314. Antibes, 0 ; 315. Montpellier, 0 ; 316. Villeneuve, 0 ; 317. Brest, 0 ; 318. Dijon, 0 ; 319. Orléans, 0 ; 320. Bourges, 0 ; 321. Châteauroux, 0 ; 322. Poitiers, 0 ; 323. Valenciennes, 0 ; 324. Amiens, 0 ; 325. Besançon, 0 ; 326. Nancy, 0 ; 327. Pau-Orthez, 0 ; 328. Caen, 0 ; 329. Metz, 0 ; 330. Reims, 0 ; 331. Cholet, 0 ; 332. Nantes, 0 ; 333. Saint-Quentin, 0 ; 334. Antibes, 0 ; 335. Montpellier, 0 ; 336. Villeneuve, 0 ; 337. Brest, 0 ; 338. Dijon, 0 ; 339. Orléans, 0 ; 340. Bourges, 0 ; 341. Châteauroux, 0 ; 342. Poitiers, 0 ; 343. Valenciennes, 0 ; 344. Amiens, 0 ; 345. Besançon, 0 ; 346. Nancy, 0 ; 347. Pau-Orthez, 0 ; 348. Caen, 0 ; 349. Metz, 0 ; 350. Reims, 0 ; 351. Cholet, 0 ; 352. Nantes, 0 ; 353. Saint-Quentin, 0 ; 354. Antibes, 0 ; 355. Montpellier, 0 ; 356. Villeneuve, 0 ; 357. Brest, 0 ; 358. Dijon, 0 ; 359. Orléans, 0 ; 360. Bourges, 0 ; 361. Châteauroux, 0 ; 362. Poitiers, 0 ; 363. Valenciennes, 0 ; 364. Amiens, 0 ; 365. Besançon, 0 ; 366. Nancy, 0 ; 367. Pau-Orthez, 0 ; 368. Caen, 0 ; 369. Metz, 0 ; 370. Reims, 0 ; 371. Cholet, 0 ; 372. Nantes, 0 ; 373. Saint-Quentin, 0 ; 374. Antibes, 0 ; 375. Montpellier, 0 ; 376. Villeneuve, 0 ; 377. Brest, 0 ; 378. Dijon, 0 ; 379. Orléans, 0 ; 380. Bourges, 0 ; 381. Châteauroux, 0 ; 382. Poitiers, 0 ; 383. Valenciennes, 0 ; 384. Amiens, 0 ; 385. Besançon, 0 ; 386. Nancy, 0 ; 387. Pau-Orthez, 0 ; 388. Caen, 0 ; 389. Metz, 0 ; 390. Reims, 0 ; 391. Cholet, 0 ; 392. Nantes, 0 ; 393. Saint-Quentin, 0 ; 394. Antibes, 0 ; 395. Montpellier, 0 ; 396. Villeneuve, 0 ; 397. Brest, 0 ; 398. Dijon, 0 ; 399. Orléans, 0 ; 400. Bourges, 0 ; 401. Châteauroux, 0 ; 402. Poitiers, 0 ; 403. Valenciennes, 0 ; 404. Amiens, 0 ; 405. Besançon, 0 ; 406. Nancy, 0 ; 407. Pau-Orthez, 0 ; 408. Caen, 0 ; 409. Metz, 0 ; 410. Reims, 0 ; 411. Cholet, 0 ; 412. Nantes, 0 ; 413. Saint-Quentin, 0 ; 414. Antibes, 0 ; 415. Montpellier, 0 ; 416. Villeneuve, 0 ; 417. Brest, 0 ; 418. Dijon, 0 ; 419. Orléans, 0 ; 420. Bourges, 0 ; 421. Châteauroux, 0 ; 422. Poitiers, 0 ; 423. Valenciennes, 0 ; 424. Amiens, 0 ; 425. Besançon, 0 ; 426. Nancy, 0 ; 427. Pau-Orthez, 0 ; 428. Caen, 0 ; 429. Metz, 0 ; 430. Reims, 0 ; 431. Cholet, 0 ; 432. Nantes, 0 ; 433. Saint-Quentin, 0 ; 434. Antibes, 0 ; 435. Montpellier, 0 ; 436. Villeneuve, 0 ; 437. Brest, 0 ; 438. Dijon, 0 ; 439. Orléans, 0 ; 440. Bourges, 0 ; 441. Châteauroux, 0 ; 442. Poitiers, 0 ; 443. Valenciennes, 0 ; 444. Amiens, 0 ; 445. Besançon, 0 ; 446. Nancy, 0 ; 447. Pau-Orthez, 0 ; 448. Caen, 0 ; 449. Metz, 0 ; 450. Reims, 0 ; 451. Cholet, 0 ; 452. Nantes, 0 ; 453. Saint-Quentin, 0 ; 454. Antibes, 0 ; 455. Montpellier, 0 ; 456. Villeneuve, 0 ; 457. Brest, 0 ; 458. Dijon, 0 ; 459. Orléans, 0 ; 460. Bourges, 0 ; 461. Châteauroux, 0 ; 462. Poitiers, 0 ; 463. Valenciennes, 0 ; 464. Amiens, 0 ; 465. Besançon, 0 ; 466. Nancy, 0 ; 467. Pau-Orthez, 0 ; 468. Caen, 0 ; 469. Metz, 0 ; 470. Reims, 0 ; 471. Cholet, 0 ; 472. Nantes, 0 ; 473. Saint-Quentin, 0 ; 474. Antibes, 0 ; 475. Montpellier, 0 ; 476. Villeneuve, 0 ; 477. Brest, 0 ; 478. Dijon, 0 ; 479. Orléans, 0 ; 480. Bourges, 0 ; 481. Châteauroux, 0 ; 482. Poitiers, 0 ; 483. Valenciennes, 0 ; 484. Amiens, 0 ; 485. Besançon, 0 ; 486. Nancy, 0 ; 487. Pau-Orthez, 0 ; 488. Caen, 0 ; 489. Metz, 0 ; 490. Reims, 0 ; 491. Cholet, 0 ; 492. Nantes, 0 ; 493. Saint-Quentin, 0 ; 494. Antibes, 0 ; 495. Montpellier, 0 ; 496. Villeneuve, 0 ; 497. Brest, 0 ; 498. Dijon, 0 ; 499. Orléans, 0 ; 500. Bourges, 0 ; 501. Châteauroux, 0 ; 502. Poitiers, 0 ; 503. Valenciennes, 0 ; 504. Amiens, 0 ; 505. Besançon, 0 ; 506. Nancy, 0 ; 507. Pau-Orthez, 0 ; 508. Caen, 0 ; 509. Metz, 0 ; 510. Reims, 0 ; 511. Cholet, 0 ; 512. Nantes, 0 ; 513. Saint-Quentin, 0 ; 514. Antibes, 0 ; 515. Montpellier, 0 ; 516. Villeneuve, 0 ; 517. Brest, 0 ; 518. Dijon, 0 ; 519. Orléans, 0 ; 520. Bourges, 0 ; 521. Châteauroux, 0 ; 522. Poitiers, 0 ; 523. Valenciennes, 0 ; 524. Amiens, 0 ; 525. Besançon, 0 ; 526. Nancy, 0 ; 527. Pau-Orthez, 0 ; 528. Caen, 0 ; 529. Metz, 0 ; 530. Reims, 0 ; 531. Cholet, 0 ; 532. Nantes, 0 ; 533. Saint-Quentin, 0 ; 534. Antibes, 0 ; 535. Montpellier, 0 ; 536. Villeneuve, 0 ; 537. Brest, 0 ; 538. Dijon, 0 ; 539. Orléans, 0 ; 540. Bourges, 0 ; 541. Châteauroux, 0 ; 542. Poitiers, 0 ; 543. Valenciennes, 0 ; 544. Amiens, 0 ; 545. Besançon, 0 ; 546. Nancy, 0 ; 547. Pau-Orthez, 0 ; 548. Caen, 0 ; 549. Metz, 0 ; 550. Reims, 0 ; 551. Cholet, 0 ; 552. Nantes, 0 ; 553. Saint-Quentin, 0 ; 554. Antibes, 0 ; 555. Montpellier, 0 ; 556. Villeneuve, 0 ; 557. Brest, 0 ; 558. Dijon, 0 ; 559. Orléans, 0 ; 560. Bourges, 0 ; 561. Châteauroux, 0 ; 562. Poitiers, 0 ; 563. Valenciennes, 0 ; 564. Amiens, 0 ; 565. Besançon, 0 ; 566. Nancy, 0 ; 567. Pau-Orthez, 0 ; 568. Caen, 0 ; 569. Metz, 0 ; 570. Reims, 0 ; 571. Cholet, 0 ; 572. Nantes, 0 ; 573. Saint-Quentin, 0 ; 574. Antibes, 0 ; 575. Montpellier, 0 ; 576. Villeneuve, 0 ; 577. Brest, 0 ; 578. Dijon, 0 ; 579. Orléans, 0 ; 580. Bourges, 0 ; 581. Châteauroux, 0 ; 582. Poitiers, 0 ; 583. Valenciennes, 0 ; 584. Amiens, 0 ; 585. Besançon, 0 ; 586. Nancy, 0 ; 587. Pau-Orthez, 0 ; 588. Caen, 0 ; 589. Metz, 0 ; 590. Reims, 0 ; 591. Cholet, 0 ; 592. Nantes, 0 ; 593. Saint-Quentin, 0 ; 594. Antibes, 0 ; 595. Montpellier, 0 ; 596. Villeneuve, 0 ; 597. Brest, 0 ; 598. Dijon, 0 ; 599. Orléans, 0 ; 600. Bourges, 0 ; 601. Châteauroux, 0 ; 602. Poitiers, 0 ; 603. Valenciennes, 0 ; 604. Amiens, 0 ; 605. Besançon, 0 ; 606. Nancy, 0 ; 607. Pau-Orthez, 0 ; 608. Caen, 0 ; 609. Metz, 0 ; 610. Reims, 0 ; 611. Cholet, 0 ; 612. Nantes, 0 ; 613. Saint-Quentin, 0 ; 614. Antibes, 0 ; 615. Montpellier, 0 ; 616. Villeneuve, 0 ; 617. Brest, 0 ; 618. Dijon, 0 ; 619. Orléans, 0 ; 620. Bourges, 0 ; 621. Châteauroux, 0 ; 622. Poitiers, 0 ; 623. Valenciennes, 0 ; 624. Amiens, 0 ; 625. Besançon, 0 ; 626. Nancy, 0 ; 627. Pau-Orthez, 0 ; 628. Caen, 0 ; 629. Metz, 0 ; 630. Reims, 0 ; 631. Cholet, 0 ; 632. Nantes, 0 ; 633. Saint-Quentin, 0 ; 634. Antibes, 0 ; 635. Montpellier, 0 ; 636. Villeneuve, 0 ; 637. Brest, 0 ; 638. Dijon, 0 ; 639. Orléans, 0 ; 640. Bourges, 0 ; 641. Châteauroux, 0 ; 642. Poitiers, 0 ; 643. Valenciennes, 0 ; 644. Amiens, 0 ; 645. Besançon, 0 ; 646. Nancy, 0 ; 647. Pau-Orthez, 0 ; 648. Caen, 0 ; 649. Metz, 0 ; 650. Reims, 0 ; 651. Cholet, 0 ; 652. Nantes, 0 ; 653. Saint-Quentin, 0 ; 654. Antibes, 0 ; 655. Montpellier, 0 ; 656. Villeneuve, 0 ; 657. Brest, 0 ; 658. Dijon, 0 ; 659. Orléans, 0 ; 660. Bourges, 0 ; 661. Châteauroux, 0 ; 662. Poitiers, 0 ; 663. Valenciennes, 0 ; 664. Amiens, 0 ; 665. Besançon, 0 ; 666. Nancy, 0 ; 667. Pau-Orthez, 0 ; 668. Caen, 0 ; 669. Metz, 0 ; 670. Reims, 0 ; 671. Cholet, 0 ; 672. Nantes, 0 ; 673. Saint-Quentin, 0 ; 674. Antibes, 0 ; 675. Montpellier, 0 ; 676. Villeneuve, 0 ; 677. Brest, 0 ; 678. Dijon, 0 ; 679. Orléans, 0 ; 680. Bourges, 0 ; 681. Châteauroux, 0 ; 682. Poitiers, 0 ; 683. Valenciennes, 0 ; 684. Amiens, 0 ; 685. Besançon, 0 ; 686. Nancy, 0 ; 687. Pau-Orthez, 0 ; 688. Caen, 0 ; 689. Metz, 0 ; 690. Reims, 0 ; 691. Cholet, 0 ; 692. Nantes, 0 ; 693. Saint-Quentin, 0 ; 694. Antibes, 0 ; 695. Montpellier, 0 ; 696. Villeneuve, 0 ; 697. Brest, 0 ; 698. Dijon, 0 ; 699. Orléans, 0 ; 700. Bourges, 0 ; 701. Châteauroux, 0 ; 702. Poitiers, 0 ; 703. Valenciennes, 0 ; 704. Amiens, 0 ; 705. Besançon, 0 ; 706. Nancy, 0 ; 707. Pau-Orthez, 0 ; 708. Caen, 0 ; 709. Metz, 0 ; 710. Reims, 0 ; 711. Cholet, 0 ; 712. Nantes, 0 ; 713. Saint-Quentin, 0 ; 714. Antibes, 0 ; 715. Montpellier, 0 ; 716. Villeneuve, 0 ; 717. Brest, 0 ; 718. Dijon, 0 ; 719. Orléans, 0 ; 720. Bourges, 0 ; 721. Châteauroux, 0 ; 722. Poitiers, 0 ; 723. Valenciennes, 0 ; 724. Amiens, 0 ; 725. Besançon, 0 ; 726. Nancy, 0 ; 727. Pau-Orthez, 0 ; 728. Caen, 0 ; 729. Metz, 0 ; 730. Reims, 0 ; 731. Cholet, 0 ; 732. Nantes, 0 ; 733. Saint-Quentin, 0 ; 734. Antibes, 0 ; 735. Montpellier, 0 ; 736. Villeneuve, 0 ; 737. Brest, 0 ; 738. Dijon, 0 ; 739. Orléans, 0 ; 740. Bourges, 0 ; 741. Châteauroux, 0 ; 742. Poitiers, 0 ; 743. Valenciennes, 0 ; 744. Amiens, 0 ; 745. Besançon, 0 ; 746. Nancy, 0 ; 747. Pau-Orthez, 0 ; 748. Caen, 0 ; 749. Metz, 0 ; 750. Reims, 0 ; 751. Cholet, 0 ; 752. Nantes, 0 ; 753. Saint-Quentin, 0 ; 754. Antibes, 0 ; 755. Montpellier, 0 ; 756. Villeneuve, 0 ; 757. Brest, 0 ; 758. Dijon, 0 ; 759. Orléans, 0 ; 760. Bourges, 0 ; 761. Châteauroux, 0 ; 762. Poitiers, 0 ; 763. Valenciennes, 0 ; 764. Amiens, 0 ; 765. Besançon, 0 ; 766. Nancy, 0 ; 767. Pau-Orthez, 0 ; 768. Caen, 0 ; 769. Metz, 0 ; 770. Reims, 0 ; 771. Cholet, 0 ; 772. Nantes, 0 ; 773. Saint-Quentin, 0 ; 774. Antibes, 0 ; 775. Montpellier, 0 ; 776. Villeneuve, 0 ; 777. Brest, 0 ; 778. Dijon, 0 ; 779. Orléans, 0 ; 780. Bourges, 0 ; 781. Châteauroux, 0 ; 782. Poitiers, 0 ; 783. Valenciennes, 0 ;

DANSE

Le Bolchoï tout feu tout flamme

Pompiérisme rime avec romantisme
mais que de bons danseurs !

Passer en vingt-quatre heures, sans décoloration, de William Forsythe au Bolchoï, quel saut ! Un bond — en arrière — de deux siècles, du vingt et unième au dix-neuvième, du laboratoire au musée, de l'inventivité à la routine. On en reste étourdi. Aussi, quel drôle de programme ont apporté les Russes ! S'ils tenaient absolument à nous resservir l'égoïste *Giselle* et le cacochyme *Spartacus*, fallait-il les saucissonner, ne donner de chacun que le deuxième acte ? Dans leur genre respectif, le romantisme et la fresque épique, ces deux machines se défendent mieux de la continuité narrative et dramatique.

Tout le monde n'est pas obligé de savoir ce qui s'est passé au premier acte. Qui sont ces deux hommes qui viennent tour à tour errer dans la forêt de *Giselle* ? Pourquoi l'un d'eux a-t-il l'air de connaître la petite brune qui sort de la tombe ? Pourquoi l'autre est-il jeté dans le lac ? Etc. *Idem* pour *Spartacus*.

CINÉMA

La mort de Lee Van Cleef

L'acteur Lee Van Cleef est décédé samedi 16 décembre à Oxnard (Californie). Il était âgé de soixante-quatre ans.

Eternel méchant de western aux traits rudes et au regard d'acier, Lee Van Cleef avait commencé sa carrière dans *Le train sifflera trois fois*, de Fred Zinnemann. Il reconnaissait volontiers que son bec d'aigle l'avait beaucoup aidé dans sa carrière de quelques trois cent cinquante films et téléfilms. « Je n'ai pas dit un mot dans *Le train sifflera trois fois*, mais on s'est souvenu de mon nez », expliquait-il. Il devient alors l'un des plus extraordinaires desperados des westerns des années 50 (*Victime du destin*, de Raoul Walsh, ou *Réglement de compte à OK Corral*, de John Sturges). Mais cette spécialité le limite dans des compositions de second plan.

En 1962, après avoir décroché un rôle plus important dans *L'homme qui tua Liberty Valance*, de John Ford, il est engagé par Sergio Leone et trouve la consécration auprès de Clint Eastwood dans *Pour une poignée de dollars* (1964). Pour quelques dollars de plus (1965), et le *Don*, la *Brute* et le *Truand* (1966). Lee Van Cleef est apparu pour la dernière fois en 1984 dans une série télévisée, « The Master ». Il campait un colonel de l'armée de l'air, qui devient un expert en arts martiaux dans le Japon de l'après-guerre.

Mais passons, Natalia Besmertnova, déjà connue du public parisien, est une demi-Giselle convenable, la tête un peu dans les épaules, plus apprêtée que réellement émue. Sans rien de cette aura magique qui nous jette aux pieds des grandes ballerines, et qui justifie que l'on remonte éternellement *Giselle*. Son partenaire, Iouri Vassutchenko, format Boeing comme les Russes en produisent régulièrement, est un prince Albert bon sauteur mais chancelant côté pirouettes, et un peu plat côté mimique. C'est la reine des Willis, Maria Bilova, qui captive dès son entrée en scène par son regard inquiet, son long col et son autorité. Et les Willis ont ces beaux bras crémeux qui restent l'apanage des Russes. Mais quelle lenteur mortelle donne à ses tempos, à la tête de l'orchestre du Bolchoï, le chef A. Juraitis !

Après l'entracte, surprise : la troupe a *in extremis* rajouté à son programme, sous le titre « Divertissements », une ribambelle de pas-de-deux, genre compétition internationale par couples. Distribuons donc sans avarice quelques médailles (mais tout le monde danse remarquablement bien) : à Andreï Fedotov, dans la *Sylphide*, pour son beau style Bourmouille, ses plis profonds, l'ampleur et la légèreté de ses parcours. Dans une *Légende d'amour* d'un pompiérisme inénarrable (chorégraphie Grigorovitch), repartait la belle Bilova, notre reine des Willis de tout à l'heure, charmant cette fois par son lyrisme et sa féminité ; on passera sur un *Cygne noir* de rigide facture, pour découvrir dans *Talman* une exquise rouée, Inna Petrova. Irek Moukhamedov, belâtre à la cuisse ravageuse, clôt la série par un *Don Quichotte* préemptoire, au bras d'un oursin nommé Natalia Arkhipova.

Malgré son côté péplum stalinien, *Spartacus*, enfin, emporte le morceau par l'extraordinaire conviction qu'y mettent les interprètes. Quelle flamme, quelle énergie ! Et de quels rudes gaillards se compose la troupe masculine du Bolchoï, où l'on ne voit pas comme chez nous quelques orchidées égarées parmi les camionneurs... En *Spartacus*, Irek Moukhamedov est absolument superbe de puissance et de virtuosité. Sans faire oublier un instant Vladimir Vassiliev, qui a marqué à jamais ce rôle et chez qui l'âme transfigurait le muscle.

SYLVIE DE NUSSAC

► Théâtre des Champs-Élysées, jusqu'au 21 décembre, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37.

PHOTO

Les historiens de l'instant

Au Palais de Tokyo, une retrospective géante retrace les quarante ans de l'agence Magnum

L'aventure débuta par une boutade. C'est au restaurant du Moma, à New-York, que les quatre fondateurs (Carp, Cartier-Bresson, George Rodger et David Seymour, dit Chim) décidèrent de fonder une agence coopérative destinée à protéger leurs droits. Les mousquetaires, auxquels s'était joint le couple Vandivert, étaient si désargentés qu'ils jurèrent de fêter l'événement au Magnum (de champagne) si le pari réussissait.

L'agence fut officiellement créée à Paris le 27 mai 1947. Son but était de permettre aux photographes de choisir leurs sujets et d'exercer librement leur métier en restant propriétaires des négatifs et en contrôlant la diffusion des images. Ces filibustiers du défilé allaient tenir avec brio, courage et héroïsme parfois — Capa, Chim et Bischof trouvant la mort en reportage — la chronique de notre époque.

Les grands conflits mondiaux et la vie quotidienne, les victoires de la démocratie et ses défaites ont été suivis aux quatre coins de la planète par ces historiens de l'instant. Ils ont fixé par des documents, implacables de la libération des camps nazis, la guerre froide, le Vietnam, l'Algérie, l'Indochine, le Black Power, mai 68, le « printemps de Prague », le Watergate, l'Afghanistan, le glasnost, etc.

Martin Luther King, Krouchtchev et Nixon, James Dean et Marilyn, mais aussi cet enfant décharné du Mali, les orphelins de la Mafia napolitaine ou les étudiants insurgés de la place Tianmen sont les héros de cette chanson de geste où se côtoient l'horreur, la misère et la joie. Et comment oublier le regard de cette femme tendant un portrait aux prisonniers de guerre renaissant chez eux, pris par Ernst Haas, à Vienne, en 1947 ?

Ces serviteurs de la « vérité correctement cadrée » ne sont pas des croisés ou des témoins engagés. Au cœur de l'action, ils restent libres de leurs mouvements et préservent une autonomie visuelle indépendante de la tension de l'événement. Leur grande force est de savoir synthétiser l'essentiel d'une situation en une image. Ce qui n'exclut ni le « scoop » (la naissance d'Israël, la tentative d'assassinat contre Reagan) ni le reportage en profondeur comme celui (hallucinant) de Salgado sur l'archéologie industrielle de Leonard Freid sur la police new-yorkaise, de Depar-



« La société royale d'amateurs de tir à l'arc », par Eve Arnold (1965)

don sur San-Clemente ou de Gilles Peress sur l'Iran.

Mélange de distance et d'implication, alliance de création et d'information, de témoignage et d'expression personnelle, le style Magnum est une synthèse fructueuse entre la fougue instinctive de Capa et l'intuition réfléchie de

Cartier-Bresson. Le parti de l'opprimé, le respect du sujet, le récit sans anecdotes, la priorité à l'humain, sans sentimentalisme, le rendu plastique de l'événement et la fidélité au noir et blanc caractérisent l'approche des soixante opérateurs de l'agence. Ce qui n'exclut pas l'humour dont usent sur un

registre différent Eve Arnold, Elliott Erwitt ou Le Querrec.

Cette coopérative, lancée comme un défi, est aujourd'hui nimbée d'une aura prestigieuse. Nourrie par quatre générations, elle a préservé l'esprit cosmopolite de ses débuts. Les jeunes (Barbey, Chris Steele Perkins, Martin Parr) constituent une émulation active pour les illustres aînés : Burt Davidson, Koudelka, Meiselas, Riboud. Si elle n'a su garder ni Ralph Gibson ni Robert Frank, l'agence a survécu non sans heurts aux crises internes. Et aux déflagrations d'un métier qui doit se redéfinir face à l'impérialisme des médias. Fidèle aux objectifs des pères fondateurs, sa réussite est de dire à sa façon de concilier les impératifs d'une entreprise commerciale et l'indépendance du photographe.

PATRICK ROEGERS

► Magnum, présentée par le Centre National de la Photographie, l'American Federation of Arts, l'International Center of Photography, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e, jusqu'au 12 février 1990.

► Manu, 50 ans de photographie, textes de Jean Lacouture, William Manchester et Fred Ritchin, 465 p., 450 photos, éd. Nathan Image, 495 F.

Un « millésime » manqué

Henri Cartier-Bresson a toujours dit que le livre dont il avait tiré le plus grand profit était *Le Zén et le tir à l'arc* de Herigault. Pour être Robert Delpey aurait-il dû s'en inspirer en sélectionnant les quatre cents images, prises par soixante photographes, qui composent cet immense reportage collectif. Comment justifier en effet cet alignement étal et monotone, répété sur trois salles, de tirages au format uniforme mis bout à bout, sans scénographie, sans découpage, sans tampe fort, et surtout sans point de vue ?

Magnum a beau être une famille, un groupe uni, un « club » fermé, cette « cattedelle de contradictions » méritait assurément un traitement plus complexe. Nivelant noms, dates et événements, ce patchwork indigeste, vicié par

la diplomatie, s'alourdit de la projection sur grand écran des images de l'exposition, fort subtilement dosées par ailleurs dans le volumineux album édité par Nathan. Pourquoi ne pas présenter l'excellent film réalisé sur le fonctionnement de l'agence par la BBC ?

Le récent « Forum du reportage », et William Klein au Centre Pompidou en 1983 a pourtant montré que la photo documentaire a sa place au musée quand on la traite comme un art visuel et surtout spatial. En concevant cette retrospective comme un produit standard, répété en quatre jeux identiques, et destiné à circuler durant deux ans sur quatre continents, les organisateurs ont visiblement raté leur cible.

P. R.

RENCONTRE

Onde de fraîcheur pour la francophonie

Réunis à Paris à l'initiative de M. Alain Decaux, les états généraux de la littérature de langue française ont mêlé doléances et affection

Après les états généraux francophones du cinéma (Cannes, mai), du théâtre (Limoges, octobre) et de la chanson (Paris, novembre), Alain Decaux, avec la tenue, mi-décembre, dans la capitale, des états généraux littéraires, a rempli sa promesse de recueillir, l'année du bicentenaire de 1789 et du sommet francophone de Dakar, les « doléances » de ceux qui, un peu partout hors de France, créent en français.

Relevons-le, car trop souvent les francophones étrangers sont traités à Paris en cousins pauvres (le Monde du 26 mars 1987) : la centaine d'écrivains de trente-huit pays des deux hémisphères, conviés en France durant trois jours, y ont été enfin reçus comme ils auraient toujours dû l'être : Académie française, Quai d'Orsay, Musée d'Orsay, Société des gens de lettres, Théâtre Renaud-Barrault, partout les petits plats ont été mis dans les grands.

Quelle onde de fraîcheur aussi pour notre monde littéraire souvent blâsé que toute cette jeunesse écrivante avec ses accents, ses néologismes, son optimisme ! Que de visages neufs et reflétant les contrées les moins attendues : Robert Perreault (1), né en 1951 et habitant de Manchester (Stats-

Unis), débarquant avec ses tapuscrits en poche et demandant à ne pas subir le sort de son « pays », Jack Kérouac, autre natif de la *Franc-Américaine* et qui fut contraint de publier en anglais alors que le français « était sa langue maternelle ».

Et Tahar Djaout, jeune romancier, auteur notamment de « *L'invention du désert* » (Seuil, le Monde du 5 juin 1987) arrivé sans complexe d'une Algérie où pourtant la francophonie est mal portée. Et encore le non moins David Nda-chi Tagne, écrivain, critique et éditeur camerounais qui a raconté la récente débâcle des éditions Clé fondées à Yaoundé en 1963 à l'initiative d'Eglise protestantes pour diffuser le livre en Afrique et qui, comme la compagnie Air Afrique, n'ont pas résisté à une africanisation anachronique.

C'étaient tous les problèmes d'écriture, d'édition, de diffusion, de reconnaissance d'un « continent culturel » éparpillé sur les cinq continents géographiques qui se trouvaient soudain débattus en plein Paris. Avec une fermeté la plupart du temps tempérée par l'affection, une affection parfois violente : « *Souvent ai-je fait malice avec la langue française et l'ai-je engrossée mais je n'en suis pas pour autant son débiteur* », a lancé Abdelhak Serhane, né en 1950, l'un des nouveaux romanciers de graphie française du Maroc.

Rapports toujours charnels avec le français que celui d'un autre arabophone, le Libanais Jacques Debs, né en 1957 et dont le premier roman sorti à Paris ces jours-ci contient tout un chapitre intitulé « Langue française » : « *Je fais l'amour dans cette langue et tous les soirs — nous dormons ensemble et nous nous réchauffons les pieds. Béné soit la rage de mon amour pour cette langue !* ».

Une librairie à Paris

Les réclamations pratiques sont néanmoins nombreuses — et maintes fois justifiées — même s'il est évident que le ministère de la francophonie n'a ni mission ni moyens pour placer des tapuscrits africains, canadiens ou antillais chez les éditeurs parisiens qui en publient d'ailleurs d'eux-mêmes de plus en plus ; pour ouvrir les médias français aux francophones étrangers, auxquels ils sont assez fermes ; il est vrai, spécialement la télévision, on pour soutenir tous les libraires et éditeurs défilants du Sud.

Les doléances remises à Alain Decaux demandent notamment à la francophonie une politique culturelle communautaire, un périodique commun, des banques de données, des manifestations spécialisées, des co-éditions, une meilleure illustration de la francophonie par l'audiovisuel, plus de traductions de textes publiés dans

les idiomes ayant cours au sein de l'aire francophone, etc.

Il y a eu aussi ce qui n'a pas été écrit, par exemple, puisque Paris restera longtemps encore « inconcevable » (et pas mal d'écrivains d'outre-mer s'en félicitent *in petto*), pourquoi ne pas y créer une vaste librairie où seraient disponibles tous les ouvrages et revues édités en français hors de France ?

Nombres sont nos visiteurs ayant remarqué en pleine avenue de l'Opéra le rez-de-chaussée sous-utilisé de la direction du livre qui constituerait le local idéal pour une telle librairie francophone...

Bref, si la francophonie scientifique a les traits tirés, si la création audiovisuelle en français reste faible et si le français a du mal à maintenir son rang de seconde langue dans les organisations internationales, il est en contrepartie éblouissant de santé, en dépit de toutes ses maladies infantiles, dans le domaine qui, à tort ou à raison, compte sans doute finalement le plus pour l'âme de la France : la littérature.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

(1) Le dernier roman publié en français aux Etats-Unis par cet auteur franco-américain, d'origine québécoise ou acadienne, a été, en 1983, *L'héritage*, 255 p., Dimond Library, Durham, 03824-New-Hampshire.

(2) Un sourire dans le brouillard, édition Méridien-Klincksieck, col. « Littérature », 175 p.

DU 4 AU 20 DÉCEMBRE 1989



Les Universités Franciliennes en Musique

Concerts, conférences, débats, rencontres, animations musicales... la musique s'installe sur le campus de huit grandes écoles et universités de la région d'Île-de-France. Vous pourrez ainsi écouter, à un prix étudiant, des musiciens tels que Maria-João Pires, Augustin Dumay, Martial Solal, Michel Portal, le quatuor Ysaye, l'Orchestre National d'Île-de-France...

RENSEIGNEMENTS : 42 65 07 22 ET DANS LES UNIVERSITÉS

Polytechnique ESCP
Cergy-Pontoise
Dauphine Paris IX
Villetaneuse-Paris III
Cormail-Paris III
Seine-Saint-Denis
Nanterre-Paris X

CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Le Monde CAMPUS CROUS

CULTURE

Paris donne la priorité aux arts plastiques et au patrimoine

Plus de 1 milliard de francs en 1990 pour le budget culturel de la capitale

Le budget des affaires culturelles de la Ville de Paris, voté le jeudi 14 décembre par le conseil municipal, passera en 1990 la barre du milliard de francs pour atteindre précisément 1,026 milliard, dont 463,8 millions pour le fonctionnement, 285,1 millions pour l'investissement, soit une progression de 10 % sur l'année précédente, et 278 millions pour les dépenses de personnel.

Lors d'une conférence de presse tenue à l'hôtel d'Albret, dans le 4^e arrondissement, le vendredi 15 décembre, M. Jacques Chirac a annoncé la création d'une Ecole des beaux-arts de la ville de Paris qui devrait voir le jour à l'automne de 1993 et dont les études ont été confiées à Jean-Jacques Aillagon (lire d'autre part).

De son côté, M^{me} Françoise de Panafieu, adjoint au maire en charge de la culture, a énoncé les quatre priorités de ce budget en progression.

1) Patrimoine

Deux opérations majeures seront lancées au chapitre des musées : le réaménagement du Musée d'Art moderne (un crédit d'études de 1,5 million de francs est inscrit au budget) et la rénovation du Petit Palais (crédit d'études de 7 millions). La mairie lancera également les études pour la création d'une maison européenne de la photographie (1 million). 26,3 millions seront consacrés à l'extension du Musée Bourdelle, sur les plans de Christian de Portzamparc, et 6,4 millions à l'aménagement de l'hôtel de Donon, qui accueillera dès le printemps prochain les collections de l'ancien Musée Cognac-Jay. L'entretien des 99 lieux de culte de la capitale sera accéléré, notamment celui de Saint-Augustin (11 millions) et de

Saint-Bernard de la Chapelle (5 millions).

Dans le cadre des commandes publiques, 8 millions seront consacrés à la création d'une fontaine place Gambetta, à deux pas du Théâtre national de la Colline.

M^{me} de Panafieu a indiqué que le projet commun Etat-Ville d'un Musée d'art juif, (dont les travaux de l'hôtel de Saint-Aignan), suivait normalement son cours. En revanche, elle s'est déclarée opposée au regroupement de la bibliothèque Forney avec celle d'art et d'archéologie que l'Etat prévoit d'installer dans les locaux de l'ancienne Bibliothèque nationale ou au

Grand-Palais. Bien que ces établissements aient des réserves semblables, l'adjoint au maire préfère jouer la carte de la « complémentarité ».

2) Accès du public

22,6 millions de francs seront dévolus à l'informatisation du réseau des Bibliothèques dont les services techniques et les réserves s'installeront bientôt dans des locaux en cours d'aménagement dans le onzième arrondissement (rue Saint-Maur). Deux nouveaux établissements seront construits : la bibliothèque Malesherbes (26,2 millions) dans le seizième arrondissement, et la bibliothèque Jeanne Flandre-Nord (6,2 mil-

lions) dans le dix-neuvième arrondissement. Le prêt de disques compacts sera enfin généralisé.

Dans le domaine de la danse, les travaux de la place des Abbesses seront lancés en vue de l'installation des cours supérieurs et de la création d'une salle de spectacles complémentaire du Théâtre de la Ville, d'environ 400 places. Enfin, la réforme des conservatoires de la Ville sera lancée afin d'améliorer la situation des personnels et d'ouvrir ces institutions sur leurs quartiers.

3) Institutions

Globalement, l'effort s'accroît à ce chapitre de 10,36 %, et le montant des subventions passe de

347 millions à 383,2 millions. Cette augmentation sera consacrée surtout aux théâtres parisiens : achèvement du nouveau Théâtre Silvia Monfort, réaménagement du Théâtre du Jardin, travaux à la Cartoucherie de Vincennes et au Théâtre de la Bastille ; augmentation de 10 % du montant des subventions aux cinq théâtres d'arrondissement qui devraient bientôt changer de dénomination ; augmentation de 7,8 % de la subvention du Théâtre de la Ville, qui passe à 41,5 millions ; versement au Fonds de soutien des théâtres privés parisiens porté à 12,5 millions ; création d'une subvention pour l'aide à la création de 1 million ; exonération de la taxe professionnelle de 50 %

pour les exploitants (maximum légal), ce qui représente plus de 2 millions.

L'aide aux orchestres augmente sensiblement ; 23,9 millions pour l'Orchestre de Paris (+ 10,1 %), 11,8 millions pour l'Ensemble orchestral (+ 20,4 %) et 1,52 million pour l'Ensemble Inter Contemporain (+ 14,3 %). La ville étudie avec l'Etat les moyens de résorber le déficit de l'Orchestre de Paris (9 millions), que M^{me} de Panafieu a qualifié de « pardonnable » en regard des ambitions artistiques et du prestige de la formation. 64 millions de francs ont été accordés au Châtelet (y compris la subvention de l'Auditorium des Halles).

4) Manifestations exceptionnelles

Entre le 14 et le 20 février prochain, la Ville renouvellera son opération « 18 heures-18 francs » en faveur du cinéma ; elle avait concerné 250 000 spectateurs au début de cette année. 3,25 millions ont été votés à cet effet.

L'ensemble des théâtres parisiens, publics et privés, participera pendant trois jours, du 2 au 4 avril, à une fête du théâtre pendant laquelle la Ville paiera une invitation pour chaque place achetée. 4 millions seront consacrés à cette fête.

Lucie Perrot, écrivain et journaliste, coordonnera un ensemble de manifestations consacrées au livre les 29 et 30 septembre 1990. En octobre aura lieu une Semaine des métiers d'art avant que ne soit lancée l'Année du Maroc à Paris marquée par une exposition intitulée 2000 ans d'histoire marocaine au Petit-Palais et une fantasia au cœur de la capitale.

OLIVIER SCHMITT

Création d'une école municipale des beaux-arts

L'annonce, par le maire de Paris, de la création d'une Ecole municipale des beaux-arts montre bien quels sont les choix de la Ville en matière de politique culturelle. Les arts plastiques ont toujours été au premier rang de ses préoccupations. Le musée d'art moderne du palais de Tokyo est en cours de rénovation, sous la direction avisée de Suzanne Pegé. Son budget de fonctionnement a été multiplié par deux. Ses crédits d'acquisition sont passés à 14 millions de francs cette année. Ils doivent atteindre 20 millions de francs en 1990. La commande municipale est active. Elle a permis, entre autres, au Théâtre de Châtelet d'avoir un nouveau rideau de scène signé Garouste et une loggia décorée par Adami.

Pourquoi créer un établissement de ce type ? D'abord parce qu'en dehors des cours privés et des cours du soir, indique-t-on à

la mairie, il n'existe pas de filières préparant aux grandes écoles nationales. Mais ce futur établissement a des ambitions plus élevées : celles d'être, aussi, une école supérieure et donc une rivale de l'Ecole nationale des beaux-arts. Jean-Jacques Aillagon, l'un des piliers des services culturels de la Ville, est chargé de réfléchir sur le programme pédagogique et artistique de cet établissement dans le cadre d'une « mission de préfiguration ».

Deux types de formation

Cette réflexion sera conduite en liaison avec le ministre de la culture. « Il ne s'agit pas de doubler l'Etat, mais de proposer un modèle différent. Je crois aux vertus de l'émulation, déclare Jean-Jacques Aillagon. Nous

étudions d'ailleurs attentivement les modèles régionaux (Nîmes ou Marseille) et étrangers (anglais, allemands et italiens).

Il y aura vraisemblablement deux types de formation. La première, rigoureuse et technique — l'enseignement du dessin en particulier sera l'apanage du premier cycle, ouvert au plus grand nombre. Le cycle supérieur, beaucoup plus sélectif, devrait être plus « pointu ». L'enseignement y sera en partie assuré par des artistes, mais plutôt sous forme de « séminaires », de deux semaines à six mois. « Je ne crois pas à un enseignement exclusivement délivré par des artistes de renom, note Jean-Jacques Aillagon. Ils ne sont pas toujours disponibles et préfèrent souvent, ce qui est normal, mener leur propre carrière, plutôt que se donner à fond dans la pédagogie. » Le diplôme de cette école, où l'on entrera sur

dossier pour des formations de trois ou cinq ans, sera agréé par l'Etat.

La réflexion sur cet établissement est encore largement ouverte. La Ville lui cherche également un logement (10 000 m² de plancher). Il devra sans doute comporter une bibliothèque et des salles d'exposition. La ville envisage d'installer son école dans des bâtiments existants (dans le XII^e arrondissement) ou de la faire construire sur un terrain disponible (peut-être du côté de la gare de Lyon). Une chose est à peu près sûre. Elle sera installée à l'est de Paris. Jean-Jacques Aillagon devra remettre son « projet pédagogique détaillé » à la fin du premier semestre de 1990. M. Jacques Chirac a indiqué que l'école devrait ouvrir ses portes en septembre 1993.

EMMANUEL DE ROUX



Afrique : le 89 des créateurs

"MIWATA" de Zao

Première mondiale du premier "opéra" africain

le 19 décembre 1989 à l'Espace Pierre Cardin sur invitation

Après les soirées du 1^{er} juin au Palais des Congrès et du 13 juillet à l'Unesco avec "Amandla", le groupe culturel de l'A.N.C., où fut remis les génies de la Bastille à Madame Danielle Mitterrand, Manu Dibango, Docteur Cassita, Wole Soyinka et Zao, cette création clôturera le "89 des Créateurs".

"L'Afrique des Créateurs" continue à Brazzaville, Lagos, Libreville, Luanda, Yaoundé...



FRANCE-LIBERTÉS
FONDATION
DANIELLE
MITTERRAND

elf aquitaine

CULTURE

MUSIQUES

Les musiciens de Cocteau

Le scandale des « Mariés » s'est bien éventé mais « la Voix humaine » prend toujours à la gorge

Les Mariés de la tour Eiffel, scandale bien répertorié de l'histoire de la musique, fut le premier et le dernier ouvrage écrit en commun par le groupe des Six (qui n'étaient déjà plus que cinq, Louis Durey ayant déclaré forfait). Ces personnages cocasses apparurent au Théâtre des Champs-Élysées le 18 juin 1921, créés par les Ballets suédois de Rolf de Maré.

Très célèbre, l'œuvre elle-même n'est guère jouée. Le centenaire de Jean Cocteau en donne l'occasion à la Salle Favart et l'on retrouve avec quelque amusement le texte où un chasseur tue l'autruche qui vient de sortir à la place du petit oiseau du photographe, laquelle tenait dans son bec une dépêche annonçant l'arrivée d'une noce au premier étage de la tour Eiffel. Malheureusement, l'appareil d'autres ratés et sortent, entre autres, une baigneuse de Trouville, « l'enfant à venir » des mariés, enfin un lion qui mange le général de cette noce

bien sage qu'on dirait peinte par le Douanier Rousseau.

Les piécettes d'Auric, Milhaud, Tailleferro qui illustrent ces fantaisies sont « faibles », comme le reconnaît modestement Milhaud, et même la Marche funèbre du général, d'Honegger, plus grincante et laborieuse que plaisante. Elles sont surtout démodées et aigres comme une piquette, à l'exception des deux contributions de Poulenc, surtout la polka de la Baigneuse de Trouville qui pédale dans les airs en direction de Chateaux. Une fois de plus, Poulenc traverse les décennies miraculeusement indemne, lui qui tenait le plus fragile et le plus simple...

Représentant les rôles de Cocteau et Pierre Bertin, Jean-Pierre Aumont et Raymond Gérôme, à côté des grands phonographes à l'écoute des mariés, la place, narrait avec humour l'histoire qu'illustraient les mimes de Marcos

Malavia et l'Ensemble Erwartung, soigneusement dirigé par Bernard Desgraupes. Spectacle un peu mince, sans décor, qu'on dira, au choix, trop grisaille ou pâlot et jauni...

En revanche, Elisabeth Söderström est d'une vérité si abrupte et si bouleversante ensuite dans la Voix humaine qu'on sort de Favart la gorge serrée comme après Pelléas, jurant qu'on ne vous y reprendra plus, tant Cocteau et Poulenc rivalisent de tendresse et d'atrocité, exécutant un véritable envollement sadique sur leur personnage et leur public.

JACQUES LONCHAMPT

► Spectacle redonné à l'Opéra-Comique les 18, 21 et 22 décembre, 20 h 30. Un deuxième programme allie aux Mariés de la tour Eiffel, le Bauf sur le toit et le Pauvre Matelot, de Darius Milhaud, les 20, 27, 28, 29 et 30 décembre (20 h 30).

Sous la mitraille du « Dies irae »

Un « Requiem » de Verdi aux voix d'airain par l'Orchestre et les chœurs du Bolchoï

C'est une puissante armée que nous a envoyée le Bolchoï de Moscou pour le Requiem de Verdi, dimanche 17 décembre à Pleyel : un chœur d'une discipline implacable, aux sensationnelles voix d'airain, et un orchestre énorme, qui crachent la mitraille à chaque apparition du Dies irae. Le jeune chef Alexandre Lazarev les fouette avec une précision et un plaisir évidents, plus épris de dynamisme que soucieux de lyrisme. Toute son interprétation est placée sous le signe de la virtuosité et de l'effet, vocal ou orchestral, et l'émotion religieuse de Verdi paraît le cadet de ses soucis.

Les quatre solistes ne restent pas à la traîne : si le contralto Nina

Terentieva a une voix très fermée dans le grave et qu'on ne comprend guère, elle semble soudain touchée par de très beaux rayons de lumière, dans le Lacrimosa par exemple, Makvala Karashvili, au timbre lourd et liquoireux des grands sopranos soviétiques, atteint sa plénitude dans l'immense Libera final au fugato michelangeluesque, sans y mettre pourtant l'intensité visionnaire d'une Mirella Freni, de même que Mikhail Krutikov, basse cavernueuse, dans le Mors stupebit.

Mais quel ténor que Gegam Grigorian ! Pas plus distingué que nombre de ses confrères italiens, il a le timbre d'or des meilleurs

d'entre eux, une puissance et une qualité égale dans tous les registres, lances que dans l'Hostias, il est capable de dénouer entièrement sa voix, admirable de limpidité.

J. L.

► Les solistes, les chœurs et l'Orchestre du Bolchoï, sous la direction d'Alexandre Lazarev donneront deux programmes de musique russe Salle Pleyel : lundi 18, Ivan le Terrible, de Prokofiev, et le 3^e Concerto, de Rachmaninov, par Goryunov Sokolov ; mardi 19, le 1^{er} Concerto, d'Alexandre Prokofiev, de Prokofiev, « La lettre de Tatiana » d'Eugène Onéguine, de Tchaïkovski, et les Danses poloviennes, de Borodine.

Métissages

La manifestation « Autres lieux, autres regards », qui s'est tenue à Strasbourg, du 7 au 16 décembre, sur le thème des musiques de métissage, a mis le coup de projecteur sur deux groupes exceptionnels.

La musique du Bulgare Ivo Papasov a puisé à des sources que l'on retrouve encore vivaces dans les orchestres de mariage des provinces thraces en Bulgarie et dans les ensembles de danse de Macédoine en Grèce. Mais elle a été aussi influencée par le jazz de Benny Goodman et de Charlie Parker et par les sessions rythmiques de James Brown et de Billy Cobham. Ivo Papasov a assimilé pleinement la vitalité de ces musiques et il a donné à sa propre expression musicale une force qui n'est pas sans rappeler les groupes jazz-rock de ces dernières années. Bien entendu, les mélodies sont d'essence typiquement balkaniques et les instruments des sept musiciens sont traditionnels — Papasov lui-même jouant le zurna et la clarinette, — tandis que la chanteuse Maria Papasov allie le contre-ut avec l'étonnante puissance des voix de femmes bulgares.

La musique de Songhai est née, il y a deux ans, d'une rencontre à Londres entre un trio néo-flamenco de Grenade (Ketama), un virtuose britannique de la contrebasse (Danny Thompson) et le joueur malien de la cora (Toumani Diabate). L'échange s'est déroulé dans une telle harmonie, dans une complicité d'esprit et de cœur si étroite que les musiciens ont enregistré quelques mois plus tard à Madrid un album.

A Strasbourg, Songhai donnait son troisième concert. Sans doute le groupe souffre-t-il encore d'un manque de travail en commun. Mais la fusion de la cora, de la contrebasse et des guitares paraît si naturelle, les rythmes de flamenco sont si parfaitement entrecoupés de rythmes de rumba que certains titres constituent déjà de purs joyaux et s'affirment comme un dialogue exemplaire pour défricher de nouvelles voies de métissage.

CLAUDE FLÉOUTER

► Ivo Papasov et Songhai, dist. Mélodie.

DISQUES

Stabat Vivaldi...

Le « Stabat Mater » de Vivaldi intimide les chanteurs. Pas Gérard Lesne

Le Stabat Mater RV 621 de Vivaldi est l'une des pièces de musique religieuse les plus inspirées du Prêtre rouge, l'une de celles où les facilités d'écriture ne l'ont pas trahi. Divisé en neuf courtes parties (la plus longue dure trois minutes, la plus courte cinquante-six secondes), il met en musique la souffrance de la Vierge sur un mode concertant curieusement proche de celui utilisé par Bach ou Vivaldi lui-même dans leur concerto pour violon : bien que portée par un texte admirable et douloureux, la voix dialogue, en effet, avec les instrumentistes.

Enregistré en 1966 par la contralto hollandaise Haffje Heynis et Angelo Ephraïm (Teldec, supprimé du catalogue), puis, dix années plus tard, par James Bowman et Christopher Hogwood (un disque compact L'Oiseau-Lyre), le Stabat Mater ne tentait plus guère les interprètes, découragés par la beauté de ces deux lectures si différentes, mais si proches par leur degré de réussite : accompagné par l'ensemble Il Seminario musicale, Gérard Lesne vient d'enregistrer ce Stabat Mater, auquel il a ajouté le motet Vestro principi divino RV 633, le Filiae mesiae Jerusalem RV 638 et le Nisi Dominus RV 608. Sa voix de contralto masculin, pure, égale sur toute son étendue, d'une justesse jamais prise en défaut, et sa technique vocale impeccable, associées à une bouleversante interprétation de ces quatre chefs-d'œuvre de la musique religieuse, font presque oublier ses illustres devanciers.

A Heynis le sens du pathétique, de la déclamation et une voix à la chaleur toute romantique (cette chanteuse fut, ne

l'oublions pas, l'une des interprètes de prédilection de la Rap-sodie pour contralto de Johannes Brahms) ; à Bowman la beauté d'un timbre androgyne ; à Gérard Lesne un équilibre souverain entre des moyens techniques bien supérieurs à ceux de son confrère britannique et un art d'interprète comme on en souhaite aux plus grands chanteurs. On pourra, en revanche, regretter que les musiciens de l'ensemble Il Seminario musicale soient trop peu nombreux (un par partie le plus souvent), mais la variété des instruments utilisés, leurs couleurs si subtiles (deux violons, une viole, une viole d'amour, un basson, un ténor, un luth baroque, une contrebasse et un orgue positif ont été réunis pour ce disque), mettent en valeur, comme jamais auparavant, le caractère tour à tour rêveur, lancinant et plaintif, parfois virtuose de ces pièces. Parmi les musiciens, on relève les noms de Marc Minkowski, Pascal Montheillet et Jean-Charles Ablitzer.

Un mot sur la prise de son. Sans effets ni trucs, elle respecte scrupuleusement le timbre du chanteur, celui des instruments ainsi que leur disposition dans l'espace. Admirable travail, encore une fois, d'Harmonia Records, qui produit chaque année quatre ou cinq disques comme les grands éditeurs en font trop peu.

ALAIN LOMPECH

► Stabat Mater, de Vivaldi, par Gérard Lesne et l'ensemble Il Seminario musicale : un CD Harmonia Records H/CD 8720, 56 minutes. Texte de présentation en français. Textes chantés en latin ou italien, et français. Enregistré en avril 1988, DDD.

COMMUNICATION

Le quotidien américain envisage de sous-traiter sa fabrication

Conflit entre l'« International Herald Tribune » et le Livre CGT

La distribution de l'International Herald Tribune en France a subi quelques déboires la semaine dernière, du fait d'un mouvement lancé par le Syndicat du livre CGT. Ce dernier entendait ainsi protester contre les projets du quotidien américain, cédés à Paris par le Washington Post et le New York Times. Le nouveau patron du Herald Tribune, M. Richard Simmons, envisage de réduire les coûts de la fabrication (montage, photocomposition, photogravure) en faisant sous-traiter par une autre entreprise ces tâches auparavant effectuées au siège du journal à Neuilly (Hauts-de-Seine).

« Pas question de sous-traiter la fabrication du journal à l'étranger », a indiqué le Livre CGT, qui précise que cette décision de transfert « concerne quarante et un cadres et ouvriers hautement qualifiés » et qu'une telle liquidation « ne pourrait qu'entraîner des conséquences sur d'autres services, y compris la rédaction ». Le Livre CGT demande aussi que soient respectés « les accords paritaires et les lois nationales ».

La direction du Herald Tribune a répliqué le 14 décembre par un

bref communiqué, notant que, « contrairement à ces affirmations, l'International Herald Tribune n'a aucune intention de licencier son personnel et de transférer les services du journal en dehors de Paris, ni de manquer au respect des accords déjà signés ». La direction du quotidien précisait en outre qu'elle avait « demandé une réunion avec le Livre, les circonstances actuelles l'obligeant à revoir les conditions de production ».

Une réunion devait avoir lieu le 18 décembre entre la CGT et le Herald Tribune. Au journal, où l'on qualifie la situation de « délicate », on précise que la direction envisage de confier la fabrication à une entreprise parisienne et non à une société étrangère. « Si le Herald Tribune décidait de confier sa confection à l'étranger, il ouvrirait un véritable conflit », fait remarquer M. Roger Lancy, responsable du Livre CGT. Dans la mesure où ce travail serait fait à Paris, nous serions amenés à régler le problème avec la presse parisienne.

Y.-M. L.

Le « Montreal Daily News » cesse de paraître

Le deuxième quotidien anglophone de Montréal, après The Gazette (200 000 exemplaires), le Montreal Daily News, lancé il y a un an et demi, a annoncé vendredi 16 décembre sa cessation de parution. Publié par le groupe Québecor de M. Pierre Péladeau grâce à l'appui du patron de presse britannique Robert Maxwell, qui en détenait 23 %, le Montreal Daily News avait prévu de tirer à 40 000 exemplaires et d'enregistrer un déficit de l'ordre de 4,3 millions de dollars (25,8 millions de francs) la première année. Mais le quotidien n'a pas dépassé la diffusion de 17 000 exemplaires et ses pertes financières ont été de 6,4 millions de dollars (38 millions de francs).

Dès la fin novembre, M. Péladeau avait indiqué aux quatre vingt-treize salariés du titre qu'il l'arrêterait si aucun acheteur ne se présentait. L'échec du Montreal Daily News est dû au fait qu'il n'a pas réussi à trouver sa clientèle, et notamment les minorités ethniques non francophones, qu'il visait, comme les Italiens, les Grecs et les Portugais installés au Québec.

EN BREF

► Tété Toulouse (TLT) porte son capital de 4 millions à 9 millions de francs. — Une assemblée générale des actionnaires de TLT procédera, le 15 janvier 1990, à une augmentation de capital de 4 millions de francs. M. Étienne Mallet, président de la banque régionale Courtois (10 % des parts de la chaîne locale). Après 10,6 millions de francs de pertes pour son premier exercice (1988-1989), TLT devrait encore perdre 5 millions de francs pour son second, malgré l'extension de sa zone de diffusion de 640 000 à 820 000 habitants.

► La CEP lance une OPA sur le Bâtiment Group. — CEP communication a lancé une OPA amicale sur The Builder Group Plc, société britannique éditrice de magazines professionnels dans le secteur du bâtiment et de l'immobilier. L'offre de 340 pence par action, recommandée par le conseil d'administration de Builder, représente un investissement d'environ 540 millions de francs. Sa réussite permettrait à la CEP de s'implanter en Grande-Bretagne dans son secteur de base, la presse professionnelle, avec des publications proches du Monde du bâtiment qu'elle édite en France.

► M. Manuel Bamberger devient chef de service des radios privées au CSA. — Conseiller technique au cabinet de M^{me} Edith Cresson,

ministre des affaires européennes, M. Manuel Bamberger vient d'être nommé chef du service des radios privées au Conseil supérieur de l'audiovisuel. Il remplace à ce poste M^{me} Isabelle Gougenheim, passée à FR 3. M. Bamberger, qui est né en 1957 et est diplômé de l'ENA, continuera toutefois à suivre, jusqu'à la fin de la présidence française de la Communauté européenne, les questions relevant notamment de l'audiovisuel.

► Les représentants des députés aux conseils d'administration de l'audiovisuel public. — La commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a élu, mercredi 13 décembre, les six députés membres des conseils d'administration des sociétés de l'audiovisuel public, ne laissant aucune place à l'opposition de droite dont les représentants ont quitté la réunion en signe de protestation. Ont donc été élus : pour Antenne 2, M. Jean-Jacques Queney (PS, Rhône) ; pour FR 3, M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines) ; pour Radio-France, M. Jean-Pierre Bequet (PS, Val-d'Oise) ; pour RFO, M. Claude Lise (PS, Martinique) ; pour Radio-France International, M. Michel François (PS, Oise) ; pour l'INA, M. Georges Hage (PCF, Nord).

► RFM reprend le réseau de radios privées. — Le réseau régional de radios locales du Nord Septentrion, en dépôt de bilan depuis le début de 1989, sera repris par le réseau national RFM. Le tribunal de grande instance de Cam-

brai confirme ainsi le choix du CSA, qui a préféré la solution de reprise de RFM à celle de Skyrock, Europe 2 ou Chérie-FM. Avec sept stations (Lille, Douai, Cambrai, Saint-Omer, Saint-Quentin, Boulogne et Valenciennes), Septentrion couvre un bassin de quatre millions d'auditeurs. Cette première reprise d'un réseau régional par un réseau national permet à RFM de posséder plus de quarante stations dans des villes de plus de 100 000 habitants. A partir du 15 décembre, le programme de RFM sera repris sur Septentrion, mais de larges plages locales (30 % des émissions) seront conservées, et l'ensemble du personnel maintenu.

► Un émetteur de RTL saisi à Nice. — Les policiers de la police judiciaire de Nice ont saisi le matériel d'émission de RTL et celui d'une station pirate basée au domicile d'un citoyen britannique, M. David Park. Les deux stations émettaient sur des fréquences non autorisées. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel avait saisi le parquet par une décision publiée au Journal officiel du 7 septembre.

D'autres radios de la Côte d'Azur se trouvaient également en situation irrégulière dont Skyrock, RMC-Nice, RMC-Cannes, Europe 1-Cannes et NRJ-Cannes. Le CSA qui doit étudier la répartition des fréquences dans la région en janvier prochain avait obtenu que ces stations cessent leurs émissions. Seules RTL et la station de M. Park avaient refusé d'obtempérer.

Au sommaire du « Monde de la Révolution française » de décembre 1989

Adieu à 1789

Dans l'« Almanach » de ce mois de décembre, dernier numéro de notre série consacrée à la Révolution, on assiste à la naissance du Club des jacobins, on voit l'Assemblée débattre sur l'intégration de tous les citoyens, on découvre que Paris, où s'exerce une garde nationale arrogante, devient un enjeu de pouvoir politique. Paris et ses faubourgs, ce sont aussi les ruines sombres, les anecdotes et autres petites nouvelles racontées par deux écrivains au talent monnui : Louis-Sébastien Mercier et Restif de La Bretonne.

L'homme du mois, c'est l'abbé Grégoire dont la partitionnement aujourd'hui pose tant de problèmes à l'église catholique. Autres portraits : le marquis de Villeroy qui idolâtrait Voltaire et Sanson, « grand professionnel » au service de l'Etat.

Alors que Michel Vovelle et François Furet achèvent le dialogue entamé dès janvier, le comte de Paris affirme que le roi aurait pu être le renouveau de la société française et pourrait l'être encore aujourd'hui.

Dans la presse et notamment dans le journal de Camille Desmoulins, Révolution de France et de Brabant, apparaît avec le massacre de Sanilès la première histoire de « forcené » racontée par les journaux. Lesquels journaux s'enrichissent aussi d'un genre nouveau, le papier-bilan ou analyse d'une année, celle

de 1789 précisément, sans paraître s'en frotter. Nouveauté encore : l'assignat qui, somme toute, fait entrer la France dans la modernité monétaire.

Le « Journal des droits de l'homme » aborde la question de la « citoyenneté », mot qui, rappelle Jacques Cellard, sera de même que « civisme » connoté par Littré comme un néologisme, un siècle encore après la Révolution. De la biologie (le sang), de la langue du sol et de la religion, le fondement de la citoyenneté passe à la volonté de chacun. Ce qui ne va pas de soi puisque la Constituante distingue entre « citoyens actifs et passifs » distinction que refuse Robespierre imposant, par la force, la « régénération ».

Par sa volonté d'universalisme, la Révolution inverse le problème juif comme problème politique (« Il faut tout refuser aux juifs comme nation et tout leur accorder comme individus », disait Clermont-Tonnerre), sans le résoudre. Si les maîtres finissent par être admis comme citoyens, les Noirs devront attendre deux révolutions encore. Ce ne sont pas les seuls oubliés : des femmes citoyennes point. Ni en 1791, ni en 1848 quand le suffrage « masculin » devient universel, ni même en 1936. Madeleine Rébérioux en cherche la cause et montre aussi que des militaires sous le III^e République, aux musulmans de

l'Algérie française en passant par les « plus pauvres » d'aujourd'hui, nationalité et citoyenneté ne vont pas de pair. Et naturellement le débat débouche sur la question de l'accession à la citoyenneté des immigrés dans la France d'aujourd'hui.

Dans la Gazette du Bicentenaire qui officiellement s'achève, on voit avec l'exposition consacrée à David la peinture néoclassique sortir des greniers et trois « éducateurs », Grégoire, Condorcet, et Monge, entrer au Panthéon. Mona Ozouf explique comment la République cherche à se reconnaître dans ce choix. Maria Antonietta Macciocchi rêve, elle, d'un Panthéon européen, ouvert tout exprès pour... Talleyrand.

Dans ce dernier numéro, le Monde de la Révolution française a choisi de rendre hommage aux archivistes de l'histoire locale redécouverte, aux auteurs du volumineux courrier reçu à la rédaction pour la majorité desquels « la Révolution n'a de sens que par ce qu'elle est à même d'apporter dans le monde contemporain » puis, tournant la page de 1789, de regarder comment, en Union soviétique, des historiens entament une lecture radicale de notre Révolution pour leur démocratie.

► En vente, chez tous les marchands de journaux, 30 F.

*Mme grosse machine
parcille, ça peut encore
être souple ?*

*C'est pas
encore très
"fonctionnaire"
tout ça ?*

**IL FAUT AVOIR
DE SACREES QUALITES
A COTE DE TOUT ÇA
POUR REMPORTER
TOUS LES 7 D'OR
DE LA PRODUCTION.**

*Les images SFP
elles ont vraiment bougé
depuis les années 50 ?*

*Alors, comme ça
ils seraient capables
d'être créatifs ?*

*Ils connaissent
le son digital
à la SFP ?*

*Leur décorateurs, ils ont
fait quoi à part
"Les Rois Maudits ?"*

*Pour le montage, ils ne
sont pas très, très
conventionnels ?*

LES GNS QUI SONT VRAIMENT DU METIER SAVENT QUE LES MEILLEURS TALENTS SONT REUNIS A LA SFP.

Cette année, sur 16
nominés aux 7 d'OR, la SFP
est représentée 16 fois !

Meilleure photo :
Charles AETA, Francis JUNEK,
Jean-Pi RABIE, Claude ROBIN.

Meilleur décor :
Emile GHIGO, Claude LENOIR,
Gérard ROGER, Serge SOMMIER.

Meilleur son :
Michel ARINGOLI,
Michel HUBERT-DELISLE
Joël MOULET, Guy SAVIN.

Meilleur montage :
Robert COURSEZ,
Nicole DEDIEU, Jean-Claude
FOURCHE, Claude FRECHÉDE.

Tous sont de la SFP et tous font
la force et le talent de la SFP.

SFP
LA FORCE DU TALENT

LES BOULEVERSES

LE MONDE

diplomatique

32 pages - 17 F

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Le Japon, un empire financier
(Pages 18 et 19.)

QUELLE POLITIQUE D'INTÉGRATION ?

Frayeurs françaises et ghettos immigrés

Contre toute raison, le débat sur le port du foulard islamique au collège a embrasé la société française. La formidable médiatisation d'un phénomène extrêmement minoritaire - une douzaine de jeunes filles sur trois cent cinquante mille - a cependant fait écho au vrai problème : l'absence d'une réelle politique d'intégration des immigrés. Ceux qui, légitimement, ont invoqué le laïcité n'ignorent pas que toute discrimination ethnique est incompatible avec l'esprit laïc. Et qu'une intégration scolaire n'allons pas de pair avec une intégration sociale restée en leurre. Il est sans doute temps d'en finir, d'abord, avec les cités-ghettos pour immigrés et de restaurer la dignité de la personne humaine.

Par PAUL MORELA *

Le sphinx allemand

Par CLAUDE JULIEN

A quelques jours d'intervalle, trois déclarations. « Le mur se dressera encore dans cinquante ou cent ans », affirme M. Alexandre Yakovlev, membre du bureau politique du Parti communiste soviétique, proche de M. Gorbatchev, quand ses distantes : « Nous n'avons pas bâti ce mur, ce n'est pas notre mur. » Enfin, M. Edouard Chevardnadze : « La conférence de Vienne sur le désarmement a ébranlé le rideau de fer, elle a ébranlé ses barreaux rouillés, elle a ébranlé ses fondations. »



de gaz est inférieure de 10,5 millions de tonnes à celle de la même période de 1988. La désorganisation des chemins de fer et la gèbre des mineurs, en juillet et août, ont perturbé les livraisons.

DÉCEMBRE 1989

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

- **CULTURE, MÉDIAS ET DÉMOCRATIE :**
Les fourmis de la culture, par Jean-Louis Rollot. - La presse et les paradoxes de la liberté, par Jean-Luc Ponthier. - La sarabande des médias, par Max Gallo.
- **UNION SOVIÉTIQUE :**
La désorganisation gagne du terrain, par Marc Ferre. - La politique et le chaos, par René Passet. - L'explosion de l'imaginaire, par Jean-Jacques Marie.
- **ALLEMAGNE :**
L'espace historique des convergences germaniques, par Jean-Jacques Guinchard. - Le commerce interallemand, par René Lasserre. - Des brûlots nationalistes au cœur de l'Europe, par Éva Toulouze.
- **AMÉRIQUE LATINE :**
El Salvador : L'impuissance des armes, par Ashton Scharach-Paris. - Chili : Transition vers la démocratie, par Victor de la Fuente.
- **CAMBODGE :**
Folie meurtrière ou État de droit à Phnom-Penh ? Par Nguyen Duc Nhuan.
- **CISJORDANIE :**
L'Intifada dans la longue durée, par Thierry Hentsch et Roger Heacok.
- **LITTÉRATURE :**
Une nouvelle inédite de Nadine Gordimer.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

J 11/100 1350

26 Plan de stabilisation en Pologne
27 Le mandat de Lory-Somer

27 Capital et crédit
28 à 32 Champs économiques

42 Marchés financiers
43 Bourse de Paris

Restructuration dans l'assurance après le succès de l'OPA de la Compagnie financière

BILLET

Une nouvelle étoile est née

Une nouvelle étoile est née au sein de la galaxie financière européenne. L'arrivée en force de l'UAP au sein de la Compagnie industrielle, holding des assurances du groupe Victoire, est un événement significatif à plusieurs titres. Tout d'abord, l'accord qui a été signé, samedi 16 décembre, annonce la naissance d'un nouveau réseau au sein du capitalisme français aussi bien qu'euro-péen. L'UAP, qui a déjà signé une alliance stratégique avec la BNP dans le secteur de la « bancassurance », vient d'en nouer une nouvelle avec Suez. M. Jean Peyrelevade devient en quelque sorte « l'actionnaire de référence » de la compagnie financière de la rue d'Assolvi. La nouvelle nébuleuse BNP-UAP-Suez, outre qu'elle n'a pas donné toute sa mesure, émet d'ores et déjà ses ramifications bien au-delà des frontières nationales. L'accord signé entre l'UAP et Suez est également vital pour le devenir des assurances publiques en France. La minorité de blocage dans Victoire constitue pour l'UAP une position d'attente à moyen terme. Bloquée dans son expansion par le « ni... ni » présidentiel (ni nationalisation, ni privatisation), l'UAP prend position dans un secteur en pleine restructuration et ménage toutes ses chances de demeurer un grand de l'assurance en Europe. Nul ne peut dire de quoi l'avenir sera fait : l'UAP sera-t-elle un jour privatisée ? Le sera-t-elle partiellement ou totalement ? Peu importe. Les assureurs, c'est là une donnée inhérente à leur métier, ont le temps pour eux. Et l'accord avec Suez donne à l'UAP du temps pour préparer l'avenir. Mais cette nouvelle dimension dans laquelle l'UAP vient d'entrer ne lui confère pas que des droits. L'UAP-investisseur institutionnel présent dans le capital de toutes les sociétés qui comptent et l'UAP-pole-stratégique dans la banque-et-l'assurance pourront-ils longtemps cohabiter sans que germent des conflits d'intérêts ?

Y. M.

L'UAP achète à Suez la minorité de blocage de Victoire

L'accord sur le rattachement des 49 % du capital du groupe d'assurances Victoire par Suez a été bouclé et signé samedi 16 et dimanche 17 décembre. L'UAP acquiert une part prépondérante en prenant la minorité de blocage (34 %). Le groupe d'assurances japonais Dai-ichi s'adjuge 5 % de Victoire. Le reste du capital est disséminé dans le public.

Les négociations longues et difficiles entre l'UAP et Suez, qui ont suivi la prise de contrôle par Suez de la Compagnie industrielle, holding de contrôle de Victoire, viennent donc de se terminer.

Ce rattachement avait débuté par une OPA. Au début de l'été dernier, Victoire annonçait triomphalement qu'elle venait de prendre le contrôle du deuxième groupe d'assurances allemand Colomin. Aussitôt, une polémique surgissait entre les actionnaires principaux (Suez d'un côté, M. Jean-Marc Vernes, président de la Compagnie industrielle de l'autre) à propos du financement. Polémique qui débouchait sur une OPA de Suez sur la Compagnie industrielle.

Après plusieurs semaines d'une bataille sans concession, M. Vernes finissait par négocier (au prix fort) sa reddition. Commencait alors une seconde phase : le rattachement des titres. Soudain de ne pas accroître leur endettement ni d'obtenir leur trésorerie, les dirigeants de Suez annonçaient dès le début du mois

de septembre leur volonté de rclasser la moitié des titres Victoire au prix de l'OPA. Pour un peu moins de 14 milliards de francs, l'UAP obtient donc ce qu'elle a toujours souhaité : la minorité de blocage dans Victoire et des perspectives intéressantes dans Colomin.

Techniquement, l'entrée de Suez dans l'UAP s'effectue à un double niveau : à 45 % dans la Compagnie industrielle, le holding de contrôle de Victoire, et à 11,5 % dans Victoire directement. Cette minorité de blocage est assortie d'un droit de regard sur toutes les décisions stratégiques en matière d'assurance. L'UAP a pu ainsi écarter l'assureur américain AIG, lui aussi intéressé par une participation dans Victoire. Suez conserve de son côté 51 % de la Compagnie industrielle et 26,4 % de Victoire.

Comment l'UAP compte-t-elle financer son acquisition ? En puisant dans sa trésorerie pour 7 milliards de francs, par l'émission de titres court terme (2 milliards de francs) et par une augmentation de capital de 5 milliards de francs environ. Le nouveau code des assurances permettra de réduire la part de l'Etat au sein de l'UAP de 85 à 75 %.

Difficiles négociations

Les négociations n'ont pas été faciles. Le baron Oppenheim, qui conserve une participation minoritaire dans Colomin, n'était pas enclenché par l'entrée en force d'un assureur public français sur le marché allemand de l'assurance. Une partie du management et du conseil d'administration de Suez était également opposée à l'UAP. Là encore, c'était le caractère public de l'UAP, dirigée par un ancien patron de Suez qui plus est, qui a fait surgir des craintes quant à l'indépendance future de la compagnie financière. Un violent débat entre les tenants de l'économie mixte et les « libéraux » s'est donc engagé au sein du conseil d'administration de Suez. Débat compliqué plus encore par l'hostilité des dirigeants de Victoire, peu motivés par l'entrée en force d'un concurrent dans leur capital. Il aura fallu toute la « persuasion » de certains membres du conseil d'administration (le nom de M. Jean-Louis Beffa, président de Saint-Gobain, a été cité) pour vaincre ce bloc de réticences.

Ce rattachement des titres Victoire effectués, le plus important sans doute reste à définir : que vont faire ensemble l'UAP et Victoire ? Des accords de coopération sont en cours d'élaboration. Ils sont négociés dans un seul esprit : ne pas donner aux cadres de Victoire l'impression qu'ils passent désormais sous la coupe de l'UAP. Victoire a une culture d'entreprise très particulière au sein de l'assurance française, et son réseau de vente est très largement concurrentiel de celui de l'UAP. Il s'agit donc pour Suez d'éviter une hémorragie de cadres dirigeants, qui pénaliserait fortement les résultats d'une des compagnies les plus rentables de l'assurance française. La concurrence entre les réseaux devrait donc être préservée sur le territoire national tandis que les synergies seront créées plutôt en direction de l'étranger.

Le dernier aspect de cet accord concerne naturellement Suez. Le capital de la compagnie financière est assez fragile — une récente tempête en Bourse a amené les dirigeants de Suez à peaufiner leurs dispositifs de défense, — et l'accord stratégique que l'UAP vient de conclure avec elle dans le domaine de l'assurance fait de l'UAP un quasi-actionnaire de référence. Un agresseur tenté par un dépeçage de Suez trouvera sur son chemin le premier assureur français, lui-même allié à l'une des plus puissantes banques françaises, la Banque nationale de Paris (BNP). Un ensemble dont la force de frappe a de quoi faire réfléchir. En retour, l'UAP se retrouve dotée d'une influence qu'elle n'avait pas auparavant.

ALAIN FAUJAS

Lire la suite page 42

YVES MAMOU

Pour défendre le franc et lutter contre la surchauffe

La Banque de France relève ses taux d'un demi-point

La Banque de France a relevé lundi matin 18 décembre, d'un demi-point ses taux directeurs, qui passent de 9,50 % à 10 % pour les appels d'offre et de 10,25 % à 10,75 % pour les pensions à 7-10 jours, taux qui balisent le « chenal » dans lequel s'effectuent les interventions de l'institut d'émission.

La Banque de France a publié un communiqué, dans lequel elle explique que cette hausse est « une contribution à la politique de stabilité monétaire et à l'action anti-inflationniste poursuivie par les autorités. Ce relèvement s'inscrit dans la ligne de la politique monétaire définie pour 1990 et dont les objectifs seront amorcés lors de la réunion du Conseil national du crédit, mardi 19 décembre ». L'objectif d'une telle hausse, la quatrième depuis le début de l'année, est donc double : défendre le franc et lutter contre l'inflation et la surchauffe.

En ce qui concerne le franc, il est clair que ce dernier s'affaiblit doucement vis-à-vis d'un mark triomphant, dont la reprise se poursuivait lundi matin sur les marchés des changes face au dollar et au yen. Vendredi 15 décembre, le cours de la devise allemande, qui flirte depuis une quinzaine de jours avec la barre des 3,42 francs, l'a franchie en fin d'après-midi, cotant 3,4205 francs, la situation n'étant certes pas dramatique, le franc n'étant soumis à aucune attaque en règle : simplement, le mark est vraiment fort. Mais, sur le marché, tous savent que la Banque de France n'était guère satisfaite de cette lente montée de la devise allemande sur la place de Paris. La semaine dernière, elle avait défendu sans fièvre le cours de 3,42 francs à un centime seulement du cœur ? du mark au sein des SMG, 3,4305 francs en vendant environ 500 millions de marks (1,7 milliard de francs), ce qui est peu de chose, mais beaucoup pensaient que tôt ou tard, l'institut d'émission manèrerait l'arme des

taux pour creuser un peu plus l'écart entre paris et Francfort, deux points à l'heure actuelle contre 1,5 point il y a deux mois, de façon à attirer les capitaux internationaux en leur offrant une rémunération plus importante.

C'est donc fait, pour la quatrième fois depuis le début de l'année, l'augmentation globale étant de deux points et quart en onze mois. Les trois premières fois, la Banque de France s'était bornée à suivre la Banque fédérale d'Allemagne, qui durcissait sa politique. Cette fois-ci, elle prend une initiative unilatérale pour épauler les déclarations de M. Pierre Bérégovoy, qui ne cesse d'affirmer que le franc ne sera pas dévalué et qu'il suivra le mark à celui-ci est révalué.

Tour de vis

La Banque de France profite, également, de la situation pour donner un petit tour de vis supplémentaire à l'économie, en rabaissant, à nouveau, le coût des crédits bancaires, distribués trop libéralement à son gré. Dans les heures ou les jours qui viennent, les banques vont relever leur taux de base, porté de 10 % à 10,50 % le 6 octobre dernier, et qui pourrait passer à 11 %, niveau le plus élevé depuis l'automne 1985, comme le sont les taux directeurs de la Banque de France. M. Bérégovoy approuve totalement la hausse de ces taux, justifiée pour des raisons internes et externes.

Sur les marchés des changes, la décision prise par l'institut d'émission a eu peu d'influence sur le cours du mark à Paris qui n'est revenu que de 3,42 francs à 3,4175 francs, en raison de la fermeté de la monnaie allemande. Pour les opérateurs, la volonté politique de défendre la parité du franc pourrait se traduire par de nouvelles hausses des taux d'intérêt au cas où le mark continuerait de se raffermir au début de l'année prochaine, ce qui n'est pas exclu.

FRANÇOIS RENARD

INSOLITE

Truffé d'erreurs

Intitulée « Sup'truffe », notre rubrique « Insolite » du 9 décembre nous a valu un abondant courrier de lecteurs. Non sans raison : une erreur nous avait fait écrire que la récolte française de ce savoureux ascomycète s'élevait à 20 millions de tonnes (sic) au lieu de 20 tonnes. Un terrage qui classait la production de truffe à mi-chemin entre celle du blé et celle du maïs ! Une coquille nous faisait par ailleurs — dans la même rubrique — qualifier la truffe de « champion » ou lieu de champion... une vraie série noire.

Félicitation à nos lecteurs pour l'humour dont ils ont fait preuve dans leurs lettres. Certains n'hésitant pas (tel M. Lucien Vanal, restaurateur à Toulouse) à nous conseiller de changer le titre de notre rubrique en « Insolite » !

Enfin, une information : le prix du kilo de truffe est passé la semaine dernière de 2 500 F en 1988 (chiffre que nous citions le 9 décembre) à 3 000 F le kilo sur le marché de Périgueux et 3 200 F à Thiviers.

Un dépassement de 10 milliards de francs du budget d'Eurotunnel

Les partenaires devront contenir le surcoût du tunnel sous la Manche

Le rapport remis le 15 décembre par le maître d'œuvre du tunnel sous la Manche, les cabinets d'ingénierie SETEC et Atkins, confirme selon le consortium Eurotunnel les chiffres de hausses de coût annoncées en octobre dernier. A cette époque, il avait estimé que les dépassements de devis atteindraient 10 milliards de francs. Dans un communiqué publié le 15 décembre, le consortium annonce des discussions avec les entreprises constructrices réelles de Transmanche Link TML et avec les banques pour discuter du « financement complémentaire ».

Dans un chantier aussi colossal et aussi complexe, il était inévitable que les aléas techniques se traduisent par des renchérissements proportionnels à l'ampleur du projet. Il était difficile de prévoir qu'un tunnelier français cascarail, en 1988, la

vis sans fin qui extrait les débris du front de taille. Il était exclu que les tunneliers britanniques trouvent des poches d'eau sur leur trajet, et pourtant les infiltrations ont contredit les calculs des géologues, fragilisés les voûtes et ralenti l'avance. Pour obtenir les marchés, les entreprises françaises et britanniques avaient accepté en 1986 des prix forfaitaires qui se sont révélés de véritables nœuds coulant car la conjoncture s'est retournée dans les travaux publics et les prix y ont fortement grimpé.

Condamnés à s'entendre

On a constaté aussi une tendance au perfectionnisme chez Eurotunnel, soucieux d'offrir à ses futurs clients le système de transport le plus confortable et le plus perfor-

mant, sans parler des gouvernements français et britannique un peu traumatisés par les récentes catastrophes ferroviaires qui veulent imposer des mesures de précaution hors de prix.

Quand on met bout à bout ces éléments, on arrive à une dizaine de milliards de francs se rajoutant en 1993 aux 60 milliards qui avaient été prévus pour réaliser sur 50 kilomètres, trois tunnels, deux ferroviaires et un de service.

Le tumulte médiatique qui en est résulté, les accusations d'incompétence qui fusent entre Eurotunnel et TML, les appels à l'ordre des pouvoirs publics ainsi que les mouvements des cours de Bourse s'expliquent par l'urgence qu'il y a à affecter à chacun des opérateurs sa part du fardeau.

ALAIN FAUJAS

Lire la suite page 42



ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Lutte contre l'hyperinflation et stabilisation du zloty

Le gouvernement polonais présente un « plan de stabilisation » draconien

Le « plan de stabilisation » de l'économie polonaise a été présenté, dimanche 17 décembre, à la Diète par le vice-premier ministre et ministre des finances, M. Leszek Balcerowicz. Les hommes les plus populaires de Pologne, le premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki, et le président de « Solidarité », M. Lech Wałęsa, ont mis tout leur poids dans la balance pour soutenir ces mesures, dont le coût social s'annonce très élevé.

Lutte contre l'hyperinflation, qui atteint 900 %, et stabilisation du zloty sont les deux objectifs principaux du plan d'austérité d'une exceptionnelle sévérité annoncé par M. Balcerowicz. « Pour sortir le pays du chaos dans lequel l'ont plongé les communistes, il faut en finir, une fois pour toutes, avec une situation dans laquelle le gouvernement faisait semblant de payer alors que les ouvriers faisaient semblant de travailler », a déclaré le vice-premier ministre devant les députés. Les vingt projets de loi envisagés pour faire revenir l'économie polonaise au principe de réalité prévoient notamment : une

réduction drastique des investissements publics, la réforme du système bancaire, la réforme fiscale, le crédit et l'argent chers, la privatisation des entreprises publiques avec création d'un actionariat populaire, la baisse des subventions à la consommation (14 % du budget en 1990 contre 31 % cette année), la dévaluation du zloty afin d'assurer à terme sa convertibilité, et la libéralisation du commerce extérieur.

Il est « impératif d'agir vite et de façon radicale », a estimé M. Balcerowicz, sans chercher à dissimuler le coût très lourd de cette mutation économique : 400 000 chômeurs, soit 7,5 % de la population — alors qu'officiellement la Pologne communiste ne connaissait pas le chômage —, gel des salaires se traduisant par une baisse de 20 % du niveau de vie des Polonais, chute de 5 % de la production industrielle et de 2 à 3 % du PIB et augmentation de la dette extérieure (actuellement de 39 milliards de dollars).

Le Fonds monétaire international (FMI), d'accord sur l'orienta-

tion générale du plan, souhaitait accélérer sa mise en œuvre et notamment obtenir le gel des salaires dès janvier. De ce fait, la signature d'un accord entre la Pologne et l'institution internationale auquel l'octroi d'un crédit de 725 millions de dollars est conditionné, ainsi que plus toute la cascade des aides promises par les pays occidentaux, n'a pu avoir lieu samedi 16 décembre. Des sources gouvernementales, en prévoyant la conclusion définitive de l'accord pour lundi 18 décembre.

Le premier ministre Tadeusz Mazowiecki a déclaré que les mesures annoncées étaient « inévitables », mais a promis que « les plus faibles et les plus pauvres ne seraient pas abandonnés ». D'autre part, M. Lech Wałęsa, s'adressant à la foule le 16 décembre à Odzank, a demandé aux Polonais de ne pas se révolter contre les mesures gouvernementales. « Ce serait la plus grande tragédie pour la Pologne si l'on tentait de résoudre les problèmes économiques par des manifestations de rue », a-t-il dit.

SOCIAL

Vingt filiales d'Usinor-Sacilor concernées

Le départ en préretraite d'un millier de sidérurgistes est refusé par le ministère du travail

METZ

de notre correspondant

Le ministère du travail refuse d'autoriser les plans sociaux pour 1990 d'une vingtaine de filiales d'Usinor-Sacilor, estimant que « l'augmentation sensible des mesures d'âge d'aggraver le problème posé aux pouvoirs publics ». Cette décision se traduit par le blocage d'un millier de départs en préretraite à Lorraine, Ugeux, Valéry et à l'IRSID (l'institut de recherche de la sidérurgie).

La partie de bras de fer intervient après que M. Francis Mer, PDG du groupe sidérurgique, a annoncé ses intentions de rééquilibrer la pyramide des âges (quarante-cinq ans de moyenne d'âge dans certaines unités) dans les années à venir. Pour embaucher de jeunes diplômés, il entend inviter des sidérurgistes plus âgés à trouver un emploi ailleurs. Le durcissement de la position officielle

est aussi destiné aux partenaires sociaux qui ont entamé officieusement une réflexion visant à élaborer l'après-CGPS (convention générale de protection sociale de la sidérurgie).

Remise en cause des plans sociaux

Les pouvoirs publics, qui ont donné le mois dernier le feu vert à l'application des plans sociaux d'Unimetal (1 025 suppressions d'emplois), de Solac (1 657 suppressions d'emplois), d'Ascometal (44 suppressions d'emplois), estimant avoir pris leurs responsabilités là où des problèmes majeurs se posent, mais n'ont pas été convaincus de la réalité des suppressions d'emplois pour satisfaire dans les autres cas.

Il s'entendait à la fois condamner certains aspects de la politique sociale d'Usinor-Sacilor et rappeler

qu'ils supportent l'essentiel de la charge financière de la CGPS. Le ministre des finances a insisté ainsi que le groupe sidérurgique, sorti du rouge en 1988, soit davantage associé au financement de cette convention, qui ne veut pas remettre en cause ses plans sociaux, menace de remplacer les préretraites par des mutations ou des contrats formation-emploi. Réaffirmant que la CGPS, applicable jusqu'en mars 1991, ne sera pas renouvelée, elle souhaite néanmoins la mener à son terme. « Dans une course, on ne s'arrête pas dans le dernier tour », fait-elle valoir.

Concrètement, le refus actuel pose de nombreux problèmes personnels dans les unités concernées. Les sidérurgistes mutés depuis plusieurs semaines pour remplacer de futurs préretraités ne savent pas, par exemple, s'ils seront intégrés dans leurs nouveaux postes.

JEAN-LOUIS THIS

Inflation et déficit commercial

Mauvais indices pour le Canada

Au Canada, le président du Conseil du Trésor, M. Robert de Cotret, a annoncé, vendredi soir 15 décembre, des coupes dans les dépenses du budget de l'Etat. Ces coupes toucheraient essentiellement les dépenses de fonctionnement et représenteraient 1,4 milliard de dollars canadiens soit l'équivalent de 7 milliards de francs sur trois ans.

L'opposition a qualifié de « poudre aux yeux » ces mesures, destinées, selon elle, à « faire avaler la pilule » de la réforme fiscale. Au 1^{er} janvier 1991, le gouvernement doit en effet introduire une TVA dans le système fiscal canadien au taux de 7 % (contre 13,5 % en France), après qu'un taux de 9 % eût d'abord été prévu. Cette TVA, appelée TPS (taxe sur les produits et services), est extrêmement critiquée au Canada, parce qu'elle va accélérer la hausse des prix de détail et que beaucoup y voient une mesure destinée avant tout à combler le déficit budgétaire. Les gouvernements provinciaux y sont d'ailleurs pour la plupart défavorables.

Cette réforme risque d'être un sujet de débat important tout au

long de l'année prochaine, alors même que le rythme de l'inflation a tendance à s'accroître (+ 0,5 % en novembre et + 5,2 % en un an).

D'autre part, la balance commerciale a été déficitaire en octobre, pour la première fois depuis treize ans. Ce déficit (421 millions de dollars canadiens, soit un peu plus de 2 milliards de francs) a une double cause. La première est la poursuite d'un fort courant d'importations (+ 5,5 % en un mois), portant notamment sur du matériel d'équipement, l'aéronautique et des véhicules ; la seconde est le ralentissement du flux d'exportations (+ 0,6 % par rapport à septembre), qui traduit la décadence de la croissance aux Etats-Unis, premier client du Canada.

Le décalage conjoncturel en train de se produire entre les deux économies risque de forcer Ottawa à freiner la demande intérieure, par une politique monétaire de plus en plus stricte qui a déjà posé le problème canadien à se réajuster très sensiblement par rapport au dollar américain.

CONJONCTURE

Le premier rapport de la commission des comptes

Progression certaine mais inégale selon les branches du secteur des services marchands

Quoi de commun entre le conseiller en informatique et la femme de ménage, le coiffeur et le publicitaire, les font tous partie du secteur des services dits « marchands », qui ont connu une très forte croissance au cours des années 80. Ils ont largement contribué à la tertiarisation de la France au cours de cette période (1) que retrace le premier rapport de l'INSEE présenté jeudi 14 décembre à la commission des comptes des services créée en 1987. En 1988, les services marchands au sens strict (hors administrations, services bancaires, commerce et transports) ont représenté 15 % de l'ensemble des industries manufacturières en termes de valeur ajoutée, alors qu'ils n'en représentaient qu'environ 70 % en 1980.

Les services marchands ont particulièrement soutenu l'emploi puisqu'ils ont créé 600 000 postes de travail de 1980 à 1988, alors que les industries en perdaient 500 000 et que le reste du « tertiaire marchand » n'en gagnait que 150 000 (dont 40 000 pour le commerce et autant pour les banques et organismes financiers). Ils représentent avec 3,9 millions de personnes près de la moitié (46 %) de ce « tertiaire marchand » et un quart du tertiaire en général.

En matière d'emploi cependant, les évolutions ont été différentes selon les branches. Côté services aux entreprises, un bloc réunissant 40 % des effectifs (notamment expertises comptables et financières, services informatiques et d'organisation) a connu une croissance régulière au long des années 80 : en revanche, d'autres secteurs employant 15 % des effectifs (publicité, information, études de marché en particulier) ont vu leur croissance s'accroître en 1987 et 1988 pour atteindre un taux de 10 % ; enfin, un troisième groupe (35 % des effectifs) concernant notamment les études techniques, les cabinets juridiques, les services concrets à la construction a connu une reprise à partir de 1986 et 1987 après un passage à vide.

45 % des entreprises sans salarié

De même, du côté des services aux ménages, on constate une accélération de la croissance en 1988 pour plusieurs branches réunissant 40 % des effectifs (notamment le nettoyage, l'assainissement, les restaurants, les traiteurs, les établissements pour personnes âgées, certains services récréatifs et culturels), un ralentissement pour la santé (20 % des effectifs salariés) et une reprise dans un troisième groupe (un tiers des effectifs) comprenant notamment la réparation automobile, qui avait perdu des emplois auparavant, l'hôtellerie, la blanchisserie, ainsi que les débits de boisson, et les activités cinématographiques, qui se stabilisent.

En matière d'activité, le constat est aussi contrasté : 45 % des entre-

prises ne comptent aucun salarié, mais elles ne réunissent que 5 % du chiffre d'affaires, tandis que 100 salariés en réalisent 26 %. Les services aux entreprises, après avoir stagné, connaissent une croissance de l'ordre de 5 % par an ; celle des services aux ménages, moins forte, est restée relativement régulière, entre 2 % et 3 % par an.

La tendance se prolonge sur 1988-1989 : les services aux entreprises commencent un essor exceptionnel, notamment les études informatiques, la publicité, les locations immobilières ; en revanche, les services aux ménages progressent peu, notamment dans les branches traditionnelles (coiffure, blanchisserie, café, réparation).

Globalement, la marche en avant continue même si elle se ralentit un peu. La valeur ajoutée des services, après avoir été presque deux fois plus vite que l'ensemble de l'économie, avait vu sa croissance ralentir en 1987 par celle de l'industrie : elle connaît une progression supérieure à la moyenne en 1988. De même peut-on attendre en 1989 comme en 1988 la création de 180 000 emplois dans les services. Enfin, la hausse des prix des services s'est ralentie, ne dépassant plus que d'un point l'inflation de l'indice général, alors qu'elle avait été deux fois plus rapide fin 1987 après la suppression des contrôles.

Parallèlement, les services se transforment : ils s'alourdissent, les investissements ayant atteint 127 milliards de francs en 1988.

Un deuxième rapport présenté par la Banque de France met en

évidence l'excédent structurel des échanges avec l'étranger, qui a atteint 33 milliards de francs en 1988 et sera encore plus élevé cette année. Mais l'essentiel provient du tourisme (24 milliards de francs en 1988) et des ventes de savoir-faire dans les industries de l'aéronautique (Airbus) avec 9,2 milliards, de l'espace (les satellites) avec 3,1 milliards, les transports (sauf maritimes) avec 8,2 milliards. En revanche, les grands contrats du bâtiment et des travaux publics ou la coopération technique en matière d'ingénierie s'effritent. Les transferts sur les programmes audiovisuels sont déficitaires de 1,5 milliard de francs comme les échanges de logiciels.

L'internationalisation des activités de services, qui accompagne les concentrations d'entreprises, se marque aussi par l'importance des investissements. Le flux cumulé des investissements français à l'étranger dans les services a atteint 103 milliards de francs au cours des cinq dernières années, alors que les étrangers investissaient en France 75 milliards de francs seulement. Mais, hors de la banque et des assurances, qui ont réalisé 70 % des investissements français, le bilan est défavorable. Sur l'année 1988, le solde est positif pour les services informatiques (333 millions de francs) et l'audiovisuel (429 millions) négatif pour la publicité (327 millions) et surtout les professions juridiques et comptables (894 millions).

GUY HERZLICH

(1) Voir « Les tertiaires », *Documents et documents du Monde*, n° 172, décembre 1989.

REPÈRES

INFLATION

Le coût du crédit fait flamber l'indice en Grande-Bretagne

Les prix de détail en Grande-Bretagne ont augmenté de 0,9 % en novembre après + 0,8 % en octobre. En un an (novembre 1988 comparé à novembre 1988), la hausse est de 7,7 % contre 7,3 % en octobre. Le mauvais résultat de novembre s'explique notamment par une flambée des prix alimentaires (+ 1 %) et une nouvelle hausse du coût des crédits immobiliers, retenu dans l'indice britannique. Si l'on exclut ce dernier poste comme c'est la pratique dans les autres pays, les prix de détail ont augmenté de 0,3 % en novembre et de 6,1 % en un an comme en octobre dernier par rapport à octobre 1988.

ELECTRICITE

Hausse des prix

Les prix de l'électricité augmenteront en moyenne de 1,5 % mercredi 20 décembre, annonce un arrêté du ministère de l'économie, des finances, et du budget paru dimanche au *Journal officiel*. Cette hausse, attendue, (*le Monde* du 25 novembre et du 1^{er} décembre)

touchera l'ensemble des tarifs basse, moyenne et haute tension.

MONNAIE

Création d'un billet de 500 000 livres en Italie

Le gouvernement italien a décidé, vendredi 15 décembre, la création d'un billet de 500 000 livres (environ 2 500 francs) et d'une pièce de 1 000 lire (soit 5 francs). Dans l'immédiat, les autorités monétaires transalpines attendent ainsi rendre plus commodes les paiements. La plus grosse coupure italienne, jusqu'à présent de 100 000 lire (environ 500 francs) était devenue insuffisante pour les paiements un peu importants, inflation et enrichissement du pays oblige.

Ces deux créations visent également à favoriser l'évolution vers la « lire lourde », a indiqué, en conseil des ministres, le ministre du Trésor, M. Guido Carli. Le projet de création d'une lire amputée de trois zéros est évoquée par tous les gouvernements italiens depuis quinze ans.

Une étape importante par la propriété industrielle européenne

Le dernier obstacle du « brevet communautaire » est levé

LUXEMBOURG

de notre envoyé spécial

Une conférence intergouvernementale européenne, réunie à Luxembourg du 11 au 15 décembre, est parvenue à lever le dernier obstacle à la mise en place d'un « brevet communautaire ».

Titre de propriété industrielle propre à la CEE, le « brevet communautaire » permettra à son titulaire de faire valoir dans tous les pays de la Communauté la paternité d'une invention et le droit exclusif d'exploitation en décomposant. Le document sera délivré par l'Office européen des brevets (OEB), organisation internationale indépendante, qui est déjà responsable de l'attribution du « brevet européen » (*le Monde* du 25 octobre).

Comme ce dernier, le brevet communautaire sera accordé selon une procédure et des critères harmonisés. En ce sens, il constituera un facteur d'intégration européenne. « Le brevet communautaire est un pilier nécessaire au

marché unique », a déclaré au *Monde* le président suisse de l'OEB, M. Paul Braendli. Ce sont d'ailleurs les ministres européens chargés du marché intérieur qui paracheveront, jeudi à Bruxelles, les décisions prises à Luxembourg.

Les experts réunis au grand-duché ont tout d'abord arrêté une formule permettant l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1992 au plus tard, de la Convention sur le « brevet communautaire », qui date de 1975, mais qui est jusqu'à présent restée lettre morte, faute de ratification par l'Irlande et le Portugal.

La conférence de Luxembourg a, par ailleurs, décidé que l'Office européen centralisera les brevets communautaires délivrés par ses soins sans que leurs titulaires soient obligés de les traduire et de les transmettre aux offices nationaux des pays de la CEE.

Dernier acquis de la réunion de Luxembourg : une double clé financière a été définie pour la répartition entre l'OEB et les Etats membres du produit des taxes annuelles versées par les détenteurs du brevet.

CHRISTIAN CHARTIER

M. Claude Evvin vivement chahuté à Saint-Nazaire par des médecins

SAINT-NAZAIRE

de notre correspondant

M. Claude Evvin a été vivement pris à partie samedi 16 décembre après-midi à Saint-Nazaire par des représentants des professions libérales de santé de Loire-Atlantique. Protestant contre le projet de loi sur le conventionnement défendu quelques heures plus tôt par le ministre de la santé devant l'Assemblée nationale, quelques cent cinquante manifestants ont empêché l'inauguration des travaux qu'il avait lancés lorsqu'il était président du conseil d'administration du centre hospitalier.

La manifestation, commencée sur des airs du répertoire carabin, a tourné à l'affrontement avec les forces de l'ordre, les manifestants ayant pu pénétrer dans l'enceinte de l'hôpital. Les policiers ont riposté aux jets d'œufs des manifestants en utilisant des grenades lacrymogènes et d'aérosols. Les personnes invitées ont été dispersées tandis que des malades qui attendaient à proximité de subir des examens ont été évacués précipitamment.

J.-C. C.

Une fédération de FO escroquée de 5 millions de francs

La fédération des employés et cadres Force ouvrière a été victime d'une escroquerie de la part de son trésorier, M. Jean-Pierre Michard, cinquante-deux ans, qui aurait détourné environ 5 millions de francs en un an et demi. Réputée « bon payeur », la fédération a découvert l'affaire le 14 décembre, à la suite du retour d'un chèque impayé auprès d'un fournisseur. M. Yves Simon, son secrétaire général, a aussitôt convoqué M. Michard, qui a avoué les faits puis a signé une confession écrite dans laquelle il expliquerait avoir agi sous la pression « extérieure » et avoir été victime de chantages. Le trésorier s'est rendu à la police et a été entendu par la brigade financière.

Selon M. Simon, le responsable de FO, désormais exclu de son organisation syndicale, se serait livré « à des opérations de cavalerie », en utilisant les réserves financières de la fédération et les ressources de cotisations.

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

Le Monde

PIRELLA GÖTTSCHE LOWE

11-55-91-82, p.

AFFAIRES

Le rapprochement surprise de l'entreprise charentaise et de l'américain Emerson

Leroy Somer ou la quête du partenaire obligé

En annonçant, mardi 12 décembre 1989, son rachat par le géant américain Emerson, la société Leroy Somer, d'Angoulême, a créé une belle surprise, teintée de consternation. Quoi, le premier fabricant français et européen de petits moteurs électriques et de systèmes d'entraînement électronique se vendait à l'étranger ! L'entreprise charentaise a pourtant, pendant trente ans, vigoureusement affronté la concurrence des Allemands (Siemens), des Suisses (Brown-Overi, devenu ABB), des Britanniques (GEC et Hawker-Siddeley), écartant les Belges des ACEE et résistant au dumping effréné des pays de l'Est, qui bradaient leurs moteurs, facturés au prix de leurs composants.

On allait donc voir passer sous pavillon américain la société chère de M. Georges Chavanne, député et maire d'Angoulême, ministre du Commerce et de l'Artisanat de la cohabitation.

Pendant trente ans, il avait lutté pour permettre à cette grosse PME de devenir un modèle de productivité et de décentralisation, avec ses usines à la campagne et son système avancé d'interconnexion, complé avec un écrasement de la grille des hauts salaires peu goûté du patronat français. N'était-ce pas vendre les bijoux de famille ? déchirer un peu plus le tissu industriel français ? Affirmer que le gigantisme est désormais la pan-

cée, même dans un créneau aussi spécialisé que les petits moteurs électriques ? Enfin, les mauvais esprits n'ont pas manqué de rappeler les déclarations ronflantes effectuées auparavant par le PDG de Leroy Somer, M. Pierre Barry, sur le thème de l'autonomie indispensable que rendait possible les excellents résultats de la société, son recentrage sur les moteurs et les entraînements électriques ou électroniques, après la vente en 1986, à l'allemand KSB de sa filiale Pompes Guinard, pas assez concurrentielle.

D'Angoulême à Saint-Louis

Tout cela est vrai, sans doute, en omettant toutefois une donnée capitale : à une époque où la croissance se fait plus souvent de façon externe, par rachat d'entreprises et de parts de marché, il faut disposer de moyens financiers puissants, ce qui n'est guère le cas d'une entreprise moyenne. A cet égard, quelque chose avait beaucoup fait réfléchir les dirigeants de Leroy Somer.

M. Barry avait certes affirmé en avril dernier à notre confrère la Tribune : « Par son mariage avec l'anglais Gec, Alstom, qui est de nos gros clients, nous ouvrons les portes du marché britannique et du marché mondial ». Mais, en

soit dernier, lorsque ce même groupe GEC-Alstom mit en vente sa filiale de petits moteurs électriques en Grande-Bretagne, qui dédiaient une part appréciable du marché dans ce pays, ce fut le concurrent Hawker-Siddeley, un anglais lui-même, qui l'emporta devant Leroy Somer. Il payait, dit-on, 350 millions de francs pour une affaire réalisant 350 millions de chiffre d'affaires. Ce qui était trop cher pour la firme d'Angoulême.

Un déclic se produisit alors dans la tête des dirigeants de Leroy Somer : ils prirent conscience qu'ils risquaient à la longue de se faire enclore, si leurs grands rivaux européens, Siemens, ABB, Hawker-Siddeley, avec leurs puissants moyens financiers, raffalaient sous leur nez ce qui restait à vendre sur le marché. A terme, c'était l'asphyxie.

Certes, Leroy Somer, au nom de l'europhisme, pouvait envisager de s'allier, ou plutôt de se faire absorber. En France, c'était exclu. Alstom-GEC avait déjà cédé à Leroy Somer ses activités petits moteurs électriques en 1983, et Schneider a vendu à ABB son activité gros moteurs en début d'année. Restait les grands rivaux précédemment évoqués, mais ces grands monstres froids n'ont guère de ménagements pour les petits, d'autant qu'une certaine surcapacité subsiste en Europe dans cette branche. Les salariés de Leroy Somer risquaient donc de faire les frais de l'opération : le président du groupe ABB, en pleine réorganisation, n'est pas réputé pour sa tendresse.

A Angoulême, on décida alors de rechercher un grand partenaire mondial qui n'ait pas d'intérêt en Europe dans le secteur et qui n'exporte guère. Ce fut le groupe Emerson, de Saint-Louis, qui fut choisi. Emerson, avec 7 milliards de dollars de chiffre d'affaires (42 milliards de francs) et 575 millions de dollars de bénéfices, est l'un des principaux fabricants américains de petits moteurs électriques, à côté de General Electric et Reliance.

En outre, c'est l'un des grands constructeurs de petits moteurs électriques industriels, électro-ménagers (22 % du chiffre d'affaires), avec d'autres activités dans les produits de consommation (climatiseurs notamment), et des produits et systèmes pour la défense. Surtout, ce groupe, qui n'est pas installé en Europe, n'est pas non plus vraiment un concurrent, car sa production de moteurs aux normes américaines et non internationales, est destinée essentiellement au marché intérieur.

De plus, sa division moteurs électriques ne représente que la

moitié du chiffre d'affaires de Leroy Somer (5 milliards de francs en 1988). Enfin, le géant américain, préalablement sondé, s'engageait à conserver toute son autonomie à l'équipe de direction française dans le domaine de la politique sociale, notamment en ce qui concerne l'emploi, l'intéressement, la participation et le dialogue permanent.

Par surcroît, M. Jean-Paul Montpet, membre du directoire de Leroy Somer déjà installé aux Etats-Unis depuis plusieurs années, devait assurer, depuis le siège d'Emerson à Saint-Louis, la direction du nouvel ensemble moteurs dans le monde avec un chiffre d'affaires de 1 milliard de dollars, (6 milliards de francs), au premier rang dans le monde.

Pincement de cœur

Pour Leroy Somer, ce projet d'association apportait l'appui d'un partenaire puissant, le bénéfice d'une recherche importante, l'ouverture toute grande du marché américain, à peine amorcée, et l'assurance de pouvoir développer ses fabrications depuis la France, notamment autour d'Angoulême. Ce dernier argument pesera assez fort auprès des pouvoirs publics français, dont l'autorisation reste nécessaire pour les investissements étrangers dans notre pays ; elle ne sera vraisemblablement pas refusée. Dans ces conditions, l'opération, préparée par Goldman and Sachs, pour Emerson, et Lazard Frères pour Leroy Somer, devenait acceptable.

Elle règle du même coup les problèmes de succession de l'actionnaire principal, M^{me} Hommet, petite-fille du fondateur de Leroy Somer, problèmes qui vont se poser de plus en plus aux affaires familiales en mal de transmission.

Peut-on reprocher aux dirigeants de Leroy Somer d'avoir en la possibilité de choisir à la fois un prétendant, les modalités du mariage, l'absorption et la garantie de l'emploi ? M. Georges Chavanne, tenu au courant depuis le départ, estime que « c'est une très bonne nouvelle pour la Charente », malgré un inévitable pincement de cœur. Il faut bien regarder la situation en face, et dans l'avenir le sort de « sa » firme ne lui paraît plus totalement assuré face aux orpècles européens. En définitive, pour la petite chèvre de M. Seguin, c'était le choix entre le loup ou un grand bouc bien encorné, pas malhonnête pour un soi, et fort galant au surplus.

FRANÇOIS RENARD

CAPITAL ET INTÉRÊTS

Les clients des banques... névrosés ou pervers ?

Les psychologues à la rescousse des banquiers

Allongez-vous, on va voir si votre profil correspond à notre profil...



Les banquiers sont mal partis. Leur syndicat patronal, l'Association française des banques, a confié à une équipe de chercheurs en psychologie sociale — des universitaires tous plus diplômés les uns que les autres — le soin de réaliser une étude sur les « représentations et processus psycho-sociaux mis en jeu dans les rapports à l'argent et à la banque ».

L'intention est louable. Depuis que les banquiers ne règnent plus en despotes sur une clientèle captive, ils se posent des questions sur les motivations de leurs clients. L'inconvenant est que les réponses qu'on leur apporte ne paraissent guère satisfaisantes.

A partir d'une trentaine d'entrevues approfondies avec des personnes âgées en moyenne de quarante ans, et exerçant des professions subalternes (employés, secrétaires, fonctionnaires, travailleurs indépendants), nos aimables psychologues cliniciens ont élaboré une « typologie des structures de personnalité ». Ce qui signifie que ces clients bas de gamme se retrouvent étiquetés dans trois groupes.

Ceux qui ont « une identité stable avec un moi solide », ceux qui ont « une identité flottante, conflictuelle et défensive » et enfin ceux qui ont une « identité faible avec un moi labile et une mauvaise maîtrise des pulsions ». Comment sont-ils parvenus à de tels résultats ? A partir d'un postulat : ceux qui intègrent « les valeurs de leurs parents » sont prêts à être des adultes avec « un moi construit ». Les autres, ceux qui ne vont « pas intégrer les valeurs parentales », présentent une immaturité, un moi très faible et labile ». Entre ces deux catégories, une troisième, plus floue et distinguée : ceux qui

ont des « attitudes névrotiques » sans référence aucune aux parents.

A l'appui de la démonstration, l'étude cite le cas d'Aline. Parce que cette fille d'immigré n'a pas obéi à l'injonction paternelle : « Tu n'as pas d'argent, tu ne dois pas te marier ou fréquenter une personne qui n'est pas de ton milieu », elle est présentée comme vivant une quasi-déchéance après un divorce d'avec un homme aisé. Aurait-elle été plus heureuse si elle avait épousé un immigré pauvre ? Les auteurs de l'étude le laissent clairement entendre.

Une clientèle désastreuse

Une fois cette typologie mise au point, nos chercheurs n'ont alors guère de difficulté à établir les rapports qui existent entre les représentations de chaque type et l'argent. Ainsi, les individus dits à « identité stable » sont présentés comme attachés à des « valeurs spirituelles, intellectuelles, artistiques qui l'emportent sur celle accordée à l'argent ». Autrement dit, ce sont les clients idéaux pour les banques, établissements qu'ils considèrent comme une force de proposition neutre et bienveillante pour faire fructifier leur épargne. Selon les auteurs de l'étude, l'argent est pour eux « associé » au travail et les valeurs qu'il porte sont « symbole du développement de la personnalité et de la réussite ».

Les névrosés, en revanche, représentent une clientèle désastreuse. Pour eux, l'argent devient « un contenant que l'on exige » et est considéré comme un « instrument de jouissance », mais peu ou pas articulé sur le « principe de réalité ». Autrement dit, ne sont pas des gens sérieux. Quant aux individus dits à « identité faible », ils investissent l'argent comme une divinité « toute-puissante » avec laquelle ils développent les mêmes relations qu'un drogué avec sa drogue.

« L'individu se montre toujours en manque », Messieurs les banquiers, méfiez-vous, car « les comportements bancaires des individus plus fragiles sont marqués par des défenses impulsives, des endettements passifs, des surendettements incontrôlables ». Rien d'étonnant alors si les individus de cette catégorie adoptent des attitudes de « provocation ou de revendication face aux offensives dont ils se sentent l'objet ». Autrement dit, ce sont de dangereux paranoïaques.

L'énumération des perles de cette incroyable étude pourrait se poursuivre encore longtemps. Arrêtons là. Faut-il que les banquiers soient désorientés pour commander — à grands frais sans doute — pareilles études ? Et, surtout, on se demande à quoi un tel galimatias peut bien leur servir. Car, si la psychologie sociale démontre ici une chose, c'est son incapacité à saisir la réalité sociale du crédit et du surendettement comme celle du fonctionnement bancaire. Aucune référence n'est jamais faite à la situation économique et financière des personnes interrogées.

L'argent est seulement saisi comme représentant de pulsions plus ou moins bien maîtrisées et socialisées. Quant aux banques, leur rôle ne fait l'objet d'aucune questionnement. Elles sont supposées avoir un rôle social clair et neutre que seuls des pervers-tordus ne savent pas utiliser. En un mot, les banquiers sont victimes des mirages que suscite l'argent chez une partie de leur clientèle. Plaignons-les.

YVES MAMOU

Les éditions Magnard s'installent en Limousin

Un éditeur joue l'Europe... depuis la Creuse

Magnard, l'un des leaders français de l'édition scolaire, implanté dans le bourg de Chéniers (Creuse) son centre national de diffusion. Le PDG, M. Louis Magnard, a créé une filiale, Dilisco (Diffusion du livre scolaire), qui gère sa distribution et celle d'autres éditeurs spécialisés, notamment Armand Colin.

Une première antenne avait été implantée dans ce petit bourg (six cent cinquante habitants) en 1983, pour assurer la diffusion dans le centre de la France. Elle s'est développée assez rapidement pour prouver qu'une réelle implantation rurale ne relevait pas de la gageure. La première pierre de ce centre national a été posée le samedi 9 décembre par M. André Chanderogor, premier président de la Cour des comptes et ancien président du conseil général de la Creuse. L'ensemble, quatre niveaux pour un local de 9 000 mètres carrés, informatisé et télématique, sera opérationnel à l'été 1990. Il devrait permettre une diffusion nationale et européenne d'une rapidité accrue (par un réseau Transpac).

L'implantation en Limousin a été décidée, explique M. Louis Magnard, pour « des raisons de cœur » (son père, Roger Magnard, inventeur du « cahier de vacances » et fondateur de l'entreprise dans les années 30, était originaire de la vallée de la Creuse), mais aussi « de raison » : « La Communauté économique européenne s'articule entre deux croissants fertiles fortement urbanisés, celui de l'Europe du Nord (Grande-Bretagne, région parisienne, Benelux, Rhénanie) et celui de la côte méditerranéenne (Barcelone, Languedoc, Provence, Italie

du Nord]. Equidistante entre les deux, la « zone verte » limousine sera appelée à jouer un rôle dont on mesure, encore mal l'importance ».

Enfin, cette implantation a été fortement sollicitée par le département de la Creuse, qui a depuis dix ans pour politique de démarcher les industriels et entrepreneurs originaires du département (il y a plus de Creusois dans la région parisienne qu'au pays) pour les inciter au retour. Avec des aides qui sont loin d'être négligeables, notamment par la procédure AMAC (Ateliers Massifs central), qui permet aux collectivités locales de construire les bâtiments industriels et de les attribuer en location-vente aux candidats à l'installation.

Un investissement de 20 millions de francs

Dans le cas des éditions Magnard, le dossier, monté par le comité d'expansion de la Creuse, mobilise un investissement total de 20 millions de francs, dont la moitié supportée par la commune de Chéniers, avec le soutien du département, de la région, de l'Etat par l'intermédiaire du FIAT (Fonds interministériel d'aménagement du territoire), et avec la caution de deux établissements bancaires régionaux, le Crédit agricole et la Caisse d'épargne. L'entreprise investit pour sa part 6 millions de francs dans un matériel informatique et télématique sophistiqué qui doit, selon elle, prouver que l'implantation en zone rurale est désormais l'avenir. Dans les trois ans, c'est une soixantaine d'emplois qui doivent être créés.

GEORGES CHATAIN

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beauvillier, fondateur.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 30-15 - Taper LEMONDE
ou 30-15 - Taper LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléx MONDEPUB 286 136 F

Impression
de « Le Monde »
à la M. G. M. Paris
9832 ITALY

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index de Monde au (1) 42-47-98-61

ABONNEMENTS

BP 50709 75427 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF FRANCE BENELUX SUISSE AUTRES PAYS

3 mois 345 F 399 F 584 F 700 F

6 mois 720 F 762 F 972 F 1 400 F

1 an 1 300 F 1 390 F 1 800 F 2 450 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code Waccès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à fournir leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ, PARIS BP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le grand

LEGRAND ET B. TICINO :
UN NOUVEAU PAS EN AVANT

LEGRAND ET B. TICINO ont décidé de renforcer l'accord d'association conclu en juin 1989, LEGRAND s'assurant le contrôle des actions B. TICINO encore détenues par des tiers.

Implanté dans 27 pays, ce nouvel ensemble va réaliser en 1989 un chiffre d'affaires consolidé de près de 9 milliards de francs qui se répartit comme suit :

- 43 % pour la France,
- 23 % pour l'Italie,
- 34 % pour les Amériques et le reste de l'Europe et du monde.

Les investissements industriels du Groupe, qui emploie 18 000 personnes, s'élèveront au cours de l'exercice à plus de 700 millions de francs.

Fort de leurs complémentarités technologiques, commerciales et géographiques, B. TICINO et LEGRAND entendent accélérer leur développement sur le marché mondial qu'ils aborderont désormais de concert dans le respect de leur originalité et de leurs cultures respectives.

INFORMATION FINANCIÈRE (1) 43.60.01.80

APPORT D'ACTIFS À LA CFI
(COMPAGNIE FONCIÈRE INTERNATIONALE)

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Compagnie La Hémin, qui s'est tenue le 13 décembre 1989, sous la présidence de Monsieur Dominique Chailion, a approuvé le projet d'apport à sa filiale, la CFI-Compagnie foncière internationale, de ses principaux actifs immobiliers (immobilier locatif, promotion immobilière), dont l'estimation globale, diminuée d'un passif repris par la Compagnie foncière internationale et s'établissant à 200 MF, ressort à 1,053 milliard de francs.

CLH recevra en rémunération de son apport 1 600 000 actions émises par la CFI, jouissance du 1^{er} juillet 1989, portant ainsi sa participation dans sa filiale de 38,38 % à 49,15 %.

La valeur intrinsèque de l'action CLH après cette opération reste sensiblement identique, ressortant à 1 080 F contre 1 050 F (avant impact de l'impôt sur les plus-values).

compagnie
foncière
internationaleAPPORTS IMMOBILIERS
DE LA COMPAGNIE LA HÉMIN

L'Assemblée générale extraordinaire réunie le 14 décembre 1989, sous la présidence de M. Dominique Chailion, a approuvé l'apport à la CFI-Compagnie foncière internationale des principaux intérêts immobiliers de la Compagnie La Hémin.

Cette opération permettra d'accroître, de manière significative, le développement de la CFI-Compagnie foncière internationale en ajoutant à son activité patrimoniale traditionnelle, entre autres, des opérations de promotion immobilière, de prises de participation dans des programmes de construction et renforcera ses possibilités d'intervention dans les opérations dites de marchand de biens.

Le montant de la valeur comptable des apports atteint F 780 millions, comprenant un portefeuille de titres de participation, des comptes courants attachés à ces titres et des bureaux à Paris. Compte tenu de la valeur estimée des participations apportées, qui ressort à 1 053 MF, du cours de Bourse et de la valeur intrinsèque de l'action, la CFI procède à une augmentation de capital par l'émission de 1 600 000 actions nouvelles, jouissance du 1^{er} juillet 1989, qui seront attribuées à la CLH Compagnie La Hémin en rémunération de ses apports.

Une note détaillée sur cette importante opération a été publiée dans la presse le 21 novembre 1989.

"Moi, j'investis...
et je sais choisir
les bons placements."

EMPRUNTS DÉCEMBRE 1989

Emprunt à taux fixe d'un milliard de francs

Prix d'émission	4.940 F
Date de jouissance et de règlement	2 janvier 1990.
Durée	10 ans.
Intérêt	9,20 % soit 460 F par obligation payable le 2 janvier de chaque année et pour la première fois le 2 janvier 1991.
Taux de rendement actuariel	9,39 % au 2 janvier 1990.
Amortissement normal	au pair, en totalité le 2 janvier 2000.

Emprunt à taux révisable d'un milliard de francs

Prix d'émission	20.162 F
Date de jouissance et de règlement	2 janvier 1990.
Durée	8 ans et 231 jours.
Intérêt	Coupon payable trimestriellement, déterminé par soustraction d'une marge de 0,20 % au taux de référence PIBOR 3 mois.
Marge actuarielle	-0,43 % sur la base d'un PIBOR 3 mois de 10,67 % équivalent à un taux actuariel de 11,27 %.
Amortissement normal	In fine le 10 septembre 1998, au pair.
Assimilation	L'emprunt sera assimilé, après paiement du coupon du 13 décembre 1990, à l'emprunt PIBOR 3 mois septembre 1989-1998.
Option d'échange	Chaque obligation est assortie d'une option d'échange contre 4 obligations 9,20 % - 2000, éragable à deux périodes différentes : - du 15 mai 1990 au 25 mai 1990 inclus et - du 12 novembre 1990 au 22 novembre 1990 inclus. Le taux de rendement des nouvelles obligations ressort à 9,17 % ou 9,19 % selon la période choisie.

Une fiche d'information (voir COB n° 89-967 du 12 décembre 1989) est disponible sans frais sur demande. BALO du 10 décembre 1989.

Emprunts Crédit Foncier, soyez les premiers à en profiter



S.A. au capital de 2.396.555.210 F - Siège social : 19, rue des Capucines - 75001 Paris

PICARD ÉDITEUR

82, rue Bonaparte, 75006 Paris

Germaine Meyer-Norm.
L'EX-LIBRIS
HISTOIRE - ART - TECHNIQUES

Un volume
21 x 27
364 pages
350 illustrations
dont 21 en couleurs

Prix de lancement
jusqu'au 31-12-1989
490 F
cassette : 490 F

Jean-Jacques HAIT
MYTHES ET DIEUX DE LA GAULE
LES DIVINITÉS MASCULINES

Un volume
21 x 27
350 pages
350 illustrations

Prix de lancement
jusqu'au 31-12-1989
490 F
cassette : 490 F

Yann Le Boer
L'ARMÉE ROMAINE
SOUS LE HAUT EMPIRE

Un volume
17 x 24
320 pages
dont 40 planches hors-texte

Prix de lancement
jusqu'au 31-12-1989
390 F
cassette : 390 F

changement de Gérant
des fonds communs de placement
ÉPAREUROPE 1, 2, 3 ÉPARDYN 1, 2, 3
et ÉPARPACIFIC

Nous informons les porteurs de parts des fonds communs de placement ÉPAREUROPE 1, 2, 3, ÉPARDYN 1, 2, 3 et ÉPARPACIFIC que, conformément à l'article 15 de la loi n° 79-594 du 13 juillet 1979 et l'article 5 du décret n° 83357 du 2 mai 1983, le président du tribunal de commerce de Paris a, par une ordonnance du 16 octobre 1989, désigné la société anonyme DUROC GESTION (filiale de la Caisse des dépôts et consignations) en remplacement de la société ÉPARFONDS en qualité de gérant des fonds visés ci-dessus, à compter du 1^{er} janvier 1990.

Ce changement est lié à la mise en place d'une nouvelle organisation au sein du groupe de la Caisse des dépôts et consignations pour les activités de gestion des OPCVM distribués par les réseaux qui lui sont associés. Il ne constitue qu'une opération interne de caractère purement technique qui n'affectera ni les caractéristiques des fonds communs de placement, ni les conditions dans lesquelles la gestion de l'actif de ces fonds communs est assurée.

Les FCP ÉPAREUROPE, ÉPARDYN et ÉPARPACIFIC sont commercialisés par les réseaux des Caisses d'Épargne Ecureuil et de La Poste.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4930

Tous les titres ayant été placés, le présent avis n'est publié qu'à titre d'information.

le 21 novembre 1989



4,025,000 Participating Shares Series A With Warrants

Rhône-Poulenc S.A.

4,025,000 Units

4,025,000 International Depositary Shares
With 16,100,000 Warrants To Purchase
4,025,000 Participating Shares Series A

Price FF 465 Per Unit

Cette partie de l'émission est offerte à l'acheteur des États-Unis et de la France par les sous-agents.

2,012,500 Shares

Shearson Lehman Hutton International

Merrill Lynch International Limited

Société Générale

Algemene Bank Nederland N.V.	Amsterdam-Rotterdam Bank N.V.
Banque De Gestion Privée-SIB (Groupe Pargesa)	Banque Indosuez
Barclays de Zoete Wadd Limited	BNP Capital Markets Limited
Caisse des Dépôts et Consignations	James Capel & Co.
Crédit Agricole	Crédit Lyonnais Securities
Crédit Agricole	Crédit Suisse First Boston Limited
Daiwa Europe Limited	Deutsche Bank Capital Markets Limited
Generale Bank	Kansallis Banking Group
Nomura International	Paribas Capital Markets Group
N. M. Rothschild & Sons Limited	Swiss Bank Corporation
UBS Phillips & Drew Securities Limited	S.G. Warburg Securities

Cette partie de l'émission est offerte aux États-Unis par les sous-agents.

2,012,500 Shares

Merrill Lynch Capital Markets

Shearson Lehman Hutton Inc.

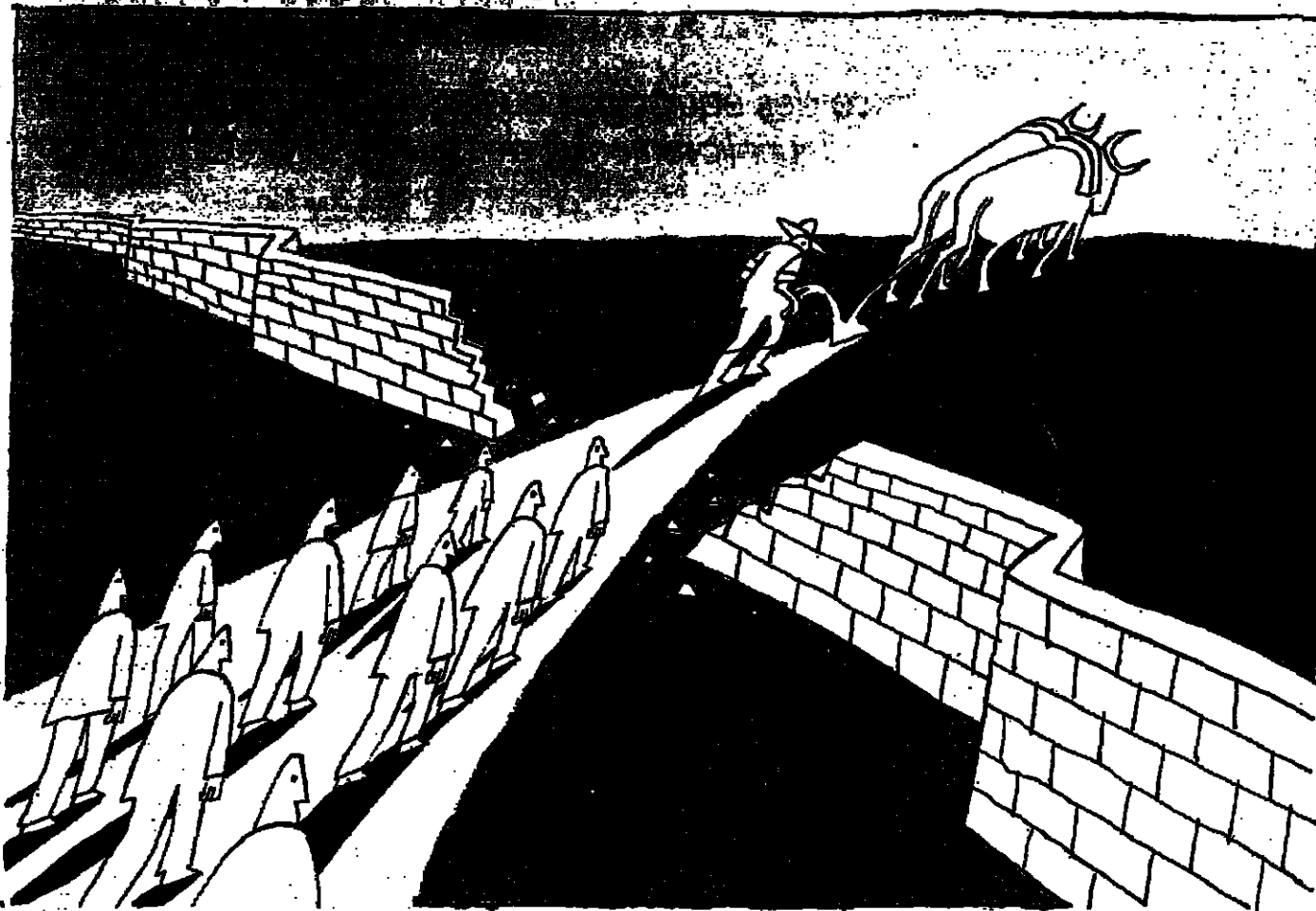
Société Générale Securities Corporation

Bear, Stearns & Co. Inc.	The First Boston Corporation	Alex. Brown & Sons
Dillon, Read & Co. Inc.	Donaldson, Lufkin & Jenrette	Drexel Burnham Lambert
Goldman, Sachs & Co.	Hambrecht & Quist	Kidder, Peabody & Co.
Montgomery Securities	Morgan Stanley & Co.	PaineWebber Incorporated
Prudential-Bache Capital Funding	Robertson, Stephens & Company	Salomon Brothers Inc.
Smith Barney, Harris Upham & Co.		S.G. Warburg Securities
Wertheim Schroeder & Co.		Dean Witter Reynolds Inc.
A. G. Edwards & Sons, Inc.	Oppenheimer & Co., Inc.	Advest, Inc.
Arnold and S. Bleichroeder, Inc.	Sanford C. Bernstein & Co., Inc.	Cowen & Co.
Eppier, Guerin & Turner, Inc.	Furman Selz Mager Dietz & Birney	Gruntal & Co., Incorporated
Interstate/Johnson Lane	Janney Montgomery Scott Inc.	C.J. Lawrence, Morgan Grenfell Inc.
Legg Mason Wood Walker	Mabon, Nugent & Co.	Neuburger & Berman
Piper, Jaffray & Hopwood	Prescott, Ball & Turben, Inc.	Ragen MacKenzie
The Robinson-Humphrey Company, Inc.		Stifel, Nicolaus & Company
Brean Murray, Foster Securities Inc.	Fahnestock & Co. Inc.	First Manhattan Co.
Howard, Weil, Labouisse, Friedrichs	Josephthal & Co.	Parker/Hunter
Anantha Raman & Company, Inc.		Wedbush Morgan Securities

Le rou

centre de l'E
trouble est l
le ma

*Les Etats et la CEE
n'ont le monopole
ni du cœur ni des affaires.
Une coopération s'instaure
entre les institutions locales
ouest-européennes et leurs
homologues orientales.
Sirasbourg va se jumeler
avec Dresde.*



Le message de Vienne

Ainsi, dans l'histoire européenne qui s'écrit, quatre groupes d'acteurs apportent chacun sa contribution : les gouvernements des Douze, la Commission européenne, les peuples de l'Est et les autorités élues des régions occiden-

Déjà, en 1955, le rapport Spaak avait suggéré que la notion de « communauté européenne » aille de pair avec la mise en valeur et l'élaboration de plans dans les régions. Mais le traité de Rome avait fait l'impasse sur la dimension régionale, et les régions ont dû, seules et souvent « contre » les

Déjà, plusieurs régions européennes jettent avec leurs homologues de l'Est des ponts encore fragiles, car elles restent ankylosées par des décennies de centralisme. Strasbourg va se jumeler avec Dresde. Le maire de Montpellier, Georges Frêche, veut mettre en place une association pour un TGV transeuropéen Lisbonne-Budapest.

Une collaboration. très ouverte

Quand le représentant de la ville
de Varsovie a lancé à Vienne :

Tandis qu'un nouveau front s'ouvre à l'Est, la coopération avec le tiers-monde a trouvé son rythme de croisière. Aux voyages d'agrément, qualifiés trop souvent de « voyages d'affaires », répondent

Dans cet esprit, la coopération entre régions limitrophes de l'Ouest et de l'Est n'est évidemment pas à exclure. Et, à qui veut l'entendre, la Commission ne cache pas que, dans la recherche d'une autre conception de l'Europe, les interlocuteurs régionaux seront naturellement, pour elle, aussi précieux que les Etats.

FRANÇOIS GROSRICHARD

Avec l'ouverture de l'Est, le mark devient le concurrent direct du dollar, alors que le rouble est loin de se transformer en monnaie internationale. Le moment est venu de relancer l'écu.

par Michel Aglietta et Christian de Boissieu

L'investissement direct des firmes occidentales, à condition

Une dépendance financière

Le panorama change lorsqu'on examine les pays de l'Est européen,

An cœur des changements probables, se trouve l'extension de l'aire internationale du mark ouest-allemand. Le système bancaire allemand sera sollicité plus que

► Professeur à l'université Paris-X (Nanterre).

► **Professeur à l'université Paris-I (Panthéon-Sorbonne).**

[illegible]

CHAMPS ECONOMIQUES

POINT DE VUE

Pavillon haut

Face à la concurrence des équipages du tiers-monde, la France doit créer un véritable pavillon « bis » permettant de recourir librement à des marins étrangers et de préserver l'armement national.

par Pierre Jourdan Barry

La vocation du pavillon français des Kerguelen n'a, hélas, jamais été de créer au profit des navires français des conditions d'exploitation aussi économiques que celles des pavillons de libre immatriculation mais seulement moins onéreuses et pénalisantes que celles du pavillon proprement français. Peut-être faut-il rappeler ici que tout navire battant un pavillon « national » doit être armé par un équipage composé en totalité de citoyens du pays du pavillon de leur navire.

Les navires battant les pavillons « nationaux » des pays industrialisés supportent donc un coût salarial et social très élevé, non point certes en comparaison avec celui servi à des travailleurs de même nationalité, mais en comparaison avec celui qui servent à leurs navigants la plupart des armateurs utilisant des pavillons de pays du tiers-monde ou des pavillons de libre immatriculation. J'appellerais volontiers pavillons de nécessité — celle de rester armateur — ce que d'autres appellent pavillons de complaisance — puisque le lien de droit entre le pavillon du navire et la nationalité de l'armateur est le plus souvent inexistant.

Un métier dangereux

Disons, pour fixer les idées, que pour un même type de navire, les coûts d'équipage journaliers sont de 1 500 dollars sous pavillon de libre immatriculation, de 4 500 dollars sous pavillon français et de 2 500 dollars sous pavillon français des Kerguelen. Ces différences de coût proviennent, pour l'essentiel, du prix de revient de l'équipage, qui varie considérablement — car, selon sa nationalité, chaque marin se réfère pour sa rémunération et pour ses conditions d'emploi au niveau de vie existant dans son pays d'origine, — et de la concurrence existant entre de nombreux marins pour la plupart originaires du tiers-monde mais de nationalités diverses : Indiens, Philippines, Malais, Chinois, mais aussi Yougoslaves, Polonais...

Il faut, en effet, rappeler ici que le métier de marin a, de tous temps, été considéré comme dangereux et peu gratifiant. Ce ne sont donc, historiquement, que les peuples pauvres qui l'ont exercé en grand nombre. Il est ainsi certain

que c'est le manque de ressources locales qui a conduit Norvégiens et Grecs, en particulier, à devenir et rester des peuples de la mer.

En France, c'est la Bretagne et les régions les plus pauvres qui, laissées longtemps à l'écart de l'industrialisation, ont constitué le réservoir principal de marins français. Mais, avec l'industrialisation au moins partielle de ces régions, des emplois à terre sont disponibles, pouvant éviter à beaucoup d'entre eux les dangers de la mer.

Il est vrai fort atténués par l'amélioration de la sécurité des navires — mais surtout le traumatisme que constitue pour beaucoup la séparation de leur famille.

Pour la France, comme pour la plupart des pays industrialisés à haut niveau de vie, le recours à des marins étrangers s'impose donc de plus en plus, non seulement pour des raisons économiques, mais aussi pour des raisons d'évolution des mœurs. Actuellement, la flotte contrôlée par les armateurs français se répartit comme suit :

• 200 navires employant 10 000 marins sous pavillon français « classique ».

• 28 navires employant 250 Français sous pavillon français des Kerguelen, étant noté que sur ces navires seuls les officiers sont français, cependant que le solde de l'équipage est fait de nationalités diverses mais non françaises.

• 100 navires et 300 navigants français sous pavillon de libre immatriculation.

Ainsi, l'ensemble des navires sous pavillon français et pavillon français des Kerguelen se situe au 22^e rang mondial, alors que l'ensemble des navires sous pavillon français se situe au 11^e rang mondial. A un moment où notre marine marchande s'illustre, une fois de plus, par une grève dont la motivation paraît ressortir plus de politique que de l'économie, à un moment aussi où les pouvoirs publics viennent, non sans lenteur et non sans débats internes au niveau politique, de maintenir l'existence du pavillon français des Kerguelen, quel jugement peut-on porter sur ce pavillon ?

Il me paraît, en premier lieu, hautement regrettable que nous n'ayons pas été en mesure de tirer toutes les conséquences de la nécessité, enfin reconnue, d'un pavillon « bis » que la France a pourtant été

la première en Europe à créer. D'autres pays que la France l'ont fait : je me bornerai à citer le cas exemplaire du NIS, le nouveau pavillon norvégien qui, mettant exactement à niveau les conditions d'exploitation de ce pavillon avec les pavillons de libre immatriculation, a permis un apport massif et brutal de navires sous ce nouveau pavillon norvégien : 600 navires pour 25 millions de tonnes de port en lourd (contre 300 navires pour 1,8 million de tonnes de port en lourd restant sous le pavillon norvégien classique), entraînant aussi, phénomène significatif et important, un accroissement notable du nombre de marins norvégiens embarqués.

De même les Danois ont-ils créé un nouveau pavillon permettant de faire jeu égal en matière de coûts avec les pavillons de libre immatriculation. Aussitôt ce nouveau pavillon créé, on observe qu'il a accueilli 370 navires, cependant que 161 navires seulement restaient sous le pavillon danois classique. D'autres pays et non des moindres — l'Allemagne par exemple — viennent de décider de créer un pavillon « bis ».

Parmi les exemples parlants, j'ai vu la décision des armateurs norvégiens qui avaient commandé aux Chantiers de l'Atlantique le navire de croisière ayant la plus grosse capacité passagère de la flotte mondiale (avec 2 600 passagers)

en faveur du nouveau pavillon norvégien. Le navire était destiné au pavillon des Bahamas jusqu'à ce qu'apparaisse, à quelques jours de la livraison du *Sovereign of the Seas*, ce nouveau pavillon norvégien. J'observe aussi, avec tristesse, que, dans les nombreux défauts qui ont en lien avant et depuis la création du pavillon français des Kerguelen, nous avons été incapables de faire le partage entre les considérations purement économiques et des considérations idéologiques — qui auraient dû, me semble-t-il, rester extérieures au débat.

L'exemple des Diafoirs

Les Norvégiens et les Danois, après les Américains, ont su faire ce partage et limiter leurs débats à ses aspects économiques. Nous, Français, donnons trop souvent l'exemple des Diafoirs pour lesquels la vie du malade importe moins que le respect des principes d'une quelconque faculté ou d'une quelconque « école de pensée ».

Le cas du pavillon français des Kerguelen me paraît, hélas ! le reflet de cet état d'esprit irrationnel. La maladie était connue qui tuait la flotte française : un surcoût dû à l'emploi d'équipages trop onéreux en regard à ce que payaient à leurs navires les armements concurrents. Le remède était à notre por-

tée et son efficacité démontrée : la création d'un pavillon « bis » pleinement aligné sur les pavillons de libre immatriculation.

Mais l'on a préféré donner raison — en partie au moins — à quelques ultras qui ont refusé un remède qui, à leurs yeux, se savait, pour l'essentiel, que la flotte et le pavillon français mais devait entraîner une chute du nombre des navigants. La chute s'est pourtant produite, comme il était évidemment prévisible, puisque l'effectif de marins français naviguant au large — nous omettons les marins pêcheurs et portuaires, qui n'étaient, en tout état de cause, pas concernés — est passé de 20 000 à 10 000 au cours des dix dernières années.

Tout récemment encore, Jacques Mellick, ministre de la mer, a dû résister à de vives attaques qui, toujours pour les mêmes raisons de principe, voulaient voir disparaître le pavillon français des Kerguelen — sans lequel nos couleurs disparaîtraient à terme bref des mers du globe. Le ministre, conscient de l'enjeu, l'a, fort heureusement, emporté sur Diafoirs et a réuni à l'occasion les acquis du pavillon français des Kerguelen qui, s'il n'a pas tous les avantages d'un pavillon de libre immatriculation, a le mérite d'alléger les charges des armateurs français qui y font appel.

De plus, pour qu'une activité économique puisse se poursuivre, il faut lui conserver une dimension minimale, sans laquelle les traditions et la connaissance des différents métiers de la mer se perdent et empêcheront tout renouveau de l'armement, du moins sous pavillon tricolore. Je ne citerai qu'un seul exemple, celui des ingénieurs du génie maritime.

Leurs promotions alimentaient trois secteurs : la marine de guerre, la construction navale et l'armement, qui a besoin de techniciens de qualité pour réparer ses navires et participer à la conception de leurs remplaçants. Or la dernière promotion compte deux élèves contre une vingtaine il y a dix ans. Nos chantiers et nos armateurs seront-ils obligés de faire appel à des ingénieurs étrangers ?

Sans le pavillon français des Kerguelen, même si ses conditions d'exploitation actuelles ne sont pas optimales, nous verrons les techniciens de l'armement disparaître les uns après les autres et disparaître aussi les conditions d'un renouveau de l'armement français. Ce pavillon constitue, en effet, le complément nécessaire sans lequel l'avenir maritime français serait sans doute encore plus gravement et irréversiblement handicapé qu'il ne l'est déjà.

► courtier en navires.

Le rouble, le mark et l'écu

Suite de la page 29

Tout dépend des préférences non seulement des résidents des pays bénéficiaires des prêts, mais de ceux qui sont bénéficiaires des paiements effectués grâce aux liquidités créées par ces prêts.

Ce n'est pas la même chose, en effet, pour la valeur du mark, si des résidents est-allemands reçoivent des crédits en marks pour dépenser en RFA ou placer dans le système financier ouest-allemand, ou bien si des entreprises hongroises reçoivent ces mêmes crédits en marks pour effectuer des achats en Italie. Dans le premier cas, la valeur du mark n'est pas affectée ; dans le second, il est fort probable que les marks soient vendus, exerçant par là une pression baissière.

Le mark va être directement concurrent du dollar dans les préférences des agents économiques des pays de l'Est. A l'intégration des résidents de l'Allemagne de l'Est dans une zone mark, s'oppose la dollarisation rampante de la Pologne et de la Hongrie. De plus, la force du mark à l'égard des monnaies européennes dépendra de l'orientation des échanges commer-

ciaux qui seront conclus grâce aux crédits accordés.

Plus le commerce extérieur ouest-allemand suivra l'aire de circulation internationale du mark, plus la valeur de la monnaie allemande sur les marchés des changes de l'Europe sera préservée. Mais ce ne sont là que les conséquences directes de la substitution entre les monnaies. Il faut compter aussi sur les incidences pour l'économie de la RFA et de l'Europe de l'expansion des échanges avec l'Est.

Potential de croissance de l'économie allemande ramontée à la lumière des événements en cours, même si se profile déjà des problèmes de « digestion » à l'ouest de l'Elbe et de « rattrapage » à l'est. Après avoir attendu la croissance des pays du SME, la RFA caracolera presque en tête. Brutal retournement des faits, mais aussi des habitudes de pensée.

A court terme, les effets de demande décalant de la libéralisation à l'Est risquent de précéder les effets d'offre. Car dans des secteurs à offre rigide à court terme, tels que le logement, une demande pressante va se manifester et se

pourra que s'exprimer par des tensions sur les prix. Un phénomène semblable a été observé en France à l'occasion de l'arrivée des rapatriés d'Algérie en 1962. Mais ultérieurement l'offre pourra être stimulée grâce à la détente du marché du travail, qui pourrait avoir une incidence sur les négociations salariales de 1990.

Face à la surchauffe et à d'éventuelles pressions inflationnistes, la Bundesbank a toutes les chances d'augmenter encore les taux d'intérêt. Cela prolongerait la dérive des taux d'intérêt des pays du G7, intervenue depuis le milieu de 1988. Pas sûr, la tentation sera grande de chercher à compenser du côté monétaire les cadeaux fiscaux de 1990.

Dans la perspective des échéances de l'année prochaine, la combinaison payante aux yeux d'un électeur allemand très marqué par la mémoire de l'inflation fiscale plutôt expansive conjuguée à une politique monétaire restrictive, gage de sérieux et de crédibilité — combinaison clairement défavorable à la détente des taux d'intérêt ? La RFA ne laissera pas charmer sa force de frappe monétaire, et cela constitue l'un des éléments centraux de tout scénario pour les années à venir.

La dérive des taux d'intérêt

La dérive vers le haut des taux courts allemands — qui a nourri la récente appréciation du mark — a peu de chances d'être compensée (quelle serait d'ailleurs la portée d'une telle « compensation » ?) par une réduction notable du taux d'escompte de la Réserve fédérale américaine. Confronté à des signaux contradictoires en provenance de l'économie, Alan Greenspan va éviter d'autoriser la croissance de la Communauté ont décidé d'avancer résolument dans la voie de l'union monétaire.

Des crédits en écus donneraient aux agents économiques des pays de l'Est un accès à l'ensemble des monnaies européennes. Ils permettraient une diversification de leurs placements et simplifieraient leur gestion du risque, s'ils ont à faire des transactions avec l'ensemble des pays de la Communauté.

Le développement de l'écu diminuerait le danger d'une concurrence entre les monnaies européennes, à l'initiative d'agents extérieurs, au moment le plus délicat où la libéralisation des marchés financiers sera complète, sans que les moyens d'une politique monétaire commune soient encore en place. Il est à craindre, cependant, que les banquiers n'hésitent à donner une nouvelle impulsion à l'écu dans sa définition présente, s'ils n'ont pas la certitude que les autorités monétaires acceptent de réguler ce marché.

Cela devrait conduire les banques centrales de la Communauté à augmenter sensiblement leurs dépôts en écus et à organiser un marché des titres apte aux interventions habituelles d'une banque centrale. N'y a-t-il pas là une occasion de remettre l'écu, en filigrane dans le rapport De la et absent de Strasbourg, au cœur de l'intégration monétaire de l'Europe ?

de la résolution des tensions entre, d'une part, les pays socialistes de l'Est et la politique monétaire allemande, d'autre part, une Allemagne fédérale réticente à partager certaines de ses prérogatives actuelles.

Cependant, la RFA n'a pas toutes les cartes en main. Malgré ses réticences, elle est tenue de composer et de renoncer à la plénitude de sa souveraineté monétaire pour réaliser l'aspiration populaire à la réunification. Cette nouvelle donne s'est déjà fait sentir au conseil européen de Strasbourg.

Encore faut-il parvenir à prendre en charge collectivement les problèmes financiers de l'Europe de l'Est. La CEE doit jouer en la matière le rôle primordial, même s'il ne faut pas se priver de l'appui du Japon — et du yen, — même si l'implication pour l'instant très réduite des firmes japonaises dans les économies socialistes risque de se développer.

Une réponse de la Communauté aux demandes de crédits et d'instruments d'épargne des pays de l'Est est souhaitable. Le sommet européen l'a envisagée pour le crédit en créant une banque d'investissement qui pourrait sélectionner les projets et lever des capitaux sur les marchés financiers de l'Occident. Il faudrait agir en pensant aussi aux tensions que provoquerait l'utilisation très inégale des monnaies du SME.

Voilà un cas d'école pour lequel l'usage de l'écu est particulièrement adapté. En même temps, le dynamisme de l'écu serait relancé au moment où les gouvernements de la Communauté ont décidé d'avancer résolument dans la voie de l'union monétaire.

Des crédits en écus donneraient aux agents économiques des pays de l'Est un accès à l'ensemble des monnaies européennes. Ils permettraient une diversification de leurs placements et simplifieraient leur gestion du risque, s'ils ont à faire des transactions avec l'ensemble des pays de la Communauté.

Le développement de l'écu diminuerait le danger d'une concurrence entre les monnaies européennes, à l'initiative d'agents extérieurs, au moment le plus délicat où la libéralisation des marchés financiers sera complète, sans que les moyens d'une politique monétaire commune soient encore en place. Il est à craindre, cependant, que les banquiers n'hésitent à donner une nouvelle impulsion à l'écu dans sa définition présente, s'ils n'ont pas la certitude que les autorités monétaires acceptent de réguler ce marché.

Cela devrait conduire les banques centrales de la Communauté à augmenter sensiblement leurs dépôts en écus et à organiser un marché des titres apte aux interventions habituelles d'une banque centrale. N'y a-t-il pas là une occasion de remettre l'écu, en filigrane dans le rapport De la et absent de Strasbourg, au cœur de l'intégration monétaire de l'Europe ?

MICHEL AGUETTA et CHRISTIAN DE BOSSIEU

BANQUE DE FRANCE

COLLECTIVITÉS

LOCALES : Des aides pour le développement économique.

PME-PMI : Des services d'aide et de conseil.

PARTICULIERS : Des informations sur la législation bancaire.

BANQUES : Des garanties de sécurité pour vos encaissements...

Mais, le gouvernement de la Banque de France affirme rentabiliser une entreprise et condamne le service public dans 36 villes moyennes !

Contre l'abandon du service public de la monnaie, Contre les risques de désertification locale, Contre la remise en cause de garanties statutaires. Le personnel et les syndicats

CFDT, FO, SNA, CGT

agissent

POUR LE MAINTIEN

DES 36 AGENCES MENACÉES !



N'OUBLIEZ PAS !

DATE LIMITE D'ENVOI DE VOS BULLETINS
RÉPONSES À LA BOURSE AUX STAGES
LE 20 DÉCEMBRE 1989
CACHET DE LA POSTE FAISANT FOI
A LA BOURSE AUX STAGES
DU MONDE CAMPUS
BP 152 - 93261 LES LILAS

Le Grand Oral de sélection de la BOURSE AUX STAGES aura lieu le mercredi 14 mars 1990 à l'ESCP (École Supérieure de Commerce de Paris).

CHAMPS ECONOMIQUES

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

JEAN-PAUL MOATTI

Economie de la sécurité. De l'évaluation à la prévention des risques technologiques

Il est loin Condorcet et Bernoulli, mais néanmoins de quelque utilité. Entre la crainte de subir une épreuve sévère et l'intensité des contraintes acceptées pour l'éviter, il y a toujours quelque attitude intermédiaire, considérée comme optimale ou tout au moins jugée comme telle par l'intéressé ou par le décideur.

Jean-Paul Moatti (Institut national de la santé et de la recherche médicale) a utilisé les résultats des recherches du Centre d'études sur l'évaluation des risques et des actions de prospective du ministère de l'environnement (Jacques Theys). Nous allons et venons sans frémir, puisqu'il s'agit, en somme, d'un jeu entre les multiples risques, lesquels n'épargnent évidemment pas le passager clandestin, dont le cas est spécialement étudié.

Les allusions à la valeur de la vie humaine seraient bénéficiées d'une vue plus approfondie, dépassant les pratiques, souvent contestables, des compagnies d'assurances et tenant compte, dans certaines conditions, de la valeur pour la nation d'une personne inactive ou improductive. Les solutions décrites par le calcul sont loin d'atteindre l'objectif considéré a priori comme souhaitable.

C'est ainsi que l'on dépense trente fois plus pour sauver une vie humaine dans le transport aérien que dans la circulation automobile. Cela va loin, si l'on peut dire. Improbable sur cette question de parvenir à la saturation, ni à la pleine satisfaction, alors même que la compassion à l'égard des victimes est hors du jeu.

Bibliographie française et anglaise. Excellent parcours.
* INSEERM, Paris, 1988. La Documentation Française, 24 cm, 362 pages, 165 F.

PIERRE MAYET, ANDRÉ SANTINI ET DIVERS

Quarante ans de sociétés d'économie mixte au service du développement local

Il est fini, le temps de la lutte, sans merci et sans nuance, de l'initiative privée et de l'intervention de l'Etat. En matière de logement, s'est créée, depuis 1914, une politique d'interventions municipales, régionales, nationales, souvent maladroites, mais, peu à peu, coordonnées et rationalisées.

A l'avant-propos de Pierre Mayet, vice-président du Conseil général des ports et chaussées, et à l'introduction d'André Santini, président de la Fédération nationale des sociétés d'économie mixte (FNESEM), succèdent un historique, quelque peu contestable, et un témoignage de Pierre Pflimlin, ancien ministre, ancien maire de Strasbourg.

La deuxième partie est consacrée à l'action des SEM, qui va de la Région immobilière de la Ville de Paris à l'aménagement en cours du Languedoc-Roussillon et de La Grande-Motte; des déserts de sable sont devenus lieux de séjour et de plaisir. Le nom et l'œuvre de Philippe Lamour ne sont malheureusement pas cités.

Chaque station nouvelle dépend d'une société départementale d'économie mixte reliée au conseil général du département. La SEM doit d'abord équiper les terrains pour la vente à des constructeurs professionnels. Ainsi sont nés, notamment, La Grande-Motte, la station de La Clusaz, le métro « clés en main » de Marseille et bien d'autres œuvres.

Trente-cinq collaborateurs, une vue d'avenir, par André Santini.

* Economica, Paris, 1989, 23,5 cm, 317 pages, 150 F.

JEAN-MARIE POURCIN

L'homme stable

Que la population ignore la population et ne s'y intéresse qu'en cas de grave danger, présent ou en vue, est un phénomène permanent, lui-même générateur de désastres. L'ouvrage *La Population mondiale*, du même auteur, est presque un classique, mais le temps marche et peut-être s'accroît.

Le titre du nouvel ouvrage semble inspiré par l'ironie, puisque, loin d'aller vers quelque équilibre, le monde vers s'aggrave. L'ouvrage *La Population mondiale*, du même auteur, est presque un classique, mais le temps marche et peut-être s'accroît.

Le vieillissement de la population, si longtemps ignoré, aujourd'hui mesuré et prévu par la Direction de la population aux Nations unies, est générateur de conséquences graves, nationales et internationales.

Sans être expressément souligné, l'ignorance et l'aveuglement des négociateurs de Bruxelles confondent l'esprit.

Laissant de côté, en dépit de leur importance, les distorsions à l'intérieur du Japon, où nous trouvons d'importants déséquilibres, qui appelleraient certainement des migrations massives. Les deux foyers les plus importants sont le Méditerranée (Nord vieillissant et Sud explosif) et le couple Inde-Australie.

L'Inde a une population soixante-trois fois plus importante que l'Australie pour une surface deux fois moindre. En 2025, la population australienne pourra être inférieure à celle de la seule ville de Bombay. Il est cependant possible que, plus dévastateur qu'une longue guerre, le sida bouleverse tout, à moins de disparaître lui-même.

Un ouvrage de grande qualité, à lire et à conserver.

* Gallimard, Paris, 1989, 20 cm, 361 pages, 130 F.

JACQUES SAPIR

Les fluctuations économiques en URSS de 1941 à 1985

Intéressant parcours d'un soviétologue confirmé qui utilise la méthode la plus recommandable : n'étudier la théorie qu'en l'étayant par l'observation continue des événements. Nous commençons cependant par un exposé des méthodes : la condamnation prioritaire du capitalisme n'égale pas la similitude entre de nombreux problèmes, tels que la création mondiale pour combler le déficit budgétaire.

Après la guerre, les besoins étaient immenses et la famine menaçait (sécheresse de 1946). *« La survie de la population repose sur le lopin »*, mais l'armée absorbe encore 23 % de la population en âge d'activité. Dans la suite, plus d'un tiers du PIB sera affecté aux dépenses militaires, proportion nettement supérieure à celle des Etats-Unis, en raison de la disproportion des moyens.

Et les réformes de succéder aux réformes. Réprimons ici l'abus, comme pour les pays capitalistes, des « cycles ». L'éviction de Krouchtchev (à vingt ans, le pain sera gratuit) n'a pas eu que des effets heureux. Le « consensus » de 1964 se révèle assez décevant : de 1965 à 1982, le niveau de vie a augmenté de 48 %, sensiblement moins que la productivité (81 %), du fait de l'importance des investissements.

La dégradation au cours des années 80 justifie la perestroïka. L'auteur va jusqu'à comparer la crise actuelle à celle des Etats-Unis en 1929, combien différente cependant. Une lacune bien classique : les données sur la population. Rappelons le bien, déjà lointain, établi par le docteur J.N. Birken et signifiant l'existence de problèmes intérieurs.

* Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, 1989, 22,5 cm, 239 pages, 160 F, jusqu'au 24 mars 1990; 360 F ensuite.

R. GÉRAUD et C. MERGER

Procréatique et société. De l'ovule à l'étoile

Le docteur R. Géraud, précurseur, en France, de la pilule stérilisante, et C. Merger, spécialiste de la question des dépenses de santé en Europe et dans le monde, s'attachent particulièrement aux conceptions ou aux naissances obtenues dans des cas spéciaux par des procédés très onéreux. Est ainsi posé tout le problème des biotechniques (et non biotechnologies), ainsi que celui des sociopathies (drogues). Intéressantes observations, également sur le sida dans la CEE et résultats des recherches de N. Brouard, à l'INED, sur ce sujet.

* Météo/McGraw-Hill, 6, avenue Daniel-Lamourette, 75007 Paris, 1989, 21 cm, 259 pages, 200 F.

YVON CHOTARD

Comment sauver la Sécurité sociale ?

Opportun et conforme aux développements qui suivent eût été de remplacer dans ce titre le mot « sauver » par le mot « assurer ». L'importance de ce changement de terme montre déjà combien le sujet est délicat et explique la rigueur des débats survenus ces derniers mois. Rapporteur à la section des affaires sociales au Conseil économique et social, en septembre 1988 (son rapport a été refusé d'une voix par la section en septembre 1988), représentant de la France au BIT, l'auteur décrit les conditions économiques et sociales, leurs évolutions probables, et souligne les graves difficultés qui résulteront des décisions prises jusqu'ici.

C'est l'ensemble du problème qui est, en somme, présenté dans cet ouvrage : progrès médicaux (critiqués dans leur forme), retraites, etc. A l'encontre des autres secteurs, le progrès technique en matière médicale augmente les dépenses. Les allocations familiales ont été, en partie, sacrifiées, est-il souligné, ce qui risque, à terme, de réduire le nombre de naissances. C'est à partir de 2000 ou de 2005 que s'accroîtra le gravé du problème, par l'augmentation du nombre des retraités. Or il est peu probable que le Parlement ait un aussi large horizon.

Le déficit financier est inévitable et va poser le choix classique et sévère entre l'augmentation des recettes et la diminution des charges. D'importantes réformes sont alors proposées. Suivent douze « documents », dont le premier est l'avant-projet d'avis présenté au Conseil économique et social (en section). Deux autres sont consacrés à la vieillesse.

Ouvrage de premier plan d'un homme qui, ayant profondément réfléchi, mériterait d'être plus écouté.

* Economica, Paris, 1989, 23 cm, 256 pages, 95 F.

« Fragments de politique économique », de Pierre Uri

Penser en commun

par Paul Delouvrier

DE tous les économistes, Pierre Uri est un de ceux qui ont le plus publié : livres, rapports, articles, surtout, dans *Le Monde* pendant plus de trente ans, mais aussi dans plus de soixante publications en plusieurs langues et dans un grand nombre de pays. Et maintenant : il nous livre aujourd'hui un gros volume d'indé-

Il s'agit, au premier chef, de documents internes, rédigés par le haut fonctionnaire français ou européen, condamnés au secret pour trente années ; de notes aux hommes politiques et aux gouvernements, que l'auteur ne fait connaître qu'une fois sûr qu'on n'avait pas en son tiers parti ; enfin, dans quelques cas très rares, d'articles qui sont restés « en panne ». On va découvrir, dans ce qui est resté si longtemps non public, le témoin, et mieux encore, l'acteur de l'histoire, mais aussi — et ce fut sa récompense — le Français dont les avis, les plans, les rapports ont été sollicités partout dans le monde.

Passé de la philosophie à l'économie, grâce, si l'on peut dire, à l'accident de carrière, provoqué sous l'occupation par le gouvernement de Vichy, Pierre Uri est l'homme avec qui je me suis lié il y a plus de quarante ans, quand il a rejoint Jean Monnet au Plan. Je lui dois, comme tant d'autres qui l'ont vu moins, reconnaissance pour ce qu'il m'a appris : Keynes, la comptabilité nationale, l'analyse économique de la fiscalité, le sens économique d'un « concert » de nations...

Sous cet angle, ce livre a un titre qui peut dérouter par sa modestie, bien que chacun sache que Pierre Uri a une conscience claire de sa valeur. *Fragments de politique économique* : c'est vrai et c'est faux, car Pierre Uri a toujours su replacer ce qui est « partie » dans un tout, ce qui est « fraction » dans une vue de politique d'ensemble, ce qui est « fragment » comme un des éléments qui forment une politique globale.

J'ajoute que je n'ai guère connu de théoricien qui fût capable comme lui de décrire l'application pratique de la réponse à une situation donnée et aux objectifs en cause. Comme Jean Monnet, dans les réunions ainsi que dans les

négociations, il refusait de s'arrêter avant que les solutions fussent simples. Il a été fidèle à son principe, qu'on n'a pas le droit de lancer des idées sans pouvoir exposer jusqu'au bout les moyens techniques de les mettre en œuvre.

C'est le même homme qui, après avoir mis sur pied les premiers Comptes de la nation et suggéré les moyens d'arrêter l'inflation galopante en 1947 et le déficit extérieur d'après-guerre, a été mêlé « centralisateur » à la naissance de l'idée européenne de Monnet, à la négociation du Plan Schuman et à sa mise en œuvre à Luxembourg. Dans la relance européenne de Messine, Pierre Uri a contribué, fait décisif, à l'introduction du marché commun, dont il a dressé les plans comme autour du rapport Speck et réalisé les accords difficiles sur la négociation des traités de Rome.

Une autre image

C'est donc la trame courante sous ces actes publics qu'on va découvrir ici. Sous une forme très comprimée, l'essentiel de ces rapports donnés au Plan, sous Monnet, une autre image que celle des activités de base par lesquelles il avait commencé : le Plan définissait toute la politique économique du pays, dont la rue de Marignac avait l'initiative sans en revendiquer le crédit.

Les documents qui ont permis l'acceptation et la mise en œuvre de la Communauté du charbon et de l'acier, ceux qui ont fait la transition avec une intégration plus générale, les notes acceptées par le comité Speck, reprises dans le rapport, et bases des traités de Rome sont révélés pour la première fois, en même temps que les textes sur les transports ou sur l'énergie.

Dans la politique intérieure française, où les contributions de Pierre Uri se perdent dans les programmes rendus publics, on voit également sortir pour la première fois les mémorandums demandés par les responsables, ainsi que le résumé de son intervention sur le Plan Ruffet de stabilisation, en 1958, de même les conseils au début d'un septennat ou au gouvernement en place, pour lutter contre l'inflation et le déficit extérieur

tout en maintenant et en développant l'emploi, de même les recommandations pour réduire les prélèvements obligatoires par une rationalisation de l'assistance avec recoupements contre la fraude, sans pour autant détériorer le service public ou la protection sociale.

Le plus inédit dans ce volume de Pierre Uri est révélé dans ses rapports, traduits de l'anglais, à l'Amérique latine ou à l'Asie. En bref, pour choisir les textes qu'il allait rendre public, l'auteur n'a conservé que ce qui reste d'actualité, et ce qui est tourné vers l'avenir.

Tel est le livre que les historiens ne pourront pas ignorer, avides qu'ils sont de documents écrits plus que de témoignages oraux, dont les économistes aimeront, espèrent-le, débattre, et que la partie avertie du grand public aura intérêt à lire, guidée par les textes de liaison entre les documents pour trouver rapidement le « fragment » le plus attirant pour chacun.

Inspirateur de l'« inspirateur », puisque de Gaulle appelait ainsi Jean Monnet, Pierre Uri est à la fois très connu et très méconnu. Economiste de pensée et d'action, ajoutons qu'il s'exprime dans une langue claire, élégante, et dans un style dont la concision frise parfois l'ellipse tellement Pierre Uri veut toujours aller vite.

Témoin de l'essentiel de sa vie active, ayant bénéficié de ses enseignements jusqu'à le « piller » dans l'action, je crois avoir acquis le droit d'affirmer, parce que j'ai pu les mesurer, quels services Pierre Uri a rendus à la France, à l'Europe, et aussi à des parties déchirées du monde.

Il y a plus de cinquante ans, à la veille de la guerre, officiant au lycée de Laon dans un discours de distribution de prix, Pierre Uri parlait de la nécessité de « penser en commun les affaires communes ». On dirait prémonition de Jean Monnet; Pierre Uri, en tout cas, n'a vécu qu'en appliquant partout, sur tout, cet admirable conseil.

► *Fragments de politique économique*, de Pierre Uri. Livre I : *Les Libertés de la fonction publique*. Livre II : *Les Services de la dispersion*. Editions PUG, Bibliothèque l'ISMEA, 595 p., 240 F.

SIXIÈME VOLUME DE LA COLLECTION MANIÈRE DE VOIR

DIX-HUIT NOUVELLES POUR COMPRENDRE L'ÉVÉNEMENT

Chargé de colère ou de tendresse, toujours le regard de l'artiste se révèle plus pénétrant que celui de l'expert. Le journaliste évolue entre l'objectivité souvent glaciale de données minutieusement collationnées et la pulsion passionnelle que suscitent en lui l'événement dont il est témoin, la catastrophe, la brutalité, la sottise triomphante, l'insupportable épreuve. Il se comprend par toujours. Alors, leur ouvrant ses colonnes, il sollicite le concours de ceux qui voient. Et voient différemment.

Depuis douze ans, dans *Le Monde diplomatique*, quelques très grands écrivains se sont exprimés qui nous ont amicalement confié des nouvelles inédites. Dix-huit d'entre elles sont réunies dans ce recueil. Elles proposent, sur les événements, un regard façonné par une autre culture, à travers une histoire inconnue, une langue ignorée, une civilisation souvent mal comprise. Et introduisent ainsi le lecteur à une déconcertante perception du monde...

REGARDS D'ÉCRIVAINS SUR UN MONDE CONVULSÉ

100 pages - 38 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE

REGARDS D'ÉCRIVAINS SUR UN MONDE CONVULSÉ

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ CODE POSTAL _____

LOCALITÉ _____ PAYS _____

► FRANCE-MÉTROPOLITAINE : 43 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : _____ x 43 F = _____ F

► DOM-TOM et ÉTRANGER : 48 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : _____ x 48 F = _____ F

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :

LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 08 - FRANCE.

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Si j'étais hongrois ou polonais...

Si j'étais hongrois ou polonais, j'écouterai avec attention les conseils qui me sont prodigués pour sortir de l'ornière de l'économie centralisée. Je regarderais aussi l'état du monde, et cela me conduirait à me méfier de certaines recettes qui, pour paraître découler de quelques principes généraux concernant l'irremplaçable régulation par le marché et sur lesquels — heureusement — on peut aujourd'hui s'entendre, aboutissent, quand elles sont appliquées, au contraire du but recherché.

De ce détournement, l'Amérique latine offre des exemples particulièrement frappants, sinon caricaturaux. Sous une forme apparemment plus présente, mais pas nécessairement plus acceptable pour cela, on peut découvrir, cachés sous les préjugés ambiants, les mêmes vices de fonctionnement à l'œuvre dans les pays capitalistes les plus développés.

Revenant de Varsovie, où il a mis la dernière main sur des accords et passe d'être conclu au gouvernement de Tadeusz Mazowiecki et le Fonds monétaire international, le directeur général de cette dernière institution a beaucoup contribué à faire évoluer les idées sur un certain nombre de points d'importance. Fort de son expérience et d'une liberté d'esprit (et donc de critique) qui ne lui a pas toujours valu que des amis, Michel Camdessus expose une doctrine propre, si on en tire toutes les conséquences et si on en prenait ces dernières tout à fait au sérieux, à changer le cours des choses. Il rejette en particulier l'approche gradualiste, autrement dit la méthode des petits pas appliquée à l'économie. Ce qu'il faut, selon lui, c'est introduire « en même temps » toute une série de réformes qu'on ne peut qualifier que de radicales si on compare leur contenu avec la situation de fait et de droit existant, depuis quarante ans, dans les pays de la malheureuse Europe centrale.

Une telle prise de position est, à soi seule, tout un programme, et un programme en rupture avec une longue tradition appuyée, il faut bien s'en rendre compte (pour mieux y résister) sur une tentation bien naturelle : pour les auteurs d'un plan de stabilisation et de redressement, il est difficile de se défendre, surtout s'ils ont des responsabilités

politiques directes, contre l'idée apparemment sage que, plutôt que de tout changer à la fois, il est plus efficace de procéder par touches successives. La question ne peut évidemment être tranchée dans l'absolu. Cependant, quand un corps est gravement malade, c'est tout de suite qu'il convient d'administrer le traitement de choc. De même, quand on ramène à la surface un homme en train de se noyer, il serait absurde de lui mesurer la quantité d'oxygène que ses poumons reçoivent. Il est, dans l'ordre économique, certaines réformes en l'absence desquelles la vie économique est impossible ou gravement handicapée. Le plus court chemin est le seul recommandable pour assurer les meilleures chances de retour à la santé.

Telle paraît bien être le cas pour les réformes simultanées que préconise Michel Camdessus pour les pays qui font leurs premiers pas à l'air libre. Il prône la libération des prix, faute de quoi les chefs d'entreprise resteront sous tutelle et, donc, le marché incapable de remplir sa première fonction, qui est de diriger dans la clarté les ressources là où elles sont le plus demandées. Mais on faisant on risque de déclencher les démons de l'inflation refoulee et du « chômage déguisé ». D'où l'impérieuse nécessité à ses yeux, tandis qu'on pourvoit le pays des instruments d'un marché monétaire et financier, d'un système fiscal, etc., d'exercer les « contrôles macro-économiques » les plus sévères pour empêcher les dérives de la monnaie et du déficit budgétaire de nature à bloquer la voie de la croissance et à ouvrir toute grande celle de l'inflation galopante (que connaît déjà la Pologne avant même d'avoir commencé).

Pour avoir toute sa force d'impact, une politique hardie de ce type appelle une réforme monétaire d'envergure. Michel Camdessus en est convaincu. Il cite volontiers à ce propos son illustre prédécesseur Per Jacobsson (qui dirigea le Fonds monétaire de décembre 1945 jusqu'à sa mort, en mai 1963). Au général de Gaulle, qui lui avait demandé

pendant l'été 1958 ce qu'il devait faire pour la France, l'économiste suédois lui répondit : « Donnez-lui une monnaie ! ». D'une certaine façon, la Pologne, « dollarisée » à 70 %, a d'ores et déjà une monnaie à quoi s'accrocher. Mais, pour retrouver la maîtrise de son destin, c'est évidemment la sienne qu'elle doit rétablir dans la plénitude de son rôle.

A ces principes, beaucoup de gouvernements désespérés sont disposés aujourd'hui à adhérer. Certains se sont aventurés jusqu'à essayer de les mettre en œuvre. Rappelons pour mémoire (je devrais dire : *in memoriam*) l'introduction d'une nouvelle monnaie en Argentine — l'austral — en juin 1985 puis au Brésil — le cruzeiro — en mars 1986. (Mais la Bolivie est jusqu'à ce jour un succès.) Il est vrai que, tant à Buenos-Aires qu'à Brasilia, on avait, après une réforme monétaire présentée dans les deux cas comme aussi radicale que celle qu'appliquèrent avec succès en leur temps les Allemands, maintenu le contrôle des prix. Cette précaution, qui se révèle à combien vaine, n'était-elle pas l'aveu que toutes les vraies précautions (portant notamment sur le contrôle des dépenses et leur mode de financement) n'avaient pas été prises ?

A la suite de tant d'échecs et de déceptions, la circonspection s'impose non pas pour se contenter d'un « gradualisme » timoré manifestement inadéquat (et lui-même responsable d'innombrables déstabilisations), mais pour essayer de détecter certaines au moins des causes de faiblesses. Ce n'est pas amoindrir la portée du message vibrant du directeur général que de s'interroger sur la partie de son programme qui semble aller le plus de soi. Michel Camdessus parle de la nécessité de stricts « contrôles macro-économiques ».

N'est pas ici en cause l'impératif d'une politique monétaire et budgétaire rigoureuse mais la proposition à lui donner un fondement macro-économique, aujourd'hui presque universellement admise comme un progrès. Qui fait réité-

rence à la politique macro-économique dit gouvernement par ajustement des grande agrégats de la comptabilité nationale. Si, par exemple, le déficit budgétaire est estimé à 15 % ou 20 % du PNB, on se donne pour premier objectif de ramener cette proportion mettons à 8 %. A supposer qu'un an après les statistiques indiquent que l'objectif a été atteint, on en tire argument pour persévérer dans la même voie, selon les mêmes méthodes, et cela même si — l'expérience s'est répétée maintes fois en Amérique latine et en Afrique — la situation a continué à se détériorer en termes monétaires (accélération de l'inflation, hausse des taux d'intérêt nominaux, etc.).

Une première objection, largement indépendante de notre raisonnement proprement dit, se présente à l'esprit. Tant d'experts et d'économistes ont pendant si longtemps si grossièrement surestimé les « performances » des économies socialistes qu'on est en droit de révoquer en doute la véracité des statistiques relatives au PNB, au moins pour ces pays-là. A supposer, contre toute vraisemblance, qu'on puisse s'y fier, l'approche macro-économique resterait inappropriée. La raison en est que les évaluations macro-économiques ne disent rien sur les mécanismes de la vie économique et financière. Or c'est du bon fonctionnement de ces mécanismes que dépend la santé. La lien qui unit politique budgétaire et appel au marché monétaire ou à la Banque d'émission est une clef commune, et fondamentale, pour comprendre de quoi il est question.

On a vu au Mexique, au Brésil et ailleurs se réduire considérablement le pourcentage du déficit budgétaire par rapport au PNB. Au mieux, il s'agit là d'une notation descriptive qui devient pratiquement sans objet dès qu'on oublie de prendre en considération d'autres facteurs, eux absolument déterminants, et qui, dans les deux cas cités, continuent à produire leurs redoutables effets : un déficit budgétaire, amoindri peut-être en termes relatifs, mais devenu supérieur à la totalité des recettes fiscales !

POUR redresser en profondeur une situation budgétaire, ce n'est pas par la comptabilité nationale qu'il faut passer mais par la logique financière : tendre vers l'équilibre absolu des dépenses courantes de fonctionnement et des rentrées d'impôt, rendre conditionnelles les dépenses non couvertes qu'elles ne dépasseront pas le montant des ressources collectées par appel à l'épargne. C'est ici que la proposition de Lech Wałęsa de suspendre provisoirement les pouvoirs du Parlement se révèle quasiment indispensable. Une telle politique, apparemment très dure, voire anti-économique, est la seule capable précisément de susciter une épargne qui n'existe pas encore au moment où le plan de redressement est lancé.

Autre recommandation couramment prescrite, et qui nous ramène au talon d'Achille de l'actuelle prospérité occidentale. A la Pologne, à la Hongrie, demain à l'URSS, on dit à pour encourager l'épargne, pratiquer des taux d'intérêt « réels » élevés. Une telle politique, largement pratiquée en France, revient à organiser la suprématie de l'économie financière sur l'économie productive. Danger inexistait, diriez-vous, pour ces pays-là, leurs structures ne sont pas assez « sophistiquées » ! La vérité, me semble-t-il, est tout autre : ces pays-là sont des candidats tout trouvés pour l'hypertrophie financière. La raison en est l'énormité du déséquilibre budgétaire.

Avec des taux réels élevés, on fournit à l'épargne locale un placement facile et rémunérateur en hors du Trésor, donc préférable à tout autre (voir le Mexique), on encourage par là même la perpétuation du déficit. Et on étouffe jusqu'aux velléités de création d'entreprises par des nationaux. C'est au contraire les profits industriels qu'il faut favoriser, notamment par des taux d'intérêt aussi bas qu'il est possible (dans l'état actuel du monde, ils seront toujours assez hauts !). Cela permettrait, de surcroît, de consolider la plus grande partie possible de la dette publique déjà accumulée.

A TRAVERS LES REVUES

Par MICHEL BEAUD

Commémorations

Le dernier numéro de la *Revue économique* est placé sous le signe du Bicentenaire de la Révolution française. Il est, pour l'essentiel, consacré à la place qu'a tenue la période 1789-1815 dans la dynamique longue de l'économie française (1) — projet lancé en 1986 et dont il convient de remercier la revue. En effet, si cette « entreprise isolée » se situe, pour reprendre l'expression de Gilles Postel-Vinay (de l'Institut national de la recherche agronomique, INRA), « assez loin des préoccupations majoritaires des historiens », elle est, comme l'ensemble de la démarche historique, étrangère à l'univers de trop d'économistes modernes.

La prudence, peut-être la sagesse scientifique, des historiens obligent à accorder plus de place aux nuances et aux incertitudes qu'aux lignes de force de cet « impossible bilan », pour citer Michel Bruguère, à la mémoire de qui l'ensemble du numéro est dédié. Prenons pourtant le risque de faire ressortir quelques traits.

D'abord, l'erreur qui consiste à « coupler le changement politique et le changement économique » (François M. Cronzet, université Paris-IV — Sorbonne). Les dynamiques sont multiples ; les interactions complexes ; chaque situation est singulière. Et il faut un examen attentif pour dégager du foisonnement des événements mutations amorcées et continuées.

Certes, il y a les guerres, sources majeures d'appauvrissement. Il y a aussi les difficultés, l'effondrement, dans certains cas, des trafics coloniaux et, plus largement, du grand commerce maritime, à l'origine du déclin de Bordeaux, mais aussi de Nantes (Paul Bétel, université Bordeaux-III). Il y a aussi le processus de désurbanisation qui frappe les plus grands centres, et où Jean-Pierre Pousson (université Paris-IV Sorbonne) voit « la clé du retard économique que prend alors la France ».

A côté de ces traumatismes, il est possible de repérer quelques mutations : le début d'une rationalisation des finances de l'Etat

(Michel Bruguère) ; le renforcement de la suprématie bancaire de Paris (Alain Plessis, université Paris-X Nanterre) et, liée à la déindustrialisation des régions touchées par le déclin des productions de toile, de lin et de chanvre, l'ascension du pôle parisien, avec notamment le coton, la soie, la chimie (Denis Woronoff, CNRS et EHESS).

Prédominent les continuités, que dégage Jean-Charles Asselain (université Bordeaux-I) : une assez grande stabilité du prélèvement fiscal, une certaine continuité de la politique industrielle, une certaine persistance de réformes exclues — de la tendance d'évolution de la production agricole et, plus profondément, des principales traditions régionales en matière successorale, des structures de la propriété foncière et des exploitations.

Par la réflexion qu'il propose sur le quart de siècle marqué à travers lequel la France est passée du dix-huitième au dix-neuvième siècle, ce numéro de la *Revue économique* constitue une contribution originale des historiens éconômistes à la célébration du Bicentenaire.

De son côté, le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) publie une forte étude sur « Les Français et leurs revenus : le tournant des années 80 » : par-delà l'analyse des revenus, une remarquable radiographie de la société française dans les années 80.

Les indicateurs globaux peuvent paraître bédains, tout comme la ligne de nuages à l'horizon qui, pour l'observateur averti, annonce pourtant la venue du gros temps. En France constants, « la masse des rémunérations globales des salariés a progressé de 5,8 % seulement entre 1982 et 1988 » (contre 63,5 % de progression entre 1970 et 1982) ; mais, au sein de cette masse, celle des cotisations sociales a augmenté de 18,7 % et celle des salaires nets a diminué de 1,4 %. Ainsi, « le salaire net moyen par salarié a perdu 1,7 % de son pouvoir d'achat entre 1982 et 1988 ».

Les inégalités de salaires se sont accentuées, particulièrement entre ceux dont le salaire demeure proche du SMIC — où l'on trouve en forte proportion femmes et ouvriers non qualifiés — et les cadres ainsi que les salariés qualifiés ; et les complémentaires de rémunérations ont joué dans le même sens. Les inégalités se sont également accrues dans le monde des travailleurs indépendants : pour certaines professions (avocats, experts-comptables, kinésithérapeutes, pharmaciens, coiffeurs), le pouvoir d'achat a progressé au cours des années 80 ; pour d'autres (médecins généralistes, boulangers, bouchers), il s'est maintenu à un bon niveau ; mais à l'autre pôle, architectes et agriculteurs ont vu leur pouvoir d'achat diminuer. En outre, il est de nombreuses professions au sein desquelles les inégalités de revenus se sont aggravées.

Mais l'inégalité la plus marquante s'est développée entre les générations : les jeunes restent plus touchés par le chômage ; ils sont en plus forte proportion concernés par l'emploi précaire ; leurs salaires nets moyens se sont dégradés par rapport aux autres, même quand ils travaillent à temps complet. Et les moins qualifiés, les moins bien payés, les plus fragiles, sont les plus vulnérables à ce mal qui revient en force : la pauvreté.

Car les chiffres le montrent : dans la France des années 80, non seulement « la pauvreté persiste en France, [mais] de nouvelles catégories de pauvres sont apparues avec la crise, dont le poids dans l'ensemble des ménages s'accroît ». Ces pauvres « sont de plus en plus nombreux ».

A la pauvreté traditionnelle des familles prises dans la spirale de l'exclusion, s'ajoute une pauvreté nouvelle : là, « on ne naît pas pauvre, on le devient. On bascule dans la pauvreté, très souvent à dix-huit-vingt ans, lorsqu'on tente vainement d'acquiescer son autonomie en s'insérant dans la vie active. Mais aussi plus tard, lorsqu'on fait partie de la masse des salariés sans diplôme et peu qualifiés qui

sont les premiers concernés par les réductions d'effectifs (...). Ou encore lorsqu'une rupture familiale (décès, divorce, maladie) vient rompre un difficile équilibre financier du ménage (2) ». Cette pauvreté, on le sait, a pour terreau le chômage massif (3).

Chômage, inégalités, exclusions, injustices, pauvretés et, indissociables, enrichissements rapides, richesses extrêmes et privilèges : la célébration du bicentenaire de la Révolution française n'aurait-elle pas dû être l'occasion d'une réflexion collective et publique sur ces maux, leurs sources et les moyens de les corriger ?

(1) « Révolution de 1789, guerres et croissance économique », douze études sur la période 1789-1815 pré-

sentées par Jean-Charles Asselain, de l'université Bordeaux-I, *Revue économique*, novembre 1989 (54, bd Raspail, 75006 Paris).

(2) « Les Français et leurs revenus : le tournant des années 80 », Documents du CERC troisième trimestre 1989 (3, boulevard de Latour-Maubourg, 75007 Paris).

(3) Nos dirigeants politiques, parlements et syndicats et leurs conseillers devraient analyser la situation de ces pays où la combinaison de la négociation collective et de mesures spécifiques pour l'emploi a réussi à limiter la montée du chômage, comme nous y invite l'article de Richard Jackson, « Where Corporation Works », *LSE Quarterly*, revue de la London School of Economics and Political Science, automne 1989 (Beall Blackwell, 108 Cowley Road, Oxford OX4 1JF, Grande-Bretagne).

Kaléidoscope

● Inde : libéralisation, industrialisation, enjeux sociaux, numéro spécial de la *Revue Tiers-Monde*, juillet-septembre 1989.

● Europe : vues sur le système monétaire européen et l'écu, *De Pecunia*, octobre 1989. Quel espace social ? *Revue française des affaires sociales*, numéro hors série, novembre 1989.

● France : éclaircie sur le marché de l'emploi en 1988, stagnation du revenu agricole entre 1974 et 1988, *Economie et statistique*, novembre 1989. Insertion des immigrés, évaluation du RMI (revenu minimum d'insertion), *Revue française des affaires sociales*, juillet-septembre 1989.

● Crise agricole et pénurie de devises en Afrique, réforme du commerce extérieur en URSS, structures salariales à l'Est et à l'Ouest, *Revue française d'économie*, été 1989 (vient de paraître). Les dépenses militaires et leur réduction en URSS et aux Etats-Unis, *Challenge*, septembre-octobre 1989.

● Théories et analyses : anticipations, monnaie, finance, *Economies et sociétés*, série MO 7, avril-mai 1989 (vient de paraître). Histoire des pensées : de Malthus à I. Fischer, M. Alais, l'héritage d'Althusser..., *Economies et sociétés*, série PE 11, juin 1989 (vient de paraître). Les deux institutionnalisations : l'ancien et le nouveau (où l'on retrouve à nouveau F.A. Hayek), *Review of Political Economy*, 1989-3.

● Hier : la crise de l'eau (1840-1900), électricité et société dans la région parisienne (1880-1939), *Annales - Economies, sociétés, civilisations*, septembre-octobre 1989. L'enseignement technique professionnel en France (1830-1960), *Formation Emploi*, juillet-décembre 1989.

● Demain : rénover le service public, *Projet*, décembre 1989. Prospective et management stratégique, *Futuribles*, novembre 1989. La Terre a-t-elle un avenir ? *Politique industrielle*, automne 1989.

Mesures

Toute production est destruction. Or, dans leur ensemble, les comptes nationaux ne comptabilisent pas les destructions des ressources naturelles, renouvelables ou non. Ainsi sont évaluées de la même manière les productions (et les consommations) d'un pays soucieux d'exploiter raisonnablement ses ressources naturelles (renouvelables et non renouvelables) et d'un pays prodigue qui exploiterait sans mesure et sans souci du futur non seulement ses ressources minières et pétrolières, mais aussi, et jusqu'à les épuiser, forêts, ressources halieutiques, sols cultivables...

Des efforts croissants sont en cours pour prendre en compte la diminution ou le renouvellement de ces actifs particuliers que constituent les ressources naturelles. Un exer-

cice a été réalisé pour l'Indonésie par le World Resources Institute de Washington (Robert Repetto, « Nature Resources as Productive Assets », *Challenge*, septembre-octobre 1989).

Dans un tout autre ordre d'idées, les comptables nationaux français s'efforcent d'intégrer dans leurs comptes des estimations de l'économie souterraine (Jean-Charles Willard, « L'Economie souterraine dans les comptes nationaux », *Economie et statistique*, novembre 1989).

Ces questions et beaucoup d'autres ont été l'objet de réflexions de huit groupes à long terme sur l'information statistique. On trouvera des échos de leurs travaux dans le *Courrier des statistiques*, septembre 1989.

prenez contact de v

UNION N
28. pl

Déclaration des droits de la Famille

ÉLABORÉE ET VOTÉE PAR
L'UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES

Article Premier :

La Famille, élément fondamental de la Société, est une communauté de personnes, de fonctions, de droits et de devoirs. Elle a une réalité affective, éducative, culturelle, civique, économique et sociale.

Cadre naturel du développement et du bien-être de tous ses membres, elle est un lieu privilégié d'échange, de transmission et de solidarité entre les générations. Elle doit donc recevoir protection, soutien, et bénéficier des droits et services nécessaires pour exercer pleinement ses fonctions et ses responsabilités.

Article 2 :

Le droit de fonder une famille est une liberté fondamentale, et à ce titre un droit universel. Conformément à la Déclaration des droits de l'homme, il est indépendant des choix philosophiques, politiques ou religieux des individus et des États.

La famille est une unité de personnes fondée sur :

- le mariage,
- ou la filiation,
- ou l'exercice de l'autorité parentale.

Article 3 :

L'homme et la femme ont le droit de se marier et de fonder une famille. Le mariage doit être célébré avec le libre et plein consentement des futurs époux. Ceux-ci ont des droits égaux au regard du mariage durant le mariage et lors de sa dissolution.

Article 4 :

Toute vie familiale a besoin d'amour.

La liberté doit être garantie aux familles.

En égard à leurs fonctions et responsabilités, notamment d'entretien et d'éducation des enfants, les familles doivent pouvoir compter sur la considération et la solidarité de la Nation.

La loi, et des moyens adaptés, doivent donc garantir tout projet parental qui, pour se réaliser dans l'intérêt de l'enfant, a besoin de la durée.

Article 5 :

Les parents ont la responsabilité de décider de l'espacement des naissances et du nombre d'enfants à mettre au monde. L'État a le devoir de créer les conditions leur permettant d'exercer ces choix.

Article 6 :

La responsabilité d'élever l'enfant incombe au premier chef aux parents ou aux tuteurs. Les deux parents ont une responsabilité commune et égale pour ce qui est d'élever l'enfant, d'assurer son développement et son épanouissement, et de lui faire acquiescer son entière autonomie.

Les parents sont les premiers responsables de l'éducation à donner à leurs enfants, dans l'intérêt de ceux-ci. La société a le devoir d'apporter son soutien éducatif et son aide matérielle aux parents.

L'éducation est un droit de l'homme, elle doit viser au plein épanouissement des personnalités dans le respect des différences, au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations, tous les groupes raciaux ou religieux, toutes les familles, tous les individus.

Le droit des parents de choisir l'éducation à donner à leurs enfants trouve sa limite dans ces exigences.

Article 7 :

La maternité et l'enfance, avant comme après la naissance, ont droit à une aide et une protection spéciales.

Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent des mêmes droits.

L'enfant est une personne qui a besoin d'un père et d'une mère. L'État a le devoir de favoriser le plein exercice des responsabilités paternelle et maternelle par des législations et des protections sanitaires et sociales adaptées et une politique d'équipements. Les accords internationaux doivent prendre en compte l'intérêt de l'enfant.

Article 8 :

Chaque famille a droit à des moyens suffisants pour lui garantir une qualité de vie assurant le bien-être de chacun de ses membres. Les systèmes de protection sanitaire et sociale constituent un des moyens concourant à l'exercice de ce droit. Ils doivent prendre en compte toutes les situations.

En raison de leurs fonctions et de leurs responsabilités, les familles ont droit à une compensation des charges familiales (coût de l'enfant et temps parental) qui peut être assurée par différents moyens : prestations familiales, dispositions fiscales et équipements.

La politique de compensation des charges familiales répond à un impératif de justice et prévaut sur les politiques à objectifs strictement démographiques. L'État doit prendre en compte la situation démographique. Une situation démographique harmonieuse ne dispensera jamais l'État de réaliser une politique familiale.

Article 9 :

L'organisation économique et sociale doit permettre de concilier vie familiale, vie professionnelle et vie scolaire.

En raison de l'importance de l'habitat sur la vie personnelle et familiale, le logement constitue un droit essentiel pour la famille. De ce fait, toute famille doit pouvoir jouir d'un logement de qualité et des équipements de proximité permettant son épanouissement.

La protection de l'environnement est un élément nécessaire de la qualité de la vie.

Article 10 :

Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale.

Article 11 :

Les conséquences éthiques de la recherche en sciences de la vie doivent être prises en compte dans leurs effets sur la famille comme sur l'individu.

Article 12 :

Les familles ont le droit de s'associer pour défendre leurs intérêts. L'État a le devoir de veiller à la représentation permanente des intérêts familiaux.

Les familles doivent avoir accès à tous les moyens de la communication.

Pour participer à l'action familiale,
prenez contact avec l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)
de votre département, l'une des 7 000 Associations Familiales
ou l'un des Mouvements Familiaux.

ASSOCIATIONS FAMILIALES PROTESTANTES (AFP)
47, rue de Clichy - 75009 PARIS. Tél. (1) 43.25.26.41
COMITÉ NATIONAL DES ASSOCIATIONS POPULAIRES
FAMILIALES SYNDICALES (CNAFES)
1, rue de Maubeuge - 75009 PARIS. Tél. (1) 42.80.27.05.
CONFÉDÉRATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS
FAMILIALES CATHOLIQUES (CNAFC)
28, place Saint-Georges - 75009 PARIS. Tél. (1) 48.78.81.61
CONFÉDÉRATION SYNDICALE DES FAMILLES (CSF)
53, rue Riquet - 75019 PARIS. Tél. (1) 40.35.33.99.

CONSEIL NATIONAL DES ASSOCIATIONS FAMILIALES
LAÏQUES (CNAFAL)
108/110, avenue Ledru Rollin - 75011 PARIS.
Tél. (1) 47.00.03.80.
FÉDÉRATION DES FAMILLES DE FRANCE (FFF)
28, place Saint-Georges - 75009 PARIS. Tél. (1) 45.26.26.62.
FÉDÉRATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS
FAMILIALES RURALES (FNAFR)
81, avenue Raymond Poincaré - 75016 PARIS.
Tél. (1) 47.04.94.63.



UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES (UNAF)

28, place Saint-Georges 75009 PARIS. Tél. : (1) 42.80.67.66.

L'Europe des Ressources Humaines

CONSULTANTS SENIORS

L'évolution des sciences et des techniques, les changements socio-culturels, les contraintes économiques nouvelles font qu'à niveau comparable d'investissement et de capacités financières les entreprises qui gagnent sont celles qui maîtrisent le mieux la gestion de leurs ressources humaines.

Comment détecter puis conserver les meilleurs potentiels en Europe, comment gérer les équipes de travail, comment favoriser les mobilités, comment apprécier la performance, comment communiquer à l'intérieur de l'entreprise, comment comparer les rémunérations, les cadres juridiques et statutaires, comment ?

EGOR Ressources Humaines répond à ces interrogations en mettant au service de 4 000 entreprises en Europe :

- 185 consultants répartis dans 10 pays et 46 bureaux,
- une expérience internationale confirmée dans la recherche des dirigeants et des cadres,
- des activités de conseil en ressources humaines : out-placement, communication interne, formation, management social,
- des études comparatives en ressources humaines.

Depuis cinq ans, notre croissance annuelle de 40 % témoigne de la confiance de nos clients, du professionnalisme de nos équipes et de notre adaptation permanente aux préoccupations des entreprises.

En 1990, nous voulons intégrer d'excellents candidats de l'entreprise ou du conseil pour conforter notre position de leader en Europe dans le domaine du conseil en ressources humaines.

Si ce projet vous attire, Christophe Laubé, Président du Groupe EGOR Ressources Humaines, vous remercie de lui adresser votre dossier complet de candidature et une lettre de motivation, dans le cadre d'une stricte confidentialité, sous référence M NF 90.

GROUPE EGOR
5, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Le Monde DIRIGEANTS

Notre groupe de services compte parmi les tous premiers. Pour renforcer notre équipe de développement, nous recherchons un

ATTACHE DE DIRECTION GÉNÉRALE

Homme de prospective, de marketing et de finances

- La trentaine, vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs (X, Centrale,...) + cycle de gestion ou d'une grande école de commerce option finances et vous parlez couramment anglais.
- En Cabinet et en Entreprise, vous avez traité des dossiers importants de restructuration et d'acquisition d'entreprises.
- Votre sens de l'équipe, vos capacités de négociation, votre autonomie, votre patience et votre discrétion sont des qualités nécessaires à votre intégration et à votre évolution dans notre Groupe.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe de très haut niveau où vos capacités à associer des activités opérationnelles et fonctionnelles vous ouvriront les plus larges perspectives de carrière.

 **oryade**

Adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous la référence LM/166, à notre Conseil : Jacques PICARD - 16 avenue Hoche 75008 PARIS

Territoire de Belfort
La ville de BELFORT recherche son

Directeur agence d'urbanisme

Créée il y a 12 ans, l'Agence emploie actuellement 15 personnes dont 7 cadres.

Votre mission sera de redéfinir ses objectifs : réduire ses tâches opérationnelles et favoriser son redéploiement comme observatoire statistique, centre de réflexion et de prospective, structure de conseil et d'assistance pour les élus, les partenaires locaux.

Vous avez une formation supérieure de type IEP, architecture, géographie urbaine, complétée par un DESS d'Urbanisme, vous connaissez bien les procédures administratives et vous souhaitez valoriser votre expérience.

Alors Christophe GRIVOLAT vous remercie de lui écrire (Réf. 1168).

DOMINIQUE BARRÉ S.A.
BP 18 - 69131 ECULLY Cedex
LYON - PARIS

MEMBRE DE SYNTec

BDPA-SCETAGRI

CHEF DE PROJET SENIOR

H/F

Capable de mener des missions d'appui et de conseil auprès de structures liées au développement rural agricole et agro-industriel en P.V.D.

De formation 3^e cycle gestion des ressources humaines ou psycho-sociologie industrielle. Vous parlez anglais couramment. Vous disposez d'une expérience d'au moins 8 ans de conseil dans les P.V.D.

CHARGE DE MISSION JUNIOR

H/F

Spécialiste de la fonction personnel, vous intervenez dans les P.V.D. en matière de gestion du personnel et de formation.

Diplômé de l'enseignement supérieur : DESS droit, gestion du personnel ou formation d'adultes, vous avez une première expérience professionnelle. Les deux postes nécessitent une excellente capacité rédactionnelle et une aptitude réelle au travail en équipe. Des déplacements fréquents à l'étranger sont à prévoir.

Adresser : C.V., 2 photos et lettre manuscrite à BDPA-SCETAGRI - Direction du Personnel 27, rue Louis Vicat - 75738 PARIS CEDEX 15

Le département de l'Allier

recrute

UN INGÉNIEUR

pour l'encadrement du service des routes départementales

Placé sous l'autorité du Directeur du Service du Patrimoine, des Routes et des Transports, il aura en charge l'encadrement du Service des routes départementales.

A ce titre, il participera activement à la définition et à la mise en œuvre de la politique routière du Département.

Il sera chargé d'élaborer la planification des travaux d'investissement et d'entretien de la voirie et élaborera tous les actes relatifs à sa gestion.

Ce poste passionnant pourra faire l'objet d'une rémunération motivante en fonction de l'expérience ou de la formation des candidats.

Les candidats intéressés devront se caractériser par leur sens du dynamisme, la rigueur, de la disponibilité et par leur capacité à l'encadrement. Une première expérience au sein d'une collectivité territoriale serait vivement appréciée.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. et d'une photo sont à adresser à :

M. le Président du Conseil général, Hôtel du département
1, avenue Victor-Hugo, BP 1688, 03016 Moulins Cedex.
(pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 70-34-40-03, poste 4052).

CRÉDITS PROMOTEURS

Important groupe financier, spécialiste de l'immobilier, nous affirmons notre volonté de développement et de diversification et étions notre Service Crédits Promoteurs en recherchant pour notre siège à Paris :

CHARGE D'AFFAIRES H/F

CONFIRMÉ

Nous prendrons en charge les opérations de financement de la promotion immobilière depuis la demande de crédit, la mise en place du dossier sur les plans technique, juridique, financier, fiscal, commercial... jusqu'à la bonne fin de l'opération. En outre, vous assurerez le suivi de la clientèle, et participerez au développement de votre portefeuille en relation étroite avec le réseau commercial.

De formation supérieure (IEP, ESC...) vous possédez une expérience probante de 2 ans dans un secteur similaire que vous souhaitez valoriser dans un poste formateur et évolutif. Autonome, rigoureux, doté d'un réel sens commercial, votre potentiel et votre bonne culture générale vous permettront de réussir et de progresser avec nous.

Adresser votre candidature (lettre man., C.V. photo et prétentions) en précisant la réf. 7071 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

2 CON

GRANDE CHAIR

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 F

L'un des premiers groupes Pharmaceutiques Européens
recherche pour sa filiale au Sénégal

Un Directeur de Production Futur Directeur Général

Il est rattaché à la Direction Internationale du Groupe, dirige un site industriel de 100 personnes et prend en charge progressivement l'ensemble des responsabilités d'un Directeur Général de filiale : production, commercialisation, relations avec les instances administratives locales, développement et gestion de la filiale.

Nous recherchons un **Pharmacien Industriel** ayant au minimum 5 ans d'expérience en **Direction de Production Pharmaceutique**, autonome, doté d'esprit d'initiative et de décision, démontrant des qualités de dirigeant et un fort potentiel de développement.

La pratique de l'anglais est souhaitée.

Merci de bien vouloir adresser votre candidature sous la référence PC 1530 à PLEIN CADRE - 350, rue de Vaugirard - 75015 Paris.

PLEIN CADRE

C'est parce que nous croyons depuis toujours en la motivation des hommes, que nous recherchons un

MEDECIN D'ENTREPRISE

dont le rôle dépassera le strict suivi médical des salariés.

Si vous partagez cette préoccupation rencontrons-nous ! Vous aurez évidemment à suivre médicalement le personnel de l'établissement et vous devrez :

- ANALYSER les postes de travail (notamment les postes informatiques)
- PROPOSER toutes suggestions concernant l'organisation de ces postes.
- METTRE EN OEUVRE les solutions retenues en accord avec la réglementation et la politique générale de l'entreprise.

Vous serez également responsable du suivi Sécurité des équipements et de la toxicité des produits utilisés.

Vous êtes jeune, dynamique et vous désirez apporter votre contribution au bon fonctionnement d'un Etablissement de 1700 personnes situé en proche banlieue Sud-Ouest.

Nous sommes l'un des Etablissements d'une société leader dans son secteur (métallurgie).

Merci d'adresser votre C.V. accompagné d'une lettre de motivation, de votre photo et de votre rémunération annuelle sous réf. 4738 M à : HCA - 1 Place du Palais Royal - 75001 PARIS

REJOIGNEZ LA GMF VIE, SOCIÉTÉ D'ASSURANCE VIE DU GROUPE GMF.

Jeune Juriste

MAÎTRISE DE DROIT
OPTION ASSURANCE

Vous aurez la responsabilité de vous informer en permanence sur l'évolution du droit applicable à l'assurance vie et de veiller au respect de la législation.

Vous procédez à des études juridiques dans des domaines divers : contrats, fiscalité, publicité, concurrence... pour conseiller nos différentes directions et vous gérez la documentation.

Une première expérience en assurance vie sera un avantage apprécié.

Votre sens relationnel et vos qualités rédactionnelles vous permettront d'accomplir avec succès votre mission.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prestations à GMF Vie, Service des RH 27, rue Jean-Sauvage - 75008 PARIS

P A R I S

CONDUIRE LE CHANGEMENT

2 CONSULTANTS

Nous intervenons, depuis 12 ans, dans de grandes entreprises qui veulent changer leurs organisations et leurs équipements.

Notre domaine d'expertise : face à des problèmes complexes, toujours nouveaux et situés aux frontières du technique, de l'organisationnel et du social, nous savons faire évoluer les comportements et les cultures, faire émerger des solutions adaptées, rendre plus performantes les organisations.

Nos références : BSN, BANQUE DE FRANCE, RHONE-POULENC, SOLLAC, VITTEL.

Les candidats devront :

- avoir 35 ans ou plus
- être diplômés Grandes Ecoles, scientifiques ou gestion (X, Mines, HEC, INSEAD ou équivalent)
- avoir déjà exercé des responsabilités variées.

Nous choisissons des personnes :

- sachant tirer les enseignements des changements qu'ils ont vécus
- reconnues pour leur capacité d'écoute, de synthèse et d'innovation

• faisant preuve de la même autorité pour convaincre une direction générale et le personnel d'un atelier

• mais, vous pourriez aussi être "hors norme", si vous savez nous convaincre de votre valeur ajoutée.

Nous vous proposons :

- une formation à nos méthodes et démarches originales
- la responsabilité globale des contrats (chef de projet)
- un travail en équipe pluridisciplinaire sur tous les contrats
- le partenariat au sein d'IECI DEVELOPPEMENT (15 personnes)
- la rémunération globale des consultants de l'IECI s'étage entre 370 et 500 KFr.

Envoyez-nous avant le 15 janvier (lettre manuscrite + photo + CV)

CONTEXTE

Société de conseil spécialisée, notre éthique professionnelle associée à une pratique des marchés financiers justifie une relation privilégiée auprès d'une clientèle de banques, sociétés de bourse, institutions financières. Nous souhaitons intégrer un

Consultant confirmé organisation des marchés financiers

Avec l'appui d'experts, il intervient au sein d'établissements financiers pour des missions de conseil liées à la mise en œuvre de leurs choix stratégiques. En collaboration directe avec les directions opérationnelles - salle des marchés, back-office, informatique... il assure la conduite, assiste des consultants juniors, de l'ensemble des phases de l'intervention :

- réalisation du diagnostic de la situation,
- conception des scénarios et modèles organisationnels,
- pilotage de la mise en œuvre du plan d'action retenu.

Nous confierons ce poste à un candidat issu d'une grande école, ayant déjà de 5 à 6 années d'expérience dans les métiers du conseil, même hors du secteur bancaire. Nous lui proposons de rejoindre une structure porteuse de réelles possibilités d'évolution et de participer à des projets déterminants pour l'activité des établissements financiers.

Michel DIEUX, notre conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous référence MDH 12.362 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

ÉCOLE D'INGÉNIEURS, LYON

recrute

UN ENSEIGNANT A MI-TEMPS EN SCIENCES ÉCONOMIQUES

Tâches d'enseignement :

- Enseignement d'économie générale en tronc commun ;
- Responsabilité de modules spécialisés en dernière année ;
- Encadrement de travaux de groupes d'étudiants et de mémoires de fin d'études.

La personne recrutée est susceptible de faire évoluer le poste vers un plein temps (on y adjoint Études et recherche).

Formation et compétences :

- Docteur en sciences économiques ou en voie de l'être ;
- Spécialisé en économie du développement, économie territoriale, aménagement du territoire ou économie agro-alimentaire ou commerce international agricole et agro-alimentaire ;
- Aptitude à travailler au sein d'une équipe.

Poste à pourvoir début 1990

UN ENSEIGNANT PERMANENT EN SOCIOLOGIE

Tâches d'enseignement :

- Cours de sociologie ;
- Dans le cadre de travaux de groupes réalisés par les étudiants (études socio-économiques) : - recherche de sujets auprès d'organismes professionnels, - mise en place et suivi de ces études ;
- Travail au sein d'une équipe de trois enseignants.

Formation et compétences :

- De formation sociologique (maîtrise minimum), le candidat a une première expérience d'études sur le terrain ;
- Une connaissance du milieu rural est souhaitable ;
- Intérêt pour des recherches pédagogiques ;
- Capacité à accompagner les travaux de groupe des étudiants ;
- Capacité de négociation.

Poste à 4/5 de temps, à pourvoir début 1990

UN INGÉNIEUR AGRO-ÉCONOMISTE

pour développer des activités d'études en agronomie et économie rurale : recherche, gestion et exécution de contrats.

Formation et expérience :

- Agronome de formation, avec : - Une expérience d'au moins cinq ans en diagnostic, expertises agronomiques ;
- Une aptitude à conduire des études à caractère économique.

Poste à pourvoir début 1990

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à :

ISARA, M. FLEURY, 31, place Bellecour, 69288 Lyon Cedex 02.

En vue de renforcer la présence sur le marché des Entreprises

Le Crédit Mutuel

de Maine-Anjou et Basse-Normandie

l'une des composantes régionales du mouvement bancaire français, recherche

Responsable du marché de l'agriculture

Chargé de définir la stratégie de développement adaptée à ce marché, de participer à sa mise en œuvre et d'en contrôler l'efficacité.

Ingénieur agro ou agri, il a acquis une bonne maîtrise de la gestion des entreprises de ce secteur et connaît parfaitement les structures gestionnaires de l'agriculture.

RÉF. LM/AGR

Analyste Crédits

Chargé d'étudier les dossiers de crédits professionnels et de contribuer à leur mise en place, il participera également à l'animation de la structure engagements du Groupe.

Une première expérience bancaire réussie lui a permis de maîtriser l'analyse financière, le droit des sociétés et la fiscalité des entreprises.

RÉF. LM/ANC

Adresser lettre de candidature, CV, photo et rémunération actuelle à Crédit Mutuel - Direction des ressources humaines.

43, Bd Volney - 53002 LAVAL Cedex

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Déjà tout petit, vous saviez que votre avenir était dans l'air

Hôtesse • Stewards

AIR INTER vous propose de rejoindre son équipe de navigants et d'assurer une mission commerciale primordiale.

Vous avez de 21 à moins de 30 ans, le niveau Bac et la maîtrise de l'anglais. Une seconde langue européenne est souhaitée. Vous avez une excellente présentation et avez acquis une première expérience professionnelle, de préférence commerciale. Vous êtes ressortissant de la CEE et pour les futurs stewards, dégages des obligations militaires.

Adressez-nous votre lettre de motivation, CV avec mention de vos taille, poids et acuité visuelle sans correction, photo d'identité et photo en pied, sous réf. H.S/M 1812, à Air Inter Département Emploi - DP/YR 91551 Paray-Vieille-Poste Cedex.



D E S T I N A T I O N R E U S S I T E

Notre Direction du Personnel et des Ressources Humaines apporte son expertise à l'ensemble des responsables de personnel du Groupe dans tous les domaines. Pour accroître l'efficacité de ses prestations internes, nous recherchons un

Juriste social

Au sein d'une équipe, vous assurerez l'analyse et la synthèse des textes de la législation du travail, l'assistance et le conseil opérationnel des responsables des unités et des filiales du groupe dans les domaines des relations sociales, droit social, contentieux, normes internes, conventions d'entreprise, relations avec les organismes professionnels. Vous participerez à la définition et à la mise en place de la politique de la DPRH dans ces différents domaines.

Une maîtrise de droit privé DEA du droit du travail ou DESS gestion de personnel, votre goût du contact, votre aisance relationnelle avec des interlocuteurs variés, votre rigueur, ainsi qu'une première expérience seront vos atouts pour être rapidement un professionnel reconnu et apprécié.

la maîtrise de l'énergie électrique

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence 1 F MOND 283 au service Recrutement des Ingénieurs et Cadres 38050 Grenoble cedex.

GROUPE SCHNEIDER



MERLIN GERIN

Institutionnel

regroupant 10 000 Entreprises

CHARGES de MISSION

JB/1062

Sous l'autorité de la Direction, vous apporterez aux entreprises information, conseil et assistance et assurez la vérification des déclarations établies. Débutant ou avec une première expérience, votre formation (licence en droit privé, ESC...), votre dynamisme et votre rigueur, votre goût des contacts et de la qualité vous offrent de réelles perspectives d'évolution.

Nous vous offrons un salaire motivant et des avantages sociaux. Pour saisir cette opportunité, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre man., CV, photo, prétentions) en précisant la référence du poste choisi à notre Conseil qui vous garantit une totale discrétion. SCORE - 47 rue Maréchal Foch, 78000 VERSAILLES.

CHARGES de CONTENTIEUX (H.F.)

JB/1061

Sous l'autorité du Responsable de la cellule "Contentieux" vous assurez le traitement et le suivi pré-contentieux et contentieux des dossiers des Entreprises. Débutant ou avec une 1^{re} expérience, votre formation du niveau Bac G ou BTS, votre connaissance des mécanismes comptables et du vocabulaire juridique, votre rigueur dans l'exécution, votre sens de la qualité, votre souplesse dans les relations doivent vous permettre d'évoluer progressivement vers des responsabilités plus autonomes.

SCORE

Notre Société de Conseil et de Services en télécommunication fait partie d'un grand groupe. Pour faire face à notre développement, nous renforçons notre Direction des Ressources Humaines et créons le poste de

Charge de recrutement

Vous prendrez en charge l'ensemble des recherches de collaborateurs (administratifs, commerciaux... non cadres), de la définition du poste à la décision finale, en concertation avec les opérationnels. Vous participerez à la sélection des jeunes cadres de Grandes Ecoles d'Ingénieurs et de gestion... et devrez à ce titre promouvoir l'image du groupe auprès des écoles et associations concernées. Vous serez associé à la conception de certains outils d'aide à la gestion.

Après une formation universitaire type Droit, Celsa, ou école de gestion, vous justifiez à 30 ans environ, d'une expérience de 3 à 4 ans dans le recrutement, êtes familiarisé avec l'outil informatique, et si possible parlez Anglais.

Mais la différence ce sera votre ouverture d'esprit, votre sûreté de jugement, vos qualités de contacts...

Le poste est basé à Paris.

Merci, si vous vous sentez concerné, d'adresser lettre manuscrite CV, photo et prétentions, sous référence 912.11, à notre Conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU - 56, avenue de Suffren - 75015 PARIS.

Spontex

Leader dans le domaine des produits d'entretien ménager destinés au grand public (1,1 milliard de CA) recherche

JURISTE D'ENTREPRISE

Relevant du Directeur Juridique, il participe à la recherche de solutions en vue de défendre et protéger les intérêts de la société et intervient comme conseil auprès de nos différents services ou filiales en France ou à l'étranger.

Cette fonction implique également des contacts avec des conseils extérieurs.

Titulaire d'une maîtrise ou d'un DESS de Droit des Affaires ou propriété industrielle, le candidat devra justifier d'une expérience d'environ trois ans dans une société active dans le secteur des produits de grande consommation ou dans un cabinet juridique. Une connaissance du droit de la concurrence et des questions de propriété industrielle serait appréciée.

Ce poste basé à Paris, nécessite la pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à SPONTEX Direction du Personnel 3, Bd Malesherbes - 75008 PARIS.

MEESCHAERT-ROUSSELLE
Société de Bourse

recherche
pour son Département International

COMMERCIAUX

Europe, USA, Moyen et Extrême Orient

Vous aurez pour mission de développer et d'animer une clientèle étrangère d'investisseurs finaux, par la vente directe du marché français de valeurs mobilières sous toutes ses formes (actions, obligations, instruments conditionnels).

Ces postes à haut niveau de compétence s'adressent à des candidats possédant plusieurs années d'expérience de la vente de produits financiers à l'étranger pour le compte de banques ou d'institutions financières.

Envoyer CV + photo et prétentions à
Bernard CEYROLLE, sous réf. COM
MEESCHAERT-ROUSSELLE
16, Bd. Montmartre 75009 PARIS.

MEESCHAERT-ROUSSELLE

COMPAGNIE MULTINATIONALE AFRICAINE
DES TRANSPORTS AÉRIENS
recrute sur concours

PERSONNEL NAVIGANT TECHNIQUE

ÉLÈVES OFFICIERS MÉCANICIENS NAVIGANTS
(Pouvant ultérieurement prétendre accéder à la carrière de pilote)

CONDITIONS DE RECRUTEMENT

- Être ressortissant État membre compagnie.
- Titulaire Bac scientifique + 2 années études supérieures.
- Age limite 25 ans, taille min. 1,68, dégage obligations militaires, port de lunettes et verres de contact exclus.
- Bonne maîtrise langue anglaise.

CONSTITUTION DES DOSSIERS

- Demande d'emploi manuscrite, curriculum vitae détaillé, photocopies diplômes, 2 photos identité.
- Fiche individuelle état civil, attestation de nationalité et de scolarité.

DATE DE L'EXAMEN : 15 JANVIER 1990
LES CANDIDATURES SONT À ADRESSER
AVANT LE 31 DÉCEMBRE 1989

AIR AFRIQUE

DIRECTION FRANCE
SERVICE DU PERSONNEL
RECRUTEMENT - PNT
29, RUE DU COLISÉE
75008 PARIS

VILLE DE SÈVRES
(Hauts-de-Seine) 21 000 hab.

RECRUTE

1 RÉDACTEUR

titulaire d'une licence en droit

Adressez lettre de candidature manuscrite,
C.V. détaillé et photo à :
M. le Maire, Hôtel de Ville, 92311 SÈVRES Cedex

SYNTEC

expert jur

Conseil général de l'la

EN ATTACHÉ

SERNICE

INGENIEUR

TECHICO-COMMERCI

CONTROLEUR DE GESTION

CAPSERA

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 211



SYNTEC

Notre expert juridique et fiscal

Aujourd'hui, avec 450 adhérents spécialisés dans les professions de l'ingénierie, de l'informatique et du conseil, nous sommes la Chambre Syndicale de ce que l'on a appelé le "Tertiaire Industriel".

La mission de la commission Juridique et Fiscale, dont nous vous proposons de prendre la responsabilité, est triple : répondre d'abord aux questions de nos membres et, au besoin, les assister devant les instances administratives ou juridictionnelles, animer ensuite les commissions et groupes de travail, assurer enfin les contacts avec le CNPF et l'administration à propos de tout problème relevant de votre compétence.

Vous êtes notre expert. C'est dire que vous êtes docteur en droit avec un 3ème cycle en fiscalité et que vous avez complété votre formation par des études de gestion (type sup de co) ou de sciences éco. Vous parlez couramment anglais. Vous avez aux alentours de la trentaine.

Vos interlocuteurs sont des groupes ou des sociétés privées et vous les comprendrez d'autant mieux que vous aurez vous-même l'expérience de l'entreprise privée.

Votre fonction est essentiellement axée sur les contacts et suppose que vous ayez autant de goût pour le droit et la fiscalité que de talent pour écouter, expliquer et défendre.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. LEJ 1201M à SEFOP qui, membre de SYNTEC depuis longtemps, vous dira notre culture et nos projets.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Le Conseil général de l'Isère

recrute par voie :
• de détachement ou
• de mutation.

UN ATTACHÉ

Fonctionnaire des collectivités territoriales ou d'Etat

MISSION :

- Encadrer le service du personnel.

PROFIL :

- Expérience dans l'encadrement d'un service du personnel et dans la gestion du personnel.

Poste à pourvoir immédiatement

Les candidatures sont à adresser avant le 15 janvier 1990 à :

Monsieur le président du Conseil général de l'Isère
Direction de l'administration générale
Service du personnel, HOTEL DU DEPARTEMENT
7, rue Fantin-Latour, BP 1096, 38022 Grenoble Cedex.

SIERNIG

Composants Electroniques Professionnels recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Région Parisienne

Votre formation et votre titre d'ingénieur vous permettent de dominer les problèmes techniques. Votre expérience de la vente de produits à usage industriel et votre connaissance du marché de l'électronique sont les atouts de votre réussite. Vous concevez que votre rémunération puisse en partie varier selon votre propre challenge. Venez alors rejoindre notre équipe de vente.

Envoyez C.V., photo et prétentions à La
Direction du Personnel de SIERNIG - BP 17
06021 NICE Cedex

La passion donne un véritable sens à votre métier

CONTROLEUR DE GESTION

De formation supérieure, type Ecole de Commerce ou Université, vous souhaitez mettre en valeur vos compétences et une 1ère expérience acquise en cabinet d'audit ou en contrôle de gestion.

Au sein de notre Direction Administrative et Financière, vous participerez à l'élaboration et au suivi du budget et prendrez en charge l'assistance aux opérationnels et le suivi des centres de profit.

Votre volonté d'implication personnelle, vos qualités de rigueur et votre esprit d'analyse vous permettront d'évoluer rapidement au sein de notre société de 400 personnes filiale de CAP SESA, première société française de services et de conseil en Informatique et Télécommunications.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) sous référence 14/M à Christian GLEYO, CAP SESA TELECOM, 30 quai de Dion Bouron 92806 PUTEAUX Cedex.

CAP SESA
Groupe CAP GEMINI SOCIÉTÉ

Un groupe leader de l'industrie française offre une intéressante opportunité de carrière au sein d'une de ses importantes filiales françaises à un

CADRE RESSOURCES HUMAINES

5 ans expérience environ

SA MISSION :

En tant qu'adjoint du DRH, il sera associé à l'ensemble des activités tout en étant plus particulièrement chargé de la FORMATION et du DEVELOPPEMENT SOCIAL.

SON PROFIL :

De formation supérieure (Bac + 4 mini) Droit, Sciences Po, Sciences Humaines... et d'une expérience professionnelle acquise en milieu industriel. Bonne connaissance de l'anglais.

Ce poste très ouvert sur la vie de la société doit conduire à terme à des responsabilités élargies dans la fonction personnel.

Poste à Paris

Ecrire sous réf. 51 B 1629-9M

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



UNIVERS DE LA GESTION

Sociétés immobilières d'économie mixte de la ville de Saumur

Votre domaine de compétence et votre expérience :

- Construction et gestion immobilière ;
- Restauration et réhabilitation immobilière ;
- Rénovation urbaine ;
- Conduite d'opérations : OPAH, HVS, PLH ;
- Montage technique et financier d'opérations, étude des financements spécifiques ;
- Promotion immobilière, vente, location verte ;
- Aménagement urbain.

Vous avez exercé des fonctions similaires d'encadrement et d'animation, vous êtes motivé par des actions d'intérêt général, alors vous pouvez être candidat à la direction des S.E.M. de construction, de gestion, de restauration, de rénovation et de réhabilitation de la ville de Saumur.

Adressez-vous et envoyez votre C.V. détaillé avec prétentions au G.I.E.S., 7, rue Cornille, 49403 Saumur Cedex.
Tél. : 41-61-22-57.

Organisme coopération technique

recherche

UN RESPONSABLE

pour concevoir et mettre en œuvre un programme d'actions de formation à la gestion pour cadres soviétiques expérimentés.

Le candidat devra :

- être titulaire d'un diplôme d'études supérieures en gestion ;
- avoir une bonne connaissance de la langue russe ;
- avoir quelques années d'expérience professionnelle, de préférence dans l'enseignement de la gestion, et une bonne connaissance du milieu de la formation permanente.

Poste temporaire (8 à 9 mois en 1990) - un temps partiel est envisageable.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous n° 8709.
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

PILOTER NOTRE EVOLUTION

Nous sommes une caisse de retraite (70 personnes) et nous recherchons

NOTRE DIRECTEUR

Vous avez 35 ans minimum, une formation supérieure (BAC + 5), et vous êtes familiarisé avec l'informatique de gestion. Vous avez assumé des responsabilités aux niveaux gestion, juridique et management, et vous cherchez à prendre votre mesure dans un poste de Direction.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité de notre caisse.

Vos missions comporteront notamment la définition avec le conseil d'administration de la politique à mettre en œuvre, la mise en place de nouvelles procédures de gestion à l'aide d'un outil informatique performant, l'organisation et l'animation des différents services et les relations avec les cotisants, les allocataires et les autorités de tutelle.

La connaissance du monde de l'assurance n'est pas indispensable mais faciliterait votre adaptation.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. 887-M à notre Conseil

Elisabeth et Didier FRENCH
Conseils en Gestion de Ressources Humaines
17, rue Mirabeau, 75018 Paris. Discrétion assurée.

Le Groupe EGOR, plus de 300 personnes, est l'un des leaders européens dans le domaine des Ressources Humaines. Notre forte croissance (+40 % par an), nos nombreuses implantations nationales et internationales, ainsi que le développement de nos diversifications nous conduisent à renforcer nos structures fonctionnelles et à rechercher un nouveau collaborateur.

COMPTABLE GENERAL

Au sein du Service Comptable, il se verra confier la responsabilité comptable de plusieurs sociétés du Groupe, de la saisie des pièces comptables à la réalisation des bilans. Totalement autonome et fiable, il saura prendre la mesure de ses importantes responsabilités.

Nous souhaitons rencontrer des candidats titulaires d'un DUT ou BTS en Comptabilité ou Gestion, ayant une première expérience d'au moins 3 ans, dans des fonctions analogues. Autonomes, ayant le sens des responsabilités, leur dynamisme et leurs capacités d'initiative seront déterminants.

Nous proposons des fonctions motivantes au sein d'une équipe dynamique et jeune. La rémunération est attractive et le poste est basé à Paris 8ème.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 41/4581 B à :

EGOR GESTION ET FINANCE

8, rue de Bani - 75008 PARIS

Tél. : (1) 42.89.25.64

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SVERIGEN UNITED KINGDOM

Contrôleur de Gestion

NANTES

Nous sommes un centre de contrôle et de l'assistance technique en France, les APAVE et leurs Centres Techniques développent leurs activités dans les domaines industriels traditionnels, de haute technologie et d'innovation. Très récemment implantés dans le Grand Ouest avec plus de 400 ingénieurs et collaborateurs développant plus de 140 millions de Francs de chiffre d'affaires, l'APAVE de l'Ouest et son Centre Technique exercent un rôle prépondérant dans l'activité économique régionale.

Le poste à pourvoir est rattaché au Directeur Général.

La mission consiste à apporter les éléments de pilotage à l'équipe de Direction. Il existe aujourd'hui un bon outil de gestion qu'il conviendra de faire évoluer en liaison avec le Service Informatique.

Agé de 25/35 ans, notre candidat a une Maîtrise de Gestion, un DECS et une première expérience.

Ecrire à l'attention de M. R. CLEMENT
APAVE DE L'OUEST - 5, rue de la Jolande
B.P. 54 - 44003 SAINT-BERNEARD Cedex.



UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Groupe Limagrain

Contrôleur de gestion

Au sein d'une équipe de contrôleurs de gestion d'une de nos filiales, vous aurez à faire vivre de A à Z le contrôle de gestion d'un ensemble d'activités représentant une part importante de notre chiffre d'affaires.

Vos principales missions seront :

- d'établir les dossiers de prévisions, en relation avec les responsables budgétaires,
- d'élaborer les prix de revient (comptabilité analytique),
- d'alimenter et de commenter le tableau de bord mensuel pour la Direction Générale,
- d'améliorer en permanence les outils de gestion.

Vous êtes diplômé de l'Université ou d'une Grande Ecole de Gestion et vous avez une première expérience réussie de ce métier, pendant 1 à 2 ans, grâce à vos qualités de rigueur et d'écoute.

Si, comme nous, vous avez une vision dynamique du contrôle de gestion en tant que véritable outil d'aide à la décision; si ce métier n'est pour vous ni une fin en soi, ni un choix définitif, mais un tremplin pour d'autres responsabilités, alors rejoignez notre filiale à Clermont-Ferrand en écrivant, ss réf. 452 à : Groupe Limagrain - Direction du Personnel - 1, rue Edouard Colonne - 75001 PARIS.

Nous appartenons à l'un des premiers groupes internationaux dans le secteur stratégique des semences.

contrôleur de gestion

HAUT NIVEAU

A 35 ans environ, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce et titulaire d'un DECS, votre réelle expérience de la comptabilité et de la gestion dans l'univers industriel vous décide aujourd'hui à opter pour une mission d'envergure dans une importante société française d'un groupe de haute technologie (10 Mds de C.A. 17000 personnes).

Opérationnel, vous assurerez le contrôle de gestion d'un département de grande taille et en forte croissance, vous interviendrez dans le

suivi des projets et des fabrications, les analyses de rentabilité et le reporting.

Vos qualités d'initiative et d'autorité, votre fort potentiel et votre sens des contacts seront vos meilleurs atouts pour valoriser vos compétences.

Pour ce poste stratégique, basé à Paris, nous vous offrons un salaire motivant ainsi que les opportunités et les moyens de concrétiser votre parcours professionnel.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 6500 à

MEDIAPA 5054, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN
RENFORCE SON DEPARTEMENTEtudes Financières
&
Relations Commerciales

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous serez chargé :

- d'analyser financièrement les résultats des établissements partenaires,
- de représenter notre structure au sein de ces mêmes établissements,
- de développer les relations commerciales avec le réseau,
- d'élaborer des dossiers d'information destinés aux administrateurs.

Si vous avez une formation supérieure en gestion et une première expérience dans le domaine bancaire nous vous proposons d'adresser votre candidature sous réf. 08.878 à CONTESSE PUBLICITE, 38 rue de Villiers, 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex, qui transmettra.



Caisse régionale du Crédit Agricole du Loiret, dans le peloton de tête des caisses les plus dynamiques (effectif : 900 personnes). Afin de consolider notre croissance actuelle et d'accélérer notre diversification, nous recherchons un

Responsable

pour la création du

Service financement de projets et immobilier

Sa mission est de développer, assurer le montage et le suivi des activités de crédit sur des projets de grande envergure, dans les domaines de l'immobilier, des loisirs, des infrastructures, de la santé ou de la communication.

Ce poste, rattaché à la Direction du marché des entreprises comportera à terme l'encadrement d'une équipe.

Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur, avec une expérience réussie de l'analyse financière de 3 à 5 ans dans le domaine bancaire.

Mais surtout, vous avez une personnalité affirmée, une grande capacité relationnelle et un esprit d'analyse rigoureux.

Votre évolution future dans le groupe sera définie par vos compétences et vos souhaits.

Nous vous remercions d'envoyer votre candidature, CV + prétentions, à notre Conseil s/ réf. J77CC.

15, rue Daumier

75016 PARIS

Claude Vitet Consultant

Société industrielle, filiale d'un groupe multinational réalisant 95 % de son CA à l'exportation, recherche son :

Contrôleur de gestion

Diplômé de l'ESSEC - ICG ou école similaire, vous êtes âgé de 32 ans minimum et possédez quelques années d'expérience dans un poste comparable acquises dans le monde de l'industrie.

Dans le cadre de l'exportation mondiale, vous serez appelé à collaborer à la gestion financière, à élaborer des budgets et à assurer le contrôle de gestion.

Vous travaillerez en étroite collaboration avec la maison mère pour la consolidation des résultats. Vous serez en rapport avec la Direction de la production pour l'analyse des résultats et la gestion des stocks.

Vous serez le correspondant informatique entre les services de la société et le conseil extérieur. Une bonne connaissance de l'anglais et de l'allemand est exigée ainsi que la pratique de la micro-informatique.

Le poste est appelé à évoluer rapidement.

Adresser C.V., photo et salaire actuel, en précisant la référence 8939 LM à Claude VITET Consultant - 94, avenue Kléber - 75116 PARIS.

Venez participer dans nos régions au développement de l'activité commerciale.

CHARGE DE CLIENTELE ENTREPRISES H/F

Pour nos agences de NANTES et BORDEAUX

Votre mission :

Rattaché au directeur d'agence, vous serez chargé de prospecter les entreprises ou professionnels de l'immobilier, d'examiner leurs besoins de financement et d'en analyser le risque, de négocier les conditions d'entrée en relations et de suivre les comptes de ces affaires.

Votre profil :

- Une formation Bac + 2 (minimum) à dominante financière.
- Une expérience de plusieurs années est nécessaire.
- Une forte motivation commerciale, le sens du risque et un esprit d'équipe sont indispensables.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae avec photo, s/réf. ECR en précisant la ville choisie à Anny NOË - Département des Relations Humaines - 253, Bd Péreire - 75017 PARIS.

BTP BANQUE DU BATIMENT
ET DES TRAVAUX PUBLICSGROUPE
CEMENT
FRANÇAIS

Groupe Industriel International Diversifié dans les Matériaux de Construction - CA : 13 milliards FF - Résultat net : 1 milliard FF. Entrez au cœur de notre activité dans le cadre de notre DIVISION CIMENT FRANCE :

ORGANISATEUR

Au sein du Département Contrôle de Gestion et Audit, votre responsabilité portera tout particulièrement sur les aspects d'organisation, missions d'audit interne, et développement des futurs systèmes d'informations.

De formation ESC, DESS gestion ou équivalent, vous avez si possible une première expérience en Cabinet d'audit/organisation et souhaitez rejoindre un groupe en fort développement.

Le poste est basé près de MANTES (78) dans notre site ultra-moderne des Technodes.

Merci d'adresser rapidement CV + lettre manus. + photo + prétentions sous réf. 5622 à notre conseil ou transmettez le par Minitel en composant le 3616 Code CV PLUS.

Bayerische Landesbank

Girozentrale

Dans le cadre de son expansion européenne, la Bayerische Landesbank crée une nouvelle succursale en France et recherche un

Directeur Comptable

Votre mission: vous devez initier l'ensemble de la comptabilité de la succursale française: il s'agit pour vous de relever le défi de sa conception et de sa mise en place en étroite liaison avec le service informatique: Assurer le tenue des comptes, l'établissement du bilan et du compte d'exploitation, le reporting comptable et fiscal aux autorités de tutelles et au siège. Vous fournirez les éléments comptables qui permettent la réalisation du budget et l'analyse des résultats.

Votre profil: de formation supérieure (DECS ou équivalent), avec au moins 5 ans d'expérience dans une banque étrangère, vous avez l'habitude de travailler en anglais ou en allemand. Vous êtes autonome et efficace.

Vous passerez quelques semaines de formation à notre siège de Munich et dans nos autres succursales. Pour ce poste la rémunération est motivante.

NOTRE PLAN DE DEVELOPPEMENT EST AMBITIEUX, DE REELLES POSSIBILITES D'EVOLUTION EXISTENT POUR DES PERSONNES DYNAMIQUES ET AYANT UN SENS REEL DE L'ORGANISATION.

Merci de faire parvenir votre candidature sous référence 1996 (lettre manuscrite + CV) et prétentions de salaire à Guilhem SERVANT, EUROSELECTION, 3 rue Troyon, 75017 Paris. Tél. : 47 66 40 23.

EURO
SELECTION

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 13

Devenez organisateur comptable

DANS LE SECTEUR BANCAIRE

Diplômé Grandes Ecoles de Gestion ou Université option finance, vous avez le DECSF et une première expérience comptable de 3 ans en entreprise ou en cabinet.

Vous souhaitez aujourd'hui développer vos connaissances et compétences dans un secteur évolutif et techniquement exigeant.

Le poste opérationnel que nous vous proposons vous permettra de participer activement à des projets nationaux dans le domaine de l'organisation comptable de notre établissement financier. Chacune de vos missions - par exemple, l'harmonisation de la production et des procédures comptables au sein de notre réseau national, représentera une réelle opportunité d'intégration et

de positionnement dans une démarche formatrice et évolutive.

Banque Régionale des Caisses d'Épargne du Réseau Ecureuil de la région PICARDIE, nous participons activement à leur développement.

Si vous comptez parmi vos qualités : la rigueur, le sens de l'analyse, et que vous maîtrisez les outils micro-informatiques, nous vous proposons de rejoindre notre équipe et de venir y développer votre personnalité.

Merci d'adresser votre dossier (C.V., lettre et photo) sous réf. BC à SOREFI Picardie - Direction des Ressources Humaines - B.P. 727 - 80007 AMIENS cedex.

 **Sorefi Picardie**

Groupe industriel international implanté dans plus de 70 pays, notre stratégie d'innovation et d'investissement contribue à notre forte expansion.

Nous recherchons un

Jeune Auditeur International

2 ans d'expérience

Banlieue Sud

250 KF

Répondant au Directeur Financier du groupe en France, il assure l'interface entre la maison-mère, les auditeurs et les responsables opérationnels : traduction des recommandations en termes d'objectifs, accompagnement et assistance des opérationnels pour la mise en application des préconisations. Nécessairement bilingue anglais, le candidat, diplômé d'une grande école de commerce ou expert comptable, est homme de communication. Il souhaite à terme évoluer vers un poste opérationnel à l'étranger.

Contactez Chantal Carlin, au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10, rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf. CC4969MO.

 **Michael Page Finance**
Spécialiste en recrutement Financier
Paris, Lyon, Londres, Amsterdam, Bruxelles, Sydney

LOUIS VUITTON

Nous recherchons pour l'une de nos filiales,
35 MF de CA en 1986, 220 MF en 1989, un

CONTROLEUR DE GESTION

Dans un contexte de forte expansion,

vous prendrez en charge la responsabilité complète du contrôle de gestion de notre société, en France et à l'étranger : reporting financier, budgets et analyses de gestion.

Au sein d'une petite équipe - 10 personnes en FRANCE - très motivée et ambitieuse, vous assurerez également l'industrialisation générale de cette société et superviserez les développements informatiques en cours. Jeune, moins de 30 ans, de formation Ecole de Commerce et/ou de gestion, vous avez une première expérience réussie d'environ 3 ans dans laquelle vous avez exprimé vos talents d'animateur et de gestionnaire et révélé des qualités de rigueur, d'autorité et d'esprit d'équipe. La pratique de l'anglais opérationnel est indispensable pour s'intégrer et réussir dans ce poste très évolutif.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature à : PUBLIPANEL, 145 rue de Valenciennes - 75015 PARIS, sous réf. 9933.



VOUS AVEZ DU TALENT. NOUS AVONS DU TALENT !
POUR SA DIRECTION DES MARCHES DE CAPITAUX,
LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE RECHERCHE

ARBITRAGISTE H/F

Dans le cadre du développement de ses activités sur les marchés financiers de Tokyo, la Securities House du Groupe Société Générale (Sogen Securities North Pacific Ltd) Tokyo recrute un arbitragiste Indices/Obligations/Actions.

De formation Ingénieur Grandes Ecoles ou équivalent, et parfaitement bilingue, vous possédez une expérience de deux ans minimum dans un poste similaire.

Si vous souhaitez vous réaliser dans un contexte dynamique, et évoluer dans un secteur porteur, alors rejoignez-nous !

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et présentations, sous référence AG à M. Frédéric PASTRE, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement, 29, rue Talbot - 75009 PARIS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
CONJUGUONS NOS TALENTS.

Groupe industriel très performant, N° 1 européen dans son secteur d'activité (12 000 personnes ; 6,5 mds de Francs de CA) recherche pour l'une de ses filiales

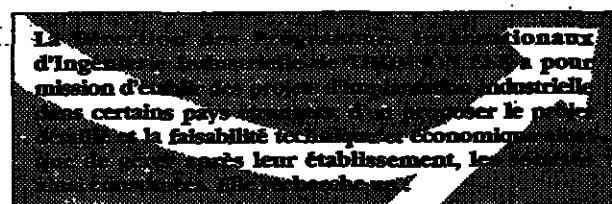
Contrôleur de Gestion Industriel à fort potentiel

Région Sud

Salaire motivant

Le candidat, 26/30 ans, diplômé d'une grande école de commerce, et/ou d'une université (DECS souhaitable) devra être opérationnel immédiatement. Il prendra en charge l'ensemble du contrôle de gestion de deux unités de fabrication (détermination des prix de revient ; contrôle budgétaire ; mise en place des tableaux de bord ; reporting). Très responsable, le candidat devra évoluer rapidement au sein du groupe. Pour cela, il devra justifier d'une expérience de trois ans dans une fonction similaire ou proche (anglais courant nécessaire ; connaissances en micro-informatique obligatoires).

Contactez Frédéric Pougues au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS sous réf. PP5010MO.

 **Michael Page Finance**
Spécialiste en recrutement Financier
Paris, Lyon, Londres, Amsterdam, Bruxelles, Sydney


RESPONSABLE FINANCIER

Nous assurons :
• le contrôle de gestion et le contrôle financier des filiales à l'étranger,
• le suivi des objectifs fixés par la Direction aux filiales sur les aspects financiers,
• la gestion du budget des opérations liées à ces filiales.

De plus, vous participerez à l'élaboration des "business plans" des projets d'investissements à l'étranger ainsi qu'à la validation des comptes d'exploitation prévisionnels.

Possédant une formation supérieure en gestion, vous avez obligatoirement acquis environ 8 ans d'expérience professionnelle dans le contrôle de gestion de filiales françaises et étrangères au sein d'un grand groupe, possédez une excellente maîtrise de l'anglais et une bonne connaissance des procédures anglo-saxonnes. Des déplacements réguliers au Moyen-Orient et en particulier en Arabie Saoudite sont à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Daphné BUNGNER, Direction du Personnel du siège - THOMSON - Cédex 67 - 92045 PARIS LA DEFENSE

 **THOMSON**

CONSOLIDATION ET CONTROLE DE GESTION (junior)

De formation supérieure, type Grande Ecole de Commerce (spécialisation Finance), anglais courant, vous recherchez une première expérience dans le domaine de la finance internationale et souhaitez mettre en valeur vos compétences au service d'une société en pleine expansion.

Au sein de la Direction Consolidation et Contrôle de Gestion, vous participerez à des études de contrôle de gestion, préparation et suivi des tableaux de bord, élaboration des plans et budget annuels du Groupe Parfums, analyses

des écarts... et assurerez le suivi du système de consolidation.

Votre esprit d'analyse et de synthèse, votre volonté d'implication personnelle et vos qualités de rigueur vous permettront d'évoluer progressivement vers la responsabilité du contrôle de gestion des filiales et de la consolidation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 17/M à Vincent Dauzet, Yves St Laurent Parfums, 28/34 Boulevard du Parc 92521 Neuilly sur Seine Cedex.

 **YVES SAINT LAURENT**
Parfums

Etablissement de 1er plan recherche

JEUNE CONTROLEUR BUDGETAIRE

Au sein du service central du budget et de la comptabilité, il aura pour mission le suivi budgétaire d'une des directions de notre établissement. Il sera l'interlocuteur privilégié des entités opérationnelles et devra :

- participer à l'élaboration des prévisions de dépenses ainsi qu'à leur suivi,
- intervenir dans la réalisation des documents de synthèse destinés à la Direction Générale,
- prendre en charge la gestion de certains dossiers spécifiques.

Pour ce poste, qui nécessite une très bonne culture en information financière, nous souhaitons rencontrer un diplômé d'une formation supérieure en gestion doté d'une première expérience de 2 à 3 ans dans le milieu bancaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 08.861 à CONTESSÉ PUBLICITE, 38 rue de Villiers, 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex, qui transmettra.

 **MOTOROLA**

100 000 personnes dans le monde, 3 000 en France, à la pointe de l'électronique, recherche aujourd'hui pour l'une de ses divisions située à VANVES, un



Sous l'autorité du Contrôleur et avec une équipe de 3 personnes, vous serez responsable de la tenue des livres et de la maintenance des plans comptables français et américains, des rapports mensuels, de l'établissement des déclarations fiscales et du bilan annuel ainsi que de la préparation et du suivi du budget.

Vous possédez soit un DECS, soit une formation en Ecole de commerce option finance, avez acquis 2 à 5 ans d'expérience dans une multinationale, parlez couramment l'anglais et maîtrisez les outils informatiques.

Des perspectives d'évolution sont indéniables pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 912.12, à notre Conseil qui vous garantira réponse et confidentialité

Madame Claude FAVEREAU
56, avenue de Suffren - 75015 PARIS.



UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BANQUE
DE L'EUROPE
DES ACTIFS
DES LIÉS
DES MARCHÉS
FINANCIERSRESPONSABLE BACK OFFICE -
TITRES INTERNATIONAL

Au sein du secteur international, il prend la responsabilité, (aux côtés de l'équipe comptabilité) de l'unité chargée de :

- la logistique de traitement des flux sur valeurs mobilières étrangères (négociées à l'étranger)
- la conservation titres (assurée par nos correspondants étrangers)

A ce titre, il encadre un groupe de 20 personnes. Il est également associé aux projets de développement de nouveaux systèmes d'information.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un spécialiste du Back office, diplômé d'une école de gestion (ou université) et riche d'une expérience de 3 à 5 ans minimum de la fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.877 à CONTESSA PUBLICITE 38, rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS PERRET qui transmettra.

FILIALE D'UN
IMPORTANT
GROUPE FINANCIEREN FORTE
CROISSANCE
SPECIALISEE DANS
LES OPCVM
RECHERCHEGESTIONNAIRES
COMPTABLES OPCVM

- UN SENIOR RESPONSABLE D'EQUIPE
- UN COMPTABLE CONFIRME 4/5 ANS D'EXPERIENCE
- UN JUNIOR DEBUTANT

Ils auront la responsabilité de garantir la gestion comptable de plusieurs OPCVM ainsi que l'animation d'équipes qualifiées et dynamiques.

Les postes s'adressent à des comptables niveau DECS ayant une expérience de la gestion SICAV-FCP.

Merci d'adresser CV détaillé en précisant votre rémunération actuelle en rappelant la référence DE 912 sur l'enveloppe à :

C.G.S. CARRIERES GROUPE ALTRAN
55, Bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS

Conseil et Financement aux Entreprises

SDR

Partenaire financier des entreprises de la Région Alsace, nous les conseillons et leur apportons des capitaux permanents, des financements à long et moyen terme. Pour renforcer notre action, nous recherchons un

CHARGE D'AFFAIRES

Il gèrera et développera une clientèle de PME dont il fera le diagnostic, étudiera les projets de financement et d'apports de capitaux dans un esprit de partenariat durable. Il suivra leur mise en place et leur évolution.

Si vous êtes un professionnel du crédit MT et LT, rompu à l'analyse financière, si vous disposez d'une première expérience de 3 à 5 ans dans de telles fonctions, rejoignez une équipe dynamique, ayant une excellente image auprès des entreprises. Le poste est basé à Strasbourg.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et rémunération actuelle sous la référence M 41/3303 B à :

EGOR BANQUES ET SERVICES
8, rue de Belfort - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25 71 07

EGOR

Contrôleur de gestion :
créer le poste

Sous l'autorité du directeur financier, vous définissez et implémentez le système et les outils et êtes l'interlocuteur de tous les services de l'entreprise.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez de 4 à 6 ans d'expérience en audit et/ou en contrôle de gestion. Vous avez une très bonne connaissance des mécanismes comptables. 400 MF. 250 personnes, nos différentes lignes de produits mode bénéficient d'une très bonne image. Notre progression annuelle est supérieure à 20 %.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV sous la référence 20-036 M à notre Conseil.

ONOMA

26 rue de Belfort - 75008 Paris.
Pour plus d'informations, consultez
le 3616 code UCE - ONOMA.

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG

Prestigieuse banque internationale,
implantée à Paris
recherche pour son siègeExploitant
Junior

Vous serez en charge de la préparation des dossiers de crédit et du suivi administratif avec la Direction Régionale de Londres et le siège social.

Ce poste évalue la responsabilité commerciale d'un portefeuille conviendrait à un candidat âgé de 25/30 ans, parfaitement bilingue anglais, de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP...). Vous possédez une première expérience dans une banque internationale au service crédit et si possible de bonnes connaissances en financements de projets (immobilier, aéronautique, grandes opérations).

Merci d'adresser CV + lettre + photo et prétentions sous réf. 2761MO à LBW, 5 rue Lebonheur, 75017 PARIS, qui transmettra.

bioMérieux
Instruments et réactifs de laboratoirePremier Groupe Français de réactifs pour le diagnostic biologique
recherche pour sa filiale de distribution en Allemagne
(région de STUTTGART) sonRESPONSABLE
ADMINISTRATIF ET FINANCIER

rattaché au Directeur Général de la filiale (45 personnes - 60 MF de chiffre d'affaires), vous travaillerez en étroite liaison avec la Direction Administrative et Financière du Groupe.

Responsable de l'ensemble des fonctions administratives et financières, vous évoluerez dans un environnement très informatisé et encadrerez directement une équipe de 14 personnes.

Nous recherchons un cadre confirmé de 30-35 ans parlant couramment l'Allemand, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce.

Merci d'envoyer lettre, CV, photo et prétentions à BioMérieux
J.-C. ALERINI - Chemin de l'Orme - 69280 MARCY L'ETOILE

RESPONSABLE DE GRANDS COMPTES

Axa-midi, Groupe privé français d'Assurances, réalise un CA de 42 milliards de Francs dont 32 % à l'étranger et affirme sa volonté de devenir l'un des premiers groupes internationaux dans son domaine.

Nous recherchons pour une de nos filiales basée à la Défense un Responsable de Grands Comptes.

Au sein de la Direction des assurances de Personnes, vous serez chargé d'assurer le développement et l'animation de ce secteur d'activité. Les relations privilégiées que vous entretenez avec vos différents partenaires vous amèneront à être en contact étroit avec les services de gestion, Actuariat/Produits et Informatique du Siège.

De formation commerciale supérieure, vous avez acquis une expérience professionnelle similaire dans le milieu financier ou bancaire et souhaitez intégrer un groupe qui par sa taille puisse vous offrir des opportunités d'évolution intéressantes.

Adresser lettre - CV - photo à Françoise STEPHAN sous référence RQC à

AXA

FRANKLIN ASSURANCES
Tour Franklin
100/101 Terrasse Boieldieu
92042 PARIS LA DEFENSE
Cedex 11

Nous faisons progresser le monde médical

BECTON-DICKINSON est un grand nom dans le domaine du matériel médico-chirurgical et de laboratoire. Notre Division Médicale est réputée par sa "Qualité Santé" et sa production s'étend du traditionnel (gants, thermomètres, seringues...) aux produits les plus innovants. Nous recherchons un

chef de produit

pour notre Division Médicale Europe à GRENOBLE.

Rattaché au Directeur Marketing, vous serez responsable pour l'Europe du lancement de nouveaux produits.

De formation scientifique ou gestion option marketing, vous possédez au moins 5 ans d'expérience comme chef de produit dans une société internationale et vous maîtrisez l'anglais.

Energie, communication, créativité et disponibilité, sont les mots clés de votre réussite. La rémunération et l'environnement sont de nature à intéresser un candidat à fort potentiel.

Adresser votre dossier de candidature à :
Direction des Ressources Humaines
BECTON-DICKINSON, 5 chemin des Sources 38240 Meylan, FRANCE

ENTREPRISE DE SANTE

CONTROLEUR DE GESTION

D'UNE DE SES DIVISIONS

En liaison avec la Direction Financière, ce jeune diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP, ou double formation scientifique et gestion...) justifie d'une première expérience professionnelle, du sens de l'organisation et des contacts humains.

La pratique de la micro-informatique et une bonne connaissance de la langue anglaise sont indispensables.

Poste basé à PARIS.

Ecrire sous référence 5300 à :

H.C.A.
1 place du Palais Royal
75001 PARISAVOUE
contrôler la magie de
de visiteurs en l'

CONTROLEURS DE GESTION M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

AUDITEURS INTERNES M

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615

Imaginez-vous...

... contrôler la magie de
11 millions de visiteurs en 1992

CONTROLEURS DE GESTION H/F

Au sein de l'un des plus grands projets d'Europe, vous préparerez plans et budgets et élaborerez les tableaux de bord dans des secteurs très diversifiés : loisirs, hôtels, restaurants, services, transports...

Pour notre entreprise qui comptera 12 000 personnes en 1992, vous créerez et mettrez en place les meilleures procédures afin de suivre les coûts. Vous mènerez également des études financières pour conseiller les chefs de projet et les responsables de centres de profit.

De formation supérieure (ESSEC, ESCP, IMEDE, London Business School...), vous avez une expérience de 2 à 6 ans dans une grande entreprise. (réf. FN/9120/M)

AUDITEURS INTERNES H/F

Le service audit d'Euro Disneyland est à créer. Vous participerez donc à la mise en place de son organisation et de ses méthodes. Vous procéderez à l'audit des projets et assurerez le suivi des contrats.

Etant donné la diversité de nos réalisations et le caractère international de notre entreprise, une formation supérieure et une expérience réussie d'environ 5 ans dans un cabinet international sont indispensables. (réf. FN/9106/M)

Après l'ouverture de la première phase en 1992, l'évolution d'Euro Disneyland est d'ores et déjà planifiée jusqu'en 2017. Nous recherchons des cadres qui sauront relever ce défi et qui, par leurs qualités de réflexion et de dialogue, pourront accompagner notre excellence.

Pour ces postes, la connaissance de la micro-informatique et la maîtrise de l'anglais sont nécessaires.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence choisie, à Euro Disneyland, Service Recrutement, "Le Pascal", 3-11 bd Georges-Mélieux, 94350 Villiers-sur-Marne.



Euro Disneyland SCA

Une entreprise de rêve pour l'avenir

Jeune «Controller»
devenez adjoint au Directeur Financier

Notre société produit et commercialise des équipements et fournitures de bureau. Nous occupons une position leader sur le marché français, renforcée depuis peu par le rapprochement avec un groupe anglo-saxon. Une nouvelle dimension qui nous amène à créer cette fonction.

Votre première mission - réétudier, améliorer et assurer le reporting mensuel. Rapidement, vous prendrez sous votre responsabilité : la formation de l'ensemble du contrôle de gestion, que vous ferez évoluer, la consolidation comptable des activités du groupe en France.

A 30 ans environ, diplômé d'une grande école de gestion, option finances-compta + DECS, vous avez une première expérience de 3 à 5 ans centrée sur le reporting anglo-saxon ou sein d'un groupe ou de la filiale française d'une multinationale. Vous y avez pratiqué l'anglais.

Le poste est basé dans la région d'Angon.

Notre Conseil ALGOE étudiera votre candidature en toute confidentialité, merci d'écire sous réf. 371 M à Michèle GOMEZ ALGOE, 9 bis route de Champagne, 69134 Ecully Cedex.

ALGOE
CONSEIL EN MANAGEMENTGROUPE BANCAIRE
INTERNATIONAL

Direction des Engagements un(e)

ANALYSTE CRÉDIT
ENTREPRISES
CONFIRMÉ(E)

Vous participerez à l'analyse des propositions de crédit et à l'instruction des dossiers à présenter pour approbation. Votre expérience de la banque, soit au sein d'un service similaire, soit en tant qu'exploitant, renforce le professionnalisme nécessaire à votre réussite dans un environnement stimulant.

Homme de contact, très motivé par la mission proposée, votre évolution s'appuiera sur la synergie entre votre savoir-faire et l'appartenance à un groupe diversifié.

Nous vous remercions d'adresser un dossier de candidature complet sous réf. 51477 à PLAIN CHAMPS, 57, avenue du Général Leclerc 75014 PARIS, qui transmettra.



La passion du Service

CGEA Prestataire de services aux collectivités locales dans les domaines de la Propriété Urbaine et des Transports de Voyageurs, le groupe CGEA (8000 personnes) appartenant à la GÉNÉRALE DES EAUX, recherche un

JEUNE CADRE
FINANCIER

Au sein de la Direction Financière du groupe, il sera l'interlocuteur et le conseil des agences régionales ainsi que des filiales françaises et étrangères. Ses missions seront fonction des besoins : il interviendra de façon ponctuelle ou continue en audit, études, assistance et suivi des opérations comptables et financières.

Il effectuera donc de courts déplacements sur l'ensemble du territoire et à l'étranger.

Agé de 26 à 32 ans, de formation supérieure (Ecole de Commerce, DECS...), il a acquis en entreprise ou dans un cabinet d'audit l'expérience de la gestion d'entités multiples et décentralisées.

Pragmatique, il sait comprendre les nécessités du terrain.

Il peut travailler en anglais.

Merci d'adresser une lettre manuscrite, accompagnée de votre CV et d'une photo, sous réf. 4180 M à : JONCTION - 32, avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine qui transmettra votre dossier en toute confidentialité.

REGARDONS
LES CHOSES EN FACE

SAVEZ-VOUS
CONJUGUER
CONTRÔLE
BUDGÉTAIRE
ET AISCANCE
RELATIONNELLE

CONTROLEUR DE GESTION

Constructeur Informatique, filiale de Siemens, IN2 (1200 personnes, 1,1 Milliard de FF de CA) recherche un Contrôleur de Gestion.

Vous aurez pour missions principales :

- Assistance, conseil, suivi, contrôle budgétaire des directions et services du siège.
- Participation à la mise en place des procédures d'organisation comptable.
- Etablissement du résultat prévisionnel de la Société et du groupe (échanciers, cohérence des informations recueillies, synthèse des résultats).

Pour assurer efficacement ces actions, vous avez :

- une aisance relationnelle, de la rigueur, de la créativité, de l'autonomie allée à l'esprit d'équipe.
- une formation supérieure avec une bonne maîtrise de la comptabilité générale et analytique.
- une expérience équivalente de 2 à 4 ans avec pratique de la micro-informatique.

De votre performance dépendra l'envergure du poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence M/DF/38 Christine POURTEAU Société IN2 - BP 4 - 78373 Plaisir Cedex.

IN2

une société du groupe Siemens

Le Monde
CADRES

mf PAPETERIES MATUSSIÈRE ET FOREST

Notre société est réputée dans le domaine de la fabrication des papiers graphiques et d'emballage. Ses 7 unités de production sont essentiellement dans l'Est et le Sud-Est.

Pour les 2 unités proches de Grenoble, représentant près de 500 personnes, nous recherchons un :

Chef du personnel

Diplômé d'études supérieures, la trentaine, vous avez déjà une expérience de 4 à 5 ans, idéalement dans une industrie de process en continu. Vous avez fait vos classes dans une position d'adjoint et vous vous sentez apte maintenant à tenir la barre.

Sur les 2 sites, vous avez, bien sûr, la maîtrise de tous les aspects de la fonction (recrutement, salaires, formation, sécurité).

Surtout, votre présence sur le terrain, votre sens relationnel, font de vous le promoteur de la politique sociale auprès de la hiérarchie. Expert dans votre domaine, vous êtes un conseiller écouté de votre Directeur d'unité.

Nous vous remercions d'adresser rapidement votre candidature (Référence 1104/RE) à SEFOP RHÔNE-ALPES, 17, avenue du Granier 38240 MEYLAN, qui nous aide dans cette recherche.

SEFOP Rhône-Alpes

Agence de communication
internationalerecrute pour son service
relations presse/
relations publiques

UN ASSISTANT

Niveau BAC + 3.

Bon rédacteur, esprit ouvert,
goût de l'initiative et des
contacts, ouvert voyageur.

Anglais indispensable.

Autre langue appréciée.

Poste évolutif.

Adresser lettre + C.V. +
photo sous réf. 8708
à SEFOP PUBLICITÉ
8, rue de Montessuy,
75007 Paris.

AGENCE LITRE

collaborateur (TRIC) pour
diffusion, pour vente après base de
données. Questions téléphoniques Paris.
Sous V.P. envoi CV + lettre
manuscrite, 41, rue de Montessuy (P).VILLE D'EVRY
Plus de 40 000 habitants

recrute

UN(E) CHARGÉ(E)
D'INFORMATION(RÉDACTEUR
OU ATTACHÉ)Sous l'autorité du député-
maire et du secrétaire gé-
néral, il ou elle aura la mission
de concevoir, rédiger et su-
ivre la réalisation de divers
supports d'information écrits
(bulletin municipal, lettre du
maire, guide pratique,
affiches).Formation et expérience
vivement souhaitées (spe-
cialité de rédaction, expérience
du maquetage).Candidature à adresser à :
Monsieur le Député-Maire
Cabinet du Maire
Hôtel de Ville
Place du Général-de-Gaulle
91011 EVRY CEDEX

ALPHA BANQUE TT

recrute pour banque
Paris poste fixe

MAÎTRISE DROIT

droit privé, expérience
indispensable en promotion
immobilière ou bancaire.

Envoyer votre CV à :

ALPHA BANQUE TT,
22, rue d'Athènes, Paris 8^e
ou tél. : 42-80-47-68.capitaux
propositions
commercialesSté de supports publicitaires
lumineux et animés sur
appareils nouveaux rech.

ACHETEURS

Poss. d'achats par paye.
ROBOT P.B. 2, square de
Maupeau, 75008 Paris.
48-74-38-82.ORGANISATION
PROFESSIONNELLE
Secteur de la santé rech.

FUTUR ADJOINT

du directeur des échanges
internationauxFormation et expérience
concrète de 2/3 ans de
l'opération de préférence
Sud-Est asiatique, pays de
l'Est Asiatique Indes.Goût de la gestion adminis-
trative de dossiers, sens des
contacts et de l'animation
de groupes. Pratique cou-
rante de l'anglais et de
l'information.Adr. lettre manuscrite et
C.V. en précisant la réf.
n° 87881 BLEU, 17, rue
Label, 94307 Vincennes
Cedex, tel. trans.Société de construction
Val-de-Marne

recherche

COMPTABLE
EXPÉRIMENTÉ

Niveau DECS

Adresser votre candidature
sous réf. 8704
à LE MONDE PUBLICITÉ
8, rue de Montessuy,
75007 Paris.Société proche
banque Nord-Est
recherche

COLLABORATEUR(ICE)

Connaissances bâtiment
(travaux et matériaux) et
gestion souhaitées pour
développement service
exploitation.Envoyer C.V. détaillé
+ références
sous réf. 8706
à LE MONDE PUBLICITÉ
8, rue de Montessuy,
75007 Paris.SOCIÉTÉ DE CRÉDIT
CH. pour PARIS et NICE

COLLABORATEURS

École supérieure de com-
merce pour devenirRESPONS. DES SERVICES
CRÉDITS COMMERCIAUXEnv. C.V. et réf. à : SMO,
218, r. St-Honoré, Paris-1^{er}.

pavillons

MARCHÉ DES NOTAIRES

SEVRES, 8, rue du Galt sur
385 m² env., 4 pièces,
88 m² env., habit. Libre
+ garage. Mises à prix :
1 000 000 F.Visite le 8 déc. 14 h à 17 h.
N° 8881 BLEU, 17, rue
Label, Vincennes (P) 48-74-38-82.

VARENNE-ST-HILAIRE

(94) Pavillon, constr. MOEL,
815 m², 100 m² hab., 7-de-
gré, salon, s. à manger,
1 chbr., w.c., cuisine,
1^{er} ét., 2 chbrs +
2 chbrs mansard., s. de
bains avec w.c., s/sol.
2 300 000 F.

42-83-04-91

MARNÉ-LA-VALLEE

Dans charmant village, gd
FS récent, 120 m², cul-
sac, m. 34 m², 3 chbrs
à l'éc., 2 w.c., s.d., dou-
che séparée, combles en
partie aménagés + cellier et
garage 20 m², jard., état
impéc. Prox. écoles, comm.
et gdes surf. A quelques
minutes du RER (Torcy) et
gare SNCV (Villette), très bien
desservi.

Prix : 520 000 F.

Tél. : (1) 84-80-55-15
après 18 h en semaine, sem.
et dim., heures rep.

villas

Belle villa, collines
Cannes/Vallauris, 2 appts
270 m² hab., 1 800 m² ter-
rain arboré, vue mer panor-
amique, 3 200 000 F. AG.
APOLLO, 8, bd Carnot,
Cannes, 93-38-58-58.

terrains

ENTREMONT (74)

Proximité La Clusaz et
La Grand-Bornand, terrain
de 1 800 m² et 2 080 m².
Prix : 200 000 F HT l'un.
Tél. : (1) 80-05-05-74
(18) 80-07-08-34

CLEMENCE IMMOBILIER

FRESNES 94

Terrain à bâtir
Surf. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.Bât. 475 m², façade 18 m.
Prix : 1 150 000 F.

bureaux

Locations

Déménagement depuis 50 F/m²
Paris 15^e de 9^e 12^e 19^e et 17^e
CREATION 17^e 43-47-05-58
INTER DOM 12^e 43-40-31-45.

GROUPE ASPAC

1^{er} Réseau National
DE CENTRES D'AFFAIRES
proposant bureaux et salles de
réunions équipées avec dotées
+ services, tél. fax, fax,
sécurité, TTX, accès internet,
Boulogne 48-22-22-25
Vincennes et Marne
93-72-15-19
Marseille 91-72-45-00
Rouen 33-71-80-80
Paris 15^e 43-83-80-80
+ de 20 centres en France
Infos Mondial : 3615 ASPAC.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM
Constitution de société.
Déclaration et sous serv.
Fermier, téléphonique.

43-55-17-50.

SIÈGE SOCIAL

Bureaux équipés et services,
démarches R.C.-R.M.
SOCIÉTÉ SERVICES
CH. d'YVRES 47-23-85-47.
NATION 43-41-81-81.VOTRE SIÈGE SOCIAL
A L'ÉTOILE16^e CHAMPS-ÉLYSÉES
ou AVENUE VICTOR-HUGO
Bureaux, tél. fax, fax,
Domicil. : 170 à 380 F/m².

CIDES 47-23-84-21.

DÉCLARATION
BUREAU, TÉLÉSCOPE, TÉLÉX.

AGECO, 42-94-95-28.

locaux
commerciauxExceptionnel
11 000 m² par. PARENS-18^e
rue Cardot, MUSEE + FORGE.
Exclusivité. Immo. Marquise.
42-82-01-82.

MARCHÉS FINANCIERS

INDUSTRIE

Selon « Der Spiegel »

Ford et Volkswagen prépareraient un projet de voiture commune

Les constructeurs automobiles européens et américains s'apprêtent pour l'avenir de leur industrie. Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, le dimanche 17 décembre, M. Daniel Godever, numéro deux du groupe Volkswagen, a déclaré : « Les constructeurs européens doivent se restructurer et faire entre eux des échanges plus approfondis qu'ils ne le font aujourd'hui. » A propos des importations de voitures japonaises, sujet qui doit être évoqué lundi à Bruxelles par les ministres de l'Industrie, M. Godever a ajouté : « Il faut nous laisser un peu de souffle. Ce n'est pas adéquat de dire aujourd'hui qu'ils pourraient entrer à partir de 1992 sans aucune contrainte. »

Les partenaires devront contenir le surcoût du tunnel sous la Manche

Suite de la page 25

Evidemment, chacun essaie d'en faire porter la plus grande partie à l'autre. Eurotunnel fait remarquer que les 7 milliards de francs de différence d'appréciation du surcoût entre lui et TLM dans le domaine des gares terminales, la signalisation des systèmes électriques et de la ventilation ne sauraient lui incomber et il demande à ses banquiers une augmentation de ses capitaux. TML, qui risque de perdre beaucoup d'argent, réclame, à son tour, des économies importantes sur le projet pour contenir la montée des coûts. Les banquiers, qui n'aiment ni les risques ni les ralongements de crédits s'interrogent sur la rentabilité finale de l'ouvrage.

Les partenaires sont condamnés à s'entendre sur les ajustements nécessaires, faute de quoi aucun ne retrouverait sa mise et le financement privé d'infrastructures serait durablement compromis dans le monde. Au vu du rapport remis le 15 décembre, ils vont devoir prendre leurs responsabilités dans les prochaines semaines. La commission intergouvernementale de sécurité tranchera enfin la question de savoir si les passagers des cars et des camions pourront voyager avec leur véhicule comme cela est, en principe, prévu pour les véhicules individuels.

Eurotunnel et TML décideront s'ils ramènent à 120 km/h la vitesse de pointe des navettes qui était initialement fixée à 160 km/h, malgré quatre ou cinq minutes perdues. Ils chercheront à faire des économies sur le nombre de quais dans les terminaux et sur la complexité des matériels roulants. Chez TML, où

l'on espère éviter 4 milliards de francs de dépense. Chez Eurotunnel, où l'on se dit prêt à accepter toutes les économies compatibles avec la sécurité et l'équilibre du projet, on estime que le résultat de ces coupes ne dépassera pas les 2 milliards de francs.

Trente rames de TGV

Les banquiers auront leur mot à dire dans ces choix techniques qui engagent la rentabilité, mais ils seront contraints en (et) d'accorder des lignes de crédit supplémentaires ou (et) de consentir à une augmentation de capital s'ils ne veulent pas mettre les constructeurs en faillite et arrêter des tunnels qui progressent enfin à une allure record, soit 49,70 mètres réalisés en une seule journée du côté français où les conditions géologiques sont les plus difficiles.

Les ailes du tunnel sous la Manche sont exclusivement financières, car des deux côtés du détroit on se prépare d'arrache-pied à exploiter le lien trans-Manche à partir du 15 juin 1993. Pour le signifier, la SNCF française, la SNCB belge et British Rail ont signé solennellement le 18 décembre le contrat d'achat de 6 millions de francs de trente rames de TGV qui circuleront entre Londres et Paris ou Bruxelles avec des points de 300 kilomètres-heure. Une façon de dire que les entreprises ferroviaires, elles, croient au tunnel même si les financiers et les banquiers éprouvent quelques difficultés à ce sujet.

ALAIN FAUJAS.

ÉCONOMIE

Associant pétroliers américains, soviétiques et français

Un consortium international va explorer la zone mixte entre les deux Yémens

Pour la première fois, des Américains, des Soviétiques, des Français et des Koweïtiens seront réunis au sein d'un consortium qui vient d'être choisi pour explorer un permis de 2 200 kilomètres carrés situés entre les deux Yémens. Un consortium hétéroclite où les américains Hunt et Exxon seront associés au groupe français Total, ainsi qu'à une compagnie soviétique (chaque pour 12,5 % du capital) et à une filiale de la KPC koweïtienne qui détient 25 % des parts. Selon les accords passés au sein de l'association, Total sera opératoire pour l'exploration du permis, les deux américains pour le développement éventuel du pétrole découvert, l'exploitation ultérieure du champ devant être assurée par le consortium en tant que tel.

Pour le groupe français, cette décision est une victoire importante. En effet, la zone mixte, qui a fait longtemps l'objet de disputes entre le Yémen du Sud et le Yémen du Nord avant qu'une exploitation conjointe ne soit décidée, est considérée comme très prometteuse par les milieux pétroliers, car située entre deux champs déjà découverts. Une quarantaine de compagnies avaient remis des offres pour l'exploitation de ce permis. Le choix de ce consortium à priori hétéroclite correspond à un équilibre politique subtil entre les deux gouvernements.

Achèvement de l'autoroute A 40

Le kilomètre à 140 millions de francs

M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, a inauguré, le lundi 18 décembre, le dernier tronçon de l'autoroute A 40, qui permet de relier Mâcon à la vallée de Charnay. Les 13 derniers kilomètres qui restent à construire entre Syllans et Châtillon-de-Michaille (Ain) seront mis en service le 20 décembre. Ils mettront fin aux traditionnels bouchons que rencontraient les skieurs sur la nationale 84 en direction des stations de sports d'hiver de la Haute-Savoie.

La traversée de cette partie du Jura méridional a été particulièrement difficile à réaliser en raison d'un relief escarpé et d'un terrain instable. Trois tunnels et sept viaducs ont été construits, et la multiplication de ces ouvrages d'art, dont certains ont nécessité des fondations descendant jusqu'à 35 mètres, fait de cette portion de l'A 40, l'une des autoroutes les plus chères de France. En effet, elle coûte 140 millions de francs du kilomètre contre 30 millions pour une autoroute en plaine. On ignore encore l'augmentation de tarif qui en résultera pour les automobilistes ; ceux-ci acquitteront déjà 128 F entre Paris et Syllans pour un véhicule de petite cylindrée.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ÉCONOMIQUES

Indice global de base 100 = 31 décembre 1982

à 100 = 15 déc.

Valeurs	à 100 = 15 déc.	à 100 = 15 déc.
Valeurs françaises	127,8	127,8
Valeurs étrangères	121,9	121,9
Valeurs européennes	120,9	120,9
Valeurs américaines	142,5	142,5
Valeurs asiatiques	115,4	115,4
Valeurs africaines	123,3	123,3
Valeurs océaniques	114,2	114,2
Valeurs méditerranéennes	115,4	115,4
Valeurs méditerranéennes	117,8	117,8
Valeurs méditerranéennes	132,2	132,2
Valeurs méditerranéennes	146,9	146,9
Valeurs méditerranéennes	144	144
Valeurs méditerranéennes	204,6	204,6
Valeurs méditerranéennes	116,5	116,5
Valeurs méditerranéennes	104	104
Valeurs méditerranéennes	104	104
Valeurs méditerranéennes	131,7	131,7

Base 100 = 31 décembre 1982

Valeurs françaises

Valeurs étrangères

Valeurs européennes

Valeurs américaines

Valeurs asiatiques

Valeurs africaines

Valeurs océaniques

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en millions de francs

à 100 = 15 déc.

à 100 = 15 déc.

Valeurs	à 100 = 15 déc.	à 100 = 15 déc.
Valeurs françaises	127,8	127,8
Valeurs étrangères	121,9	121,9
Valeurs européennes	120,9	120,9
Valeurs américaines	142,5	142,5
Valeurs asiatiques	115,4	115,4
Valeurs africaines	123,3	123,3
Valeurs océaniques	114,2	114,2
Valeurs méditerranéennes	115,4	115,4
Valeurs méditerranéennes	117,8	117,8
Valeurs méditerranéennes	132,2	132,2
Valeurs méditerranéennes	146,9	146,9
Valeurs méditerranéennes	144	144
Valeurs méditerranéennes	204,6	204,6
Valeurs méditerranéennes	116,5	116,5
Valeurs méditerranéennes	104	104
Valeurs méditerranéennes	104	104
Valeurs méditerranéennes	131,7	131,7

Base 100 = 31 décembre 1982

Valeurs françaises

Valeurs étrangères

Valeurs européennes

Valeurs américaines

Valeurs asiatiques

Valeurs africaines

Valeurs océaniques

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

Valeurs méditerranéennes

PARIS: Second marché (sélection)

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
Américain	304	304	Américain	134 80	134 80
Américain	143	143	Américain	207	207
Américain	300	300	Américain	238 10	238 10
Américain	575	575	Américain	204 50	204 50
Américain	190	190	Américain	7	7
Américain	785	785	Américain	202	202
Américain	396	396	Américain	1739	1739
Américain	2500	2500	Américain	240	240
Américain	680	680	Américain	509	509
Américain	800	800	Américain	33 50	33 50
Américain	780	780	Américain	909	909
Américain	1830	1830	Américain	712	712
Américain	340	340	Américain	698	698
Américain	235	235	Américain	342	342
Américain	725	725	Américain	514	514
Américain	724	724	Américain	252	252
Américain	280	280	Américain	720	720
Américain	1170	1170	Américain	315 80	315 80
Américain	467	467	Américain	114	114
Américain	610	610	Américain	421	421
Américain	1170	1170	Américain	342	342
Américain	650	650	Américain	509	509
Américain	203	203	Américain	296	296
Américain	176	176	Américain	297	297
Américain	19 50	19 50	Américain	220	220
Américain	225	225	Américain	176	176
Américain	330	330	Américain	510	510
Américain	308	308	Américain	106	106
Américain	955	955	Américain	1200	1200
Américain	282	282			
Américain	280	280			
Américain	147	147			
Américain	300	300			
Américain	1000	1000			
Américain	440	440			
Américain	285	285			

LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 15 décembre 1989

Nombre de contrats : 12 095.

VALEURS	PRIX	Options d'achat	Options de vente
Accor	920	11,50	43
Boeyges	720	5	23
CCE	480	36,10	1
EIF-Agencier	520	6	1
Environnement SA-PLC	50	2,50	8,80
Lafarge-Coyette	1 550	13	4
Michelin	171	3,10	13
Parifin	1 400	55	2,40
Perant-Ricard	1 500	28	19
Progent	775	56	91
Saint-Gobain	640	9	48
Sources Pariet	1 900	52,50	19
Société générale	520		

**Cours relevés
à 17 h 30**

Comptant (adjonction)

SICAV (infonction)

15/12

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission (Fr. incl.)	Rachet net	VALEURS	Emission (Fr. incl.)	Rachet net
Obligations						Etrangères								
Emp. 8,00 % 7/73	4 986		Champs (Hy) C.I.C. France de	157	150 70	Magnezie Unipac		180 10	Vins	161 84	123 55	France Indus. S&W	117 85	114 88
9,00 % 7/83	4 187		Champs (Hy) C.I.C. France de	235	235	Magnezie S.A.		374 80	Vins	241 43	234 87	France Indus. S&W	480 48	440 25
10,00 % 7/83/84	3 018		Champs (Hy) C.I.C. France de	721	721	Magnezie S.A.		142 80	Vins	601 38	579 06	France Indus. S&W	483 07	458 48
10,20 % 8/83/84	7 079		Champs (Hy) C.I.C. France de	1057	1057	Magnezie S.A.		270 10	Vins	687 45	682 00	France Indus. S&W	612 20	487 28
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	395	395	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	10150	10150	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	802	802	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	1530	1530	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	810	810	Magnezie S.A.		220 10	Vins	132 01	127 55	France Indus. S&W	135 05	121 41
10,50 % 8/83/84	1 013		Champs (Hy) C.I.C. France de	8										

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements

45-55-91-82, poste 4330

